

Supplément
MONDE
THE UNIVERSITY OF JORDAN
Page 17 à 20
N° 58700
CLASSE 2
DATE 21 APR 1986

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

THE UNIVERSITY OF JORDAN
JORDAN
DATE 21 APR 1986

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12756 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 21 FÉVRIER 1986

« Baby Doc » aux abois

Le clan Duvalier, humilié et méprisé par les Haïtiens écœurés par la corruption débridée d'un régime tout à la fois cruel, méprisant, archaïque et incompétent, aura jusqu'à un bout tenté de faire face à une situation explosive et apparemment désespérée.

« Baby Doc », héritier pâlot, faible et indécis d'une « dynastie » qui a cru pouvoir institutionnaliser la « présidence à vie » - ajoutant une note de grotesque à une situation particulièrement dramatique - a multiplié les décisions brutales et parfois contradictoires depuis plusieurs semaines. En vain.

Il a remanié trois fois son gouvernement en quatre mois. Cette valse des ministres et des hommes de confiance a seulement contribué à faire monter la grogne dans les milieux dirigeants eux-mêmes. De très proches collaborateurs de « Baby Doc » ne dissimulent plus que le régime a fait son temps.

Le jeune président a limogé des généraux, procédé à de très importantes mutations dans l'armée. Il a ainsi aggravé le désarroi et l'irritation chez les militaires, dont les prérogatives avaient été sérieusement rognées par « Papa Doc ». Au pouvoir pendant seize ans, le père de l'actuel chef de l'Etat préfère appuyer sur des milices particulières comme les célèbres et sinistres « tontons macoutes », disposant pratiquement du droit de vie et de mort sur la population, spécialement dans les zones rurales.

Signe de l'effritement inexorable du régime : les « tontons macoutes » eux-mêmes rechignent aujourd'hui à la tâche, répugnant à réprimer avec leur brutalité habituelle les manifestations de protestation populaire. Cette « mollesse » explique que, pour la première fois, des dizaines de milliers de personnes aient pu à peu près librement réclamer dans la rue le départ de « Baby Doc » et de sa famille.

Au Cap-Haïtien, sur la côte nord, aux Gonaïves, dans le centre, à Jérémie et à Jacmel, dans le sud, les scènes d'émeutes et de pillage se sont multipliées, incitant les touristes étrangers à se réfugier dans la capitale, curieusement épargnée jusqu'à présent par les troubles généralisés dans le reste de l'île.

L'Eglise, qui n'a cessé de mettre les autorités en garde contre la misère épouvantable des masses et de dénoncer les excès de la famille présidentielle, a pris courageusement la tête de l'opposition. Elle réclame des « changements » urgents et importants, reprenant ainsi les appels du pape Jean-Paul II lors de son passage en Haïti. L'armée est indécise, sensible sans doute aux appels venant de toutes parts et lui suggérant de prendre provisoirement les affaires en main.

Coup de grâce pour « Baby Doc » : les Etats-Unis ont décidé, jeudi 30 janvier, de bloquer leur assistance économique en raison des « graves atteintes aux droits de l'homme commises par le gouvernement du président à vie Jean-Claude Duvalier », selon la formule du département d'Etat de Washington.

Ces « atteintes » ne sont pas nouvelles. Massacres, exécutions, tortures dans les sinistres cachots de la caserne Dessalines : « Baby Doc » n'a cessé, depuis son accession au pouvoir en 1971, de loucher entre de timides tentatives de « libéralisation », suggérées par Washington, et une répression sans pitié de toute velléité d'opposition.

« Papa Doc » avait, avec habileté, bâti sa puissance sur l'exaltation de la « négritude » face à une minorité mulâtre. Son fils n'a pas su ou pas pu maintenir cette politique. Il est seul, face à une hostilité populaire grandissante, mais sans chefs de file qui ne soient contestés par personne. C'est paradoxalement la dernière - et bien faible - carte de « Baby Doc », lâchée par les Etats-Unis.

UNE OUVERTURE DU PRÉSIDENT BOTHA ?

Des mesures en faveur des Noirs annoncées en Afrique du Sud

Le président sud-africain, M. Pieter Botha, a annoncé, ce vendredi 31 janvier, devant le Parlement du Cap, son intention d'abroger les « pass laws », laissez-passer obligatoires pour les Noirs, et la mise en œuvre d'une nouvelle politique d'urbanisation en faveur des Noirs.

M. Botha a proposé à l'URSS d'échanger le dirigeant noir Nelson Mandela contre les dissidents soviétiques Andreï Sakharov et Anatoli Tchicharanski.

Le système actuel des « pass », a souligné M. Botha, « est trop coûteux et aujourd'hui dépassé ». Le président sud-africain a, d'autre part, invité les Etats voisins de l'Afrique du Sud à participer à un « conseil de sécurité » avec Pretoria. En cas de réponse négative, a-t-il indiqué, l'Afrique du Sud prendra des « mesures concrètes d'auto-défense ».

La suppression des laissez-passer, sous réserve qu'il s'agisse bien d'une disparition totale du système, serait une mesure importante, car elle constitue un des piliers de la politique d'apartheid. Faute de pouvoir montrer leur « pass » aux forces de police, les Noirs pouvaient être condamnés à des peines allant jusqu'à trois mois d'emprisonnement, ainsi qu'à des amendes. Amnesty International a rendu public, le 28 janvier, un rapport indiquant qu'en 1984 238 000 personnes avaient été arrêtées en vertu de ces règlements.

L'organisation humanitaire soulignait, d'autre part, que les détenus emprisonnés pour ce motif sont victimes de traitements « cruels et inhumains » et qu'ils peuvent être « loués » ou « vendus » pour effectuer des travaux obligatoires, dans des conditions qui sont « à la limite de l'esclavage ».

Sur le plan politique, la décision de M. Botha est encore plus significative : le 15 août dernier, dans son discours de Durban, M. Botha avait déçu l'attente générale en n'annonçant aucune réforme du système d'apartheid.

Si, cette fois-ci, le président sud-africain consent à faire un geste, cela prouve au moins qu'il a compris que le cycle de répression dans lequel s'est enfoncé jusqu'à son gouvernement ne menait à rien, et que des concessions politiques en faveur des vingt-quatre millions de Noirs sud-africains sont indispensables.

LE DRAME DE LA NAVETTE CHALLENGER

La participation de « civils » aux vols spatiaux contestée

Les sept astronautes disparus dans l'explosion de la navette spatiale Challenger reçoivent ce vendredi 31 janvier un hommage solennel. Le président Reagan se rend à Houston (Texas) pour présider cette cérémonie. La France sera représentée par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et Patrick Baudry. Un vif débat s'instaure aux Etats-Unis sur la participation de « citoyens ordinaires » aux vols spatiaux.

Correspondance

Washington. - La NASA a décidé de réunir un certain nombre de spécialistes de la psychologie des enfants pour la mise au point d'un programme visant à éliminer, ou en tout cas à atténuer, les traumatismes éprouvés par les écoliers ayant pour ainsi dire vécu « en direct », à la télévision, l'explosion de Challenger. Cette démarche, typiquement américaine, répond au souci de dissiper le malaise ressenti dans certains secteurs de l'opinion par la mort du premier civil participant à une mission spatiale, ainsi que de prévenir les critiques ou de répondre à celles déjà exprimées sur la participation de « citoyens ordinaires » aux vols dans l'espace.

« La mission de Christa McAuliffe était aussi importante que le travail de Gregory Jarvis, ingénieur spécialisé dans la recherche des effets de la non-pesanteur sur les fluides », a dit

le sénateur Gorton, président de la sous-commission sénatoriale supervisant le programme spatial. Un avis partagé par le président Reagan qui immédiatement après la catastrophe s'adressait directement aux jeunes pour les assurer que l'exploration de l'espace par des civils continuerait. Tel n'est pas l'avis du sénateur Glenn, l'ancien astronaute, fermement opposé à la présence de civils à bord des vaisseaux spatiaux, ou du représentant Volker déclarant : « Le président et la NASA essaient d'employer des civils dans l'espace pour rallier le grand public au programme spatial... » Quant au professeur Gold de l'université Cornell, partisan convaincu des « vols non habités » : « L'envoi d'êtres humains dans l'espace par la NASA est un exercice en relations publiques. »

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 9.)

Les mécomptes des diamantaires d'Anvers

La communauté diamantaire d'Anvers est au centre d'un scandale financier - sans doute l'un des plus importants de l'après-guerre - qui porte sur des milliards de francs.

De notre correspondant

Bruxelles. - « Mazel und broche ! » (« Bonheur et bénédiction » en yiddish), une poignée de mains et l'affaire est conclue. Ici, dans la communauté juive d'Anvers, qui contrôle le commerce du diamant, il n'a jamais été besoin de factures pour sceller un marché, même s'il porte sur des pierres valant plusieurs dizaines de millions de francs. « Mazel und broche... » A la fin de la guerre, Paul-Henry Spaak, lorsqu'il était premier ministre,

n'a sans doute pas prononcé cette formule. Mais l'esprit était le même : pour faire revenir à Anvers les diamantaires qui s'étaient réfugiés aux Etats-Unis afin de fuir les persécutions nazies, Spaak leur assure - mais sans rien signer - que toutes les conditions seraient réunies pour leur permettre de travailler dans une ambiance favorable. Au lendemain de la première guerre mondiale déjà, une délégation belge avait convaincu les diamantaires, alors installés à Amsterdam, que le fisc serait plus compréhensif à leur égard de l'autre côté de la frontière. En fait, on taillait déjà le diamant à Anvers au Moyen Age et la ville supplanta tour à tour Bruges, Venise et Amsterdam.

Aujourd'hui, le diamant fait vivre près de trente mille personnes à Anvers. Autour du premier cercle, très étroit et très fermé, des diamantaires proprement dits gravitent en effet une multitude de services annexes qui contribuent à la prospérité du port flamand et de la Belgique tout entière. En 1985, les exportations belges de diamants se sont élevées à 330 milliards de francs belges (environ 50 milliards de francs français), soit près de 6 % du total des exportations du royaume. Chiffres sans doute sous-évalués, car - et c'est là que l'histoire actuelle commence - rien, et surtout pas les statistiques, n'est vraiment officiel dans cette activité pas comme les autres. Pas de factures. Ou alors, « après ». Pour les besoins de la

cause, les entreprises ayant pignon sur rue et spécialisées presque officiellement, pourraient, dans la confection de tels documents, être capables de fournir les factures adéquates. Beaucoup d'argent liquide, ensuite. D'où vient-il ? La question est incongrue. Personne, d'ailleurs, ne la pose. Pas de TVA - privilège officiellement reconnu - et des impôts sur le revenu « forfaitaires », pratique qui permet au fisc belge de récolter des fonds sans paraître trop inquisiteur. Bref, un voile pudique plane sur le minuscule quartier d'Anvers où se concentre le commerce du diamant.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 4.)

Le plan ORSEC pour trois départements

Des régions entières privées d'électricité, de téléphone et d'approvisionnement par route.

PAGE 10

La victoire des rebelles en Ouganda

Après la chute de Kampala, la conquête du Nord...

PAGE 32

L'URSS et le Yémen du Sud

Moscou voit désormais dans le président déchu un contre-révolutionnaire...

PAGE 3

La journée d'action de la CGT

Douze mille manifestants à Paris, mais une mobilisation limitée.

PAGE 29

Les tribulations du patrimoine

La cour du Palais-Royal et le futur Musée des plans-reliefs.

PAGES 22 et 23

Etranger (2 à 4) ■ Politique (5 à 8) ■ Société (9 et 10) ■ Culture (22 et 23) ■ Communication (26) ■ Economie (28 à 30)

Programmes des spectacles (24) ■ Radio-télévision, Médiologie (25) ■ Informations services : Météo (14), Loto (26) ■ Carnet (21) ■ Annonces classées (21)

« RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE »

Le pré carré du président

par JACQUES AMALRIC

Pourquoi M. François Mitterrand a-t-il décidé de nous offrir aujourd'hui ses *Réflexions sur la politique extérieure de la France* ? Du fait de la proximité d'élections législatives qui pourraient révéler cruciales ? Sans doute. Pour souligner que c'est dans son action diplomatique qu'il a remporté, « depuis le premier jour, l'adhésion du plus grand nombre des Français », exception faite des « collaborateurs » et autres « moines ligueurs » ? C'est probable. Mais c'est aussi parce qu'il entend, dès aujourd'hui, marquer son territoire, délimiter le pré carré à l'intérieur duquel il compte bien continuer à évoluer demain et à imposer ses choix.

Savoir s'il y parviendra est une autre affaire, qui dépendra en grande partie du résultat des urnes. Mais fidèle à son comportement, le président feint de s'interdire le doute, affecte l'infailibilité et place la barre très haut. C'est la tonalité du texte, beaucoup plus que le contenu, sans grandes surprises, qui fera grincer des dents. Tous les ingrédients du volontarisme mitterrandien sont là, les bons et les mauvais : balancement entre

arrogance et condescendance, refus du moindre doute, multiplication des formules frappées, emphase tempérée par un art de l'exposé et de la pédagogie assez rarement rencontré dans des écrits traitant de sujets aussi arides, provocations soigneusement préméditées, fortes convictions aussi.

Les convictions présidentielles, rares sont ceux qui les mettront radicalement en question aujourd'hui. L'essentiel de l'essai en forme de préface fleuve de M. Mitterrand est, en effet, consacré aux questions de sécurité nationale et à leur contexte : les rapports Est-Ouest. Ce qu'il en dit n'est pas nouveau et son éloge d'une indépendance qui ne se résume pas à un alignement inconditionnel sur Washington relève d'un gaullisme bien tempéré. On voit mal qui viendrait lui chercher querelle et qui ne partagerait pas « l'ambition que d'instinct, de passion, de raison », l'auteur nourrit pour la France.

Qui irait contester, sinon quelques gaullistes historiques sans parler bien sûr du Parti communiste, ce « patriotisme européen » qu'exalte le président de la République et qu'il ne juge pas, à juste titre, contradictoire avec son souci


d'une indépendance fondée sur « une industrie forte » et une force de dissuasion crédible ?

Pour prêter la nécessité de cette industrie forte. M. Mitterrand abandonne un moment l'accent gaullien qu'il affectionne pour pasticher Napoléon : « On gagne Austerlitz quand on enlève une position dans l'électronique ou dans la biologie ; on perd Waterloo dans on abandonne l'automobile ou la machine-outil. » Illustrant sa volonté de ne reculer devant rien pour maintenir la crédibilité de la force de dissuasion, il se fait presque cynique, balayant d'un pichenette l'affaire du Rainbow Warrior qui « ne change rien au fond du débat. Personne ne peut tirer argument d'un acte qui n'engage pas moralement notre pays pour obtenir de lui qu'il relâche sa surveillance autour des atolls et renonce à ses essais ». Etrange adjectif, que ce « moralement » ! L'absence d'intention de tuer effacerait-elle la victime ?

Le président de la République est plus heureux lorsqu'il relate sa conversion et celle, qui fut plus difficile, du Parti socialiste, à la dissuasion.

(Lire la suite page 2.)

Hervé Claude



L'enfant à l'oreille cassée

roman

Ramsay

étranger

ASIE

LE VOYAGE DU PAPE EN INDE

Une communauté fervente, mais sur la défensive...

Jean-Paul II est attendu samedi matin 1^{er} février à New-Delhi. Six mille hindous orthodoxes ont manifesté, le 31 janvier, dans les rues de la capitale indienne pour protester contre cette visite.

De notre correspondant

New-Delhi. — Tout à coup, l'archevêque de New-Delhi s'est mis en colère. « Mais enfin, c'est la première fois que je vous dis que ces histoires de contraception ne sont pas abordées par le pape ! Il y a tout de même des choses plus importantes, non ? » Rien à faire, les cinquante journalistes invités à la conférence de presse de Mgr Angelo Fernandez, l'autre jour dans la capitale, n'avaient qu'une idée en tête : obtenir une réponse aux vociférations interpellations, rituellement psalmodiées par les organisations hindouistes orthodoxes. En résumé : la position « anticontraconceptionnelle » de l'Eglise vis-à-vis du planning familial, les « scandales » et « malversations » conversions d'hindous « intouchables » au christianisme, le rôle « décadent » et « anti-indien » des missionnaires étrangers, etc.

La communauté chrétienne y est accoutumée. Forte d'environ seize millions d'âmes (deux millions de catholiques et quatre millions de protestants), elle sait qu'il n'est pas toujours facile de se faire entendre, et surtout comprendre, sur une terre où les hindous constituent 83 % de la population et les musulmans 12 %. Elle a beau se consoler au souvenir, par exemple, que l'Inde est l'un des rares pays au monde où les chrétiens n'ont jamais été persécutés ; ou se dire que, avec ses dizaines de milliers d'établissements scolaires, médicaux et sociaux, disséminés sur tout le territoire, elle joue encore dans la vie sociale et culturelle du pays un rôle sans rapport avec son importance numérique : c'est une Eglise en perte de vitesse, en position défensive que le souverain pontife va rencontrer en Inde.

Les catholiques, avec douze millions de fidèles (1,65 %), sont à peu près autant que les sikhs (1,9 %). Ils sont, certes, beaucoup moins turbulents (1) et n'ont jamais, par exemple, revendiqué la moindre disposition constitutionnelle particulière pour eux-mêmes. Réelle ou feinte, justifiée ou non, la grande angoisse des adorateurs zélés de Vishnou est, cependant, de voir leur cher « Hindoustan », par opposition à « l'Inde », qui n'a pas de connotation religieuse — « *subjugat* », c'est le

mot qu'ils emploient, par la chrétienté.

M. Charan Singh, chef d'un parti marginal et de droite regroupant des paysans hindous, ancien et éphémère premier ministre de l'Inde (en 1979), s'en prend violemment aux missionnaires, dont, à ses yeux, « le seul objectif est de voler la foi à nos gens, en profitant de leur pauvreté ».

Dans l'un des rares pays où les chrétiens n'ont jamais été persécutés, la communauté catholique dérange par sa ferveur et son dynamisme. Mais le prosélytisme lui est pratiquement interdit.

et de leur ignorance ». En réalité, il y a longtemps que l'Eglise catholique s'est indianisée (2), et les quelques deux millions missionnaires étrangers qui restent dans le pays ne convertissent plus grand monde. La plupart travaillent dans des régions déjà christianisées et se consacrent essentiellement à la consolidation des diocèses existants.

Les pétales de la rose

Il y a des années, maintenant, que l'Eglise a compris le message du mahatma Gandhi, qui disait à ses amis missionnaires : « Ne parlez pas de christianisme, la rose n'a pas besoin de propagande ». N'empêche, la « rose » aimerait bien tout de même conserver ses pétales : la position officielle du clergé, aujourd'hui, est de garder les bras bien ouverts, évidemment, mais de ne plus les tendre. Les conversions massives — de villages, de clans ruraux ou de tribus aborigènes — qui avaient bien autrefois été l'apanage des missionnaires, ne sont plus que de rares exceptions, en matière d'éducation, d'aide sociale et d'emplois réservés. Cependant, dès qu'un « annexe » se

convertit au christianisme — et au christianisme seul ! — il perd, automatiquement, tous ces avantages. « Comme si, en épousant notre foi, l'indouisme cessait d'avoir à vivre dans une société dominée par l'hindouisme et l'injustice du castisme », ironisait devant nous l'archevêque de Trivandrum. Périodiquement contesté devant les tribunaux, la mesure discriminatoire vient encore

d'être justifiée, en octobre 1985, par la Cour suprême. Certains Etats de l'Union, comme le Kerala, ont, certes, décidé de l'ignorer, mais c'est possible. Mais d'autres, comme le Madhya-Pradesh dans le centre du pays, envisagent carrément l'interdiction pure et simple, comme au Népal (3), du changement de religion. Dans le Madhya-Pradesh, précisément, deux missionnaires étrangers — et quatre autres, ailleurs dans le pays — ont même reçu, le mois dernier, des ordres d'expulsion immédiate.

Seul l'âge avancé des six intéressés — soixante ans, deux quarante ans — et surtout la proximité de la visite papale ont permis l'annulation, in extremis, de la mesure. Tout le monde sait, par ailleurs, qu'il est, depuis quelques années, virtuellement impossible pour un jeune missionnaire étranger d'obtenir un permis de séjour prolongé en Inde. La Constitution républicaine est théoriquement laïque, mais, comme le disait Indira Gandhi à un évêque de Kottayam, « je dois aussi tenir compte des lobbies hindouistes ».

Le sens du sacré

Les Indiens, cependant, ont, plus que d'autres, le sens du sacré et la visite papale devrait normalement être marquée, partout, par des réactions allant de la cordialité à l'enthousiasme. Reste que dans la grande symphonie orchestrée à la fois par le gouvernement et la hiérarchie catholique — le Saint-Père est officiellement l'invité des deux — il y a quelques fausses notes. Des organisations orthodoxes comme le Rashtriya Swayam Sevak (RSS), extrême droite hindouiste) ou l'Akhila Bharatiya Hindu Mahasabha ne se sont jamais réconciliées avec l'idée d'une « visite d'Etat » par le « chef d'une secte » concurrente.

Ces mouvements ont d'ailleurs prévu des « manifestations massives », à Delhi et à Bombay, contre la venue du pontife. A moins que celui-ci « s'engage publiquement à interdire les conversions ». Autant « exiger l'abandon de la Sainte Bible », rétorque l'Eglise. En fait, expliquait l'archevêque de New-Delhi, l'opposition aux conversions émane surtout de quelques grands propriétaires terriens et de prêteurs sur gages qui ont intérêt à tenir les basses castes dans l'ignorance et la dépendance.

De fait, s'il y a un mérite — parfois gênant pour les affaires, bien sûr — que chacun, en Inde, s'accorde à reconnaître à l'Eglise catholique, c'est son rôle en matière d'éducation. Douze mille cinq cents établissements, du préparatoire au secondaire en passant par les collèges techniques, sont gérés par divers ordres. Et les dignitaires politiques de toute confession et de toute région ne sont pas les derniers à cajoler les pères supérieurs des lycées pour y placer leurs rejetons. « Mais attention, nous disait un évêque du Kerala, on a vu des cas où des personnalités locales mécontentes de notre politique d'ouverture aux enfants intouchables retireraient les leurs et tentaient de faire fermer nos établissements... »

Comme toutes les autres religions minoritaires de l'Inde, théoriquement opposées au système des castes, le catholicisme, pour survivre, doit encore aujourd'hui savoir composer avec lui et tolérer ses détestables manifestations jusque sur les bancs des chapelles. Il existe, par exemple, une « association des intouchables chrétiens », sans que personne s'étonne de l'antagonisme de

l'appellation. A Kottayam, dans le Kerala, il y a même un diocèse de 110 000 fidèles (des catholiques de rite syro-malabar) qui interdit « les mariages inter-diocèses » — lire entre castes — sous peine d'avoir à changer de paroisse.

Le problème de la contraception

Fractionnée en une demi-douzaine de liturgies et de rites différents — neuf millions de catholiques reconnaissent l'autorité de Rome, — la communauté catholique, ici comme ailleurs, est également partagée sur l'opportunité d'appliquer à l'Inde la fameuse « théologie de la libération », née en Amérique latine. Depuis deux ans, quelques prêtres et religieux « progressistes » de l'Eglise latine — 44 % des catholiques indiens — ont pris fait et cause pour les malheureux pêcheurs traditionnels du Kerala, menacés par les chalutiers modernes des grands propriétaires de pêcheurs.

Certains ecclésiastiques ont même entamé de spectaculaires grèves de la faim pour obliger le gouvernement local à prendre des mesures. L'affaire, qui est loin d'être terminée, a fait grand bruit dans la presse nationale. Le mouvement dit des « théologues de la liberté », désapprouvé par la hiérarchie du clergé qui le juge « manipulé par les marxistes », a en droit à une publicité sans véritable rapport avec son importance réelle.

« Chacun sa fonction », dira Mgr Fernandez, l'Eglise est, bien entendu, du côté des pauvres, mais elle ne doit pas s'immiscer dans la vie politique, elle doit l'inspirer [...]. Au surplus, la théologie de la libération n'est pas applicable ici. L'Inde est un pays libre et démocratique. » Vieux débat, argument incertain.

Le seul point, finalement, sur lequel, à défaut des paroissiens, l'ensemble du personnel ecclésiastique indien et catholique semble d'accord, c'est le rejet de la pilule. Ou plutôt le « recours à des moyens artificiels » de régulation des naissances. C'est la question à laquelle l'archevêque de la capitale refusait d'abord de répondre et sur laquelle il s'est, ultérieurement, largement étendu.

L'Inde, on le sait, compte autour de 750 millions d'habitants, et sa population s'accroît de 15 millions d'individus chaque année. Stérilisations gratuites, avortement encouragé après le deuxième enfant, distributions massives de toutes sortes de contraceptifs, etc. Le planning familial fait vraiment tout ce qu'il peut pour ralentir le rythme de la croissance démographique. New-Delhi peut-être laisser l'Eglise, ou son chef, contrecarrer sa politique en la matière ? La question, en définitive, ne sera pas abordée. Non pas parce que la « contraception naturelle », préconisée par les prêtres, serait « efficace à 98 % », mais, comme Mgr Fernandez le disait lui-même, « parce que le meilleur contraceptif, c'est encore l'éducation et le développement économique ».

Or, dans ce domaine, les chrétiens sont, dans l'ensemble, plutôt mieux lotis que les autres. La preuve ? Ils représentent 2,6 % de la population, il y a quinze ans, et aujourd'hui, alors que leur nombre absolu augmente lentement, ils ne sont plus que 2,2 %. De deux choses l'une : ou bien le christianisme ne baptise plus assez — mais alors, pourquoi la querelle des conversions ? — ou bien les familles qui se rendent au confessionnal se reproduisent beaucoup moins vite que les autres.

PATRICE CLAUDE.

(1) Encore que les organisations hindouistes ont souvent tendance à identifier les séparatistes nagas, mizos et tribus du Nord-Est — en majorité de confession chrétienne — avec l'Eglise, accusée ainsi de « soutenir des activités antinationales ».

(2) Il y a, en Inde, 112 diocèses, 5159 paroisses et 17 228 missions. Les prêtres sont 17 500, les Frères 1 400, les Sœurs 55 908 et les séminaristes 4 768.

(3) Unique royaume hindouiste de la plaine, le Népal punit d'un an d'emprisonnement ceux qui se convertissent au christianisme. Les prosélytes risquent de trois à six ans de prison. Entre 1981 et 1986, cependant, le nombre de chrétiens serait passé de quatre mille à trente-deux mille.

DIPLOMATIE

Le pré carré du président

(Suite de la première page)

« On admettra comme une vérité d'expérience que seul l'équilibre des forces atomiques dans le monde a valu à l'Europe quarante années de paix et que la stratégie de dissuasion française reste encore pour notre pays la meilleure façon, non de gagner la guerre, mais de ne pas avoir à la faire », écrit M. Mitterrand. Et au passage, il répond en fait aux propositions mirifiques de désarmement, qualifiées « d'escroqueries intellectuelles », faites le 15 janvier dernier par M. Gorbatchev : pas question de brader la force française dans le cadre d'un accord américano-soviétique sur les euro-missiles car cette force est stratégique ; que messieurs les Américains et les Soviétiques désarment les premiers et qu'ils n'oublient surtout pas les armes conventionnelles, domaines dans lequel la supériorité de l'URSS est évidente, et les armes chimiques.

M. Mitterrand s'étend longuement aussi sur son rejet de l'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan. On sent là qu'il veut convaincre le lecteur du bien-fondé de sa position ; ce n'est sans doute pas par hasard puisque le rejet de l'IDS est pratiquement le seul sujet de politique étrangère sur lequel l'opposition a exprimé des réserves expresses. Celle plaidoirie mérite d'être lue et méditée.

La seconde partie de l'essai présidentiel est consacrée à l'avenir européen, où « la commune alléluia, la marche du temps est souveraine ». L'exposé du président ne sera pas maître de grandes polémiques, même à propos de l'entente franco-allemande dont il souligne « l'égalité continue » sous les présidents de la V^e République, qu'il tire les interrogations qu'on peut formuler sur les hésitations du chancelier Kohl. Il n'évite pas le problème de la défense européenne — insoluble pour l'instant — et celui des garanties nucléaires à donner à l'Allemagne — qui ne sont même pas souhaitées par les Allemands. Mais au chapitre du renforcement de la coopération militaire franco-allemande, une phrase est à retenir : « Je conçois mal nos troupes campant en Allemagne fédérale, comme elles le font aujourd'hui et, à la première alerte, exécutant un demi-tour pour rentrer à la maison ».

M. Mitterrand, enfin, se fait visionnaire pour exalter cette Europe de l'espace qui n'en finit pas de naître, du fait notamment du refus allemand de participer au projet Hermès ainsi qu'à la construction d'un satellite d'observation. Il a d'ailleurs de raisons, en revanche, de s'autoféliciter sur les bons débuts du projet Eureka, « qui ne constitue ni l'exclusif d'un choix stratégique et vise simplement, en amont du civil et du militaire, à mettre l'Europe en prise sur les technologies dont les

retombées et applications bouleverseront, domineront en toutes certitudes les données du futur ».

Tous les autres sujets de politique étrangère sont traités en quelques pages, du Proche-Orient à l'Afghanistan, sans oublier la guerre Iran-Irak, le Nicaragua et le Tchad. Peu de révélations, là encore, mais parfois des approximations et des silences, lorsque les résultats ou la raison d'Etat l'exigent : la Syrie est à peine mentionnée et pourtant honneur est rendu à Louis Delamare, l'ambassadeur de France assassiné à Beyrouth dans des conditions que connaît parfaitement M. Mitterrand. L'historique de la guerre du Tchad comprend des facilités et l'on voit mal qu'il y ait à se féliciter de la poursuite de l'occupation de la partie septentrionale de ce pays par un colonel Kadhaïf pourtant « mis en garde » au Crète.

Mais soit, le but de M. Mitterrand n'était pas de traiter ces dossiers « périphériques », et on peut comprendre aisément qu'il s'étende plus sur ses convictions et ses succès que sur ses demi-échecs. Son pré carré n'aurait-il pas d'ailleurs certaines limites même en politique étrangère ? La réponse n'est pas aisée, tant les « je » sont partout présents et tant les collaborateurs du président sont absents de ce texte. A croire qu'il ne les consulte jamais.

Comme de Gaulle, M. Mitterrand veut nous donner l'image d'un homme seul, infatigable, uni « au peuple souverain » par « un pacte qui s'impose d'autant plus qu'il est enraciné dans l'inconscient collectif de la nation ». Ce pacte, écrit-il, « touche en premier lieu à la sécurité extérieure de la France ». Est-ce à dire qu'il s'étend à tous les aspects de la politique étrangère ? M. Mitterrand ne le dit pas mais il ne dit pas le contraire. Les dirigeants de l'opposition continueraient donc à s'interroger pour savoir s'il est possible ou non de cohabiter avec un tel homme qui n'a pas pour habitude d'abaisser ses cartes à l'avance. De ce point de vue, la partie de poker continue, mais force est de reconnaître que M. Mitterrand vient de doubler la mise.

JACQUES AMALRIC.

Conseiller diplomatique de l'Elysée

M. HUBERT VÉDRINE EST NOMMÉ MAÎTRE DES REQUÊTES AU CONSEIL D'ÉTAT

M. Hubert Védérine, conseiller technique à la présidence de la République, chargé des relations extérieures, est nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat, annonce le *Journal officiel*, ce vendredi 31 janvier.

[Né le 31 juillet 1947, licencié d'histoire, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. Hubert Védérine est entré en 1974 au secrétariat d'Etat à la culture, où il a été successivement chargé de mission, chef du bureau des villes protégées, puis chef de division à la direction générale des relations culturelles du Quai d'Orsay de 1979 à 1981, avant d'être appelé par M. Mitterrand pour faire partie de l'équipe présidentielle mise en place dès le lendemain de la victoire du candidat socialiste. M. Védérine, qui exerce depuis 1981 la fonction de conseiller diplomatique du chef de l'Etat, s'est plus particulièrement spécialisé dans le dossier des relations Est-Ouest et des négociations stratégiques. Aucune décision n'est encore prise quant à son éventuel remplacement. Il devrait, de toute façon, demeurer à titre officieux un des conseillers du président de la République.]

« Le Monde » a publié, le 4 février 1984, dans sa série d'enquêtes sur « Les hommes du président », un portrait de M. Hubert Védérine.

● Prochaine visite officielle en France du premier ministre canadien. — M. Brian Mulroney, chef du gouvernement canadien, fera une visite officielle en France, les 20 et 21 février prochains, à la suite de son séjour à Paris à l'occasion du sommet francophone, du 17 au 19 février. Le dernier premier ministre canadien à être venu officiellement en France est M. Pierre Elliott Trudeau, en novembre 1982.

● Les entretiens jordano-palestiniens. — Quatre jours de conversations à Amman entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat sur la route du processus de paix au Proche-Orient ne semblent avoir débouché sur aucun résultat concret. Une source palestinienne a expliqué jeudi 30 janvier que « les entretiens n'ont rien donné pour l'instant, ce qui ne veut pas dire qu'ils ont échoué, les deux parties devant poursuivre leurs efforts dans les jours à venir ». — (Reuter.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75247 PARIS CEDEX 09
Tél.: MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wosté.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 357 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 389 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PROCHE-ORIENT

La Ligue arabe... à la requête... le sujet des mesures...

AFRIQUE

Une dépêche

Les tensions dans le Sahel... les forces armées... les négociations...

La tension dans

Les tensions dans le Sahel... les forces armées... les négociations...

Un si

Les tensions dans le Sahel... les forces armées... les négociations... les tensions dans le Sahel... les forces armées... les négociations...

PROCHE-ORIENT

La Ligue arabe n'a pas accédé à la requête de Tripoli au sujet des mesures contre Washington

De notre correspondant

Tripoli. — Les pays arabes n'ont pas suivi la Libye qui demandait que des mesures de rétorsion soient prises contre les Etats-Unis, en réponse aux sanctions économiques dont ils l'ont frappée. Tel est le résultat de la réunion extraordinaire qu'a tenue, jeudi 30 janvier, à Tripoli, le conseil de la Ligue arabe et pour laquelle seuls huit ministres des affaires étrangères avaient jugé bon de se déplacer.

Tripoli souhaitait un retrait des fonds arabes (plus de 80 milliards de dollars) des banques américaines, une diminution des importations arabes des Etats-Unis et des mesures contre les compagnies américaines qui appliquent les sanctions décrétées par Washington. Seules la Syrie, et avec plus de nuance, l'O.L.P., ont appuyé ces exigences, que le chef de la diplomatie libyenne, M. Triki, a dû abandonner pour se plier à la règle sacro-sainte du consensus.

« Les menaces et mesures annoncées par les Etats-Unis à l'encontre de la Jamahiriya », y compris l'embargo économique, la mobilisation de la flotte et les manœuvres

effectuées à des fins de provocation au large des côtes libyennes, constituent une violation flagrante des règles et conventions internationales », déclare la résolution du conseil.

Le conseil de la Ligue a décidé d'aider techniquement et matériellement la Libye à poursuivre la production et la commercialisation de son pétrole — sévèrement handicapées par les sanctions américaines — selon des critères qu'il appartiendra à des experts de fixer. Mais même cette assurance ne donne que partiellement satisfaction à Tripoli qui avait demandé initialement « une compensation financière » arabe au préjudice qui lui est porté.

M. D.

● **Fin des manœuvres américaines.** — Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré, jeudi 30 janvier, que les manœuvres navales effectuées par les Etats-Unis au large des côtes de la Libye prendraient fin, comme prévu, vendredi. Il a ajouté que des bâtiments de la VI^e flotte demeureraient cependant quelque temps encore en Méditerranée centrale.

LE SOMMET ALGÉRO-LIBYEN

Une dépêche controversée

La rencontre du président Chadli et du colonel Kadhafi à In-Aménas, le 28 janvier, n'ayant donné lieu à aucun communiqué commun, on ignore que le chef de l'Etat libyen a dit exactement à son interlocuteur au sujet du Sahara occidental. En annonçant que le colonel Kadhafi s'était joint à M. Chadli pour « réaffirmer le droit du peuple saharoui à l'indépendance », l'agence Algérie-press-service, (APS) a donné une version des entretiens qui n'a pas été confirmée par l'agence libyenne Jana, beaucoup plus évasive (le Monde des 30 et 31 janvier).

A Rabat on met en doute le compte rendu de la rencontre d'In-Aménas présenté par les médias algériens. On rappelle que l'an dernier un communiqué publié à Alger après une réunion de responsables du FLN et du

Parti socialiste destourien contenait un paragraphe sur le Sahara occidental qui ne figurait pas dans le texte diffusé à Tunis. Quelques temps plus tard, Révolution africaine, hebdomadaire du FLN avait publié le véritable communiqué commun, sans aucun commentaire, après une discrète démarche des Tunisiens.

D'autre part, indique notre correspondant à Alger, Frédéric Fritscher, le quotidien El Moudjahid du 30 janvier tient à souligner que la situation créée par les menaces américaines contre la Libye a été évoquée lors de la rencontre d'In-Aménas. Si la première dépêche de l'APS relative à l'entrevue entre les deux présidents n'en avait pas fait état, c'est « par suite d'une erreur de transmission sur le fil en langue française ».

AFRIQUE

La tension dans l'enclave espagnole de Melilla

Après les violents incidents entre Espagnols et Marocains qui ont fait dix-sept blessés, mardi 28 janvier, à Melilla (le Monde du 30 janvier), l'un des deux « territoires de souveraineté » (deux ports francs et trois groupes d'îles) que Madrid possède sur

la côte septentrionale du Maroc, le calme semble être revenu dans la ville. Les musulmans de Melilla ont observé, mercredi 29 janvier, une grève générale, et une quarantaine d'entre eux poursuivaient une grève de la faim depuis une semaine.

Un siège de cinq siècles...

De notre envoyé spécial

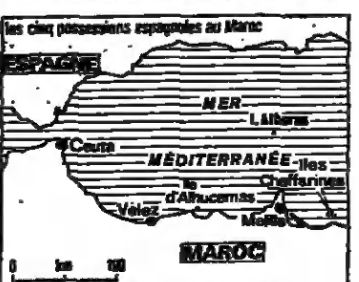
Melilla. — Sur les murs de la petite cité située à l'ouest de la frontière algéro-marocaine, un placard proclame : « Melilla est espagnole ! Elle l'était cent soixante-deux ans avant que le Roussillon soit français, deux cent soixante-neuf ans avant la naissance des Etats-Unis ».

L'exacerbation du sentiment d'insécurité était à son comble, ces derniers jours, parmi les Européens de Melilla (environ soixante mille personnes), pêcheurs, soldats, commerçants ou contrebandiers, qui commentaient encore avec amertume la manifestation du 23 novembre, au cours de laquelle 7 000 des quelque 25 000 résidents « maures » de la ville (dont 23 000 n'ont pas actuellement de nationalité définie) réclamaient l'« attribution immédiate d'un passeport espagnol ».

Pour appuyer cette revendication, les femmes des manifestants avaient esquisse décidé d'animer, jusqu'au 31 janvier, une « protestation blanche » en défilant en permanence à leurs fenêtres des linceuls de cette teinte, qui est celle du deuil pour les musulmans de la région. Des hommes portant des vêtements ou des brassards blancs avaient distribué plusieurs fois, ce mois-ci, des tracts ambigus, à la fois hostiles à la présence espagnole à Melilla et exigeant la nationalité hispanique immédiatement. Dans un « Poème à Ahmed et ses frères luttant pour la liberté à Melilla », répandu parmi les musulmans de la cité, l'auteur anonyme prônait : « Votre lutte ne se résoudra pas en une bataille, mais en une guerre longue, sale et dure. » De tels slogans avaient porté à son comble l'exaspération des Européens, faisant dire à un membre de la municipalité : « Les Marocains vont se comporter ici comme un cheval de Troie. Le mieux pour nous serait que ceux qui n'exercent pas ici un emploi utile s'en aillent. »

Dès la mi-janvier, il était prévisible que les deux communautés, qui ont fait des provisions de produits alimentaires mais aussi d'armes légères, risquaient de s'affronter violemment : les incidents du 28 janvier pourraient bien n'être qu'un galop d'essai, même si certains Espagnols se rassurent en rappelant que les troubles de 1975, au cours desquels une bombe explosa à Melilla, furent sans lendemain.

La population espagnole de Melilla (qui comprend aussi une petite minorité juive), dont une partie n'est jamais allée en Espagne (Malaga est à 125 milles marins) et dont certains représentants se flattent de descendre directement des



conquérants d'une place que l'Espagne occupe sans discontinuer depuis 1497, souffrent d'une fièvre obsessionnelle en quelque sorte congénitale. Le territoire espagnol de Melilla — 12 kilomètres carrés — tributaire du Maroc pour son eau jusqu'à la découverte récente d'une source intra muros et dont l'aérodrome est situé en territoire marocain, est pratiquement assiégé par les Rifains depuis l'arrivée des Espagnols il y a cinq siècles.

Et cela bien que dans plusieurs traités, notamment en 1860, le pouvoir central chrétien ait reconnu plus ou moins explicitement la souveraineté espagnole sur Melilla et les autres possessions espagnoles de la côte septentrionale (voir carte). La seule vraie période de tranquillité et de prospérité pour ces

L'URSS ET LE CHANGEMENT DE RÉGIME AU YÉMEN DU SUD

Moscou voit désormais dans le président déchu un contre-révolutionnaire

Les nouveaux dirigeants du Yémen du Sud ont annoncé, jeudi 30 janvier, qu'ils avaient placé l'armée en état d'alerte. « Les ennemis de la révolution attendent leur heure », a déclaré à Radio-Aden le commandant Saleh Obaid Ahmed, directeur du département poli-

tique du ministère de la défense, ajoutant : « Il s'agit de se montrer ferme face à ce qui reste de la bande opportuniste. » Ces propos intervenaient alors que des diplomates en poste au Yémen du Nord affirmaient que des combats se poursuivaient dans la région d'Ahayon (est

d'Aden), province natale de l'ancien président Ali Nasser Mohamed, qui y aurait regroupé ses partisans. Les dirigeants sud-yéménites avaient assuré, mercredi, qu'ils avaient « balayé » les forces loyalistes à Ali Nasser et contrôlaient la région d'Ahayon. — (Renter).

De notre correspondant

Moscou. — La guerre civile a commencé le 13 février lorsque les gardes du corps du président Ali Nasser Mohamed ont fait irruption dans une réunion du bureau politique et ont ouvert le feu sur plusieurs de ses membres, a déclaré, jeudi 30 janvier, M. Sahal Khaled, chargé d'affaires du Yémen du Sud à Moscou, confirmant des informations venant d'Aden (le Monde du 31 janvier). M. Khaled s'est présenté au cours d'une conférence de presse comme le chef de la mission sud-yéménite en URSS en raison de l'absence, depuis huit mois, de l'ambassadeur en titre. Il ne figurait jusqu'ici qu'en quatrième position sur la liste des diplomates de son pays accrédités ici, qui ne comprend pas moins de vingt-quatre personnes.

« Nous saluons

l'attitude de l'URSS »

M. Khaled, qui jouit du soutien total des autorités soviétiques, s'est livré à un violent réquisitoire contre le président déchu, le qualifiant de « boucher », de « traître » et annonçant qu'il serait « jugé pour ses crimes contre le peuple yéménite ». M. Ali Nasser Mohamed aurait déclenché une opération préventive contre le bureau politique alors qu'il se trouvait loin de lui de ce « géoparc » et avait mis sa propre famille en lieu sûr. L'ancien président serait actuellement « en fuite ». Les cercles impérialistes et réactionnaires ont trouvé un instrument docile en la personne d'Ali Nasser Mohamed et l'ont utilisé pour tenter de liquider la révolution et le parti par l'élimination physique de la direction collective », a affirmé M. Khaled. Le chargé d'affaires

sud-yéménite a précisé que vingt des soixante-dix-sept membres du comité central dont il fait lui-même partie ont été récemment exclus en tant que « conspirateurs ».

M. Khaled a encore déclaré que « la situation était désormais normalisée dans tous les gouvernements de la République ». Il a contesté le chiffre de dix mille morts avancé à propos des combats et estimé que le bilan était beaucoup moins élevé sans toutefois fournir un autre chiffre. Le représentant sud-yéménite a révélé que M. Ali Nasser Mohamed avait été critiqué à plusieurs reprises par la « direction collective » pour des motifs « idéologiques, économiques et touchant à ses propres pouvoirs » et qu'il n'avait « pas voulu écouter » les conseils qui lui étaient prodigués. Selon M. Khaled l'ancien président

M. Abdel Fattah Ismail (qui s'était exilé de 1980 jusqu'au printemps dernier à Moscou) est blessé mais toujours en vie. « Malgré les pertes sévères de ces derniers temps, le parti continuera sa politique intérieure et extérieure (...). Nous saluons l'attitude de l'URSS à l'égard de notre parti au cours des récents événements », a-t-il conclu.

Les médias soviétiques ont opéré un virage complet à propos du Yémen du sud. Les rebelles ont d'abord été traités pendant quelques heures de « contre-révolutionnaires ». Après plusieurs jours de silence, ils sont maintenant reconnus par Moscou comme le seul pouvoir légitime à Aden. Cette volte-face a coïncidé avec le séjour dans la capitale soviétique de M. Ali Attas qui, arrivé en tant que premier ministre du président Ali Nasser Mohamed, est reparti comme

« président provisoire » du nouveau régime. La Pravda de ce vendredi 31 janvier s'en prend, à propos de ce singulier retournement, au porte-parole du département d'Etat, M. Kalb. Ce dernier a, comme quelques autres, en l'audace d'établir un rapprochement entre le séjour à Moscou de M. Ali Attas et sa soudaine élévation. Le quotidien du parti tempête contre ce « vieux mythe » qui voit partout la « main de Moscou » et s'indigne qu'on puisse considérer M. Ali Attas comme une « créature » des Soviétiques. La Pravda fustige également les « témoignages » auxquels s'est référé M. Kalb selon lesquels les conseillers soviétiques auraient participé aux combats aux côtés des « rebelles » qui l'ont finalement emporté.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Israël

L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU CJM A JÉRUSALEM

Un Congrès juif européen sera présidé par un Français en octobre 1986

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — L'assemblée plénière du Congrès juif mondial (CJM), qui s'est achevée jeudi 30 janvier, à Jérusalem, aura notamment été marquée par l'appel de son président, M. Edgar Bronfman, en faveur d'une participation de l'URSS à une éventuelle conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Le président du CJM, qui a estimé « vraisemblable » une reprise des relations entre Moscou et Jérusalem, a, cependant, été contredit par le ministre de la défense, M. Yitzhak Rabin (travailliste), et par M. Moshe Arens, ministre sans portefeuille, qui, tous deux, se sont prononcés contre une participation des Soviétiques à la conférence envisagée. Le premier ministre, M. Shimon Peres, a, à la séance de clôture de l'assemblée, qu'il soumettrait à une double condition la présence de l'URSS à une conférence de paix : la reprise des relations avec Israël et la réouverture du droit à l'émigration pour les juifs soviétiques.

française, a été élu vice-président du CJM.

La création du CJE, présidé dans quelques mois par le représentant de la communauté française — la plus importante d'Europe après celle de l'Union soviétique, doit permettre aux communautés juives des deux côtés de l'Europe de jouer un rôle politique, tant sur le plan des rapports Est-Ouest que dans le soutien à Israël et la recherche de la paix au Proche-Orient. L'activité du CJE risque, toutefois, de demeurer, pour quelques années au moins, largement tributaire du CJM, dont il dépendra financièrement. Le CJM, qui a pour président définitif comme un vaste lobby financier et contrôlé par M. Bronfman, admettra difficilement que sa branche européenne prétende agir de façon autonome.

M. Bronfman conforté

L'assemblée de Jérusalem aura été pour le Congrès juif mondial, sept ans après l'arrivée de M. Bronfman à sa présidence, une sorte de consécration de son rôle au côté d'Israël et dans les rapports entre les communautés de la Diaspora, ainsi qu'entre les communautés et les autorités des pays où elles vivent. Dans le domaine des relations Est-Ouest, l'activité du CJM est la plus controversée, puisqu'elle n'est parvenue à

aucun résultat sur la question des juifs soviétiques. Ses adversaires, cependant, n'ont pas marqué de point décisif dans la contestation de la diplomatie de M. Bronfman.

La visite de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre du Plan, qui s'est adressé aux neuf cents délégués jeudi matin, après M. Enrique Tarigo, vice-président de l'Uruguay, et comme l'avait fait, la veille, M. Giovanni Spadolini, ministre italien de la défense, la participation de l'ancien vice-président et candidat démocrate à la Maison Blanche, M. Walter Mondale, et de M. Vernon Walters, ambassadeur américain à l'ONU, à la séance de clôture de l'assemblée, ont montré l'audience dont jouit le CJM. Les observateurs israéliens, enclins à se moquer de ces réunions d'honorables dirigeants communautaires friands de discours et de soirées habillées dans les grands hôtels de Jérusalem, ont admis que le CJM n'est pas — ou pas seulement — un « Rotary-Club mondial des juifs ». Sans avoir retrouvé, sans doute, l'autorité que lui valait la personnalité de son fondateur Nahum Goldmann, le CJM contribue à donner à l'engagement des juifs dans le monde la dimension politique à laquelle nombre d'entre eux aspirent.

PATRICK JARREAU.

Laboureuses négociations

L'assemblée du CJM a permis de régler, en marge des débats, le problème de l'entrée du conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) dans l'organisation internationale. De laborieuses négociations, menées sur place par M. Théo Klein, président du CRIF, ont abouti à un accord sur la création d'un Congrès juif européen (CJE), affilié au CJM et dont la présidence doit revenir, au mois d'octobre, à la France. D'ici là, le CJE sera présidé par M. Lionel Kopelovitz (Grande-Bretagne), celui-ci ayant été élu à ce poste, à la veille de l'ouverture officielle de l'assemblée, par les représentants de ce qui était encore la branche européenne du CJM. M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) de Belfort, président de ce qui était la section

Liban

ENLÈVEMENT D'UN DIPLOMATE SUD-CORÉEN A BEYROUTH

Un diplomate sud-coréen a été enlevé ce vendredi 31 janvier à Beyrouth alors qu'il se rendait à son ambassade dans la partie ouest de la capitale libanaise (à majorité musulmane). La voiture du diplomate a été interceptée par cinq inconnus armés dans le quartier de Ramlet-el-Baida, au sud de Beyrouth-Ouest.

D'autre part, deux employés libanais de la chaîne de télévision américaine NBC, enlevés il y a un mois à Beyrouth, ont été libérés, a-t-on appris vendredi. Il s'agit de MM. Mülhem Hnein et Yousef Ahwas. — (Renter, AFP, AP.)

Réflexions pour demain

42 francs



Pluriel HACHETTE

AMÉRIQUES

Costa-Rica

Deux candidats au coude à coude pour la succession du président Monge

Sacrifiant comme tous les quatre ans à pareille époque au rite démocratique, les Costariciens sont appelés à se rendre aux urnes dimanche 2 février pour élire un nouveau président, deux vice-présidents, cinquante-sept députés à l'Assemblée législative et renouveler leurs conseillers municipaux. Après quinze mois d'une campagne particu-

lièrement épre, deux prétendants à la présidence se retrouvent au coude à coude : M. Oscar Arias, du Parti de libération nationale (PLN), de tendance social-démocrate, actuellement au pouvoir, et M. Rafael Angel Calderon Fournier, de l'Unité sociale chrétienne (USC), principale formation de l'opposition de droite.

Alors qu'il y a quatre ans la victoire du président social-démocrate sortant, Luis Alberto Monge, n'avait surpris personne, cette fois-ci le scrutin s'annonce beaucoup plus serré. Pour s'en convaincre, il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil à ce baromètre de l'opinion publique que constituent au Costa-Rica les drapeaux des partis ostensiblement hissés sur les toits ou flottant aux fenêtres des voitures. Selon cette coutume locale d'afficher ses préférences au grand jour, les couleurs verte et blanche de libération et les fanions rouge et bleu des partisans d'Unité s'équilibrent plus ou moins. En comparaison, les quatre autres formations qui présentent des candidats à la présidence ne font pas le poids. Les divisions de l'extrême gauche ont encore accentué cette tendance au bipartisme.

Ces derniers jours, le PLN et l'USC ont redoublé d'efforts pour tenter d'emporter les voix des indécis. Cela n'a fait qu'envenimer une campagne déjà marquée davantage par les querelles personnelles que par le débat d'idées. Ainsi l'opposition a cherché à impliquer des membres du gouvernement sortant dans des affaires de corruption. Un député social-chrétien est allé jusqu'à accuser le vice-président de la République,

M. Armando Aranz, d'avoir détourné plus de 6 millions de dollars du Fonds national d'urgence pour les victimes d'éventuelles catastrophes naturelles.

Frictions avec Managua

Le Costa-Rica subissant malgré lui les contrecoups des convulsions de ses voisins, la campagne s'est également ressentie de la proximité du Nicaragua sandiniste. Bien que le président Monge ait proclamé solennellement la neutralité de son pays, la présence de groupes antisandinistes à la frontière a entraîné des frictions récurrentes avec Managua.

Quelle que soit l'issue du scrutin de dimanche, il ne faut pas s'attendre à des bouleversements en politique étrangère, et les Etats-Unis pourront sans doute toujours compter sur les bonnes dispositions du Costa-Rica. Les deux favoris souhaitent aussi bien l'un que l'autre conserver d'étroites relations avec Washington et voient dans le Nicaragua sandiniste une menace pour leur pays. De sensibles divergences sont cependant perceptibles entre les deux hommes, M. Calderon Fournier adoptant une attitude plus tranchée à l'égard de Managua. N'est-il pas allé jusqu'à dire qu'en cas de conflit entre le Nicaragua et le Honduras il serait disposé à envoyer des gardes civils costariciens pour soutenir les troupes honduriennes ? Plus modéré, son rival social-démocrate entend poursuivre la politique de « neutralité » du président Monge et appuyer les efforts du groupe de Contadora pour ramener la paix dans la région.

Sans s'opposer fondamentalement, les programmes des deux candidats procèdent également d'approches différentes en matière économique. Adhère du néolibéralisme, M. Calderon espère relancer l'économie en poussant à sa privatisation, tandis que M. Arias souhaite au contraire maintenir des participations de l'Etat dans la production. Le Costa-Rica ne s'est pas encore remis de la gestion contestée du président social-chrétien Rodrigo Carazo. Héritier d'un pays au bord de la faillite, le président Monge n'a pas réussi à faire de miracles. Tout au plus s'est-il attaché à limiter les dégâts en se conformant aux recommandations du FMI et en recourant à des recettes classiques d'austérité. Ainsi a-t-il progressivement ramené l'inflation à environ 15 % et stabilisé la monnaie nationale en portant sa parité à 54 colons pour un dollar. Le chômage n'affecte officiellement que 6 % de la population active, mais la croissance reste trop faible pour améliorer le niveau de vie qui s'est passablement détérioré avec la crise. Confronté à une dette extérieure de 4 milliards de dollars, soit 1 600 dollars par habitant, le Costa-Rica pourrait difficilement se passer de l'aide financière d'environ 450 000 millions de dollars par an que lui fournissent les Etats-Unis. Les deux candidats aujourd'hui en lice se sont bien gardés de préciser par quels moyens ils envisageraient de redresser la barre.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Etats-Unis

M. Reagan souhaiterait doubler l'assistance militaire de Washington aux Philippines

Dans un document transmis cette semaine au Congrès, M. Reagan vient de demander une augmentation notable de l'aide américaine à l'étranger au titre de l'année fiscale 1986-1987, dont le début est fixé au 1^{er} octobre prochain. Selon le projet présidentiel, 16,3 milliards de dollars de crédits devraient être dégagés pour cette aide au lieu de 14,5 milliards de dollars cette année, soit une progression de 12,5 %.

Les intentions de M. Reagan ne paraissent pas très réalistes tant sur un plan strictement financier que d'un point de vue politique. Elles vont, en effet, totalement à l'encontre de la nécessité dans laquelle se trouve l'administration de procéder dès cette année à des économies dans les dépenses de l'Etat afin d'éliminer d'ici à 1991 un déficit budgétaire qui se situe actuellement autour de 200 milliards de dollars. La loi Gramm-Rudman, votée en décembre par le Congrès, exigeait au minimum, en 1986 et 1987, une réduction de 15 % de l'assistance non militaire accordée par les Etats-Unis aux pays amis. Avant d'être soumis au Congrès, les propositions d'augmentation les plus fortes ont été celles par les représentants et les sénateurs.

D'un point de vue politique, l'irralisme de M. Reagan prend l'allure d'une provocation quand on examine dans le détail le document soumis au Congrès. Les propositions d'augmentation les plus fortes d'assistance militaire américaine

concernent en effet les Philippines et le Guatemala, pays pour lesquels M. Reagan suggère un doublement des crédits - de 55 millions à 102 millions de dollars pour le président Marcos, de 5 millions à 10 millions de dollars pour le gouvernement du Guatemala - et une forte progression pour le Salvador (+ 18 %) et le Honduras (+ 37 %). La Maison Blanche peut certes faire valoir que des régimes civils sont aujourd'hui en place dans les trois pays d'Amérique centrale concernés. Mais c'est un euphémisme de dire qu'ils sont étroitement surveillés par des militaires dans l'ensemble assez peu soucieux des valeurs démocratiques.

Quant au doublement envisagé de l'aide militaire à la dictature du président Marcos, que M. Reagan vient de qualifier d'« ami et allié » de l'Amérique, elle amène à s'interroger sur les véritables intentions de Washington aux Philippines. Les Etats-Unis souhaitent-ils vraiment prendre leurs distances à l'égard de M. Marcos, comme le laissait entendre le département d'Etat en observant, ces derniers jours, le déroulement de la campagne pour l'élection présidentielle du 7 février ? Veulent-ils favoriser une transition aussi tranquille que possible vers la démocratie ? Ou bien sont-ils d'ores et déjà résignés à soutenir jusqu'au bout un régime déclinant et corrompu, quitte à tenter ensuite de sauvegarder au mieux les intérêts

américains dans ce pays où ils disposent de deux importantes bases militaires ? A l'évidence, le problème philippin est en train de devenir pour M. Reagan un casse-tête, et sa stratégie à l'égard de ce pays ne se caractérise pas vraiment par la cohérence.

M. L.

LE PRÉSIDENT PROMET UNE « AIDE » A M. SAVIMBI

Washington. - Le président Reagan a promis, jeudi 30 janvier, à M. Jonas Savimbi, chef du mouvement d'opposition armée angolais UNITA, de lui « venir en aide » dans son combat contre le régime prosoviétique de Luanda. Selon des sources bien informées à Washington, la Maison Blanche aurait décidé d'octroyer une aide militaire « secrète » de 15 millions de dollars à l'UNITA. L'octroi de ces crédits, qui seraient prélevés sur les fonds d'urgence de la CIA, ne nécessite pas un vote du Congrès. M. Savimbi, qui vient de commencer une visite de dix jours aux Etats-Unis, s'est déclaré « satisfait » de son entretien avec M. Reagan.

A San Francisco, des responsables de la firme Chevron ont rejeté, jeudi, la suggestion faite la veille par le département d'Etat de mettre un terme aux activités en Angola de sa filiale Gulf Oil. - (AFP.)

EUROPE

Les mécomptes des diamantaires d'Anvers

(Suite de la première page.)

Ce voile se déchire le 25 janvier lorsque le *Soir* révèle que, courant décembre, une enquête a été ouverte par le parquet de Bruxelles. Au départ, la simple dénonciation d'une employée mécontente d'un grosiste en bijouterie. Vérifications. A partir de là, les enquêteurs vont aller de surprise en surprise. Du tiroir à double fond - classique, paraît-il - à des fichiers d'ordinateurs contenant plusieurs centaines de noms en code, en passant par l'arsenal

des fausses comptabilités et des vraies fraudes.

Deux administrateurs de la société de change Kirschen and Co sont arrêtés, puis libérés moyennant une caution globale de 15 millions de francs belges (2,2 millions de francs français), caution payée d'ailleurs en liquide. On leur reproche essentiellement d'avoir fait fructifier de manière bien peu légale l'argent de leurs clients - des diamantaires certes, mais aussi, paraît-il,

des hommes d'affaires, des sportifs, voire des hommes politiques. L'essentiel du délit ne vient pas de la manière dont les diamantaires travaillent, admise même si elle n'est pas d'une orthodoxie parfaite, mais de la façon dont certains d'entre eux ont tenté de fructifier les revenus de ce travail.

Que va-t-il se passer maintenant ? Plusieurs hypothèses se présentent. L'une est que l'enquête se poursuive avec diligence et que tous les moyens soient mis à la disposition du juge d'instruction. Dans ce cas, ironise un avocat d'affaires, cela va faire du bruit et, de proche en proche, on risque de tomber ou de faire tomber une bonne partie du monde économique anversois. On prévoit plutôt, à Bruxelles, qu'une transaction « à l'amiable » sera proposée. Les deux personnes inculpées, qui refusent catégoriquement de donner le moindre nom de leurs clients, auraient d'ores et déjà proposé d'acquiescer un « redressement fiscal » de 200 millions de francs belges (3 millions de francs français), à condition de recevoir l'assurance que les enquêteurs n'iront pas plus loin. Insuffisant, répondent pour le moment les responsables du fisc. Ceux-ci savent bien que la partie en jeu est d'importance. Le lendemain des révélations du *Soir*, le Conseil supérieur du diamant réagissait, en effet, vivement contre « cette chasse aux sorcières ». Une sorte de campagne analogique dans le passé, pouvait-on lire dans son communiqué, a fait disparaître dans les dédales les plus courts tout le commerce diamantaire d'Amsterdam. Et si tel est l'objectif, il faut oser le dire clairement. Selon les spécialistes, cet exil serait difficile mais parfaitement envisageable. Après tout, le capital à « démanteler » peut tenir dans quelques coffres forts...

Nous n'en sommes pas là. A Anvers, le quartier des diamantaires offre toujours un spectacle insolite où se mêlent des juifs orthodoxes à longue barbe, en caftan noir et chapeau de velours, des commerçants indiens et des policiers flamands. Mais, sans parler de panique, une certaine inquiétude plane toutefois sur le quartier. Quelques diamantaires ont déjà quitté la place, et les hôteliers se plaignent de nombreuses réservations annulées.

« Que ceux qui ont commis des fautes soient punis, reconnaît un important diamantaire, mais qu'on nous laisse tranquilles. »

Et la loi ?
« Chez vous, ne dit-on pas que Paris vaut bien une messe ? », répond-il en clignant des yeux.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Affrontements entre la police et les médecins grévistes

Santiago. - Des heurts violents ont éclaté, le jeudi 30 janvier à Santiago, entre les carabiniers et des centaines de médecins en grève qui avaient l'intention de manifester. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. D'autre part, M. Rodolfo Seguel, le dirigeant chilien de la Confédération des travailleurs du cuivre, s'est vu interdire, jeudi, par un tribunal d'exercer toute activité publique au nom de ce syndicat, qu'il dirige depuis trois ans. La décision fait suite à une requête du ministère du travail avançant que M. Seguel et d'autres syndicalistes ne sont plus habilités à exercer des postes de direction depuis qu'ils ont perdu leurs emplois dans les entreprises minières d'Etat pour avoir encouragé des manifestations contre le gouvernement. - (AFP.)

HONDURAS

Le chef de l'armée reprend sa démission...

Tegucigalpa. - Le général Walter Lopez, qui avait annoncé jeudi sa démission de ses fonctions de chef des Forces armées du Honduras, est revenu au dernier moment sur sa décision, a affirmé la télévision hondurienne, le jeudi 30 janvier dans la soirée. Le général aurait changé d'avis « en raison des manifestations de soutien » de plusieurs secteurs de l'opinion au cours des dernières heures, et afin d'infirmer la thèse selon laquelle Washington fait pression sur le gouvernement hondurien pour obtenir son départ. Réagissant à certaines informations de presse selon lesquelles les Etats-Unis souhaitaient l'écartier en raison de son hostilité à l'aide aux « contras » nicaraguayens, le général avait affirmé qu'il « aucune pression externe ou interne » n'avait été exercée en vue de sa démission. Il avait souligné que sa décision relevait de « raisons purement personnelles ». A l'annonce de la démission du général Lopez, les dirigeants de plusieurs syndicats ouvriers et paysans lui avaient exprimé leur soutien, tandis que l'Eglise catholique, par la voix de l'évêque auxiliaire de Tegucigalpa, Mgr Oscar Rodriguez, déplorait le retrait d'un « citoyen exemplaire, qui a contribué efficacement à la démocratisation du pays ». De son côté, l'ambassadeur des Etats-Unis à Tegucigalpa, M. John Ferch, avait affirmé jeudi que son pays n'avait exercé aucune pression pour obtenir la démission du chef des Forces armées, à l'issue d'un entretien avec le nouveau chef de l'Etat hondurien, M. José Azcona. - (AFP.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

M. Lange juge « absurdes » les allégations de M. Chirac

Wellington. - Le premier ministre néo-zélandais David Lange a qualifié d'« absurdes », ce vendredi 31 janvier, les allégations de M. Jacques Chirac selon lesquelles Wellington soutient les « terroristes » canadiens en Nouvelle-Calédonie. Lors d'une réunion électorale à Orléans, M. Chirac avait accusé le gouvernement néo-zélandais d'encourager des groupes étrangers hostiles à la présence de la France dans le Pacifique, voire d'aider l'action des terroristes dans ce territoire d'outre-mer. Il avait aussi appelé Wellington à libérer le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart, emprisonnés en Nouvelle-Zélande pour leur rôle dans le sabotage du *Rainbow Warrior* de l'Organisation écologiste Greenpeace (le Monde du 31 janvier). M. Lange, qui avait déjà repoussé une demande en ce sens du premier ministre français, a réaffirmé que son pays ne laisserait pas le prix que demande la société pour leurs actions. - (Reuters.)

POUR 20 FRANCS, OFFREZ-VOUS UN CABINET CONSEIL.

Magazine Conseil.

Conseil en commercialisation.

Conseil en Trésorerie

Conseil en développement de carrière.

Aujourd'hui, dirigeant d'entreprise, vous avez besoin d'un magazine conseil. TERTIEL, c'est la nouvelle formule du conseil. Disponible tous les jours, 24 h sur 24 et à vos côtés dans tous vos déplacements. Pour 20 francs d'honoraires par mois, le magazine TERTIEL est des idées, des solutions, des profits pour l'entreprise.

TERTIEL. LE MAGAZINE CONSEIL DES DIRIGEANTS.

M. Barre ne vou...

Le financement de l'« Unité » mis en cau...

JACQUES TO... signera son... POUR EN FINIR AVE...

TRANS...

TRANS...

politique

M. Barre ne veut pas « passer à la toise »

A chaque jour sa musique différente. Mercredi, M. Barre avait lancé un gigantesque « couac » dans le concert de l'union de l'opposition ; jeudi, l'ancien premier ministre a joué sa partition habituelle et personnelle, qui, depuis longtemps, a trouvé sa place dans la symphonie unitaire. Tous les mélomanes soucieux que l'orchestre joue à l'unisson ne lui en veulent pas de ses dissonances. A preuve, M. Alain Poirer, chanteur s'il en est de l'union, est venu le jeudi 30 janvier dans l'Essonne témoigner de sa sympathie pour le député du Rhône, même si celui-ci n'entend pas « passer sous la toise » pour satisfaire les amours de l'unité !

L'Essonne ne ressemble pas aux Yvelines, au moins pour le député du Rhône. Autour de Versailles, il soutenait une liste « dissidente » de l'UDF. A Massy, il apportait son appui à la liste officielle de l'UDF, où figure en deuxième position un de ses plus proches collaborateurs, M. Pierre-André Wiltzer, qui se heurte à la liste « libérale » de M. Serge Dassault, l'arroseur arrosé.

Dans une ferme, dans une mairie, sous un chapiteau, M. Barre a tenu son traditionnel discours : la cohabitation est dangereuse pour les institutions de la V^e République ; le 16 mars, le « désaveu » que prononceraient les Français ne sera pas seulement adressé aux socialistes, mais aussi à leur « chef de guerre », le

président de la République ; pour ce faire, il faut rassembler toutes les forces de l'opposition.

Si, devant le petit millier de participants au meeting, il n'eût pas un

JE NE SAIS PAS SI JE VOUS L'AI DÉJÀ DIT MAIS JE N'AI PAS L'INTENTION DE COHABITER !



mot pour limiter son appel à l'union, devant les auditeurs plus restreints d'agriculteurs et d'élus locaux, il souligna sa différence : « L'union, cela signifie que les diverses forces

de l'opposition travaillent ensemble, dans le respect mutuel, débattent de manière loyale pour aller vers le même but : remporter les élections (...). Mais l'union, ce n'est pas le monolithisme, pas l'uniformité. Elle n'existe pas quand tout le monde doit passer à la toise (...). Dieu merci, la France est diverse, la France est pluraliste. » Autrement dit, chacun doit pouvoir « exprimer ses différences, sinon il n'y a plus qu'à tirer l'échelle (...). Je suis contre la caporalisation, contre l'enrégimentement des sensibilités ».

Mais si « l'union, cela signifie ne pas se faire de mauvais coups », l'ancien premier ministre a des mots qui doivent curieusement résonner à l'oreille de certains de ses « porteurs » : « Il n'y aurait rien de plus dangereux que la confusion, demain, entre l'Etat et un parti quel qu'il soit. » Différence encore, devant les agriculteurs : les finances européennes ne peuvent subventionner sans fin les agriculteurs français ; non, il ne sera pas possible de renégocier le traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché commun car l'agriculture française le payerait trop cher. Aux élus locaux, en revanche, M. Barre tient le discours qu'ils attendent : oui, les conditions actuelles de la décentralisation sont trop coûteuses pour les collectivités locales.

THIERRY BRÉHIER.

Publication d'un « projet gaulliste pour 1986 »

M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, publie un « projet gaulliste pour 1986 » qu'il refuse de considérer comme un « programme de gouvernement » ou comme un « argumentaire électoral ». Ce « document de réflexion » se situe davantage dans le cadre des préoccupations du Carrefour du gaullisme fondé par M. Nungesser en 1972. Son « projet » a été élaboré avec le concours de MM. Maurice Couve de Murville, Pierre Moissier, Olivier Guichard, Alain Peyrefitte, Jean-Marc Boegner, Bernard Tricot et M^{me} Christiane Papon, présidente de Femmes-Avenir.

Le document fait cependant référence à la prochaine consultation puisqu'il indique : « Si le président de la République devait s'engager sur des principes et des orientations politiques que le peuple français viendrait à désavouer en mars 1986, il serait inévitable que se pose le problème fondamental, bien que non écrit, de ce que le général de Gaulle, appelait « la confiance mutuelle entre le pays et le chef de l'Etat », dont il a dit qu'elle était à la base de nos institutions. »

Le « projet gaulliste » poursuit : « Dans une telle situation, la règle démocratique devrait amener le peuple à trancher, soit par un retour anticipé du président devant le référendum universel, soit — malgré le temps qu'elle ferait perdre, — par une dissolution qui entraînerait son retrait, si les nouvelles élections confirmaient les précédentes. »

L'analyse des problèmes et les solutions proposées ne diffèrent pas sensiblement des propositions faites par le RPR. Toutefois M. Nungesser estime que la plate-forme RPR-UDF « entre un peu trop dans les détails et risque de ne pas réaliser ce qui est promis ».

« Mique » et « mien ». — Même en l'absence d'un brevet, le volonte de l'inventeur d'un néologisme doit être totalement respectée. M. Raymond Barre a fabriqué « microcosmisme ». « Microcosmisme » doit rester et ne pas se transformer en « microcosmique » comme nous l'avons fait dans nos éditions du 31 janvier.

Propos et débats

M. Mauroy : « cassoulet »

« La politique, c'est un bon cassoulet », déclare M. Pierre Mauroy, le jeudi 30 janvier à Vic-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Nous devons être des hommes qui prenons le temps de vivre. Nous ne voulons pas être des hommes-machines emportés vers l'an 2000. Certes, nous allons y aller, nous allons moderniser, mais nous voulons en même temps garder cet art de vivre. » Moins humoristiquement, l'ancien premier ministre s'est adressé aux communistes en disant : « Pour l'échéance du 16 mars, le grand problème, c'est le soutien au président de la République. Et les communistes, qui ne nous ménagent pas leurs attaques, devraient se souvenir que c'est François Mitterrand qu'ils ont élu. » (Corresp.)

M. Chirac : « verdict populaire »

Dans un entretien accordé au Figaro Magazine, le président du RPR, M. Jacques Chirac, précise, à propos de l'après-16 mars : « Ce qui importe, ce n'est pas de savoir si M. Mitterrand aura ou non les moyens de s'opposer ; c'est de savoir s'il voudra ou non le faire. S'il entend respecter les règles de la démocratie, il n'aura, en effet, aucune possibilité de s'opposer à une politique de redressement qui remettra en cause l'idéologie et les structures socialistes. En revanche, si M. Mitterrand ne tient pas compte du verdict populaire, il prendra la responsabilité d'ouvrir une crise grave et, disons-le, une crise de régime. »

M. Méhaignerie : « trois critères »

Dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du vendredi 31 janvier, le président du Centre des démocrates sociaux (CDS), M. Pierre Méhaignerie, n'écrit pas que son parti participe à un gouvernement de cohabitation en mars prochain : « Nous ferons notre choix lorsque nous connaîtrons d'abord le résultat des élections, ensuite le nom du premier ministre et la capacité que nous aurons d'appliquer notre programme, dit-il. C'est en fonction de ces trois critères que notre mouvement aura à déterminer sa participation ou non à un gouvernement de cohabitation. » M. Méhaignerie ajoute, toutefois : « L'intérêt du pays n'est pas d'avoir un atout qui tire à hue et à dia, mais que le président de la République tire les conclusions du résultat des élections, d'autant plus qu'il s'est profondément engagé dans cette campagne électorale, devenant chef de parti et même chef de clan. »

M. Rossinot : « pas d'ambiguïté »

Le président du Parti radical, M. André Rossinot, qui était jeudi soir 30 janvier à Toulouse, a déclaré : « Au risque de pagaille mis en avant par les socialistes en cas de victoire de l'opposition, il faudra répondre par le verdict populaire. L'opinion n'admettrait pas que le président de la République pendrait deux ans l'ambiguïté. Il faudrait alors immédiatement aller à l'élection présidentielle. »

M. Jospin : hippisme

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui tenait un meeting, le jeudi 30 janvier à Reims (Marne), a estimé que la division de l'opposition est « peut-être le fait politique de la campagne ». « Quand vous voyez ce qu'ils sont capables de se dire alors qu'ils n'ont pas encore gagné, vous imaginez ce qu'ils se diraient et se feraient après. » « Les trois cavaliers du tiercé, a-t-il continué, MM. Chirac, Barre et Giscard, se cravaient en pleine course. Je plains notre pays s'il devait servir de monture pour leurs exploits électorales. » Pour M. Jospin, « voter RPR-UDF, c'est faire un vote risqué. »

A Reims, le premier secrétaire du PS a ironisé sur les infériorités du PC, évoquant « un grand écart qui n'est pas excellent pour les articulations, y compris pour les articulations de ligne politique ». Par ailleurs, dans un entretien accordé au quotidien Sud-Ouest de ce vendredi 31 janvier, M. Jospin — qui ne croit pas à une formule de gouvernement socialiste minoritaire — affirme, à propos d'une éventuelle participation du PC à un gouvernement de gauche après le 16 mars : « Entrer, sortir, revenir, ça fait désordre », tout en précisant : « Je n'exclus rien par principe. »

LE SOMMET « CLERMONTAIS »

SUSPENDU

A LA RÉPONSE DE M. BARRE

MM. Jacques Chirac et Raymond Barre se retrouveront-ils à Clermont-Ferrand autour de M. Valéry Giscard d'Estaing ? L'ancien président de la République l'a souhaité le mercredi 29 janvier au cours de « L'heure de vérité », pour mieux symboliser l'union de l'opposition. Ses deux anciens premiers ministres en ont été prévenus par lettre quelques heures avant l'annonce télévisée.

Aucun des deux n'a encore fait connaître publiquement sa réponse. Mais dans l'entourage du maire de Paris on indique que cette invitation ne pose pour le président du RPR aucun problème, et que celui-ci ne mettra « naturellement » aucun obstacle à une telle réunion. On souligne que M. Chirac participe déjà à des meetings communs avec des leaders de l'UDF.

M. Barre estime, lui, que la courtoisie veut qu'il fasse d'abord connaître sa réponse par lettre à M. Giscard d'Estaing avant de s'exprimer publiquement sur le sujet. Mais il faut bien constater que lorsqu'il a tenu dans les Yvelines des propos si critiques à l'encontre de ceux qui s'appellent à « pactiser » avec M. Mitterrand (le Monde du 31 janvier), il avait déjà pris connaissance de la lettre de l'ancien chef de l'Etat.

SMIC et salaire minimum

M. Giscard d'Estaing a affirmé le mercredi 29 janvier que le groupe socialiste à l'Assemblée nationale ainsi que MM. Mitterrand et Rocard, alors non-inscrits, avaient voté contre, le 10 décembre 1969, l'ensemble du projet de loi portant création du SMIC. Les positions des uns et des autres lors de ce vote sont conformes à ce qu'a déclaré l'ancien président de la République, mais il ne faudrait pas créer de confusion sur le sens du scrutin. Il ne s'agissait pas d'instituer un salaire minimum légal, qui existait déjà, mais de réformer ses conditions de détermination.

La notion de salaire minimum garanti est effectivement apparue avec la loi du 31 mars 1947 — époque où M. Mitterrand était ministre des anciens combattants — qui fixait une rémunération minimale mensuelle pour une durée hebdomadaire de travail de quarante-huit heures. La loi du 11 février 1950 laissait au gouvernement le soin de fixer par décret le niveau du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Enfin, la loi du 18 juillet 1952 introduisait une clause d'échelle mobile modifiée en juin 1957. La loi du 2 janvier 1970, à laquelle M. Giscard d'Estaing a fait allusion, avait pour objet précis de « porter réforme du salaire minimum

garanti » et de créer le salaire minimum de croissance (SMIC).

L'aspect essentiel de la réforme consistait à introduire la notion qu'« en aucun cas l'accroissement annuel du pouvoir d'achat du SMIC ne peut être inférieur à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du travail ». Les organisations syndicales avaient souhaité cette modification des conditions de détermination du salaire minimum mais avaient exprimé des réserves sur la réforme, et le Conseil économique et social, lui-même, avait rejeté (par 75 voix contre 39 et 35 abstentions) l'avis sur le projet de loi sur le SMIC. A l'Assemblée nationale, M. Carpentier, du groupe socialiste, avait jugé « louables » les intentions du gouvernement, mais il lui avait reproché de n'avoir tenu « aucun compte » de l'avis des syndicats. « La réforme, avait-il lancé, en motivant son opposition, se limitera à peu près à un changement de sigle ». On peut diverger sur la réforme de 1970 sans que, pour autant, l'attachement à l'idée d'un salaire minimum interprofessionnel puisse être mis en doute.

M. N.

Le financement de l'« Unité » mis en cause

Le Canard enchaîné du mercredi 29 janvier affirme qu'un industriel du Nord, M. Jean-Pierre Mailliez, fabricant de Pécoplatre, a reçu des pouvoirs publics, ces dernières années, près de 65 millions de francs de subventions et de prêts pour son entreprise en difficulté, mais a dû, en contrepartie, financer, à hauteur de plusieurs millions de francs, l'Unité, l'hebdomadaire du PS, ainsi que l'OFRES et le PEL.

mobilier urbain, deux sociétés proches du PS.

Selon le Canard enchaîné, M. Claude Entier, député socialiste de Paris et directeur de l'Unité, est également intervenu auprès des pouvoirs publics afin que M. Mailliez se voit attribuer l'ordre du mérite. L'hebdomadaire fait état de lettres adressées au donateur par M. Entier.

LA « LUTTE D'INFLUENCE » AU PR (suite)

A la suite de l'article que nous avons consacré à la lutte d'influence engagée au Parti républicain entre les « ultras » et les « modérés » (le Monde daté du 30 janvier 1986), le PR a choisi de réagir en nous demandant de publier un communiqué signé de Pierre Borvo, Michel Mouillot et Jean-Pierre Raffarin, qui précisent : « Chargés de l'animation et de l'organisation au quotidien du Parti républicain, nous démentons formellement les affirmations qui tendent à accréditer l'idée qu'il existerait une lutte de tendances dans l'organisation du Parti républicain. Les intentions prêtées aux uns et aux autres, dont le Monde s'est fait l'écho le 30 janvier, relèvent d'une volonté de nuire au Parti républicain au moment où son dynamisme et sa montée en puissance pourraient gêner. » [En précisant qu'il n'existe pas de « lutte de tendances » dans l'organisation — du PR, MM. Borvo, Mouillot et Raffarin ne démentent pas qu'il puisse exister une « lutte d'influence » au sein du PR entre « ultras » et « modérés », mais font simplement apparaître que le PR suit impuissamment, une certaine discipline dans ses rangs. — C.F.M.]

JACQUES TOUBON

signera son livre

POUR EN FINIR AVEC LA PEUR

Collection « Franc-parler » - Editions Robert Laffont

le samedi 1^{er} février 1986 à partir de 15 h 30 à la librairie Flammarion, Centre Commercial Galaxie - 75013 Paris



Nos lecteurs paieront moins d'impôts!

calculez vos impôts au centime près

Notre numéro spécial; ne vous fournira pas moins de 286 conseils argumentés pour déclarer au mieux de vos intérêts.

RÉSUMÉ DU SOMMAIRE :

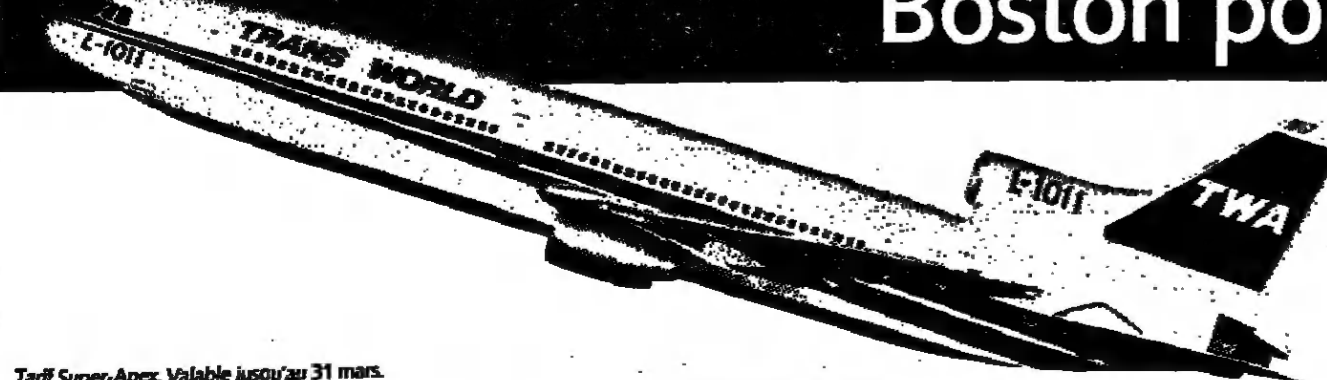
DÉCLARATION ET TAXATION DES REVENUS : salariaux, mobiliers, fonciers, agricoles, des pensions et des rentes...

DÉCLARATION ET TAXATION DES VALEURS ET CAPITAUX : mobiliers, fonciers...
DÉCLARATION : des pensions, ventes, frais, BIC...

ABATTEMENTS ET CHARGES À DÉDUIRE, RÉDUCTIONS DIVERSES...
COMMENT REMPLIR EXACTEMENT VOTRE FEUILLE D'IMPÔT.

En vente chez votre marchand de journaux jusqu'au 1^{er} mars 1986.

Boston pour 3.990 F. O.K. Boss.

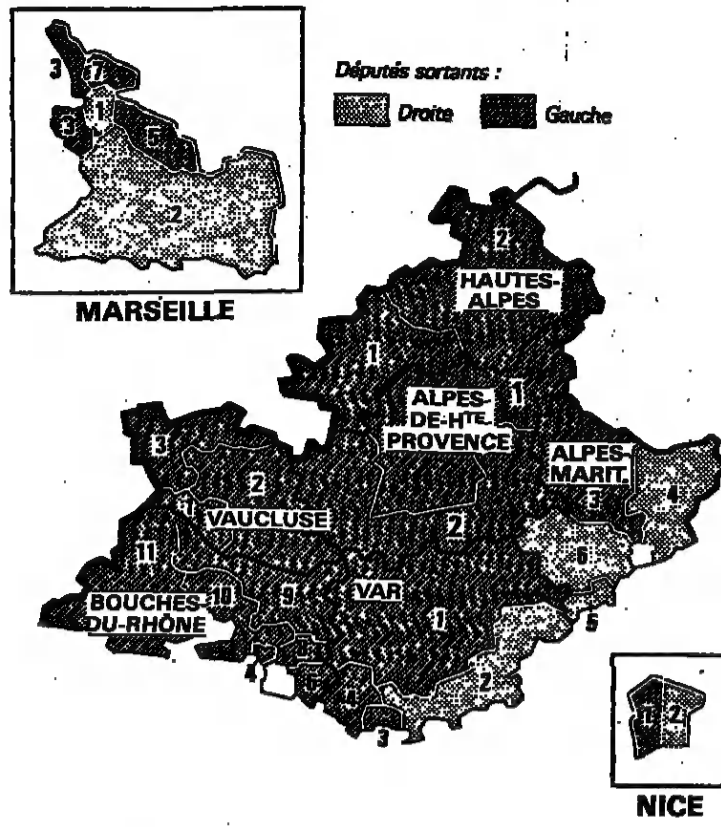


5 vols par semaine de Paris CDG1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (III)



Promis, selon les augures, à la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale sortante, et adversaire numéro 1 du maire de Marseille, M. Gaston Defferre, ira-t-il, pour atteindre cet objectif, si la gauche est défaite, jusqu'à s'allier au Front national ? Tout porte à le croire. Mais on peut prédire qu'un tel compromis — pour ne pas dire une telle compromission — provoquerait de sérieux troubles parmi les dirigeants et les militants du RPR et de l'UDF, dont les convictions sont, à ce sujet, très partagées. Des hommes comme le député RPR de la première circonscription des Bouches-du-Rhône, M. Hyacinthe Santoni, et le maire RPR d'Arles, M. Jean-Pierre Roux, s'opposent carrément à pareille alliance. M. Gaudin paraît toutefois espérer rallier tous ses amis politiques à une formule ambiguë qui pourrait consister par exemple à négocier avec l'extrême droite une sorte de « soutien critique » à la mode italienne, moyennant quelques avantages accordés aux représentants locaux du Front national.

Quoi qu'il en soit, M. Gaudin devra aussi compter, au plan régional, avec son ami François Léotard, « Superstar » de l'UDF dans le Var, le secrétaire général du Parti républicain se déclare, en effet, hostile à tout accord de gouvernement régional avec le Front national. Or la position personnelle du maire de Fréjus sera sans doute confortée par les résultats des élections dans son département du Var. Très ambivalent, M. Léotard affirmait, au début de sa campagne, que l'opposition compterait en mars six députés dans ce département, dont au moins quatre pour la seule UDF. Et il n'est pas impossible, en vérité, que l'UDF se taille localement la part du lion, d'autant que le Front national, qui pourrait la concurrencer, s'est complètement disloqué depuis que son ancien secrétaire départemental, M. Bernard Mamy, a décidé d'opposer une liste autonome à celle conduite par la filleule de M. Jean-Marie Le Pen, Mme Yvonne Fiat, venue des Landes (le Monde du 25 janvier 1986).

Le déclin et les dissensions du Parti socialiste — M. Christian Goux ayant été contesté comme tête de liste — facilitent également le jeu de M. Léotard, ainsi que la faible notoriété du maire de Saint-Tropez, M. Jean-Michel Courve, qui conduit la liste du RPR après un échec aux élections cantonales de mars 1985.

M. Gaudin à la poursuite de son « rêve d'enfant »...

De notre correspondant régional

Marseille. — A quoi reconnaît-on un « présidentiable » ? Sans doute aux pressions qu'il exerce sur lui. Dans le cas de M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), elles se sont additionnées. Celles d'abord du Front national, qui entend l'amener « à une entente en bonne et due forme » pour administrer la région. Celles aussi de M. Jacques Médecin, le maire de Nice, député RPR, « sécessionniste » chronique. Celles encore, parmi d'autres, des élus alpins exigeant sécessionnisme et barrage. A quarante ans, le député des Bouches-du-Rhône va devoir jouer une partie difficile.

Sa carrière politique semble avoir été jusqu'ici impeccablement tracée par la main de la chance. Sans cesse majeur ni éclopé, de ses premiers pas, à vingt-cinq ans, au conseil municipal de Marseille, au côté de M. Gaston Defferre, à son entrée au Palais-Bourbon, en 1978, puis à son accession, trois ans plus tard — après avoir résisté à la « vague rose », — à la présidence du groupe parlementaire UDF, qui lui a donné une dimension nationale. Même sa défaite in extremis aux municipales de 1983 à Marseille apparaît dans son parcours comme une vicissitude gratifiante.

Les circonstances, certes, ne l'ont que rarement desservi. Quand il se présente aux législatives en 1978, face au député socialiste sortant de la deuxième circonscription, M. Charles-Emile Loo, il n'envisage pas d'être élu. Son succès arrive au moment le plus opportun. L'année précédente, les municipales ont consacré le déclin de l'ancienne classe politique conservatrice de Marseille. Il incarne alors la relève. En 1981, si l'alternance n'avait pas joué, il serait sans doute devenu

ministre. A Marseille, M. Giscard d'Estaing le lui avait publiquement promis. Mais, entre un obscur département ministériel et la présidence du groupe UDF au Palais-Bourbon, il n'a certainement pas hérité de la plus mauvaise carte.

Ascension dans le serein

Là s'arrêtent pourtant les coups de pouce du hasard. Avec son air pouspin, ses cheveux lissés et un reste de candeur, M. Gaudin trompe son monde. On pourrait le prendre pour un de ces cadets auxquels tout a été donné. Il s'en faut de beaucoup. « J'ai énormément travaillé, je me suis épuisé. Mes vœux tirés, dit-il, ce sont les élections que j'ai gagnées ».

Parce qu'il est d'origine modeste — il est le fils unique d'un artisan maçon et d'une ouvrière de corderie, — son ascension dans le serein a été plus méritoire que celles de nombreux de ses collègues giscardiens. Il ne se lasse pas de raconter comment, à seize ans, il s'est « trouvé sa voie » en écoutant la harangue d'une politicienne de Marseille, M^{me} Germaine Poinso-Chapuis. M. Gaudin a toujours voué, d'ailleurs, une sorte de culte affectueux aux anciennes figures de la droite marseillaise, dans la lignée desquelles il se situe. Le député (indépendant) Henry Bergasse, en particulier, dont il conserve une photo sur la cheminée de son bureau, placée contre celles de ses mentors politiques d'aujourd'hui, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre. « J'aime la politique aussi passionnément que j'aime Marseille », écrit-il dès les premières pages de son livre, *Une passion nommée Marseille*. Ce credo le dépeint parfaitement.

La politique, il en a fait son métier après avoir enseigné pendant quinze ans l'histoire et la géographie dans un collège dirigé par les Frères

maristes. « J'appartiens, affirme-t-il, à une droite traditionnelle, modérée, populaire, entre la démocratie chrétienne et le libéralisme. » Et il n'y a pas plus marseillais que cet « enfant de Mazarine » à l'élocution chantante, amateur de bouillabaisse et d'opérettes de Vincent Scotto. Sa faconde, son goût pour les métaphores, ses railleries, ses réparties familières, ont fait sa réputation. De son cru : « M. Defferre vedette du kit parade des plus mauvais ministres » et « Le socialisme, une idée qui a fini son chemin ». Ou encore cet emprunt à Pagol visant Pierre Mauroy : « Ce n'est pas que tu es bon à rien, tu es mauvais en tout ».

« Un ministère politique »

Trop gentil, M. Gaudin ? Dans l'esprit de ses adversaires, ce trait de caractère est assimilé politiquement à une faiblesse. « Mon tempérament, explique-t-il, me porte à oublier les coups qui m'ont été donnés ». Son attitude à l'égard de l'extrême droite ? Souple, prudente, et empreinte de réalisme électoral. Au demeurant, il l'a dit et prouvé — non sans mécomptes au niveau national — lors des dernières cantonales : « Entre l'élection d'un communiste et celle d'un Front national, je n'hésite pas. » Il avait estimé

aussi en son temps que « quatre conseillers municipaux du Front national à deux sont moins dangereux pour la démocratie que quatre ministres communistes au gouvernement ». Autre déclaration, le 20 janvier, à Marseille : « Mes amis et moi n'avons aucune gêne à ce que nos analyses et certaines de nos solutions se croisent avec celles du Front national ».

Son destin national pourrait, bien sûr, rebondir au lendemain du 16 mars. « Je souhaite rester à la présidence du groupe UDF, prévient-il, où mon rôle sera encore plus important et utile que dans la précédente législature. » Ministre ? Il ne dirait pas non, « à condition que ce soit un ministère politique ».

Mais sa véritable ambition, son « rêve d'enfant », dit un de ses amis, est de devenir maire de Marseille. La région à cet égard serait un tremplin. Dans l'ordre de bataille de M. Gaudin, Paris serait plutôt un théâtre d'opération extérieur, Marseille la place forte à emporter. Le petit prof sera-t-il un jour maire de sa ville natale ? Henry Bergasse, lui, avait eu l'honneur de devenir ministre, mais, à deux reprises, en 1947 et en 1953, il avait échoué aux portes de l'hôtel de ville.

GUY PORTE.

« Ils nous ont volé la Canebière ! »

De notre correspondant régional

Marseille. — L'audience acquise par le Front national en Provence-Alpes-Côte d'Azur constitue l'une des principales données du scrutin du 16 mars dans cette région. Elle hypothèque les chances de l'opposition RPR-UDF de faire basculer à elle seule la majorité détenue par la gauche au conseil régional (le Monde du 30 janvier). Elle explique aussi la vivacité prise ici ou là par le débat sur les problèmes d'immigration et d'insécurité.

Les regards se tournent plus particulièrement vers Marseille et les Bouches-du-Rhône. La population étrangère dans le département atteignait, à fin 1984, 154 339 personnes (8,93 % de la population totale), dont un peu plus de 90 000 Maghrébins. Elle était, à Marseille, de 63 166 personnes (7,23 %), dont 36 800 Maghrébins.

Cette population s'est désormais stabilisée comme le confirment les dernières estimations partielles à la fin de 1985. Le Front national, pour sa part, n'hésite pas à lancer le chiffre de 200 000 Maghrébins « en comptant les clandestins ». Sa méthode ? L'impression visuelle. « Il suffit, explique M. Pascal Arrighi, de se promener vers le cours Belzunce pour mesurer le phénomène ».

Lieu de transit

Mais le journal de M. Le Pen, *National-Hebdo*, ne se prive pas de broder des tableaux apocalyptiques : « Les immigrés se sentent tellement chez eux à Marseille que les incidents racistes, c'est-à-dire les insultes des Maghrébins à l'égard des Français, se multiplient, peut-on lire dans le n° 73 de cet hebdomadaire. Marseille est devenue, grâce à Defferre, la plus grande poubelle de France des déchets nord-africains, parce que Mitterrand et Joxe refusent de prendre quelque mesure que ce soit. Les Marseillais ont l'habitude de dire : « Marseille est la seule ville arabe qui ne soit pas en guerre ». Mais si personne ne porte remède à la situation, les Marseillais risquent bien de prendre eux-mêmes les choses en main. Et, ce jour-là, Marseille et Beyrouth n'auront plus guère de différence ».

G. P.

Les foires d'empoigne du Vaucluse

De notre envoyé spécial

Avignon. — C'est l'hiver en Vaucluse, et, certains jours, le vent y est aussi glacé qu'ailleurs. Sans soleil, et sans festivités, Avignon offre un étrange spectacle. Ici, on s'empoigne partout à la fois pour les listes électorales. De la gauche à l'extrême droite, c'est une vraie débâcle d'embrouilles, de crocs-en-jambe, de règlements de comptes.

Dès l'été, le PS a ouvert le bal avec le « parachutage » raté de M. Bertrand Delanoë. Résultat, deux victimes : M. Delanoë, qui a préféré abandonner le terrain, et M. Jean Gatel, actuel secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, élu en 1981 député de Vaucluse.

Aujourd'hui M. Gatel n'est que deuxième sur la liste législative du PS, derrière un autre député sortant, M. André Borel, et premier sur la liste régionale. M. Gatel soupire : « Je ferais campagne, avec mon poids de ministre, et ma fidélité à François Mitterrand. » Il paie « lourdement », dit-il, son opposition à M. Delanoë.

L'accord national conclu entre le PS et le MRG autorise les radicaux de gauche de Vaucluse à présenter leur propre liste. Ils n'ont aucune chance d'avoir un député ; mais ils peuvent peser sur l'attribution du quatrième siège qui reste « ouvert ». Le PS, le PC et le Front national sont en compétition. Le premier, pour obtenir un second député (la liste d'union UDF-RPR est sûre d'avoir deux sièges), les deux autres pour avoir au moins un élu.

C'est pourquoi M. Gatel n'a pas digéré la liste MRG. « On ferait tout pour éliminer Jean Gatel du théâtre législatif qu'on ne s'y prendrait pas autrement, dit-il. La direction du parti a pris la lourde responsabilité de risquer de faire élire un député du Front national ».

Tête de liste régionale du MRG, M. Marcel Perrin se lave les mains de ces querelles social-socialistes.

Son problème à lui, c'est de faire sortir de terre des « racines radicales racées vivaces » dans le département. Et si des voix de gauche sont perdues, « ce n'est pas de notre faute ».

Le Vaucluse est, donc, l'un des départements de la région où le Front national aura, à coup sûr, des conseillers régionaux, et peut-être un député. Cette percée s'observe en dépit — ou justement à cause — d'une vie politique peu portée sur l'extrémisme. « Ici, explique le maire RPR d'Avignon, M. Jean-Pierre Roux, qui mène les deux listes d'union de l'opposition, les bons socialistes sont ceux qui n'appartiennent pas comme tels. Mais cela veut aussi pour l'opposition ! » Le docteur Jacques Bonnard, qui mène les listes du Front national, traduit à sa manière : « Les partis classiques, juge-t-il, font notre campagne. En Vaucluse, tout le monde se bat au centre-gauche. Or le centre-gauche a vécu. Jean-Pierre Roux parle comme Fabius dans son débat contre Chirac. Le Front national est la seule vraie force d'opposition ».

« A coup de bulldozer ! »

Il est vrai qu'ici — où les immigrés ont une place essentielle dans l'économie agricole — le Front national et le RPR ne tiennent pas le même discours sur l'immigration. Ainsi M. Roux affirme-t-il : « Je ne peux pas supporter que l'on parle du problème des immigrés. Le seul fait d'en parler, c'est déjà tomber dans le piège. Quand on me parle de ça, je réponds : « Les immigrés sont des êtres humains. C'est tout. » C'est déqualifiant, ce qui s'est passé. La classe politique a manqué de courage. Sur un thème pareil, on aurait dû imaginer une prise de position commune de tous les partis, on aurait tout arrêté. Je suis convaincu que les Français ne sont pas racistes ».

La veille, M. Guy Macary, un avocat de Carpentras, deuxième sur

la liste régionale du FN, déclarait au micro de Radio-France Vaucluse : « La première chose que nous faisons si nous arrivons au pouvoir : nous supprimons — je dis bien, nous supprimons — et alors là, par tous les moyens, y compris celui qui a été employé pour Greenpeace, nous supprimons tous les îlots situés dans la ville de Marseille, situés dans la ville de Paris, maintenant (...) dans toutes les grandes villes de France, à l'intérieur desquels la souveraineté française ne s'exerce pas ».

— A coup de bulldozer ?
— A coup de bulldozer !

Exit le « fédérateur »...

Ce langage musclé n'empêche pas le Front national d'avoir ses problèmes de dissidence. Le Vaucluse est le centre logistique du mouvement national au sein du parti de M. Le Pen. Il est animé par un franc-tireur, M. Hugues d'Alauzier, transfuge du CNIP, aujourd'hui en rupture de FN, qui opposera dans le département ses propres listes à celles de M. Le Pen. Le docteur Bonnard dit s'en réjouir, parce que « cela va permettre de les éliminer définitivement de la scène politique vauclusienne ». Pour lui, M. d'Alauzier « bénéficie de l'appui des médias de gauche et touche de l'argent de l'opposition parlementaire ». M. d'Alauzier s'offusque et « s'oppose formellement » à ces « affirmations mensongères » qu'on n'adresse, dit-il, « qu'à ceux qui n'ont rien à se reprocher ».

Dans le camp de l'opposition parlementaire, les échanges de vues sont plus courtois. Mais, en coulisse, on tire à vue. Les problèmes — toujours en suspens, semble-t-il, ce vendredi 31 janvier — se focalisent sur la liste régionale d'union.

Les élus de l'UDF de Vaucluse ont ouvert le feu en lançant une mini-fronde contre M. Maurice Charrier, maire UDF de Carpen-

tras, ancien ministre, président de l'UDF de Vaucluse. On lui en veut notamment d'être barriste. Les mécontents se donnent comme « fédérateur », pour défendre les intérêts de l'UDF en Vaucluse, M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro de M. Robert Hersant, quatrième sur la liste législative.

M. Charrier se menace, alors, de constituer ses propres listes. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, juge, lui, que M. Miot est moins un fédérateur que « le porte-parole des mécontents ». Il confirme M. Charrier à la fois comme dirigeant de l'UDF vauclusienne et comme deuxième sur la liste régionale. M. Miot a compris. Il n'est « ni un parachuté ni un parachutiste, mais un fantasme ». Exit le fédérateur tombé du ciel. Chacun reste à sa place. Fin provisoire du feuilleton.

L'opposition n'est pas, pour autant, sortie de l'auberge. En dépit de la discrétion de bon aloi qu'observe M. Roux, il semble que la lutte des places fasse des ravages au sein du RPR local, tandis qu'à Paris la direction nationale n'a pas exactement le même point de vue que le maire d'Avignon sur l'ordre de classement de ses colistiers.

Samedi 25 janvier, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, devait tenir une réunion publique à Avignon. Dans la ville de M. Roux, on annonce l'annulation dès le vendredi. Paris ne se mettra au diapason que dans la journée du samedi. Lundi 27 janvier, enfin, UDF et RPR rendent publique, avec l'aval de leurs instances nationales, une liste qui ne semble pas être exactement celle qu'aurait souhaitée M. Roux. Mais le Vaucluse est toujours au programme d'une future réunion du groupe de travail conjoint RPR-UDF sur les élections.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

970^F
Aller simple, départ Bruxelles, pour les

USA
(jusqu'au 28 février).

LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE est paru (et il est gratuit) !
Il comprend aussi les tarifs de location de voitures et de camping-cars, les tarifs d'hôtels, les transports intérieurs. Des circuits à la carte. Des circuits en groupe. Des tours insolites. Des renseignements pratiques.

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide gratuit à nos bureaux, nous vous l'envoyons contre 6.50 F en timbres.

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris — M^o Mouton-Duvernet

(Publicité)

« Et si demain, vous achetiez aussi le FINANCIAL TIMES ? »

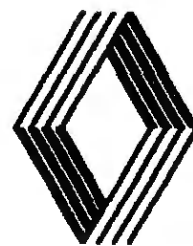
EMPLOI.

**LES ENTREPRISES TROP
LOURDES EN PERSONNEL
NE SURVIVRONT PAS
DANS LA COMPÉTITION
MONDIALE.
DÉTERMINÉS À VIVRE,
NOUS SOMMES ÉGALEMENT
DÉTERMINÉS À TROUVER À
CE PROBLÈME DIFFICILE LES
SOLUTIONS LES PLUS JUSTES
ET LES PLUS HUMAINES.**

Nous devons ajuster notre production et donc nos effectifs aux capacités des marchés. C'est pourquoi nous procédons aux réductions d'effectifs indispensables. C'est dur, c'est douloureux. Mais il y va de la survie de notre entreprise.

Pour cela nous faisons appel à toutes les solutions connues et nous essayerons d'en inventer de nouvelles qui permettent d'affronter ce problème avec humanité et dignité.

RENAULT. DÉTERMINÉS.



POLITIQUE

SITUATIONS 86

Nouvelles exclusions au PS

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 29 janvier, a exclu du parti - après avoir écouté leurs arguments - MM. Michel Lambert, député de l'Orne, Pierre Mauger, maire d'Alençon, et Pierre Pavis, premier secrétaire de la fédération de l'Orne. Il leur est reproché d'avoir formé une liste dissidente dans le département de l'Orne, alors que la direction du PS a, pour conduire la liste législative, investi M. François Doubin, président du MRG.

Dans le Tarn-et-Garonne, la commission exécutive fédérale, qui avait pris position en faveur de M. Hubert Gouze, député du Tarn-et-Garonne et maire de Montauban, exclu du PS la semaine dernière, a été dissoute par le bureau exécutif, qui a décidé de mettre en place un « collectif provisoire » chargé de la direction de la fédération.

Les socialistes dissidents de ce département manifesteront, le lundi

3 février à Moissac, lors du meeting que tiendra, à 18 heures, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, pour soutenir M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat, MRG, investi par le PS pour conduire sa liste législative dans le Tarn-et-Garonne.

M. Gouze, qui a été exclu pour avoir décidé de constituer une liste dissidente pour les prochaines élections législatives et régionales face à celle de M. Baylet, et M. Jean-Paul Nuzzi, maire et conseiller général de Moissac, qui conduira la liste dissidente pour les régionales, ont indiqué, jeudi 30, qu'ils « seront également présents avec les militants et leurs amis » lors de cette manifestation.

La venue de M. Jospin contredit, d'après eux, la position qu'avaient adoptée les instances nationales du PS en condamnant le 24 avril dernier, l'attitude de M. Baylet lors de son élection à la présidence du conseil général.

INDRE-ET-LOIRE : trêve au PS

La dispute qui opposait, chez les socialistes d'Indre-et-Loire, deux des trois députés sortants, M. Jean Provoux et M. Christiane Mora, pour la conduite de la liste du PS aux législatives est momentanément mise en sourdine (le Monde du 24 janvier). A la suite d'une nouvelle intervention de M. Marcel Debarge, envoyé spécial de l'état-major national du parti, un arrangement a été trouvé. M. Provoux et ses partisans, qui revendiquaient la tête de la liste, forts de l'appui d'une large majorité des membres de la fédération départementale, et qui menaçaient de se retirer de cette liste, ont accepté, finalement, la décision de la direction nationale du

parti. M. Mora conduira la liste aux législatives et M. Provoux sera en seconde position. Le troisième député sortant, M. Jean-Michel Testu, dirigera la liste aux régionales. Il ne s'agit, toutefois, que d'une trêve. Il a été décidé qu'après les élections une mission d'information sera envoyée dans le département par M. Debarge afin d'essayer de clarifier les causes de ce conflit au sein du courant A (mitterrandiste) et d'y remédier en procédant éventuellement à un réajustement des instances dirigeantes de la fédération. En attendant, la campagne socialiste sera dirigée par une équipe au sein de laquelle toutes les tendances locales seront représentées.

OISE : le secrétaire du Front national démis de ses fonctions

De notre correspondant

Beauvais. - Le secrétaire départemental du Front national de l'Oise, M. Francis Dufresne, vient d'être mis sur la touche par son parti. A la suite de son retrait de candidature (il devait être troisième sur les listes des régionales et des législatives), et surtout d'une interview accordée samedi 25 janvier au Courrier de l'Oise, dans laquelle il tenait des propos hostiles à M. Guy Harlé d'Ophove, candidat du Front national chargé des problèmes de communication sur le plan national, le secrétaire général du parti d'extrême droite, M. Jean-Pierre Stirbois, a décidé de nommer à sa place M. Guy Maronneau (1). Maître d'ouvrage de profession, le nouveau secrétaire départemental réside à Compiègne, comme M. Guy Harlé d'Ophove, dont le ralliement à M. Le Pen a déjà provoqué deux

démissions dans l'Oise en décembre dernier (le Monde du 24 décembre).

M. Dufresne a fait savoir qu'il n'avait pas jugé bon d'envoyer une lettre explicative à M. Stirbois et il a insisté sur le fait qu'il n'était pas exclu du Front national. Selon lui, cette décision des instances nationales correspond à une prise de pouvoir de M. d'Ophove dans le département.

(1) Justifiant le retrait de sa candidature, M. Dufresne déclarait notamment, dans cette interview : « Ma décision est motivée par la profonde méfiance que m'oppose M. d'Ophove. Je n'ai cependant aucune envie de quitter le Front national (...). La personnalité de M. d'Ophove est envahissante. C'est un publiciste de profession. Il fait bien son travail. Il sait se placer. Il est au Front national car c'est pour lui un bon réseau de marketing et rien d'autre. Il n'a pas d'idéologie... »

EN BREF

● M. Fiszbin : le PCF, allié à la droite. - « L'infériorité du discours ne change rien au fond », a déclaré M. Henri Fiszbin, le jeudi 30 janvier sur RMC. L'ancien dirigeant de la Fédération de Paris du PCF, dissident communiste et candidat sur la liste du PS dans les Alpes-Maritimes, faisait référence au passage de M. Georges Marchais à l'« Heures de vérité », le 22 janvier.

« La fédération d'Indre-et-Loire, le conseil, les instances du PCF, est d'avis que le PS, dans la gauche, puisse continuer à diriger le pays », a-t-il affirmé, avant de conclure : « Objectivement, le PC poursuit une

démarche qui coïncide avec les préoccupations de la droite. »

● Une liste « Alternatives 86 » à Paris. - Le professeur Albert Jacquard, généticien, conduira la liste « Alternatives 86 » pour les élections législatives à Paris et M. Antoine Comte, avocat international, sera à la tête de la liste régionale portant le même sigle. Ces listes sont soutenues par les fédérations parisiennes du PSU, de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), du Parti pour une alternative communiste (PAC, ex-PCML) et de la Fédération de la gauche autogestionnaire.

LE FACE-A-FACE JOXE-TOUBON SUR TF 1

Refrains

« Partis de campagne » ne sont pas forcément parties de plaisir.

Qu'importe le coupable : une journée électorale a les débats qu'elle mérite. Ainsi donc, pour sa première édition, jeudi soir 30 janvier, l'émission hebdomadaire de TF 1 « Partis de campagne » est restée cantonnée dans le registre des refrains - à gauche : je gère bien, voyez le bilan ; à droite : plus vous bluffez, tout va mal - sans jamais vraiment autoriser d'improvisations libres, ce débat de fond que méritait un sujet si souvent malmené par la démagogie.

Tenant du titre : M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, père de la loi de modernisation 1986-1990 de la police nationale, un engagement de la gauche que la droite évitera sans nul doute de remettre en cause. Challenger : M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, spécialiste du sujet, sur lequel il écrit un ouvrage original - Ni Peyrefitte, ni Badinter - et, dit-on, prêtant un marquois ministériel de son adversaire.

Il s'est donc agi d'une journée - les courts arguments échangés auxquels avaient droit les deux hommes n'étaient-ils pas courtoisement baptisés « missiles » ? - durant laquelle on s'essaya, comme au jeu de rôles, à effacer les images convenues des personnalités. M. Joxe, que ses ennemis disent hautain, sec et autoritaire, se voulut plus conciliant, plus à l'écoute, prenant volontiers du retard au chronomètre, gratifiant son adversaire d'encouragements ironiques - « Très bien », « Vous avez raison », - l'interrogeant jusqu'à quitter son approbation sur sa gestion policière, bref quelque peu blessé dans ce « débat où forcément on n'a pas au fond des choses ».

A l'inverse, M. Toubon, que l'on sait pourtant courtisé, aimable et libéral, n'eut de cesse de monter au créneau, à la fois combatif et vindicatif, multipliant les formules choc - « un plan à crédit », - ou à l'emporte-pièces - « la motivation n'existe plus dans la police », - contestant le bilan chiffré du ministre en place, en se voulant porte-parole de la base, des Français face à « la peur qui s'installe ».

Qui l'emporta ? Le calme de l'un, très gestionnaire, profil bas. Le dynamisme de l'autre, très mordant, agressif. M. Joxe a sans doute poussé son adversaire dans les cordes en insistant sur son refus de voter les moyens supplémentaires accordés à la police ou en rappelant sa non-approbation de la loi « sécurité et liberté » avant 1981. M. Toubon a trouvé des accents justes, humains et concrets pour parler de la drogue et de ses ravages parmi la jeunesse. Qui l'a emporté ? Mais faut-il qu'il y ait absolument un vainqueur ?

EDWY PLENEL

LA FLEXIBILITÉ DANS L'HUMANITÉ-DIMANCHE

« Quel cochon ! »



La flexibilité version Nous deux a fait son apparition dans le numéro de l'Humanité-Dimanche du 31 janvier. Un roman-photo de quinze scènes baptisé « Le bonheur n'est pas flexible » est publié par l'hebdomadaire du PCF pour dénoncer les méfaits de l'aménagement du temps de travail. « Déjà 5 heures... » Jacques abandonne le lit conjugal à Josette. Il ne pourra pas aller chercher Leslie à la sortie de l'école, pense-t-il en se réveillant. Petit bécote à Josette qui dort encore. Journée ordinaire ? Non, c'est l'anniversaire de mariage de Jacques et Josette. Pendant que l'épouse met la dernière touche à son maquillage dans le miroir, car elle est en retard, le mari, déjà au bureau, n'oublie pas qu'il y a « la réunion du syndicat à midi ». La CGT va parler flexibilité. Derrière sa machine à

écrire, Josette râle secrètement contre son patron : « Avec toutes ces commandes, il pourrait embaucher. » Erreur. Le patron, justement, a « besoin de vous ce soir ». Josette téléphone à Jacques pour lui annoncer la mauvaise nouvelle. « Merde, qu'est-ce qu'il fait votre syndicat ? », rétorque l'époux, qui voit s'envoler son anniversaire de mariage. Sur le chemin du retour de l'école, Leslie fait une croix sur le gâteau du soir. Pour Josette, « le travail se prolonge tard dans la soirée ». Et le patron - « hum... » - voudrait bien profiter un peu de la situation : « Quel cochon ! » Dans le miroir, avant de rejoindre Jacques qui dort déjà, Josette pense aux députés communistes et aux élections du 16 mars : « Quel vie... »

fonds de commerce

Tous les fonds, dans le journal spécialisé depuis 41 ans. En vente partout, 4 F et 35, r. Melin, 75011 PARIS. Tél. : 48-05-30-30

boutiques, barreaux, locaux commerciaux

« Les Annonces »

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

SERAIT-CE qu'il suffirait de parler pour être écouté ? Serait-ce qu'il suffirait d'inviter l'union, de la réclamer, de la promettre, de s'en faire tout à la fois un standard et un bouclier, pour que chaque électeur de l'opposition se tienne pour convaincu qu'elle est acquise, certaine, éminente et éternelle ?

Admettons même le fait. Comme en mathématiques, « supposons le problème résolu ». Pour en faire quoi, grands dieux ! de cette union ? Pour unir les rangs de M. Giscard d'Estaing aux dédales de M. Barre, cependant que M. Chirac déposerait, dans la corbeille de fiançailles, ses ambitions ? Pour ne rien dire de la puissante affection qui unit les dirigeants de la seconde rangée, MM. Léotard, Toubon, Pons, etc. Pour ne rien dire des éternelles rivalités locales.

Référence parier, le vrai coup en poche de M. Mitterrand contre la droite, ce n'est pas de pouvoir présenter de bons résultats économiques, ce n'est pas de se découvrir pour allier le dollar et le baril, c'est incontestablement d'avoir ressuscité le scrutin à un tour, proportionnel ou pas.

Non pas du tout pour la raison que cela avantagerait le Parti socialiste. Attendez. Mais pour le simple et unique motif qu'il n'y en a plus deux, majoritaires ou pas. Or il est bien connu que les unions, aussi appelées traites ou déistements, se font beaucoup mieux dans les consultations en deux temps ; quand, à l'issue du premier, une fraction d'un même camp se voit battue par l'autre.

Alors, puisque l'il n'y a pas d'autre solution, puisque la preuve est faite que les électeurs ont préféré l'une plutôt que l'autre, puisque la prime du premier tour a donné un résultat clair, les rivaux s'unissent contre l'adversaire commun.

Ainsi vit-on, à la présidentielle de 1974, M. Chaban-Delmas s'effacer pour M. Giscard d'Estaing ; à la présidentielle de 1981, M. Chirac se rallie (7) au futur ancien chef de l'Etat et M. Marchais soutient la longue marche de M. Mitterrand. La règle ordinaire, c'est d'abord de rassembler ses suffrages pour savoir ensuite dans quelles conditions en faire cadeau.

Certes, le scrutin de 1988 n'est pas celui de 1988, pas plus dans sa procédure que dans sa finalité. Mais c'est un galop d'essai, une manière, pour les candidats à la candidature, tenus autant que soutenus par un parti, de faire valoir plus tard combien vaut chacun d'eux.

Avec le scrutin à un tour, bernique. Ou bien il faut consentir à fonder son courant dans le panier commun, ou bien laisser voir que le discours en faveur de l'union n'est là que pour la galerie. Ou bien feindre d'être étranger à tout cela, parce qu'on craint d'être « marginalisé » par le « totalitarisme microcosmique », comme dit M. Barre.

CES embarras n'existent pas à gauche pour la bonne et simple raison que les deux principaux partenaires ont déjà divorcé et que, d'ailleurs, à l'époque des consultations électorales à deux tours, ils combattaient toujours séparément lors du premier.

Aujourd'hui, le Parti socialiste apparaît forcément comme unitaire et cohérent puisqu'il est un autour de lui-même. Nulle nécessité de séduire ou de contraindre le partenaire

puisque'il n'y en a pas. Ce n'est pas le petit Mouvement des radicaux de gauche qui risque de créer de grands mécomptes. Il serait difficile de voir une dissension de taille nationale dans les péripéties que connaît son président, M. Doubin, avec les socialistes du département de l'Orne.

Aussi, avant toute consultation nationale, M. Mitterrand peut-il penser qu'il a réussi son coup. Le PS se montre d'autant plus unitaire qu'il est tout seul. Mais à droite, parties, états-majors et dirigeants se disputent et se déchirent, exhibant à qui veut le voir l'absolue incongruité du discours sur l'union ; cette union à l'image « inaffaisable », comme a dit M. Giscard d'Estaing, et que M. Barre a mise en pièces dans son discours des Yvelines.

Nul doute que ces faillies prometteuses pour la gauche ne soient rappelées lorsque interviendra le scrutin présidentiel, en 1988, si ce n'est plus tôt. Alors viendra le vrai temps de l'union : entre les deux tours, lorsqu'il faudra n'être plus que deux à concourir, comme l'exige la Constitution.

Union

ENCORE qu'un bon coup d'humour politique serait de faire décider par les Français qu'il n'y aura plus qu'un tour de scrutin pour élire leur président. Ce ne serait pas triste.

Mais la leçon de choses du scrutin à un tour sera d'ores et déjà perdue lorsque se réunira l'Assemblée nationale issue du 16 mars. A ce moment-là, quel qu'il dise aujourd'hui, bien qu'il s'en défende (il peut-être sincèrement), M. Barre devra se glisser dans le jeu des partis. S'il ne va pas à Lagardère, Lagardère ira-t-il à lui, pour reprendre un dicton qui n'a rien à voir avec le PDG de Matra.

Il y aura inévitablement, quelque nom que portera ce groupe, une amicale, une association, un club, qui réunira les fidèles de l'ancien premier ministre. Ses membres iront chercher la consigne, qui sera comprise même si l'on feint de ne pas en donner. Elle sera plus suivie que ne semble le croire M. Giscard d'Estaing.

Selon l'expression d'un ministre actuel qui ne participera pas au jeu parlementaire, « ce sera le futur ». Il va jusqu'à imaginer que, privée de ses barrières, ayant rejeté M. Le Pen, la majorité RPR-UDF ne puisse en être une. Il n'est pas le seul à faire cette hypothèse. L'union, l'union, vous dis-je, pour guérir des « fièvres pourpres ».

Plaignons le futur président d'une périlleuse Assemblée, qu'il s'agisse de M. Chaban-Delmas, habitué du poste et qui remplirait les cas échéant à défaut d'autre chose ; ou qu'il s'agisse de M. Giscard d'Estaing, dont c'est, paraît-il, l'ambition réelle.

Il n'en mentionnerait d'autres que pour mieux se faire consoler par celle-ci. N'est-elle

pas plus riche en protocole et en commodités diverses qu'un ministère, fit-ce celui des finances ? Ce dernier, il ne doit guère y compter. Un poste si puissant, ce sont ses propres alliés qui se couchent sur la route qui y conduit.

Plaignons aussi, mais sur un registre plus divertissant, le futur président du groupe socialiste. Du moins s'il faut en croire M. Jean-Claude Gaudin, qui préside encore pour quelques semaines le groupe UDF. Voilà ce qu'en gros il raconte un jour à l'un de ses collègues socialistes :

« Ah, disait-il, tu (forme grammaticale d'usage au Palais-Bourbon) ne peux pas savoir ce que c'est. Avec tous ces anciens ministres, et Barre, et Giscard, je suis tout le temps obligé de régler des questions de préséance, de voitures, de chauffeurs et d'amour-propre. Celui qui présidera les socialistes ne va pas s'ennuyer. »

Que M. Gaudin ne s'inquiète pas, il y aura malgré tout des candidats.

M. BARRE est tout de même passablement désinvolte. Choisir précisément le soir où M. Giscard d'Estaing s'exprime à la télévision pour aller soutenir une dissidente du Parti républicain, il sera difficile de faire croire à des erreurs de calendrier. Il faut encore pasticher Toinette, la servante-médecin d'Argon : l'union, l'union, vous dis-je.

Au demeurant, c'est peut-être mieux ainsi. Car le « meilleur économiste de France » serait certainement resté interloqué des affirmations de l'homme qui lui donne jadis ce titre, qu'il est à présent contraint de confirmer.

En particulier, M. Barre aurait au moins levé le sourcil, à moins qu'il ne se soit franchement marré (exercice dont il a naguère avoué la pratique) d'entendre dire que les plus imposés des Français, ceux qui sont soumis à la tranche des 65 %, travaillent « neuf mois sur douze pour le fisc ». Ou encore que le SMIC a été désapprouvé en 1969 par la gauche, alors qu'elle a rejeté un nouveau mode de calcul du SMIG, crée, lui, en 1950 !

Car il faut bien dire que c'est une énormité ou un gros mensonge, que cette tranche de 65 % s'applique par exemple, en 1985, pour un célibataire dont le revenu imposable excédait 230 000 F, et seulement pour les sommes dépassant ce montant.

Sans doute peut-on, au nom de l'indulgence, ramener cette énormité au « cri du cœur » que pousse un homme pressuré par le fisc. Il reste à savoir si ce « cri du cœur » pourrait encore faire élire M. Giscard d'Estaing, puisque, affirme-t-il, tel est le secret de sa victoire en 1974.

Tout cela, en tout cas, nous ramène à cette case départ. Toute l'émission de mercredi l'a montré : Valéry Giscard d'Estaing n'a, au bout du bout du compte, qu'une ambition, battre encore celui qui l'a battu, gagner la belle en quelque sorte. A gauche, en effet, ses attaques furent réservées à M. Mitterrand, à coups d'évocations du passé, M. Rocard étant mentionné au cas où. Voilà qui donne un autre sens aux appels à l'union de l'ancien président. Il s'agit moins d'unir que de se venger. On s'en doutait. C'est dit.

société

LE DRAME DE LA NAVETTE CHALLENGER

Une tonne de débris récupérés

Le président Reagan devait se rendre, vendredi 31 janvier, au centre spatial de Houston (Texas) pour participer à une cérémonie à la mémoire des sept disparus dans l'explosion de Challenger. M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, devait y assister, accompagné de M. Emmanuel de Mergier, ambassadeur de France aux Etats-Unis. La NASA a également convié à cette commémoration trois astronautes étrangers ayant volé à bord de la navette spatiale, le Français Patrick Baudry, le Saoudien Sultan El Saoud et le Néerlandais Wubbo Ockels.

Pendant ce temps, l'océan Atlantique au large des côtes de Floride, les restes de Challenger, les gardes-côtes américains ont trouvé « un gros morceau de

fuselage » de la navette et des morceaux métalliques qui pourraient appartenir à la cabine de pilotage. Des « grosses pièces » ont aussi été localisées par sonar au fond de l'eau, et des plongeurs doivent vérifier s'il s'agit bien d'éléments du vaisseau spatial. Au total, les « récupérateurs » avaient repêché, vendredi matin, près d'une tonne de débris flottant sur l'eau, dont un morceau du tableau de bord.

Les trois navires de la flotille, accompagnés d'autant d'avions, continuent à parcourir les côtes de Floride, à la recherche d'autres fragments de Challenger, et des restes des sept astronautes. Un os de pied humain a bien été découvert sur une plage d'Indiantown, au sud de Cap Canaveral, mais rien n'indique encore qu'il appartenait à un des membres de l'équipage.

DÉFENSE

PRÉVU POUR ÊTRE COMMANDÉ
A QUATORZE CENTS EXEMPLAIRES

Le nouveau char Leclerc coûtera 21 millions de francs l'unité

Pour remonter le moral de l'armée de terre à un mois et demi des élections, le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le ministre de la défense, M. Paul Quilès, se sont rendus, jeudi 30 janvier, à Satory (Yvelines), pour se faire présenter le projet de nouveau char de combat, baptisé Leclerc, du nom de l'ancien chef de la 2^e division blindée de la France libre qui libéra Paris et qui fut fait maréchal, à titre posthume, en 1952. Lors de cette visite-surprise du chef du gouvernement, M. Quilès a profité pour annoncer, de surcroît, sa décision de lancer le programme d'un radar de surveillance du champ de bataille terrestre baptisé « Orchidée » et qui sera installé à bord du nouvel hélicoptère Super-Puma.

De toute évidence, MM. Fabius et Quilès ont cherché, par leur présence à Satory, à faire oublier la controverse apparue, à la fin de l'année dernière, avec les propos du général Philippe Arnold déplorant l'insuffisance de l'équipement en chars des divisions blindées françaises. Les exposés de l'état-major de l'armée de terre et de la délégation générale pour l'armement sur le char Leclerc, qui doit remplacer après 1992 le blindé actuel AMX-30 et son dérivé, la version modernisée B-2, tendaient à faire accroître que « le char futur existe » pour reprendre l'expression de M. Quilès.

« Une nouvelle génération de chars »

Le char Leclerc devrait peser 52 tonnes (contre 37 tonnes pour l'AMX-30) et disposer d'un canon de 120 mm (au lieu de 105) lui permettant de tirer, y compris en roulant et par tous les temps, des munitions diverses (comme l'obus à charge creuse ou l'obus-fusée) à grande cadence de tir puisque le rechargement est automatique.

Un équipage de trois hommes (au lieu de quatre sur l'AMX-30) aura, en outre, à sa disposition un système de transmissions et de traitement de données opérationnelles numériques pour le combat dit en temps réel, c'est-à-dire que cet équipage pourra, à tout moment et instantanément, communiquer sa position et désigner des cibles à d'autres chars. Le moteur Diesel développe 1 500 chevaux grâce à un procédé « Hyperbar » de suralimentation. Enfin sa compacité est telle que, malgré sa puissance double, le volume du moteur du char Leclerc est identique à celui du moteur 700 chevaux de l'AMX.

Depuis les premières études en 1978, qui doivent aboutir à la mise au point de sept prototypes qui feront leurs essais après 1988, on a tenté de sauvegarder ce qui pouvait être sauvé de l'échec de la coopération franco-ouest-allemande en la matière. Ainsi, le char Leclerc et le blindé Léopard-III pourront manœuvrer ensemble en Centre-Europe parce qu'ils useront d'un canon de 120 similaire, des mêmes munitions, des mêmes chenilles et carterons.

« On est à l'aube d'une nouvelle génération de chars », a expliqué l'ingénieur en chef de l'armement Georges Dubot, responsable du pro-

gramme avec le colonel François Toujouse, de l'état-major de l'armée de terre. Les plans de la France prévoient la commande de 1 400 chars Leclerc à un prix unitaire qui n'est pas encore fixé mais qui pourrait être de l'ordre de 21 millions de francs (l'AMX-30, version B-2, est évalué à 12 millions de francs pièce). Il n'est pas exclu que d'autres pays participent à sa construction, comme l'Espagne qui fabrique déjà l'AMX-30 sous licence. En France, le programme de char Leclerc devrait représenter des dizaines de millions d'heures de travail, notamment dans les arsenaux de Roanne, de Tarbes et de Bourges. C'est la raison pour laquelle, sans doute, le ministre de la jeunesse et des sports, M. Alain Calmat, candidat socialiste aux élections dans la région du Cher, avait accompagné MM. Fabius et Quilès à Satory.

Un radar sur hélicoptère

Après avoir indiqué que la 2^e division blindée, stationnée à Versailles (Yvelines), sera, en mémoire du maréchal Philippe Leclerc de Hauteclocque, la première unité à recevoir le nouveau char, le ministre de la défense a annoncé sa décision de lancer le projet Orchidée, que lui avait proposé l'armée de terre. Il s'agit d'un radar transporté par un hélicoptère et destiné, avec une portée de l'ordre de 150 kilomètres, à renseigner le commandement sur les déplacements de l'adversaire sur le champ de bataille. Selon M. Quilès, la première unité Orchidée serait prête en 1995.

L'intérêt indirect de cette décision annoncée par le ministre est que l'armée de terre commandera, pour embarquer son radar Orchidée, une vingtaine d'hélicoptères Super-Puma qui seront ainsi autant de stations mobiles de surveillance à 3 000 mètres d'altitude. Jusqu'à présent, seule l'armée de l'air avait commandé trois Super-Puma pour les besoins de la Direction des centres d'expérimentations nucléaires (DIRCEN) en Polynésie. L'Aérospatiale, qui conçoit le Super-Puma, pourra donc se prévaloir de la commande de l'armée de terre française pour engager l'exportation des promotions commerciales qui, sans cette initiative, restent difficiles.

J. L.

● Le Boeing d'Air India a été détruit par une bombe. — Pen à peu, la lumière se fait sur les causes de la destruction en vol du Boeing d'Air India qui s'est abîmé en mer, le 27 juin 1985, au large de l'Irlande, avec trois cent vingt-neuf personnes à bord. Un enquêteur indien et le spécialiste de la société Boeing en matière d'accident ont déclaré qu'une bombe était à l'origine de l'explosion de l'appareil. De son côté, le bureau de la sécurité aérienne canadienne estime, dans un rapport, qu'une bombe avait été placée dans la soute avant du Boeing au départ de Toronto (Canada), le propriétaire du bagage — un Sikh du nom de Singh — n'ayant pas embarqué sur le vol. — (AP, UPI.)

Un système dépassé ?

La navette américaine est-elle un moyen de transport spatial entièrement dépassé ? Dans un article du *Los Angeles Times*, repris dans l'*International Herald-Tribune* du 31 janvier, un ingénieur, M. T.-A. Heppenheimer, appelle au développement de nouveaux systèmes de transports spatiaux moins complexes, moins dangereux et, affirme-t-il, plus performants.

L'idée qu'il défend est celle d'un véhicule qui ne décollerait pas verticalement d'un pas de tir, mais horizontalement, comme un avion, d'une piste d'aéroport. Le principe n'est pas neuf, et nombre de projets de ce type traînent dans les cartons des agences spatiales du monde entier. En janvier 1985, l'Europe a retenu l'idée d'étudier à long terme un engin de ce type, proposé officiellement par les Britanniques.

Comment ? « C'est un secret que nous garderons aussi longtemps que nous le pourrons », disent les Britanniques. Les Américains étudient des systèmes de transport de ce type adaptés à des missions habitées. Mais de tels véhicules ne sont pas pour demain, et les navettes spatiales, comme les lanceurs de satellites classiques, ont encore devant eux de bonnes années. Tant en ce qui concerne leur emploi que leur fiabilité. De ce point de vue, les nouveaux modes de propulsion envisagés par les ingénieurs ne résolvent rien : que l'oxygène soit liquide et embarqué, comme dans la navette ou Ariane, ou prélevé dans l'air ambiant comme cela se passe pour les avions, n'empêchera jamais le couple hydrogène-oxygène — comme bien d'autres — d'être détesté à manipuler.

J.-F. A.

Brûler l'oxygène de l'air

L'engin, connu sous le nom d'HOTOL (Horizontal Take Off and Landing) est une sorte de Concorde entièrement réutilisable de 54 mètres de long, décollant à partir d'une piste d'atterrissage conventionnelle, porté par un train à roulettes (le *Monde* du 30 janvier 1985). Pour s'affranchir des énormes masses d'oxygène liquide que tout véhicule à propulsion cryogénique doit embarquer pour voler, les promoteurs d'HOTOL proposent, dans la première phase du vol, de brûler directement l'oxygène de l'air.

M. KADHAFI : des victimes de l'avidité impérialiste

Le colonel Kadhafi estime que les sept astronautes morts dans l'explosion de la navette spatiale ont été victimes de l'avidité de l'impérialisme. Dans un télégramme de condoléances adressé aux familles des astronautes, le colonel Kadhafi, à en croire l'agence libyenne Jana, écrit notamment : « Je les considère comme des victimes de l'avidité impérialiste, dans la mesure où Reagan veut conquérir l'espace et où le programme spatial vise l'expansion impérialiste. » — (Reuters.)

La participation de « civils »

(Suite de la première page.)

En fait la NASA avait depuis deux ans organisé un « programme de participation aux vols spatiaux » qui apparaît en effet comme une grande entreprise en relations publiques. Après les « enseignants dans l'espace » doit avoir lieu en septembre « un journaliste dans l'espace » (1 703 confrères se sont portés candidats). Il est également question d'envoyer dans l'espace des artistes, des poètes, des vedettes du rock, des travailleurs manuels. Pour la mission de Christa McAuliffe la NASA avait fait un grand effort d'information en distribuant des videocassettes et des diapositives et en coopération avec le syndicat des enseignants, elle avait envoyé deux millions de brochures. Les dix premiers dans la compétition (sur 11 000 candidats) devaient demander un congé de un an pour travailler avec la NASA et cent autres devaient prendre la parole dans le pays comme « ambassadeurs de l'espace ».

Ence à bord de Challenger. Elle avait souhaité et obtenu cette mission répondant à son désir de contribuer à l'histoire qu'elle enseignait et aussi, selon ses propres paroles, pour « révéler le statut des enseignants aux yeux de l'opinion ». Peut-être aussi avait-elle une confiance totale dans les déclarations officielles affirmant que le voyage spatial était sans risque. Une affirmation que la série de succès antérieurs pouvait justifier.

A l'intention des enfants ébranlés par sa disparition, la NASA se proposait de diffuser à la radio les deux leçons qu'elle devait donner au cours du vol, l'une sur la vie à bord de la navette, l'autre intitulée « où nous avons été, où nous allons et pourquoi... ».

A en juger par leurs déclarations rapportées dans les journaux, beaucoup d'enseignants peuvent être considérés comme des victimes de la catastrophe. Leurs réactions sont partagées. Les uns avouent avoir peur et d'envisager plus d'aller dans l'espace. Une majorité garde le silence provoquant la mobilisation des psychologues. « Pour beaucoup d'entre eux l'explosion a détruit leur confiance dans la capacité des adultes à assurer un monde sûr », a dit un psychiatre de Harvard. Un autre pense que beaucoup d'enfants auront maintenant peur de voir leurs parents partir en avion ou en voiture. Un autre recommande aux enseignants de parler à leurs élèves, de les inviter à exprimer leur douleur, d'écrire une lettre de condoléances à la famille de Christa McAuliffe ou encore de faire un câlin à un ours en peluche.

En tout cas l'abondance des témoignages des psychologues confirme que l'explosion de Challenger n'a pas détruit seulement une machine extraordinaire de plus d'un milliard de dollars et la vie de sept personnes.

HENRI PIERRE.

FOURRURES GEORGE V

Vendredi 31 Janv. Samedi 1^{er} Dimanche 2 Février
et Jours suivants...

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

AVANT TRAVAUX

LIQUIDATION totale

MANTEAUX

Vison pastel	38750 ^f	14500 ^f
Vison dark	32750 ^f	23800 ^f
Ragondin	8450 ^f	4800 ^f

Vison pastel	41750 ^f	22800 ^f
Vison dark	28750 ^f	21500 ^f
Marmotte	30850 ^f	14750 ^f
Mouton	7250 ^f	3850 ^f

Vison dark	26750 ^f	19500 ^f
Ragondin allongé	9250 ^f	5600 ^f
Zorinos	6850 ^f	4750 ^f

VESTES

Castor longs poils	10350 ^f	6450 ^f
Loup et Renard	12850 ^f	6350 ^f
Vison (petites tailles)	9750 ^f	6450 ^f
Renard bleu galonné	7350 ^f	3850 ^f

Opossum	6750 ^f	4850 ^f
Marmotte	14750 ^f	9600 ^f
Vison dark	22750 ^f	16500 ^f
Mouton	4850 ^f	2750 ^f

Renard d'Asie	8450 ^f	5250 ^f
Renard roux	10250 ^f	6500 ^f
Mouton	6450 ^f	3700 ^f
Chevrette	1850 ^f	840 ^f

HAUTE FOURRURE

Vison Blackglama	85000 ^f	55000 ^f
Chat Lynx	146000 ^f	75000 ^f
Vison tourmaline et Renard	66000 ^f	36000 ^f

Vison blanc	75000 ^f	48000 ^f
Lynx canadien	118000 ^f	65000 ^f
Castor Oyster et Renard	51850 ^f	27000 ^f

Pékan	72350 ^f	35000 ^f
Zibeline	120000 ^f	55000 ^f
BOLEROS Vison blanc	18750 ^f	13000 ^f

VESTES

Vison dark Saga	36750 ^f	24500 ^f
Col Opossum	2850 ^f	1450 ^f
Int. Castor	9750 ^f	4200 ^f
Int. Ragondin	14350 ^f	6500 ^f

Vison himalayenne	28750 ^f	19500 ^f
Vison pastel blanc	85000 ^f	35000 ^f
Renard roux, noir	75000 ^f	30000 ^f

Renard bleu	19750 ^f	13500 ^f
Vison himalayenne	75000 ^f	30000 ^f
Lynx	85000 ^f	35000 ^f
Vison dark	42000 ^f	20000 ^f

Magasin ouvert sans interruption de 10h à 19h.

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V. Paris 8^e

JUSTICE

LA FUSILLADE DE PUTEAUX AUX ASSISES DES HAUTS-DE-SEINES

Les accablantes conclusions de la balistique

Dans cette affaire de la fusillade de Puteaux soldée, le 11 octobre 1984, par la mort du gardien de la paix, Joseph Léon, la défense, et plus particulièrement celle d'Alain Teixeira, accusé du meurtre, gardait un secret espoir. A cause des difficultés qu'il y eut à reconstituer les faits et gestes de chacun, la cour d'assises des Hauts-de-Seine et plus particulièrement les jurés ne pouvaient-ils pas se demander si Joseph Léon n'avait pas été la victime d'un de ses collègues dans cet échange confus de coup de feu qui dura tout au plus trente secondes ? C'était, au reste, une question que, dans l'attente, certains s'étaient posée. Mais, au soir de la deuxième journée du procès, jeudi 30 janvier, après la déposition du professeur Pierre-Fernand Ceccaldi, directeur du laboratoire de la police judiciaire chargé des expertises balistiques, cet espoir de la défense apparaît bien ruiné.

Sur quoi se fondait-il ? Essentiellement sur le fait que la balle qui atteignit de dos et de bas en haut le malheureux fonctionnaire était une balle de calibre 357 Magnum tirée par une arme du même type que celle dont étaient dotés les trois fonctionnaires. Elle avait été retrouvée tout près du corps qu'elle avait traversé et était déformée et aplatie.

Sans entrer dans ces considérations, Alain Teixeira, tout en reconnaissant avoir tiré trois fois mais, assure-t-il, en hauteur, avait, dans la matinée, longuement discuté sur sa position au cours de l'échange. Il disait en substance qu'il ne pouvait être l'auteur du coup de feu mortel car il s'était toujours trouvé en avant de Joseph Léon et n'avait donc pas pu l'atteindre dans le dos. Il contestait avec la même vigueur s'être jamais accroupi, cette position pouvant seule expliquer un tir de bas en haut. Mais il avait dû quand même admettre l'existence d'un procès-verbal d'instruction dans lequel il déclarait bel et bien s'être accroupi un moment. « Eh bien, oui, j'ai expliqué que je m'étais baissé pour me protéger. Mais comme le juge d'instruction a voulu en déduire que j'étais accroupi, je l'ai laissé inscrire ce mot. »

La suite du débat, avec les dépositions des deux collègues de

La balle qui a tué l'agent Léon appartenait à un lot de munitions retrouvé dans l'immeuble où habitait l'un des malfaiteurs

Joseph Léon, le gardien Michel Trochain et le brigadier Léon Sauvage, n'avait pas apporté d'éléments déterminants. M. Sauvage, qui est allé seulement à Serge Lefèvre, celui qui tira le premier coup de feu, mais avec un P-38, avait dit qu'à aucun moment il n'avait pu voir la position de ses deux collègues. Michel Trochain, lui, vida son barillet. Il se souvient que des balles lui aiffrèrent aux oreilles, tirées à son avis par Teixeira. Mais, pour ce qui est de son camarade Joseph Léon, il n'eut que le temps de l'apercevoir courant derrière Lefèvre avant de le voir porter les mains sur sa poitrine et tomber en avant sur le sol.

Le scellé n° 2

On en était donc là lorsque vint M. Ceccaldi avec ses rapports. Il exposa, en vieux routier de la barre qu'il est, sans un mot plus haut que l'autre, qu'il avait examiné toutes les armes, balles et douilles qui lui furent remises. La première arme, c'est le P-38, calibre 8, que détenait Serge Lefèvre. Elle a tiré trois fois, mais les projectiles n'ont atteint personne. Les autres sont celles que portaient les trois policiers. Ce sont des Mannlicher de calibre 357 Magnum. Celle de Joseph Léon a percé cinq douilles. Celle du brigadier Trochain, six, et celle du brigadier Sauvage, une. Les balles retrouvées ont une caractéristique commune : les rayures et les stries que laissent les canons de revolver sur les projectiles tirés sont les mêmes.

Restait la balle du scellé numéro 2, celle ramassée près du corps de Joseph Léon, et la chemise d'une autre balle retrouvée dans un immeuble.

Elles ont été l'une et l'autre, dit l'expert, tirées par une même arme, mais qui n'est aucune de celles des policiers. Cette arme n'a pas été identifiée. Mais la balle du scellé numéro 2, de calibre 357 Magnum, a une caractéristique particulière : elle correspond à un lot de balles qui ont été découvertes cachées dans un placard à fusibles dans l'immeuble où habitait Teixeira.

Effectivement, l'enquête a établi que Teixeira, aussitôt après les faits, avait voulu se débarrasser de munitions qu'il détenait. C'est un gardien de son immeuble qui, intrigué par des allées et venues,

devait mettre la main sur cette boîte.

Ainsi, pour l'accusation, un premier point était marqué. Restait à savoir si la balle en question, trouvée sur le sol, était bien celle qui avait frappé Joseph Léon. M. Ceccaldi exposa alors ceci : « La chemise de ce projectile avait été déchirée et un examen a permis de découvrir qu'y étaient demeurées accrochées des fibres d'un tissu en tous points semblable à celui de la doublure de la manche de vareuse de la victime, un mélange de fibre synthétique et de coton. Cette balle est donc sortie du corps à travers la manche et a dû tomber aussitôt sur le sol, car elle n'avait plus la force vive suffisante pour poursuivre sa course. Mais, tournant encore sur elle-même, elle a ricoché et gardé des fibres du tissu. »

La progression d'un projectile

Pourquoi, cependant, ce projectile se trouvait déformé comme il l'était ? Il fut expliqué qu'une balle de 357 Magnum est certes d'une grande puissance, mais l'autopsie a montré qu'elle avait touché et fracturé partiellement une côte de la victime. Pour M. Ceccaldi, « une côte est donc cassée facilement, c'est un os plat et dur qui peut fortement déformer un projectile. »

Dernier sujet d'interrogation : pourquoi cette balle ne portait-elle aucune trace de sang ? Réponse : « Ça s'explique. Dans sa progression hélicoïdale, elle a un mouvement de vis et s'essuie de ce fait sur le vêtement qu'elle transperce en fin de course. »

Alain Teixeira a écouté tout cela sans réaction. Son défenseur, M. Cantin, non plus. En revanche, on a vu le jeune homme, très ardent contre les policiers de la brigade de répression du banditisme qui perquisitionnèrent son appartement après les faits. Il les a accusés ouvertement de s'être livrés à un véritable pillage, de lui avoir pris une somme de 40 000 francs, deux auto-radios, un sac à champagne plein de pièces de 10 francs. Il en exige la restitution à cor et à cri.

Les commissaires Guy Triollet et Raymond Mertz, ainsi mis en cause, ont répliqué qu'ils n'avaient rien saisi du tout, mais avaient trouvé effectivement cet appartement en grand désordre. On a appris, à cette occasion, que le SRPJ de Versailles avait, lui aussi, perquisitionné, ayant des raisons de soupçonner Teixeira d'un certain nombre de cambriolages et d'attaques à main armée dans la banlieue ouest de Paris. Alors, si vandailes il y eut, où sont-ils ? Cette question, assurément grave mais en l'occurrence bien secondaire, paraît pourtant demeurer, aux yeux de Teixeira, la première.

JEAN-MARC THÉOLÉYRE.

POUR INJURES ENVERS M. PAUL TEITGEN

Le directeur de « National Hebdo » est condamné à dix jours de prison avec sursis

La 17^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabé, a rendu jeudi 30 janvier une décision rarement prononcée pour un délit de presse en infligeant dix jours de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende à M. Roland Gogullot, connu sous le nom de Roland Gaucher, directeur de la publication de *National Hebdo*, organe du Front national, coupable d'injures publiques.

Dans un article publié le 25 janvier 1985, relatant l'audience de la 17^e chambre correctionnelle du 18 janvier, consacrée au procès opposant M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, au

Canard enchaîné, un témoin, M. Paul Teitgen, conseiller d'Etat honoraire, avait été décrit en des termes si injurieux que le tribunal nota dans son jugement : « L'infraction commise par le prévenu est d'une gravité toute particulière, dans la mesure où les injures dont il assume la responsabilité tendent à dénigrer, à avilir la personne, et notamment, la personne physique de M. Paul Teitgen. »

Les juges ajoutent : « La bassesse de l'offense faite à la partie civile appelle une sanction d'autant plus sévère que M. Gogullot a utilisé l'organe de presse dont il dispose à des fins que la liberté d'expression ne saurait justifier. »

Poursuivi en qualité d'éditeur, le Front national, représenté par M. Jean-Marie Le Pen, a été mis hors de cause, le tribunal constatant qu'il n'a pas été établi que ce parti ou son président soit éditeur, propriétaire de *National Hebdo*, juridiquement indépendant. M. Roland Gaucher a également été condamné à payer les frais d'insertion du jugement dans cinq journaux, au choix de M. Teitgen, auquel il devra verser 5 000 francs de dommages-intérêts.

Lors du jugement, le président a indiqué, conformément au code de la procédure pénale, que le sursis à la peine de prison pourrait être révoqué si, dans un délai de cinq ans, M. Gaucher commettait un nouveau délit.

M. P.

FAITS DIVERS

LES INTEMPÉRIES EN ARDÈCHE

Le froid sous le manteau

Les bourrasques de neige qui continuent à s'abattre sur le sud-est de la France, de Nice à Perpignan et dans le Massif Central, paralysent des régions entières, privées d'électricité, de téléphone et d'approvisionnement par la route.

Le plan ORSEC a été déclenché dans le Gard, les Pyrénées-Orientales et l'Ardèche — le département le plus frappé par les intempéries.

De notre envoyé spécial
Lamastre (Ardèche). — Ce n'aura été, pour Lamastre, qu'une petite coupure de rien du tout. Cet électrochoc, dirait-on si on osait, aura révélé que ce rude bourg des plateaux ardéchois ne manque pas d'ingéniosité. Privée de chauffage, la patronne du bistrot a confectionné un gâteau de semoule : sa cuisine est douillette à souhait. Quant aux infirmières de l'hôpital, elles ont tout bonnement gratifié leurs malades de quelques couvertures supplémentaires. Et voilà les hospitalisés prêts à affronter les quelques 15 degrés qui règnent dans les chambres. Dépourvue de courant depuis les petites heures de l'aube, ce jeudi 30 janvier, Lamastre ne semble pas s'en porter plus mal.

Dans le noir

Ce ne sont pas les collégiens qui se plaindront. Collège privé et collège public les ont renvoyés, à peine arrivés, dans leurs foyers : les salles de classe n'étaient pas chauffées. Là où on le pouvait, on

Vingt mille foyers y étaient toujours sans électricité vendredi matin.

EDF et l'armée ont dépêché des centaines d'agents, techniciens et militaires dotés d'hélicoptères et d'engins à chenilles. Mais la neige, qui continue à tomber, rend les interventions très difficiles, et certains abonnés ne seront pas raccordés au réseau EDF avant plusieurs jours.

a redécouvert l'usage des cheminées. Sur le plateau, au-dessus du bourg, les pompiers ont chaussé leurs skis pour aller, au prix d'une randonnée de 8 kilomètres, livrer du pain et du lait à des fermiers hollandais isolés par la neige. Il est vrai que rares sont les fermes où l'on manque de nourriture. Un peu partout en Ardèche, en cette saison, on vient de tuer le cochon.

Dernière toutes les fenêtres, on regarde avec fatalisme tomber la neige. Grasse on fine, lourde ou fugace, la couche, en quarante-huit heures, a atteint près de 1,50 mètre dans certains hameaux. C'est cette couche-là qui a emporté les lignes à haute et moyenne tension, qui a même balayé les lignes de secours, plongeant dans le noir tout le sud du département, soit plus de cinquante mille foyers. Elle a encore écrasé le toit de l'usine de chaussures à Lamastre, qui s'est affaissé de 30 centimètres. Tandis que les pompiers s'efforcent de le consolider, tout le personnel est placé, pour la journée, en chômage technique.

La neige s'accumule aussi sur les toits des poutilliers, tandis que les tapis roulants, réduits à l'immobilité par l'absence de cou-

rant, menacent de laisser sans nourriture les dizaines de milliers de poules élevées en batterie. A Lamastre où l'on n'aperçoit habituellement la neige que quelques jours, si tôt tombée si tôt fondue, on n'avait pas vu pareille avalanche depuis l'hiver 1970.

Que faire alors ? Dans ces salles de bars frisquettes, Lamastre, de flash radio en flash radio, suit le bon déroulement du plan ORSEC déclenché dans le département depuis le milieu de la matinée. Deux syllabes magiques, dont on attend l'accélération de l'acheminement des deux groupes électrogènes que le maire a réclamés au préfet. Un pour l'hôpital, mais aussi un pour la station de pompage, sans laquelle la bourgade, dès ce soir, sera privée d'eau.

Navré pour les lapins

En début d'après-midi, alors que les groupes électrogènes se font toujours attendre, voici le sous-préfet monté tout exprès pour évaluer la détresse des populations. Après tout, le houpplier un peu est aussi un bon moyen de se réchauffer. Pour amorcer le débat, le maire s'indigne que les innombrables groupes électrogènes qui, assurément, dorment dans les casernes lyonnaises, n'aient pas encore été acheminés jusqu'en Ardèche. « Vous en avez de bonnes, réplique le sous-préfet, à Lyon, nous avons des généraux, de la matière grise, un état-major, mais pas de groupes électrogènes. Tous les matériels sont concentrés dans l'est de la France, là où nous prenons habituellement les coups de pied aux fesses. »

Ce petit cours de géopolitique administré aux édiles de Lamastre, le sous-préfet énonce les priorités : les hôpitaux et les boulangeries. « Car le pain, qu'on le veuille ou non, constitue la base de l'alimentation des Français. » Mais, attention, rappelle le représentant de l'intérêt général, « une seule boulangerie par bourg. Le commerce et le profit doivent passer au second plan. »

C'est dans ces tragiques situations que l'autorité de l'Etat peut se manifester avec éclat : « Toute distribution de groupes électrogènes doit passer par la préfecture, lance-t-il en foudroyant du regard un élu qui souhaite avoir recours aux radios locales. Sinon on enverra un groupe pour trois petits vieux, alors que cinquante autres seront en train de crever de froid dans un coin. Pareil pour les congélateurs. Je suis navré pour les lapins inconsummables... » De toute façon, murmure le maire, dès que les routes seront déneigées, les paysans, en attendant le rétablissement du courant, vont descendre leurs congélateurs à la direction d'EDF et lui demander de les garder. Ils ont déjà fait le coup. En milieu d'après-midi, le courant était rétabli à Lamastre. Le soir, la neige tombait à nouveau. Mais, cette fois, les lignes ont tenu bon.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

PLUS DE 17 KILOS DE DROGUE DURE SAISIS A ROISSY EN QUELQUES JOURS

Plus de 17 kilos d'héroïne et 10 kilos de cocaïne viennent d'être saisis en moins d'une semaine par la division de surveillance des douanes à l'aéroport de Roissy que dirige l'inspecteur principal Christian Torrés.

Le 24 janvier à 8 h 30, 3.750 kilos d'héroïne brune sont découverts dans le double fond d'une valise appartenant à un Indien de New-Delhi et se rendant en Italie. Le même jour à 14 heures, 2.350 kilos de cocaïne sont découverts dans la gaine d'un voyageur venant de Rio. Le 25 janvier à 17 heures, deux ressortissants présumés malaisiens, détenteurs de faux papiers et porteurs respectivement de 3.250 kilos et de 3.630 kilos d'héroïne brune sont arrêtés. Trois jours plus tard, 5 kilos de cocaïne sont saisis dans des conditions encore inconnues.

Au total, ces 17 kilos de drogue dure auraient représenté une somme de 15 millions de francs sur le « marché » français.

AVENTURE

Alger-Abidjan en cent marathons

Le Français Gérard Vacher, âgé de quarante et un ans, a franchi en course à pied les 50 000 kilomètres qui séparent Alger d'Abidjan (côte-d'Ivoire), avec des étapes de 40 à 50 kilomètres par jour. Il était accompagné de son épouse, Sylvie, qui le suivait à bicyclette. Parti le 7 mai 1985, ces « marathoniens du désert » sont arrivés dans la capitale ivoirienne le 30 janvier, après avoir connu de nombreuses difficultés. Ils avaient été arrêtés pour espionnage par les autorités algériennes à la frontière du Mali, avant d'être confrontés aux premiers incidents frontaliers entre le Mali et le Burkina.

ENVIRONNEMENT

Baignades en eaux claires

M^{me} Huguette Bouchardreau, ministre de l'environnement, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, ont rendu publics, le 30 janvier, les résultats des analyses de l'eau des plages françaises, habituellement livrées au printemps. « Nous avons ces résultats depuis décembre », a précisé M^{me} Bouchardreau. « Nous les devons aux consommateurs. Il faut aussi inciter les municipalités à agir pour nettoyer leurs plages avant la saison estivale. »

Par rapport à 1984, année où l'on observait déjà une amélioration, la propre des eaux de baignade en mer a augmenté : plus de 83 % des plages (contre 79 %) satisfont aux normes européennes. D'autres améliorations sont à prévoir, car des travaux importants d'assainissement ont été engagés en baie de Somme, dans le bassin d'Arcachon, et sur le littoral méditerranéen (stations d'épuration de Marseille et Nice). A Caenne, il ne devrait plus y avoir de point noir en 1990, prévient M^{me} Bouchardreau.

LOISIRS

Paris : La Villette ouvrira au printemps

Les six premiers hectares du parc de La Villette à Paris seront ouverts au public au printemps prochain, ont annoncé jeudi 30 janvier les responsables de l'établissement public chargé de réaliser, à la place des anciens abattoirs, un musée des sciences, un parc de 35 hectares et une cité de la musique. Les visiteurs seront autorisés à circuler dans les allées pavées d'où ils observeront deux jardins en cours de finition, l'un planté de bambous, l'autre garni de plantes en pots. La fréquentation de ces jardins et des vastes pelouses attenantes ne sera permise qu'au printemps 1987. A l'automne de l'année 1988, on pourra voir également — et peut-être utiliser — les trois premières « folies » de l'architecte Bernard Tschumi : un kiosque d'accueil, un belvédère et une buvette.

SPORTS

Henri Guérin succède à Michel Hidalgo

Moins de vingt-quatre heures après la démission de Michel Hidalgo, M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), lui a trouvé un successeur au poste de directeur technique national (DTN) : Henri Guérin. Agé de soixante-quatre ans, l'ancien entraîneur international (1949), qui avait été entraîneur-adjoint de l'équipe nationale pendant un an jusqu'à sa retraite, Attaché à la direction technique depuis 1970, Henri Guérin s'intéressait particulièrement à la sélection et à la formation des jeunes. D'autre part, la FFF et la Ligue nationale professionnelle ont diffusé un communiqué rappelant à l'industriel Bernard Tapie que l'éventuelle prise de contrôle de l'Olympique de Marseille ne pourra se réaliser qu'« au travers du respect des règles de fonctionnement de ce club, en pleine concertation avec le président et les dirigeants de celui-ci ». « Toutes autres formes d'interventions ou d'actions parallèles », est-il précisé, « qui seraient conduites à l'insu des responsables de l'Olympique Marseille seraient incompatibles avec les procédures juridiques et réglementaires en vigueur. »

Le stade olympique à Vincennes

En recevant le 30 janvier, à l'Hôtel de Ville de Paris, les membres du conseil exécutif de l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO), M. Jacques Chirac a levé la dernière incertitude qui pesait sur la candidature de la capitale à l'organisation des Jeux olympiques de 1992 : « Le village des athlètes, a-t-il dit, sera à quelques minutes du grand stade qui se trouvera dans le bois de Vincennes. » Jusqu'alors il était convenu que le grand stade serait à l'est de Paris, soit dans le parc du Tremblay, sur la commune de Champigny, soit dans le bois de Vincennes, sur l'ancien stade Pershing. Le choix n'avait pas été annoncé pour ne pas ouvrir une polémique avec les écologistes.

Le maire de Paris a également indiqué que si la capitale était retenue, le 18 octobre prochain, pour organiser les Jeux d'été, elle hébergerait gratuitement les athlètes étrangers dans le village construit de part et d'autre de la Seine, à la hauteur de Bercy.

Devant la cour d'appel de Riom

UNE SANCTION SEVERE A ÉTÉ DEMANDÉE CONTRE L'EX-COMMISSAIRE AMBROSI
(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — L'ex-commissaire Gilbert Ambrosi a comparu, jeudi après-midi 30 janvier, devant la cour d'appel de Riom. Condamné en décembre dernier par le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand à trente mois de prison dont deux ferme pour avoir torturé, à l'aide d'une matraque électrique, un jeune Algérien dans le commissariat d'Annonay, il avait à s'expliquer de nouveau devant la justice. Le parquet de Clermont-Ferrand, estimant la peine trop clémente avait, en effet, fait appel.

L'audience de jeudi, l'avocat général et les avocats de la partie civile s'en sont tenus strictement aux faits. En revanche, ceux qui avaient pour charge de défendre l'ex-commissaire ont voulu entraîner le débat sur un terrain nettement plus politique. Ainsi M^{me} Doucet, du barreau de Clermont-Ferrand, bâtonnier en exercice, n'a pas hésité à lancer : « Le pouvoir et la chancellerie poussent la cour à achever Ambrosi à quarante-cinq jours des élections... Il est vrai qu'Ambrosi n'a pas la chance d'être un malfaiteur algérien récidiviste... »

L'avocat général du parquet au nom de « la confiance que la justice place dans la police » a demandé une sanction sévère (deux ans de prison, dont un ferme), estimant que le sursis ne suffisait pas, du seul fait que cette confiance avait été trahie par Ambrosi. L'arrêt sera rendu le 27 février prochain.

LIBERT TARRAGO.

MEXIQUE

aller et retour à partir de

4680^F

Le Mexique au volant en toute liberté, avion + voiture + hôtel : Mexico, Yucatan, Mexique colonial. Séjours de plage Circuits en groupes.

PACIFIC HOLIDAYS
34, av. Général-Leclerc, 14
Tél. 45.41.52.58 (Lic 961)

Aller voir Maurice

Lagons et langoustes : le tourisme sur un air de sega.

L'OR de l'île Maurice, son pétrole, ce sont ses plages, blanches, magnifiques, irisées d'une mer lapis-lazuli. On ne oublierait presque ses habitants, ses grands hôtels, ses catalogues « destination soleil ». Il faut faire l'effort d'abandonner ses préjugés de plage pour découvrir, derrière le sourire lumineux du boy empressé à vous servir un cocktail de fruits exotiques, un pays tout aussi attachant mais plus vrai.

C'est l'île en ce moment dans l'hémisphère sud. Une longue nuit d'avion vous voilà au milieu des champs de canne à sucre, la monoculture, économiquement chancelante, de l'Etat du Commonwealth perdu dans l'océan Indien, à l'est de Madagascar. On y parle à gauche, la langue créole, à l'anglais mais les enseignants, au bord des routes, sont en français. On y parle surtout le créole, l'hindoustani.

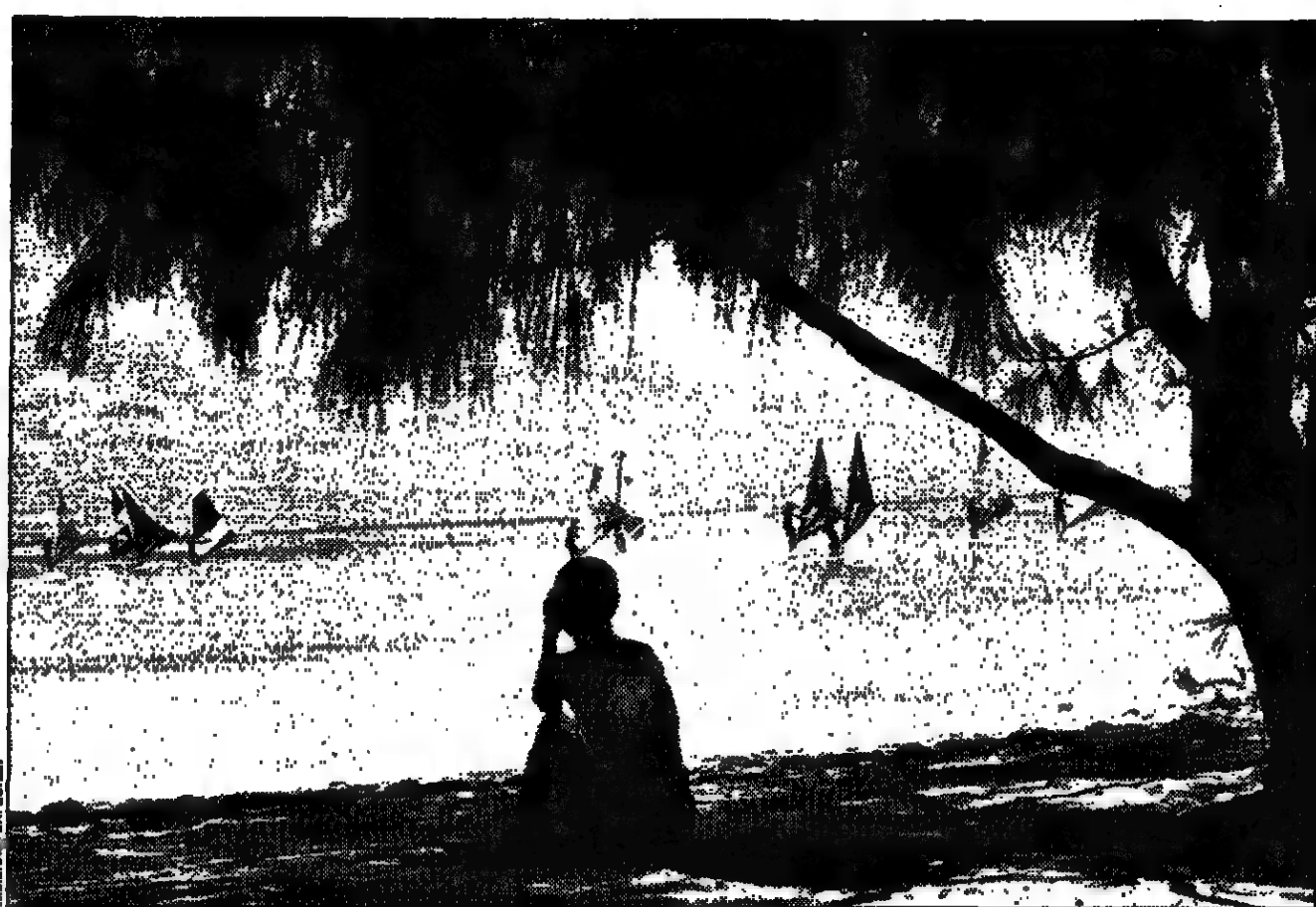
Accent vanillé

Quelques repères sont indispensables si l'on veut éviter de s'y abriter. On ne ferait pas l'île sans la Barbade aux Marquises. Au commencement, l'île était vierge de tout occupant. Les Français, et plus tard les Britanniques, durent importer la main-d'œuvre nécessaire à sa mise en valeur de l'Afrique toute proche puis, lorsque l'esclavage fut aboli, du monde officiellement de Madras, de Bombay ou de Calcutta.

Ces vagues successives d'immigrants font de l'île Maurice une nation-mosaïque d'un million d'âmes où les indiens dominent majoritairement mais qui compte aussi des Tamouls, des Chinois et des Noirs ainsi qu'une poignée de Franco-Mauriciens à l'exception d'immigrants vanillés.

Ce brassage de races pourrait être décevant. Il ne le fut guère qu'à une heure de l'indépendance, en 1968, qui fut tristement célébrée sur une note de tensions communautaires aujourd'hui cicatrisées.

Une démographie longtemps galopante fait vieillir les grands équilibres économiques. Le sucre assure toujours une part



appréciable des revenus de devises mais grâce, seulement, à des achats massifs des pays de la Communauté européenne, à un prix près de trois fois supérieur au cours mondial.

Reste le tourisme de luxe et l'émigration, l'un et l'autre encouragés par la coalition communautaire qui, actuellement, sans doute provisoirement, l'effervescence politique locale. Une chance que le tourisme ! Une belle chance que ces lagons bleus et ces ruelles créoles qui donnent à l'île un petit air de paradis terrestre ! Par un caprice de la nature et au mauvais coup du sort, la Réunion voisine

en est dépourvue. Elle ne bénéficie de ce fait, et fort injustement pour qui a parcouru ses cirques et les pentes de son volcan, que des miettes touristiques que lui abandonne Maurice, ultime escale des 747 d'Air France.

Le tourisme est exploité avec méthode par l'un des deux grands hôtels de l'île, la chaîne Beuchecomber, qui y inaugurerait récemment son cinquième établissement, le Royal Palm, catégorie luxe, services, confort et prix au rapport.

Si l'on en revient de la plage de Grand-Sable, au sud-ouest de l'île, le Royal Palm a de quoi faire rêver l'Européen

exténué de soucis et glacé par l'hiver : grandes chambres décorées avec goût, donnant sur la mer, personnel aux petits soins, chef de cuisine français. A dévorer sur un air de sega, la biguine locale, une langouste grillée au retour d'une balade en canot, un comprend mieux Bernardin de Saint-Pierre, qui eut le coup de foudre pour l'île et y mit en scène la poignante idylle de *Paul et Virginie*. Le tourisme, cette trahison des pauvres, prospère à l'île Maurice. La chaîne Beuchecomber remplit ses cinq établissements dans la gamme à 20 % en moyenne en un an : la relative désaffection, qu'elle espère provisoire, des touristes sud-

africains, longtemps le plus gros clientèle, la plus proche surtout (quatre heures de vol), raréfiée par la chute du rand.

Source de devises prometteuse mais limitée, comme l'est la canne à sucre, le tourisme ne fait pas vivre Maurice, tant faut-il. Un chômage chronique, qui dépasse aujourd'hui 20 %, frappe l'île. Les plus audacieux ou les plus entreprenants. Entendu à Port-Louis, la capitale aux allures provinciales : « Les Mauriciens émigrent en Afrique du Sud, les métis en Australie, les Indiens en Grande-Bretagne, les Chinois au Canada et les sans-papiers chez nous ».

Vrai peut-être aujourd'hui, mais faux en général. Les Mauriciens sont depuis longtemps des domestiques appréciés des bourgeois français. Et plus de sept mille ont trouvé mari en Lozère ou en Bretagne, « recrutés » après un bref échange de lettres par des agriculteurs célibataires, un bonheur doux-amer que raconte Martine Perrot dans *Les Mariées de l'île Maurice* (Grasset). Tel autre Mauricien travaille depuis des années dans une brasserie des Grands Boulevards à Paris. Son nom indien est si difficile à retenir que son patron l'a baptisé « Maurice », c'est plus simple. Maurice, comme son le qui, grâce à ses immigrants, rayonne au-delà de ses eaux turquoise et donne envie d'y aller voir.

BERTRAND LE GENDRE.

Les séjours à l'hôtel Royal Palm (catégorie luxe) de la chaîne Beuchecomber de l'île Maurice sont commercialisés en France par Jet Tours et MVM. Les prix varient selon la période de l'année. Compter entre 16 000 F et 18 500 F pour un séjour de dix jours/sept nuits, prix comprenant le petit déjeuner américain, l'assurance et diverses activités sportives (tennis, natation, plongée à voile, etc.). MVM (tél. : (1) 45-44-38-41) offre des séjours de sept jours/cinq nuits à partir de 14 000 F. Une formule résidentiellement avantageuse dans la mesure où le voyage a lieu sur vol direct Air Mauritanie, ce qui permet de payer une journée sur place (départ uniquement le dimanche soir). MVM organise, à la demande, des voyages combinant un séjour à Maurice, à la Réunion et aux Seychelles. Quant aux voyages Jet Tours, ils sont en vente dans toutes les agences de voyages agréées, agences Air France ou centre d'information (tél. : (1) 45-50-70-75).

Ressac

Plancher en Casamance.

A l'heure où la planche à voile est à la mode de la bière, du soleil ou de la lutte contre l'inflation, il est bien normal que les clubs de vacances mettent en œuvre toutes les possibilités de ce domaine.

Le Kabrousse, un Eldorado à l'ouest de Casamance, dans le sud du Sénégal, propose ainsi à ses clients de nombreuses facilités pour l'initiation ou la perfectionnement à la planche à voile ou au speed-sail, un engin à voile qui utilise le même gréement qu'une planche à voile pour filer sur le sable.

Le sud du Sénégal, au cœur de l'hiver, présente bien des atouts

pour qui veut ajouter au dépaysement et au repos l'initiation à une activité devenue incontournable sur les plages de l'été.

La douceur des tropiques et un océan à plus de 25° sont plus agréables pour se jeter à l'eau que l'appréhension de l'eau. Le port contraignant mais souvent indispensable d'une combinaison isothermique. Une méthode pédagogique moderne, mise au point dans plusieurs bassins du bassin méditerranéen et de l'Atlantique par Windcenter International, permet à un débutant de devenir un vélisailiste expérimenté au bout de quatre heures de cours dispensées en petits groupes.

Palétuviers

Les planches de l'hôtel Kabrousse, de type funboard de différentes longueurs, avec plusieurs tailles de voile, sont également à la disposition des initiés qui peuvent trouver au Sénégal, à mi-décembre, de puissants alizés qui soufflent à Kabrousse perpendiculairement à une plage protégée du vent par une barre rocheuse.

Mais un voyage en Casamance, à une demi-journée de vol de la France via Dakar, ne se justifie pas par ces seules facilités. La pratique de la planche à voile à partir de l'hôtel Kabrousse est l'un des plus folkloriques qu'il n'y a pas, puisqu'il n'est pas rare que les clients intéressés par les leçons d'initiation ou de perfectionnement aillent naviguer dans les eaux de la Guinée-Bissau.

C'est l'occasion d'un nouveau dépaysement tout psychologique,

qui ne nécessite qu'un voyage de quelques minutes par les plages à bord d'un véhicule 4x4, puisque la frontière avec la Guinée-Bissau est à moins de 2 kilomètres du cap Skirring, où se situe le Kabrousse. Ce changement de pays sans formalité rend nécessaire par l'orientation de certains vents la saison des alizés, ce petit démenagement est un charme de plus à un séjour qui n'en est pas un.

Car même le plus acharné des planchistes ne peut pas insensiblement au cadre privilégié d'un hôtel qui a su installer sur un des rares îlots de la côte casamaneuse des bungalows et des pavillons au milieu de la végétation tropicale. Et même si le chef de base à l'heureuse idée de conclure chaque stage par une navigation en planche sur les bolongs, là où la mer se mêle aux eaux de la rivière Casamance au milieu des racines de palétuviers de la forêt équatoriale, il n'est dommage de passer ses journées sur une planche à voile quand l'Afrique sait se montrer si accueillante et si riante que portes mêmes de l'hôtel.

Tout près, le long de la côte, les villages des pêcheurs offrent à chaque coucher de soleil le spectacle d'innombrables pirogues lourdement chargées de petits requins et de capitaines, ces poissons qui constituent pour les Sénégalais, et pour le bonheur des touristes, l'essentiel de la nourriture locale. Les bords insouciantes rassemblent, pour les jours de marché, l'ombre des fromagers, un peuple dérangé à temps et temps par des velléités autonomistes.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

Cocotiers

Caboter entre Comores.



TONY, le skipper, emmène les passagers du petit village de Nioumachou, à Mohéli. Il leur fait goûter le poisson de la République islamique de Comores. La prise, un espadon-vert, est énorme. Swahili combat. Le poisson se débat furieusement. Swahili le fait à la bataille dans vingt minutes. Dans les eaux claires de l'océan, où baignent les Comores, impossible de revenir à la Grande Comore à Anjouan, en passant par Mohéli, l'archipel aux parfums d'autres îles.

D'abord, les îles exhalent une fragrance de poisson que le voyageur rapportera à ses bagages. Odeurs d'ylang-ylang (1), de vétiver, de girofle ou de bigarade.

Le point de bimbeloterie touristique *made in Taiwan*, mais coquillages insolites (que les

échanges volontiers contre un T-shirt ou un paquet de cigarettes), du poivre vert, des ananas... la quasi-totalité des ressources de la République islamique de Comores proviennent, en effet, d'une terre généreuse : manioc, ignames, fruits et légumes, à l'exportation, plantes à parfums, vanille et coprah.

La langue commune de l'archipel est le français en plus du comorien, une sorte de « créole » qui mélange le swahili, le français et l'arabe... depuis l'islamisation du douzième siècle.

Un repas savoureux que les comoriens : petits triangles feuilletés et les épices garnies viande ou poisson, les « *comoriens* » (le mot comorien est « *comori* »), sèches de mangues, gratin de papayes, feuilles de manioc au lait coco, et, bien sûr, langoustes et poissons de mer.

vent rehaussée de « poutou poutou », piment comorien. La douce chaleur locale apaisera le feu.

Malgré les pertes, aucune île n'est à son charme. Mohéli, située sur la Grande Comore, a peine vingt mille habitants. Mais quatre cent vingt mille de l'archipel. Il y a des petites îles craquelées, on appelle l'Épicerie du coin, le salon de Vanille, le magasin général fléchant baptisé le Tour Montparnasse, le lycée et mille boutiques qui attirent surtout du monde local.

À Mohéli — surnommée l'île Virage — le village de pêcheurs de *Mani* offre au touriste une fête permanente. Des kyrielles d'œuvres de l'archipel sonnent son prénom et l'archipel. Jours pour récolter de l'argent, mais par courtoisie et non par spontanéité désarmante. Quant aux *comoriens* d'Anjouan, elles longent des ruelles en terre battue, des rues de maisons à toitures tressées, des *comoriens* d'ylang aux bords entre-bâillés, des kapokiers moussus et des petits marchés aux herbes vertes pomme. Chaque *comorien* a des petites criques, des rochers volcaniques, des plages farinées et tantantes. Parfait pour de ces îles qui offrent à la douceur de vivre.

ISABELLE GRÉGOIRE.

(1) Fixateur de parfum.

Seuls deux voyageurs français programment pour l'instant les Comores : Africa-tours et MVM, dont les catalogues sont disponibles dans les agences de voyages à partir de 7 000 F pour 6 jours.

SKI ACROBATIQUE

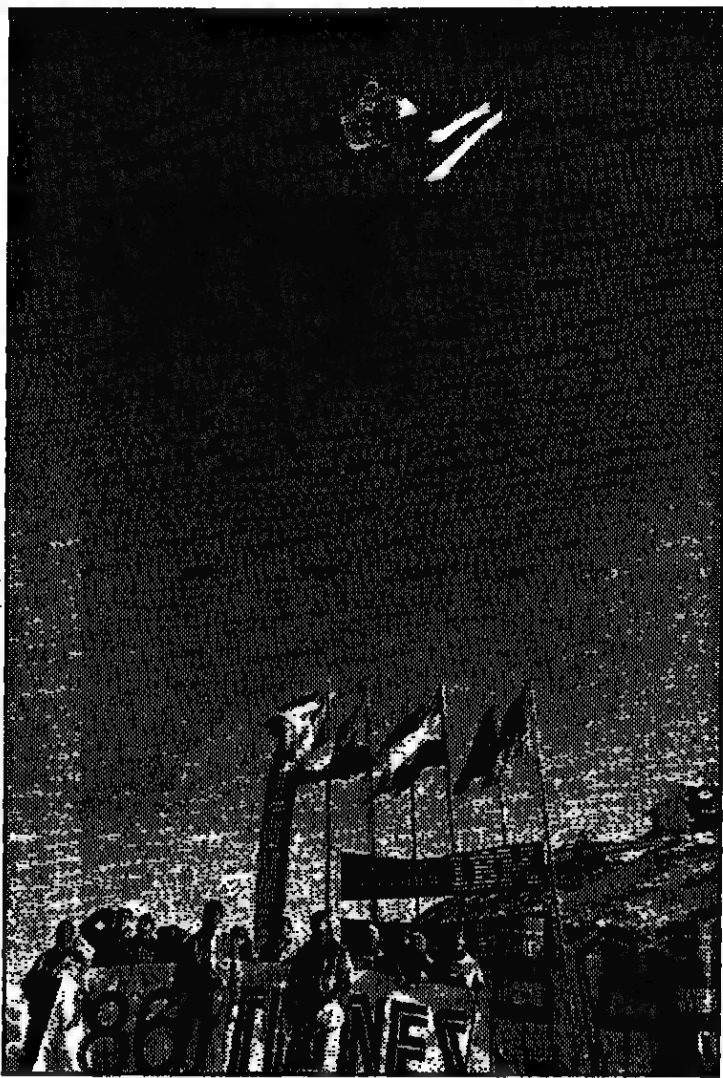
100 000 volts sur la neige

UNE occasion pour le grand public de pénétrer dans le monde de la neige branchée 100 000 volts : les championnats du monde de ski acrobatique artistique, qui déroulent à Tignes du 1^{er} au 7 février. Mieux que dans les dessins animés, les mickeys de la glisse ! Pendant dix heures, ces garçons et filles en caoutchouc-dynamite vont bondir et rebondir sur les écrans de télé avec, en fond sonore, du « heavy metal » (du rock dur). Spectacle garanti sur facture : triples sauts, vrilles, grands écartés et... cabrioles. Un show superbe et un sport exigeant. Acrobates et artistes des neiges donneront sur la Tauvière la courtière des Jeux olympiques de Calgary (Canada). Dans deux en plus titres, il y aura des médailles d'or à gagner.

Une longue histoire pour en arriver à la première « dingue » : faire des sauts périlleux aux sports d'hiver a été vu en 1907. Il avait aux pieds des planches de 2,10 m. Treize ans après, l'Allemand Fritz Reuel a adapté au ski quelques figures de patinage artistique. Il y a notamment le fameux virage « royal ». Puis, dans les années 50, le champion olympique de slalom suédois Erikson, qui avait émigré aux États-Unis, a fait la promotion d'un acrobatisme des stations qu'il a dirigées. C'est dans l'Utah et le Colorado que quelques kamikazes de la poudreuse comme le Français Henri Authier ont découvert cette manière de glisser la tête en bas. La note artistique (ballet) s'est ajoutée à l'acrobatisme (bosses et sauts) avant que les trois disciplines ne deviennent autonomes en 1972.

Sept ans plus tard, la Fédération française de ski reconnaît enfin le « ski acro », alors que le premier circuit de coupe du monde est organisé essentiellement outre-Atlantique. Un Grenoblois s'y illustre particulièrement : Nano Pourtier, trois fois roi des bosses. Aujourd'hui, le petit moustachu qui portait seul l'aventure avec cinq sous en poche dans le championnat du Nouveau Monde entraîneur national. Il mesure la rapidité de l'évolution : « Le public et les médias s'intéressent à nous. Nous avons plus de facilité pour nous en occuper, donc plus de moyens pour préparer l'avenir. »

Le principal commanditaire de l'équipe de France est IBM, auquel s'ajoutent une dizaine de magasins de sports et plusieurs fabricants de chaussures et vêtements. « Nous n'avons pas la prétention de suppléer le ski alpin. L'essentiel, c'est l'épanouissement de la glisse sous toutes ses formes. » Ski-patin, ski-volage, ski-rodéo : artistes et



cascauteurs évoluent sur des scènes originales :

— Le stade de ballet, long de 250 mètres, large de 40, avec une pente de 12° à 20° et une relative plate « dure » ; les concurrents mesurent 1,60 m, les bâtons sont plus grands que ceux du ski alpin, pour permettre de faire des figures en l'air : sauts périlleux avant ou arrière. Les concurrents évoluent devant des juges au son de la musique de leur choix. Les figures sont un peu celles du patinage artistique. Les critères de notation tiennent compte de la virtuosité, de la chorégraphie, de la difficulté, de la prestation, ainsi que de la réalisation technique et de l'impression d'ensemble. Les deux Français les mieux placés pour le podium sont, chez les dames, Christine Rossi, championne du monde 1985, et, chez les hommes, Serge Roux, un nouveau venu en gros progrès ;

— Le stade de saut, de 25 mètres sur 30, avec une pente de l'ordre de 35° à 39°. L'apprentissage du saut se fait sur trois critères : l'exécution technique, l'impulsion, la hauteur et la longueur, et la réception. Il s'agit de figures gymniques effectuées en l'air, dont la plupart sont carrément pratiquées par les plongeurs ou les spécialistes du trampolino. Le saut le plus spectaculaire est exécuté à plus de 12 mètres du sol : c'est le « full full full », ou triple saut périlleux avec une vrille dans chaque tour. Cette discipline est la plus impressionnante

des Français. Les Français sont Didier Meda, champion d'Europe, et Marc Bacquin ;

— Enfin, le stade des bosses, long de 250 mètres sur 35, avec une pente de 25° à 35°. Les skieurs dévalent la piste à près de 50 km/h en sautant verticalement sur les bosses, dont la plupart mesurent entre 2 et 2,50 mètres. C'est la discipline la plus dure et la plus athlétique, qui a été surnommée « hot dog ». Les juges prennent en compte la technique, les deux meilleurs sauts ainsi que la vitesse. Les Français courent en parallèle. Ils donnent du piment au spectacle. Le premier arrivé en bas, contrairement au slalom, n'est pas celui qui a gagné. Le meilleur mondial est le Français Philippe Bron.

Reste, pour le combiné — saut, bosses et saut — le joker, Eric Labouret, champion mondial en 1983. Mais, avec la concurrence des Canadiens en saut, des Allemands et des Américains en ballet, et des Français en bosses, les juges auront fort à faire pour départager tout ce monde, d'autant que l'évolution est très rapide : « En saut, les quadruples sauts périlleux ne sont pas encore autorisés en compétition, mais certains les passent à l'entraînement », note Nano Pourtier, qui, à propos de son ancienne spécialité, relève : « Je me freinais en pulvérisant la crème des sauts. Maintenant, le saut est une neige mouillée, plus fine, les virages sont plus aérés et plus esthétiques. » Et ce n'est pas de la poudre aux yeux.

ALAIN GRAUDO.

Vienne
ville de congrès

8 vols par semaine
au départ d'Orly-Sud.
En Première classe
comme en classe Touriste,
Austrian Airlines
vous offre un service
de grande qualité.
Et le confort de DC9.

Austrian Airlines
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : (1) 42.66.34.66

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

HAUTES-ALPES
Laba-en-Vallée, 05800 ST-FIRMIN
Belle LE BAN DE L'OURS « ANN
« Lois de France ». Accueil et cuisine
des patros. Vacances de neige. Détente
dans un cadre rustique. Centre de ski de
fond. Tél. 92-25-23-63.

PLAGE DU MIDI
Locations de vacances. Déplacement gratuit.
M. Belpont, 34 VALRAS, 67-37-33-94.

POITOU (vallée Charente)
Belle CIVRAY. 13 coqs. Gar. Tr. b.
propriété. rénovation grand standing.
2 garages. Magnifique parc 2600 m².
Cadre vie. Superbe pour 450 000 F.
Tél. Ag. LESNE, 49-89-73-95 (9 à 12 h).

LA BONNE ADRESSE

Montreux
Lac de Genève

HOTEL Belmont
Etabl. médical accueillant av. serv. hôtelier. Régimes, coiffure, soins, etc. idéal pour
séjours et réhabilitation à domicile. Vue panoramique sur Lac et Alpes. Parc compl. FS 63.
— à 120. — tél. FF 320. — /480. —) Av. de Belmont 31, CH-1820 Montreux.

PATINAGE ARTISTIQUE

Katarina brûle la glace

L'éblouissante, Katarina Witt. Le 30 janvier, à Copenhague, l'Allemande de l'Est a été sacrée championne d'Europe pour la quatrième fois.

DANS les coulisses du sport américain, on rencontre quelques Rambo-reporters, toujours prêts à voler au secours du monde occidental démolissant tout ce qui peut ressembler à une performance venue de l'Est. Rick Reilly en fait partie. Quand le célèbre magazine Sports Illustrated a envoyé en RDA, à Karl-Marx-Stadt, faire une enquête sur Katarina Witt, il a collé à l'intérieur du couvercle de sa machine à écrire une photo de Peggy Fleming, l'inoubliable championne américaine de 1968 à Grenoble, et une autre de Tiffany Chin, qui avait effondré l'an passé à Tokyo dans l'ultime sprint pour conquérir le titre mondial. Il était bien décidé à rapporter d'Allemagne l'Est un reportage qui ferait voler en éclats tout le système de préparation des communistes. Et il avait fourni ses armes. Une ballerine de la glace qui est membre du parti à vingt ans, qui a fait un discours à l'assemblée du Mouvement de la jeunesse libre qui a été membre du comité préparatoire du Festival de la jeunesse à Moscou ? C'était louche.

Rick Reilly, qui débarque donc dans l'ancienne Chemnitz, toute crénelée de cheminées d'usines, passe sous la barbe de bronza d'un Marx de 12 mètres et pénètre sans crier gare, style « carnet » poing, dans la patinoire-laboratoire où elle s'entraîne avec Jutta Müller. Il veut casser. Mais, au premier sourire de Katarina Witt, c'est le coup de foudre. Le voilà amoureux fou. Sa culotte de préjugés anticomunistes a fondu comme neige au soleil. Il écoute, béat, la pionnière lui faire gentiment la

morale : « En RDA, même les enfants ont leur chance. L'entraînement est gratuit même qu'aux États-Unis les professeurs ne font payer 25 dollars les vingt minutes de leçon de patinage. » Il est naturel aussi que, dans une démocratie socialiste où le commun des mortels attend un logement et une voiture pendant des années, elle dispose de ces deux avantages, tout comme de visas pour l'étranger.



Il faut dire qu'il a des excuses, ce pauvre Rick Reilly. Pour lui, une patineuse est-allemande, c'était forcément une « grosse d'odon » comme cette Anett Postsch qui avait enlevé le titre olympique 1980 au grand « M ». Quel choc en découvrant une princesse des mille et une nuits, qui fait fondre la banquise sur la musique du film Caravane. Comment ne pas succomber au charme comme avaient succombé avant lui les jurys internationaux de flamenco, le petit

Mozart ou la Tzigane toujours divine.

Katarina Witt est sans doute la patineuse qui a donné le plus de mal à Jutta Müller. Il a fallu que cette généralissime de la glace aux vingt-cinq médailles d'or accrochées au manteau de fourrure crie, hurle, frappe même pour empêcher la fille du directeur de la coopérative agricole du coin de se gorgier de sorbets, de passer ses nuits à écouter du disco, de sortir avec un garçon, ou de rouler des heures en voiture.

Mais la gamine qui a chaussé pour la première fois patine à cinq ans est sans conteste son chef-d'œuvre. Certes, à l'heure du laitier, Katarina Witt n'est pas les ronds les plus parfaits, mais, une fois terminé le pensum des imposés, aucune de ses rivales n'enchâssera les triples sauts avec autant de grâce et de naturel. Elle lutte, d'autres agrippent. Katarina Witt est tout simplement belle. Mais elle n'est pas une femme de vingt ans et-elle ne peut pas rester encore au sommet de son art ? Après avoir tout gagné en 1984 — championnats d'Europe et du monde, Jeux olympiques —, après s'être encore imposée en 1985 — championnats d'Europe et du monde —, elle a pris le risque de repartir une nouvelle fois à l'assaut des juges. Mais le pire qu'elle puisse lui arriver, quelle que soit sa performance au championnat d'Europe de Copenhague, n'est de ne pas remporter à Genève en mars prochain un troisième titre mondial consécutif. Peggy Fleming a été la dernière à réaliser cet exploit.

Katarina Witt devrait pouvoir le faire. « Elle sauve le patinage féminin », a dit un autre de ses admirateurs, au demeurant président de la Fédération internationale.

A. G.

LIRE

« Les Alpinistes »

ENTRE des circulaires et des textes administratifs abscons, Yves Balu a eu le temps de rédiger un des livres les plus documentés, les plus passionnés et les plus passionnants sur la montagne : les Alpinistes, qui vient de recevoir le prix de la littérature sportive.

Montagne, le ministère de la jeunesse et des sports, chargé de ce titre de discuter avec les professionnels des bonnes conditions de l'enseignement de l'escalade ou bien de la godaile, cet ancien ingénieur du Commissariat à l'énergie atomique a consacré le plus documentaire bibliothèque qui soit sur la conquête des sommets. Il y a plus un livre sur la montagne indigeste que sur la montagne avec une telle abondance d'écrits authentiques l'aventure alpine. La narration qu'il fait de la « première » du mont Blanc, c'est égard, un petit chef-d'œuvre.

D'un trait net, il croque les contours du microcosme qui avait fait de Chamonix sa capitale. Sur la scène de ce minuscule théâtre savoyard se répète la tragédie de la montagne avec ses personnages à multiples facettes presque identiques à ceux qui ont encore l'accusé aujourd'hui autour de l'aiguille du Midi. Comptable méticuleux des exploits d'autrui, Yves Balu est aussi capable d'énormes coups de cœur. C'est presque une lettre de groupe à une star pop qu'il écrit à Christophe Profit, le surdoué des crampons et du piolet, qui a gravi les trois grandes faces nord des Alpes en moins de vingt-quatre heures. D'ailleurs, aucun personnage dont il traite l'itinéraire vertical, Bonatti, Cassin, Desmason, Rebuffat, ne lui est indifférent. Il puise ainsi à leur source les aventures du linéol de l'histoire pour leur épaisseur et vérité à l'époque du turbo-alpinisme.

A. G.

Ed. Arthaud, 462 pages illustrées, 98 F.

PHILATÉLIE n° 1933

« Carnaval - Venise à Paris »... sujet représenté sur le timbre, est à M. Philippe Favier. C'est la première fois qu'il réalise un dessin pour un timbre-poste (voir le Monde du 18 janvier 1986).

Format 26 x 36 mm. F. 30. Impression héliographique, d'après P. Favier, à Périgueux. Mise en vente anticipée le : 11 février, de 9 à 18 h., par le bureau de poste temporaire ouvert au Palais national du Trocadéro, Paris-16, sous-foyer du théâtre, entrée par les jardins du Trocadéro. Chèque P. J.

11 février, de 8 h à 19 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} et Paris-41, 5, avenue de Saxe, Paris-7^e et de 10 à 17 h, au Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard, Paris-15^e. Boîtes pour « P. J. ».

• AUSTRALIE : Satellite « Austral », système de communication nationale, 33 et 80 cents.

• BERMUDES : première tranche d'une nouvelle série d'usage courant, cinq valeurs représentant des bateaux à voiles : 3 c., Constellation ; 5 c., Early Rider 1876 ; 10 c., Curlew 1836 ; 12 c., Warwick 1619 ; 25 c., HMS Pallis. Maquettes de Leslie Curtis.

• FALELAND (Nas) : série des coquillages de quatre timbres, 7 p., Fissurella pica ; 22 p., Magellanic volute ; 27 p., Chlamys patagonica ; 54 p., Acanthina monodon. Maquettes de Ian Strang.

• JAMAÏQUE : série des « arts », tableaux de peintres divers, 20 c., Ralph Campbell ; 55 c., Albert Huie ; 75 c., Gaston Tabois ; 45 c., Carl Albrabams.

• TCHAD : centenaire de la mort de Victor Hugo, série de quatre valeurs — poste aérienne — imprimées en taille

Calendrier des manifestations

75015 Paris, Lundi, 9 au 13/7.
75015 Paris, mardi, 9 au 14/7.
93420 Villeneuve, 15 au 21/7.
21190 Meurbaud, 25-26/7.
75009 Paris, phil. 30-31/7.
69328 Feyzin, mm. 1^{er}/II.
75009 Paris, phil. 1^{er}/II.
69250 Villeurbanne-Saint-Joseph, 1^{er}/II.
89300 La Sèze-sur-Mer, 1-5/II.
75009 Paris, phil. 3/II.
36100 Issoudun, 14/II.
97310 Kourou, V 17, 14-15/II.
74340 Samoens, PTT, 16/II.
94000 Créteil, d. saug, 22/II.
25300 Pontarlier, 22-23/II.

• Vais « Surcouf » temporaires : le Monde, du 1 mars et du 6 juillet 1985.

• NIGER : association par Jamale avec l'Année européenne de la musique, il a été émis une série de trois valeurs et un bloc-feuillet, représentant les instruments de musique du pays, 150 F. (gouroumi (gouroumi) ; 510 F. gassou (batterie) ; 390 F. algaïta (flûte) ; pour le bloc le timbre de 500 F.

• CFA) représente le bit, soit le tambour. Impression offset quadrichrome, par Cartor, dessinés par J. Caffé, d'après les maquettes locales.

ADALBERT VITALYOS.

« Les Alpinistes » PHILATÉLISTES

Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

POLYNÉSIE : LES ENTIERS POSTAUX • LES « MUST » DU 25 CÈRES

Cherchez votre marchand de journaux

La st

ATHLÉTISME

Piron

NEW YORK
TARIFS EN BAISSÉ

F.2990

Washington F. 3190
Chicago F. 3490
Orlando, Florida F. 3890

ICELANDAIR
9 Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 25

RUGBY

La stratégie de l'« empereur »

FRANCE-ÉCOSSE: deuxième acte - capital - de la tragédie annuelle qui est le Tournoi des cinq nations. Représentation à domicile - fond - de désillusion puisque le XV de France a déjà fait une croix - des espérances de grand chelem en - il y a quinze jours devant de - faibles

Pourquoi ne - avoir changé - équipe qui a perdu? La question bien évidemment ne surprend pas Jacques Fouroux. - plus que la réponse ne peut surprendre: « Parce - comptes faits, elle - en grande partie satisfaisante. » Entre autres paradoxes, - peut en effet perdre - démériter. C'est - vrai aujourd'hui qu'aux - sélectionneur-entraîneur du quinze de France la défaite d'Edimbourg ne fait pas - fond - une véritable - Une équipe amputée de quelques-uns de ses meilleurs éléments (Dintrans, Gallon, Lescarboura, Codrion), une stratégie bien peu orthodoxe (faire passer un pilier au poste de talonneur et, dans le même temps, lui - le capitaine; - ou à quelques joueurs discutés), on - Fou-

roux au virage écossais. Il en rit encore. Car le résultat - négatif on l'a dit - n'est rien de catastrophique. Mieux, Edimbourg - il a - surprises. - pense en particulier à ce - bébé - visage poupin et tatouage sur l'épaule - dénommé Maroco. On l'a trop vite présenté - devant le - Milne, faux grizzly - et vrai terreur des - On pense - un jeune Chadebecq, qui - pu - à l'écossais dans les soutiers du trop - Chadebecq. Il y a - la charnière, l'élément - géniale, et un Dubroca capitaine de fort belle facture dans le jeu ouvert. Le tout bien pesé, les - vont - plutôt de zones - on ne les attendait guère. Un Blanco - exception - qu'à l'habitude, - d'un - ballon (Lafond), de l'autre - jamba (Estève).

Mauvaise surprise - ont arbitrage rigoureux - - venu d'un pays qui a inventé le - de rugby et - à contrôler strictement l'évolution.

Alors, fallait-il modifier le Quinze tricolore? Jacques Fouroux - le pensait - ne l'a - pas changé. La règle Fouroux - somme, avec bien sûr une exception. Mais rien ne prouve que sans la blessure de Gratton on aurait fait confiance à Champ, - Car le système Fouroux, c'est vrai, - mal - génies et de leur accumulation. Est-ce, comme le disent - ennemis, parce que cet ancien joueur entend qu'aucun jeune ne vienne sur le terrain lui faire de l'ombre? Ou encore parce que son profil, quelque - napoléonien, - que des - maniables, qu'il se défende ensuite corps et âme?

« Champ, dit-il, c'est le meilleur de tous, mais Gratton a dans - système du jeu un rôle indispensable de défense même s'il n'a rien de spectaculaire. » Gratton, grognard - service de l'empereur Jacques, comme aime à le qualifier la presse britannique, Champ sera donc - prom - de garde. Le système Fouroux ne fait pas, on s'en doute, - heureux, et on n'ose

imaginer - on plutôt - imagine volontiers - la - de critiques qui aurait - la sélection - probable - de Berbizier, dans l'hypothèse - Gallon aurait - rétabli, ce qui ne saurait tarder. Idem - Chadebecq.

On - le - que l'écossais demi de mêlée de l'équipe de France supporte mal de prendre les risques d'un rugby de grande classe. Fouroux répondra qu'il - de la justesse de son choix. Que personne ne - de l'entraîneur le dosage - la constitution d'une équipe nationale. On, en - d'écossais, que le - XV n'est pas fait - quinze -

Changera-t-on - Fouroux qui - Grand - le - système Fouroux a - de - jours - lui. A - que l'écossais - plus complexe au - de la Fédération française de rugby. L'équivalent d'un premier - que, - d'obscures raisons, on l'a - un jour à ce -

JEAN-YVES

ATHLÉTISME

Piron dans les habits du rôle

« **P**OUR moi, l'athlétisme est quelque chose qui se passe sur un stade, pas dans des bureaux, mais d'un tapis vert, en milieu urbain, dans les loirs d'une fédération ou d'un ministère. » Fort de ce principe, Alain Piron, le - technique national (DTN) de l'athlétisme français, a passé un bon week-end, les 25 et 26 janvier, à Liévin (Pas-de-Calais), pour les - pionniers de France d'athlétisme en - Il s'apprête à récidiver, ce samedi 1^{er} février, pour le - France-RDA-Benelux. « Cette reprise de contact avec les athlètes me fait - », avoue-t-il. Depuis trois mois qu'il s'est - laissé - acceptant le poste de DTN - venant après le limogeage d'Alain Godard par M. Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, - il n'avait jamais - les pieds dans un stade.

En arrivant au siège de la fédération à la mi-octobre, le professeur d'éducation physique à l'UNIVERSITÉ de Dijon, entraîneur du Dijon Université Club et spécialiste des - n'imaginait pas qu'il - « faudrait reprendre - de choses ». « Je voulais seulement - la fonctionnement de la machine, dit-il, or j'ai découvert avec stupéfaction qu'il n'y avait pas de - La vie de la fédération était bloquée. » Après une année de réformes estampillées

Godard, il va s'employer à remettre sur les rails la politique conduite précédemment par Jean Fréchet.

Vient à son horizon pour - les - à l'athlétisme des plan-



ning, préparer le budget qui devrait être déposé - 15 novembre, Alain Piron n'a quitté les locaux de la FFA que - aller hanter ceux du ministre - il a - favorablement surpris par le - de - Incontestable-

ment, Alain Piron sait le faire. Sous un aspect réservé, il a un amour communicatif de l'athlétisme. Combien de fois a-t-il retenu ses collaborateurs dans des discussions nocturnes passionnées autour de la machine à café de la fédération? Car le nouveau patron de l'athlétisme français a le souci de ne pas sacrifier les grandes orientations aux résultats immédiats.

Signes encourageants

Le sort de son prédécesseur, congédié le 27 septembre dernier par le ministre après les mauvais résultats de l'équipe masculine en Coupe d'Europe à Moscou et un conflit sévère avec les athlètes, ne le paralyse pas: « Je ne suis pas idiot. On ne va pas améliorer le niveau de l'athlétisme français en quelques mois. Toutefois, les résultats des championnats d'Europe de Stuttgart au mois d'août seront importants parce que, enfilés par la presse, ils vont créer, ou non, une dynamique. » Il s'est donc lancé dans un effort médiatique un peu à contre-cœur - un « paysan jurassien », l'opération Euro 86, « afin de créer un esprit de corps ». Le - ment des trente-cinq meilleurs athlètes français à Nice au mois de novembre ayant porté ses fruits, un nouveau « stage de sensibilisation » est programmé au mois de mars.

Pour l'instant, il est politique de - en valeur de l'athlétisme, Alain Piron a - réflexion - avec l'INSEE - on utilise - et de la recherche, coopération technique avec d'autres pays comme le Canada, - en place - politique scientifique des - sportifs. « Tous - dans ce domaine, dit-il. C'est au sportif d'interpeller le scientifique. »

Depuis trois mois les longues veilles studieuses d'un bureau enfumé par - de gauloises frites n'ont pas eu qu'un effet déprimant sur Alain Piron. « De plus en plus, - ne tient à cœur, avoue-t-il, - l'étude du budget commence à m'intéresser, moi qui n'ai jamais rempli une feuille d'impôts, parce que, au-delà des chiffres, j'ai l'impression de bâtir quelque chose. » Et puis - signes les rassurent sur ses compétences: des lettres et des témoignages d'athlètes lui sont allés - au - « J'ai des capacités - recul sur le plan intellectuel, mais je suis très dépendant de ces contacts humains. Je marche à l'affectif », explique-t-il, compen- - « En vingt ans d'enseignement, je n'ai jamais été chahuté. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Cibles

ESCRIME

Jean-Michel Opredeck : piqué au vif

DÉCIDÉMENT, il n'est pas facile d'être directeur technique national (DTN) par les temps qui courent. Bien qu'il n'ait en aucune façon été contacté par Bernard Tapie, et bien que les bretteurs français aient plutôt de bons résultats internationaux, Jean-Michel Opredeck, DTN de la Fédération d'escrime (FFE), en sait quelque chose.

Après la victoire de Philippe - le challenge Martini, le président de la FFE, Pierre Abrie, n'a rien eu de plus pressé que d'annoncer un réaménagement de la fonction afin de mettre en œuvre son programme sportif. Pratiquement, Gilbert Lefin, entraîneur national de fleuret féminin, devient responsable de l'entraînement des équipes de France, particulièrement à l'INSEP, Michel Parin est chargé des centres d'entraînement du haut niveau décentralisés, et Thierry Baraud s'occupe de l'organisation des compétitions internationales. Officiellement, il s'agit « d'étroffer la direction technique pour lui permettre de faire face aux multiples tâches ». Les possibilités d'action du DTN pourraient donc ainsi être renforcées. Mais elles pourraient tout aussi bien être circonscrites dans un périmètre plus restreint.

La question se pose quand on sait que Jean-Michel Opredeck et Pierre Abrie - en conflit quelques - auparavant il proposa de l'entraîneur hongrois Laszlo Szepesi. Le DTN avait demandé un renvoi pur et simple, estimant qu'il menait sa propre politique et refusait d'appliquer les directives fédérales. Le président s'y était opposé. Au bout du compte, l'entraîneur des - s'était vu infliger « une mise en demeure avant renvoi » et il était resté en poste après avoir fait amende honorable.

Même s'il a été simplement tenu informé du « renforcement » de la direction technique - autrement dit mis devant le fait accompli, Jean-Michel Opredeck n'entend pas pour autant quitter son poste. « La technique échapperait aux techniciens. » Mais, du coup, la tension entre responsables élus et administratifs peut s'aggraver à tout moment. Signes des temps? Des conflits analogues sont en gestation dans les fédérations des sports équestres, de la voile, du handball et d'haltérophilie. Il y a donc, maintenant qu'il est urgent

TENNIS

John McEnroe: en congé

UN joueur de tennis professionnel est tenu de participer à au moins dix tournois du Grand Prix dans l'année. En ajoutant l'entraînement à la compétition proprement dite, les meilleurs consacrent une trentaine de semaines au sport qui a fait leur gloire et leur fortune. Dans ces conditions, aucun syndicat n'oserait demander une réduction du temps de travail, surtout en sachant que ses principaux membres sont -

Pourtant, l'ancien champion du monde John McEnroe vient de le faire. En fait, c'est son père et agent qui a envoyé au conseil professionnel un mot d'excuse disant en substance: « Jusqu'au 31 - il ne faut pas compter sur mon fils. Il n'en peut plus. On demande trop à un champion comme lui. Il traverse une période de sa vie très agitée - il va peut-être se marier mais il est déjà sûr d'être papa. Il a besoin de faire le point. Vous ne le reverrez donc pas avant le tournoi d'Atlanta. »

A priori, le Conseil professionnel n'a pas apprécié. Le forfait de « Big Mac » allait faire baisser les recettes des tournois de Philadelphie, Milan, Bruxelles et Chicago. Ce n'était pas bon pour le tennis. Mais, après tout, comme il avait très mal porté sa nouvelle étiquette de numéro deux mondial aux Masters, le Conseil professionnel a « gobé » l'excuse. John McEnroe aurait donc pu tranquillement bénéficier de cette permission exceptionnelle pour aller dans sa maison de Malibu attendre la naissance de son enfant. Or, au lieu d'enfiler ses charentaises, le champion a sauté dans ses baskets, direction Tucson, Albuquerque, Baton-Rouge, Chattanooga, Cleveland, Birmingham, Montgomery, Midland, Salt-Lake-City, Sacramento et San-Diego. A chaque jour son école, avec à la clé un match avec le Suédois Mats Wilander - un chèque de 70 000 dollars.

Pour un joueur qui a prétendu souffrir d'une indigestion de tennis pour être dispensé de compétition officielle, cela fait beaucoup d'exhibitions en reb. - dès lors le prendre encore au sérieux quand il dit: « La bataille de Wimbledon est insupportable. La chaleur de Wimbledon est insupportable. Le Grand Prix est insupportable. » Et lui?

Le talent, même le plus fou, n'excuse pas tout. Les champions, surtout les plus grands, ne sont pas au-dessus des règles. Bref, avant de se poser en victime d'un système inique, John McEnroe ne devrait pas oublier que le tennis existait avant qu'il tape pour la première fois d'une balle et qu'il - encore longtemps - qu'il - cessé sa dernière requête.

DOLLARS

• **Cine lot pour des athlètes** - Une course sur route de 10 kilomètres, réservée à des - entièrement - sera organisée le 24 mai à Lake-Tahoe (Nevada) et dotée de 500 000 dollars pour les vainqueurs des épreuves masculine et féminine. Cette course appelée Super Run II

• **Race réunira cinq mille** - qui auront gagné le droit d'y participer à l'issue de cinquante courses de 10 kilomètres disputées entre la mi-mars et la mi-mai, dans les cinquante Etats de l'Union.

• **Primes de victoire pour les footballeurs allemands** - La Fédération ouest-allemande de football versera 100 000 marks de primes à tous les sélectionnés de l'équipe de RFA si celle-ci remporte la finale de la Coupe du monde au mois de juin au Mexique. La Fédération prendra également en charge le déplacement des épouses des joueurs.

New York
vol direct de Luxembourg

TARIFS EN BAISSÉ

aller retour **F. 2990**
(sauf Ex 14/50 jours)
Les autres destinations
ICELANDAIR:

Washington (JAN) **F. 3190**
Chicago **F. 3490**
Detroit **F. 3890**
Orlando/Florida* **F. 3890**

A compter de 10 personnes.
tarifs spéciaux. Consultez-nous.
Acheminement SNCF compte
de Paris et de l'est de la France.
(*) service de bus en Florida.

★★★★★

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

SAHARA
PASSION

Des - de dunes, en canyons
de rêve en rêve
à pied - sous un en - 2 points
NOMADE

Brachure à
50, av. des Ternes - 75017 PARIS
Téléphone: 43.29.46.30 (17 L - 20 L)

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
L'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

3 semaines de 7 heures par semaine (1985)
- Cours pour débutants et niveaux (1 degré);
- Laboratoire d'écouter;
- Excursions, excursions - Age minimum 16 ans.

DROITS D'INSCRIPTION ET DE COURS
POUR 4 SEMAINES AS 2 500 francs. 1 franc
pour l'organisme d'accueil, cours, chambre
POUR 4 SEMAINES AS 7 100 francs. 1 franc

EXCHANGE 1985
PROGRAMME DÉTAILLÉ:
MERIE INTERNATIONAL INCORPORATED
1 - 300 WEST UNIVERSITY

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DE MONDE

L'OR NOIR
DANS LE ROUGE

Le pétrole à la baisse.
Il obéit aux lois du marché.

Le Monde explique les conséquences en France de ce choc en retour des prix et son incidence sur les économies américaine, soviétique, britannique et égyptienne. Il rappelle les grandes dates de la guerre des prix et vous raconte les coulisses du marché de Londres où se négocie l'or noir.



Egalement au quotidien:
Bardot, Coluche, Challenger
le Papat

Les enquêtes
de la rédaction

Le Monde

AUJOURD'HUI

Confrontation de deux univers

« L'Été 36 » ou les vacances de l'illusion.

UN jour de juillet 1936, les propriétaires d'un manoir breton (familles Saint-Aubert et Boulet-Montreuil) s'aperçoivent que des ouvriers venus de Paris dans une camionnette de blanchisserie campent sur un pré de leur domaine, non loin de la mer. Les « congés payés » arrivés. Deux mondes qui s'ignoraient — la lutte des classes n'était pas, alors, qu'un slogan — vont se trouver confrontés, rapprochés.

L'Été 36 est un roman de Bertrand Poirot-Delpech recréant, à partir des conquêtes sociales obtenues sous le gouvernement du Front populaire, l'esprit d'une époque aujourd'hui passée. L'auteur a adapté son roman avec Yves Robert. Il a écrit les dialogues de l'adaptation. Yves Robert a réalisé pour la télévision un film en deux parties. Le film est un téléfilm. La production a été montée avec suffisamment d'intelligence et de soin pour qu'apparaissent, ici, un style qui est, à la fois, celui du romancier et du cinéaste.

Pour prendre la distance historique, redonner à voir l'Été 36 plutôt que le reconstituer, les deux compères, sans perdre, chacun, un pouce de leur personnalité, ont traité le sujet comme auraient pu le faire des dialoguistes et réalisateurs du cinéma français de 1936 : Henri Jeanson et Charles Spaak, Julien Duvivier et Jean Renoir. Les interprètes — grands et petits rôles — ont été choisis et dirigés comme dans le cinéma de ce temps-là. (Qui d'ailleurs ne s'intéressa pratiquement pas, à chaud, au Front populaire ?)

Ni reproduction ni pastiche, l'Été 36, version filmée, n'intéressera pas que les nostalgiques des luttes ouvrières, les intellectuels de gauche dérangés par le besoin d'aller au peuple ou les anciens combattants d'un idéalisme qu'on a cru pouvoir réappliquer sur des situations contemporaines. Le film, j'en prends volontiers le pari, va faire rire, émouvoir et passionner tout le monde, sans qu'il ait besoin de se précipiter sur un manuel d'histoire pour se rafraîchir la mémoire. Il propose de Léon Blum, des congés payés, des occupations d'usines



Jean Carnet et Marie-Christine Barrault, l'amour et l'hygiène.

et du début de la guerre civile espagnole.

Parce qu'ici — est, tout simplement, — la vie. Les petits événements, destinés individuellement, l'entrecroisement des comportements et des sentiments, les contradictions de la nature humaine. Qu'un des ouvriers soit nommé Gabin, il cause d'une certaine ressemblance avec l'acteur, qui, de ce fait, il chante dans le pré la chanson de la Mille Équipe, c'est le signe d'un réalisme retrouvé, aujourd'hui, par le réalisme romanesque. Jean Gabin fut le type parfait du prolétaire. Victoire Saint-Aubert, la fille du château, est attirée par la virilité de son ami Gabin. Elle aime que par les bonnes manières et le raffinement intellectuel d'Alexis, juif allemand émigré à cause du nazisme qui se fait passer, un temps, pour un prince russe blanc.

Alors Victoire (Annie Jeanneret) devient — signe d'émancipation — la maîtresse des deux hommes, l'homme par Jean-Pierre Bouvier et Charles Clavier, tous deux épauvés par des rôles qui se complètent avant de se séparer. Sous le soleil des vacances, dans cette Bretagne où l'on ressent les échos du grand bouleversement social, voilà qu'on voit la Règle du jeu, de Jean Renoir. Au-delà des barrières de classe, le général Saint-Aubert (Fernando Rey), vieille badame, trouve sa correspondance en Vichy (Jean Carnet), l'ami de l'ouvrier qui n'en est pas non plus à un lieu commun près.

La tante Marguerite Saint-Aubert, vierge de trente ans (Denise

Gence), partie en guerre pour expulser les « voyous » occupant son pré, découvre les souvenirs d'une vieille blanchisseuse (Jeanne Herviale), et, au coup, renonce à chasser les intrus. La scène est merveilleuse, comme celle de la visite du château par les ouvriers et ouvrières endimanchés, invités par les domestiques en l'honneur des vacances. Chaque scène de la première partie procure une sorte de plaisir chaud, physique. On n'est pas obligé d'aimer tous ces gens, mais on comprend leurs raisons. Comme Jean Renoir...

La deuxième partie a un ton plus « duvillien ». Les vacances sont finies. Après le retour à Paris, on se raccroche à des illusions, tandis que montent les menaces politiques, la guerre. Tout le monde, Yves Robert n'a pas voulu faire trop sombre en montrant l'antisémitisme, la xénophobie, les poussées de l'extrême droite. Le fanatisme du frère de Victoire et le complot de la Gacoule prennent un air d'actualité. L'action se situe sur Victoire, Alexis et le pittoresque famille juive, sur l'industriel Henri Boulet-Montreuil (Michel Aumont), qui subit une mutation. Le drame n'est que latent, l'amour semble devoir faire des miracles. Et pourtant tout passe dans le récit de ce qui, l'été fini, était déjà l'après-36. Pour profiter d'une vie meilleure matériellement, travailler, danser, il fallait la paix.

JACQUES SICLIER.

● L'Été 36, jeudi 5 et jeudi 13 février, A 2, 20 h 35.

Les films de la semaine. Le palmarès de Claire Devaux.

■ A VOIR
■ GRAND FILM

DIMANCHE 2 FÉVRIER

Inspecteur la bavure

Film français de Zidi (1980), Coluche et Gérard Depardieu. TF 1, 20 h 35 (100 mn).

Dans l'univers Ripoux, Michel Ciment (Coluche) est au contraire bien brave. Pas du tout, mais plein d'une bonne volonté qui lui attire des mauvaises fréquentations et des ennemis. Zidi s'en tire comme son héros, sans faire de détail, à la polka.

Pépé le Moko

Film français de Julien Duvivier (1936), avec Jean Gabin et Mireille Balin (N.). FR 3, 22 h 30 (90 mn).

Le plus célèbre des mauvais garçons au cœur tendre, archétype naissant du nouveau héros de tragédie. Le film est-il bon ou mauvais ? Ne jamais s'interroger sur les légendes. Pépé le Moko cavale dans la Casbah, flics et gangsters ont chacun leurs clichés bien fixés, Henri Jeanson a cadencé les dialogues et, face à Gabin, Mireille Balin s'envole.

LUNDI 3 FÉVRIER

La Femme en bleu

Film français de Michel Deville (1973), avec Michel Piccoli et Léa Massari. TF 1, 15 h 25 (95 mn).

Le premier film de Michel Deville sans la collaboration de Nina Companeez. Un quadragénaire florissant sacrifie une vie en apparence parfaitement réussie pour l'apparition d'une inconnue tout de bleu vêtue. Inimitable virtuosité pour mettre en scène légèrement des choses graves, avec Schubert en écho.

Rivière sans retour

Film américain d'Otto Preminger (1954), avec Robert Mitchum et Marilyn Monroe. FR 3, 16 h (87 mn).

Des paysages sauvages, des Indiens et des chercheurs d'or, bagarres spectaculaires et conflits intérieurs, le tout en CinémaScope. Mitchum élève son fils au bord d'une rivière, et Monroe débarque. Il est fort, elle est belle et elle charme.

Tout feu tout flamme

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1981), avec Jean-Paul Belmondo et Marie-France Pisani. TF 1, 20 h 35 (108 mn).

Relations père-fils, version comédie française, romanesque et de bon aloi. Lui est toujours absent, et quand il revient c'est pour des projets aussi louches que catastrophiques. Comme il n'y a plus de mère, c'est elle le chef de famille. Jolie fille et femme de tête, Pauline s'énervait.

Le Corps de mon ennemi

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1976), avec Jean-Paul Belmondo et Marie-France Pisani. FR 3, 20 h 35 (120 mn).

Il arrive-t-il à démasquer le chef des trafiquants qui l'ont nagère fait inculper pour deux meurtres qu'il n'avait pas commis ? Le téléspectateur aura-t-il envie d'aller jusqu'au bout du film pour savoir comment il s'en sort ?

MARDI 4 FÉVRIER

La Chèvre

Film français de Pierre Vassier (1981), avec Pierre Richard et Gérard Depardieu. A 2, 20 h 35 (90 mn).

Le comique de ces dernières années, Depardieu en détective carré face à Pierre Richard, désastre ambulatoire. Comme Francis Veber est un excellent scénariste, le maledresse et la fragilité triomphent sur la force et la raison.

Le Rendez-Vous de Hong-kong

Film américain d'Edward Dmytryk (1968), avec Clark Gable et Susan Hayward. FR 3, 20 h 35 (92 mn).

Son mari photographe ayant disparu en Chine, Hayward rend à Hong-Kong et Clark Gable, un importateur qui beaucoup relations, recherches. Primaire mais bien rythmé.

Sur la Riviera

Film américain de Walter Lang (1950), avec Danny Kaye et Gene Tierney. FR 3, 16 h 55 (86 mn).

Un fantaisiste américain est le socle d'un industriel français, doté de problèmes financiers et surtout d'une ravissante épouse. Le genre de films qu'on trouve bien creux à la sortie, mais qui se bonifient en vieillissant.

MERCREDI 5 FÉVRIER

Poussière d'Empire

Film franco-vietnamien de Lâm Lê (1983), avec Dominique Sanda et Jean-François Stévenin. FR 3, 23 h (100 mn).

Premier long métrage, beau mais pas entièrement maîtrisé, d'un jeune cinéaste prometteur. Dans l'Indochine de 1954, une bonne sœur et le sergent Tam-Tam se battent avec la boue et les maquisards. Un mystérieux message circule, d'un caravaniériste à un évêque, et attend à Paris d'être plus tard. Le film d'une double culture.

JEUDI 6 FÉVRIER

Belle de jour

Film français de Luis Buñuel (1966), avec Catherine Deneuve, Jean Sorel, Pierre Clémenti et Michel Piccoli. FR 3, 20 h 35 (102 mn).

La bourgeoisie bon chic bon genre a d'étranges passe-temps. Fantômes ou vie réelle ? Le cinéma se charge de gonfler les frontières. Le cinéma de Buñuel, qui plus est, Malin, c'est-à-dire diabolique. Catherine Deneuve promène sa tranquille beauté à travers maints mauvais rêves.

VENDREDI 7 FÉVRIER

L'Ombre d'un doute

Film américain d'Alfred Hitchcock (1943), avec Joseph Cotten et Teresa Wright. A 2, 22 h 55 (90 mn).

Un homme à une femme qui le soupçonne fort d'avoir des mauvaises veines riches. Ne tue-t-on pas ce que l'on aime ? C'est oncle Alfred qui le rappelle à l'ordre, en lui expliquant que c'était là son film favori, à cause du héros coupable.

Samedi

1^{er} février

TELEVISION FRANÇAISE

1

7.45 RFE : Le temps de vivre ; 8.00 Bonjour la France ; 9.00 A votre service (et à 9.45) ; 9.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Reprise : Performances (diff. le 29 janvier) ; 11.00 Hauts de gammes, magazine de la musique en simultané avec Franco-Musique ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 La séquence du spectateur.

14.25 Série : Marc Houston.

15.15 Dessin animé : Astro le petit robot.

15.45 Tiercé, en direct de Vincennes.

15.55 Temps X, magazine de la science-fiction.

La quatrième dimension.

16.55 Série : Marie Perle (rediff.).

17.50 Trente millions d'amis.

18.25 La Route bleue, magazine de la route.

Auto-moto.

18.55 D'accord, pas d'accord (INC).

19.00 Les trois premières minutes.

19.10 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

Tirage du Loto.

20.40 Téléfilm : Julien Fontanes magistrat. Une fine lame.

De J. Cosmes et F. Dupont-Midy, avec J. Morel, M. Quester, M. Peyrolon, W. Sabatier... (Rediff.).

Un homme, accusé d'être d'une prostituée, sera-t-il sauvé par le magistrat Julien Fontanes, convaincu de son innocence ?

22.15 Droit de réponse : Revue de presse.

Emission de Michel Polak.

Avec D. Viret (Le Monde), J.-M. Baumgarten (Libération), N. Copin (La Croix), D. Jamet (Le Quotidien de Paris), M. Trépo (Le Matin), J.-F. Kahn (l'Evénement du jeudi), C. Cabanis (l'Humanité).

0.00 Journal.

0.15 Cinéma : la nuit.

Série : les incorruptibles (rediff.).

ANTENNE

2

10.40 Journal des sourds et des malentendants ; 11.00 Le Journal d'un... L. Blériot. Edition 1937 ; 12.00 nous deux.

12.45 Journal.

13.25 Série : Cosmos 1999 (rediff.).

14.15 Récit A2.

Les mondes engloutis ; T.H.

14.50 Les jeux du stade.

Rugby : Tournoi des cinq (France-Irlande, suivi de Galles-Ecosse).

17.05 Les carnets de l'aventure.

Entre ciel et glace (en Islande, le choc des rapides de la Jokulsá en kayak).

18.00 Série : Les grands génies (rediff.).

18.50 Les grands génies et des autres.

Corps des champions (demi-finale).

19.10 L'été, pas l'été (INC).

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la nuit.

20.00 Journal.

20.35 Variétés : Champs-Élysées.

De Michel Drucker.

Avec Michel Sardou, Alain Souchon, Jane Birkin, Claude Brasseur, Jean-Luc Lahaye.

21.55 Série : Alfred Hitchcock présente.

« Tête d'affiche ».

Drame de la jalousie entre acteurs. Un suspense façon Hitchcock.

22.25 Magazine : Les enfants du rock.

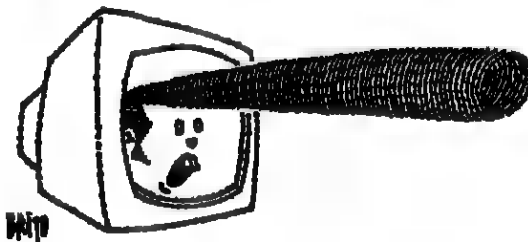
(et à 23.45.)

Au... Rockline, avec... Red.

France 1, 23.45, Martine...

concert Pete Townshend au MIDEM.

23.30 Journal.



ESPACE 3 : à 11.45 Samedi vision ; à 12.00 Des cadres et des entreprises ; à 12.30 Les pieds sur terre ; à 13.00 Ne-de-France ; à 13.15 l'actualité.

14.05 Ski artistique acrobatique.

En direct de Tignes, championnats du monde.

15.35 Matières d'avenir.

17.30 Emissions régionales.

Programme autonome des deux régions, sauf à 18.55, l'on verra sur tout le réseau la Panthère rose ; à 19.55, recettes de Gil et Julie.

20.04 Disney Channel.

Cocktail de dessins animés et de programmes du Disney Channel.

La grande œuvre familiale : Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de films sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années. Et la plus belle feuilleton « Davy Crockett ».

21.55 Journal.

22.20 Feuilleton : Dynastie.

Dominique en fin reconnue officiellement par la famille lors d'un somptueux dîner. Quant à Blake, il trouve un visage en rentrant chez lui.

23.05 Musiclub.

« La Marmite », opéra de G. Donizetti, par l'Orchestre CNMCA avec H. Jossoud, J.-L. Viala, J.-M. Ivaldi et L....

FRANCE

3

PÉRIPHÉRIE

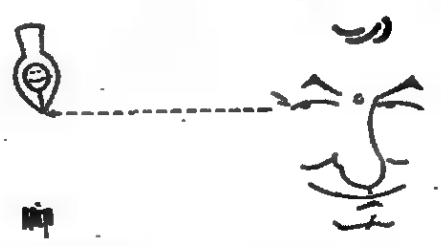
● RTL, 20 h, Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : la Charge de la 6^e brigade, film de Raoul Walsh, ou Les Indésirables, film de Stuart Rosenberg ; 23 h, Bleu nuit.

● TMC, 20 h, Série : Knight Rider ; 21 h, Mini-série : Amos Domini ; 22 h 45, Monte-Carlo zoom ; 23 h 5, Sky Trax.

● RTL, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Les Aventuriers du bout du monde, film de Brian G. Hutton ; 22 h 20, Le mot de la fin.

● TSR, 20 h 5, Série : Maguy ; 20 h 40, Série : Colombo ; 22 h 40, Sport ; 23 h 40, Quand la ville dort, film de John Huston.

	Dimanche 2 février	Lundi 3 février	Mardi 4 février
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France : 9.00 Émission <i>Jeunesse</i> : 9.15 Bible ouverte : 9.30 Le source de vie : 10.00 Présence protestante : 10.30 Le jour du Seigneur : 11.00 Messe pour les communications, en la paroisse de Ploumeur-Bodon (Côtes-du-Nord), avec la participation, en direct et par satellite de l'île de la Réunion, d'une messe de messe.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starsky et Hutch (redif.).</p> <p>14.20 Les habits du dimanche.</p> <p>15.00 Sports dimanche.</p> <p>Ski : Coupe du monde (slalom messieurs) : patinage artistique : Championnats d'Europe (gala de clôture) : Laval à 19 h.</p> <p>17.35 Les animaux du monde : les nourous des eucalyptus.</p> <p>18.05 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 Magazine de la semaine de J. L. L. et J. L. L. présentée cette semaine par Jean L. L.</p> <p>Invité : l'écrivain <i>Marie Perle</i> qui fête le cent vingt-quatrième roman de la série <i>San Antonio</i>.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Inspecteur le beuvre. Film de Claude Zidi.</p> <p>22.15 Sports dimanche soir. L'actualité sportive.</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.40 Cinéma : <i>Le grand bleu</i>.</p>	<p>9.00 RFE : Yves Saint Laurent et magazine du poisson : 11.15 ANTOPE 1 : 11.45 La Une chez vous : 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Dallas.</p> <p>14.15 La maison de TF1.</p> <p>Griffes en fente avec le jardinier Nicolas : Le délai d'une facture de téléphone, avec Jean Bergouier : Comment réaliser des suites aux amandes, par Cécile Hane : Des conseils pour l'entretien d'une chemise... : De bons conseils pour améliorer notre vie domestique.</p> <p>15.15 Cinéma : La Femme en bleu. Film de Michel Deville.</p> <p>15.15 La chance aux... 17.15 Série : Les années d'illusion (redif.).</p> <p>18.25 Mini-Journal pour les jeunes.</p> <p>18.40 Série : La Vie des Botes (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Tout feu, tout flamme. Film de Jean-Louis Rappeno.</p> <p>22.25 Érotisme et tolles. Émission de F. Mitterrand et M. Joazeiro.</p> <p>Au sommaire : Un spécial Marilyn Monroe (un document inédit sur les circonstances étranges de la mort de l'illustre star). Une femme solitaire, tuée par son immense succès.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.45 C'est à lire.</p> <p>23.55 RFE. Quand l'entreprise fait du cinéma.</p>	<p>7.30 RFE : L'argus des assurances : 10.55 Le chemin des écoliers, du CNDP : 11.15 ANTOPE : 11.45 La Une chez vous : 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Dallas (redif.).</p> <p>14.35 Transcontinental, magazine des voyages.</p> <p>14.35 Spécial tourisme, destination vacances.</p> <p>15.40 Reprise : l'Enjeu (diff. le 16 janvier).</p> <p>17.00 La chance aux chansons.</p> <p>17.25 Série : Les années d'illusion (redif.).</p> <p>18.25 Mini-Journal pour les jeunes.</p> <p>18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF1 : Commissaire Moulin, Les flics égarés, de C. Boissel, scénario adaptation P. Andréola. Avec J. L. L., J.-M. Farcy, M. Baumgartner... (redif.).</p> <p>Alors que le commissaire <i>Jeune</i> pensait que « la série <i>Jeune</i> », sept ans après, l'exploit retentissent...</p> <p>22.10 Série : les Battants Cinq émissions de Loly Clerc et Isabelle Walter. Des créateurs d'entreprises qui réussissent. On en cite régulièrement quelques-uns. La série propose l'unité de programme documentaire de Jean-Émile Jeannesson sort des sentiers battus. Ce sont dix portraits (deux par séquence) d'hommes et de femmes venus d'horizons très divers qui tracent, ici, chacun à leur manière, six réalisateurs. Ni conseil ni morale sous-jacente. Pour ce premier volet, une étape à Quimper où Marie-Hélène Rebois nous mène chez Bofré Technologie, hier fier du fameux papier à cigarettes OCB, aujourd'hui entreprise florissante d'emballages plastiques. Puis retour à Paris, où Gérard Folin nous dévoile les secrets de la réussite de BDDP, agence de publicité dont le chiffre d'affaires a quintuplé en moins de deux ans.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>9.00 Informations et météo : 9.10 Gym tonéo : 9.45 Les chevaux du Tiro : 10.00 Récré A2 (Bibio, Zorro, Mafalda : L'empire des cinq).</p> <p>11.30 Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.00 Tout le monde le sait.</p> <p>14.30 Série : Magnum.</p> <p>15.20 L'école des fans.</p> <p>16.15 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Les cinq dernières minutes : 11 bout de course.</p> <p>Le commissaire Cabrol enquête sur la mort d'un jockey.</p> <p>18.30 Stade 2.</p> <p>19.30 Feuilleton : Magry.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Jeu : Des chiffres et des lettres Finale, en direct de Monte-Carlo.</p> <p>22.05 Magazine : Projection privée. Marcel Jullian reçoit Régine Deforges, écrivain-éditrice, qui évoque ses lectures d'adolescente et son goût pour la littérature drolatique.</p> <p>22.45 Musique : cœur : Tchakovski. Magazine d'E. Ruggieri. L'Orchestre national de France, dirigé par S. Ozawa, soliste, V. Nicoski, pianiste, interprète le « Concerto n° 1 », de Tchakovski.</p> <p>23.30 Journal.</p>	<p>8.45 Télématin : 9.00 Patinage artistique : 10.20 Reprise : Apogées : 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 : 11.35 Itinéraires, de S. Richard : la Mongolie chinoise, derrière la Grande Muraille : 12.00 Journal et météo : 12.05 Jeu : l'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>SOS-TV : l'influence de la télévision sur les téléspectateurs qui participent à une émission.</p> <p>15.00 Feuilleton : Chateaufort (redif.).</p> <p>15.55 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée (redif.).</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Série : Ellis Island, les portes de l'espoir. D'après F. Mustard Stewart, réal. J. London (dernier épisode). 1916 : l'irrésistible ascension de nos deux compères Jake Robin et Santorelli. Le premier est devenu un positif célèbre : le deuxième lance dans la politique en épousant la fille d'un sénateur. Mais la réussite matérielle — on le sait — n'est pas synonyme de bonheur.</p> <p>Documentaire : Vienne, la dernière valise, de D. Toussaint et J.-L. Fournier, avec la participation du Centre Pompidou. Évoque la Vienne de Sissi, des valse de Strauss, troublée par la révolution artistique symbolisée par Schoenberg et l'évolution des mœurs analysée par Freud.</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.35 Bonsoir les clips.</p>	<p>8.45 Télématin : 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 : 11.35 Les carnets de l'école du mont Blanc : la neige : 12.00 Journal et météo : 12.05 Jeu : l'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Bistrot ou laser ? (la place du laser dans la médecine).</p> <p>15.00 Feuilleton : Chateaufort (redif.).</p> <p>15.55 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Image Imagine : C'est chouette : Super doc : Les mondes engloutis.</p> <p>18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée (redif.).</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma : la Chèvre. Film de F. Veber.</p> <p>22.00 Débat : pour réfléchir et rêver, pour pleurer, le F. Veber, C. Costa-Gavras, P. Richard, A. Poiré (producteur), R. Chirat (historien) et J.-C. Brialy parlent de l'évolution du cinéma, de l'influence cinéma-télévision, etc.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Météo les régions.</p> <p>10.00 Météo.</p> <p>Le magazine « Vivre ensemble » a invité Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, à parler de l'école maternelle et de l'éducation. La deuxième partie sera consacrée à J. Berque pour son récent rapport sur « Immigration et culture ».</p> <p>13.00 Émissions des langues régionales.</p> <p>14.45 Émission : premier Championnat du monde de ski acrobatique.</p> <p>16.15 Émission : pour les jeunes.</p> <p>17.30 Décibels.</p> <p>Avec Lloyd Cole et les Commotions.</p> <p>18.00 Culture clip.</p> <p>Le magazine « la culture qui bouge » signé Populus, avec Alain Manneval, animateur sur Europe 1.</p> <p>18.30 Jeu : Documents secrets.</p> <p>19.15 Émissions pour les jeunes.</p> <p>19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Émission : l'États France.</p> <p>Nouvelle émission de trois documents en Chine, en Europe et États-Unis. 1 : la Chine, l'année du Tigre, de F. Desproges. Rares les reportages qui ont la qualité de la vérité et la Chine populaire, ce pays les individus n'ont guère le droit à la parole. Comment, dans ces conditions, le voyageur de passage peut-il espérer mieux qu'une approche superficielle. Quant à savoir ce que l'on pense là-bas de la France, un pari difficile à gagner : si peu de Chinois possèdent notre langue.</p> <p>21.30 Aspects du court métrage français. « Le fantastique », de Richard Olivier ; « Vapeurs », de Patrice Gaud.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : Pépé le Moko. Film de Julien Duvivier.</p> <p>0.00 Prélude à la nuit. « Toccata » chorale : M. Magin, par F. Hauet, au piano.</p>	<p>14.00 Ski acrobatique et artistique à Tignes. Éliminatoires saut messieurs (en direct).</p> <p>15.00 Télévision régionale. Programme autonome des douze régions. Sauf à 16 h 5, où l'on verra sur tout le réseau le film d'Otto Preminger : la Rivière sans retour ; à 17 h 45, Actualité de jadis ; à 18 h 55 : la Panthère rose ; à 19 h 35 : Opération Condor.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Étrangers.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : le Corps de mon ennemi. Film de Henri Verne.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>23.00 Émission littéraire de Jérôme Garcin. L'animateur est reçu chez Pierre Desproges pour parler de sa vie, de son œuvre, commentateur des documents d'archives, des extraits de l'émission « Le petit rapporteur » et des reportages lesquels <i>DAIN</i> Jacques Martin parlent de l'humour. On ne risque pas de s'ennuyer en la compagnie décapante de Desproges !</p> <p>0.00 Prélude à la nuit. Cinq danses hongroises du XVIII^e siècle, de F. Farkas, par le Quintette à vent de Lille.</p>	<p>14.00 Ski acrobatique et artistique à Tignes. Finale saut dames (en direct) / finale saut messieurs (en direct).</p> <p>17.00 Télévision régionale. Programmes des douze régions, sauf à 17.00, où l'on verra sur tout le réseau : l'Age en fleur ; à 17.15 Dynastie ; à 18.55 : la Panthère rose ; à 19.35 Opération Condor.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les Étrangers.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>Joues conducteurs sur-primés.</p> <p>21.00 Émission : l'États France. Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. à 20 h 40 actualités : années 50 : à 22 h 20 l'actualité des années 30 : à 22 h 25 Tom et Jerry ; à 22 h 35 Tex Avery ; à 22 h 45 Attraction. Les films seront présentés par Alain Souchon.</p> <p>20.45 Premier film : le Rendez-vous de Hongkong. D'Edward Dmytryk.</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.15 Deuxième film : Sur la Riviera. de Walter Lang.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL, 20 h, Télématin : l'Espace d'une vie ; à 11 h 30, Réponse ; 22 h 30, Grand écran.</p> <p>TMC, 20 h, Série : « V » ; 21 h, Mini-série : Anne Dossini ; 22 h 55, Forum RMC ; 23 h 20, Sky Trax.</p> <p>RTL, 20 h 5, Domino ; à 20 h, Téléfilm : le Caracal ; à 21 h, Les pouvoirs occultes.</p> <p>TSR, 20 h, Série : Au nom de tous les miens ; 20 h 50, Finale du concours international pour jeunes danseurs ; 22 h 25, Tickets de premières : spécial danse.</p>	<p>RTL, 20 h, Dynastie ; 21 h, Midi, Gare centrale, film de Rudolf Maté.</p> <p>TMC, 20 h, Dynastie ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Transatlantique Express, film d'Arthur Hiller ; 23 h, Sky Trax ; 23 h 35, Le monde à venir.</p> <p>RTL, 20 h, la Malédiction de la vallée des rois, film de M. Newell.</p> <p>RTL, 20 h, Contacts ; 20 h 5, Le temps retrouvé ; 20 h 40, Théâtre wallon : Des amants à la noce ; 22 h 15, P. Des trépassés pour l'expansion.</p> <p>TSR, 20 h 15, Spécial cinéma.</p>	<p>RTL, 20 h, Cinéma ; 21 h 55, Actualité du monde ; 22 h 5, Maciste dans les mines du roi Salomon.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Une plume de plomb, film d'Allen Smith ; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>RTL, 20 h, Contacts ; 20 h 5, Billet de faveur : Ouragan sur le Calne.</p> <p>22 h 25, Documentaire : le Louvre (le temps des cathédrales) ; 23 h 45, Tribune économique et sociale.</p> <p>RTL-TELE 2, 20 h, Rox Box ; à 11 h, Cinéma turo : Yof, film de Serif Goren.</p> <p>TSR, 20 h 10, Vico à Miami ; 21 h 5, Portrait : La griffe du griffon, Marcel Joray ; 22 h 5, Cadences ; 22 h 50, Hockey sur glace.</p>



Merc...

14.30... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18.15... 18.25... 18.35... 18.45... 18.55... 19.05... 19.15... 19.25... 19.35... 19.45... 19.55... 20.05... 20.15... 20.25... 20.35... 20.45... 20.55... 21.05... 21.15... 21.25... 21.35... 21.45... 21.55... 22.05... 22.15... 22.25... 22.35... 22.45... 22.55... 23.05... 23.15... 23.25... 23.35... 23.45... 23.55... 0.05... 0.15... 0.25... 0.35... 0.45... 0.55... 1.05... 1.15... 1.25... 1.35... 1.45... 1.55... 2.05... 2.15... 2.25... 2.35... 2.45... 2.55... 3.05... 3.15... 3.25... 3.35... 3.45... 3.55... 4.05... 4.15... 4.25... 4.35... 4.45... 4.55... 5.05... 5.15... 5.25... 5.35... 5.45... 5.55... 6.05... 6.15... 6.25... 6.35... 6.45... 6.55... 7.05... 7.15... 7.25... 7.35... 7.45... 7.55... 8.05... 8.15... 8.25... 8.35... 8.45... 8.55... 9.05... 9.15... 9.25... 9.35... 9.45... 9.55... 10.05... 10.15... 10.25... 10.35... 10.45... 10.55... 11.05... 11.15... 11.25... 11.35... 11.45... 11.55... 12.05... 12.15... 12.25... 12.35... 12.45... 12.55... 13.05... 13.15... 13.25... 13.35... 13.45... 13.55... 14.05... 14.15... 14.25... 14.35... 14.45... 14.55... 15.05... 15.15... 15.25... 15.35... 15.45... 15.55... 16.05... 16.15... 16.25... 16.35... 16.45... 16.55... 17.05... 17.15... 17.25... 17.35... 17.45... 17.55... 18.05... 18

Mercredi

5 février

7.30 RFE : 10.15 ANTIOPE 1 ; 10.45 Salut les petits loups ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Vitamine (dessins animés, feuilletons, variétés...)

15.45 Téléfilm : Le retour de Kounak (redif.).
Kounak, c'est le nom que donne un forestier à un petit lynx qu'il recueille pour l'élever. Une belle histoire d'amitié.

17.00 La chance aux chansons.

18.25 Série : Les années d'illusion (redif.).

18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricooboy.

19.53 Tirage du Tao-O-Tao.

20.00 Journal et tirage du Loto.

20.40 Feuilleton : Grand Hôtel.

Six épisodes, de J. Kerchbron, scénario et dialogues de A.-M. Damamme, avec P. Guers, D. Mesguich, J. Pignatelli.

Cette étrange histoire d'espionnage n'a rien de commun avec son illustre prédécesseur à homonyme. C'est lent, laborieux, mais cela s'émouline au fil des épisodes. Et les personnages finissent par insuffler quelque vie dans les personnages hors série : la belle dame et son tricot, les deux frères ennemis, surtout le maître d'hôtel, qui donne toutes les clés, au propre comme au figuré, joué par Lionel Mesguich.

21.45 Série : les Battants.

Deuxième volet de l'excellente émission consacrée aux créateurs d'entreprise. Il nous conduit à l'Espace Logique, aventure familiale de « Cinq hommes dans une mezzanine ». Ils avaient débuté à trois dans une chambre de bonne. Ils ont aujourd'hui propriétaires d'un grand bureau et exportent aux États-Unis. Toujours en famille, mais chez les frères Stet qui se sont mis en tête d'importer des spécialités culinaires juives new-yorkaises : on découvre leur petite usine, la Yankel's.

22.35 Performances.

Magazine de l'actualité culturelle de Michel Cardozo.

Au programme : Bordeaux en étapes (la culture à Bordeaux) ; Barcelone, signée Gaudí (le baroque fou de l'architecture catalane) ; Socioprisme (quelle image un « manager » a-t-il chez ses propres amis ?) ; Le langage de Sennefer (la reconstitution en relief de la tombe du pharaon de Thèbes par Kodak).

23.05 Journal.

23.20 C'est à lire.

Jeudi

6 février

9.00 RFE : Yves Saint Laurent ; 11.15 ANTIOPE 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Série : Dailles (redif.).

14.35 Reprise : les animaux du monde.

La faune de France : les habitants de nos rivières et de nos lacs (diffusé en 1979).

15.05 A votre service.

15.25 Quarté en direct de Vincennes.

15.35 A cœur ou à raison.

Reprise d'une émission avec le maître Marceau (diffusée le 21 décembre 1980).

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : les Années d'illusion.

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricooboy.

20.00 Journal.

20.35 Purée de campagne : Georges Marchais.

Emission d'A. Denvers, J. Offredo, préparée par R. Pic, M. Albert, J. Decroix et B. Laisné.

Tous les jeudis jusqu'au 11 mars inclus, TF 1 présente une série de débats politiques et culturels. Images et dialogues, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, inaugure l'émission. Il réagira sur des débats en direct dans différents lieux, tout en répondant aux questions des journalistes.

21.50 Le Maître du jeu.

De K. Connor et M. Hart, scénario et dialogues de J. Nation et P. L. Cannon, D. Cannon, D. Binney, J. Chakson.

Premier épisode d'une série de six. Parce qu'une femme d'affaires se penche sur son passé, on découvre la saga mouvementée d'une famille de pionniers, partis dans les années 1800 en Afrique du Sud, qui ont traversé l'océan Atlantique et se sont installés en Grande-Bretagne, leur pays natal.

23.05 Journal.

23.20 C'est à lire.



Vendredi

7 février

9.00 RFE, préretraites et impôts ; 10.15 ANTIOPE 1 ; 10.40 Croque-Vacances (et à 16 h 25) ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Série : Dailles (redif.).

14.35 Temps libres à... l'art de vivre.

15.00 Série : les Années d'illusion (redif.).

15.25 Mini-journal pour les jeunes.

18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Série : Huit ça suffit.

19.40 Cocoricooboy.

20.00 Journal.

20.35 Football ou Michel Sardou.

La chaîne n'est pas encore en mesure de nous indiquer si elle diffusera le match de championnat de football Nantes-Bordeaux ou l'enregistrement de la seconde partie du concert de Michel Sardou au Forest Hall National de Bruxelles, une des plus grandes salles de spectacle d'Europe.

21.45 Téléfilm : Le vignoble des maudits.

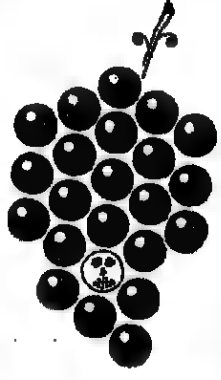
D'après le roman de L. de Stefani, adapt. L. Mandars, avec L. Massari, M. Adorf, A. Belin.

Une histoire familiale qui se déroule dans les années 30, en Sicile, pays de la Mafia. Dommage que le doublage de l'original ne soit pas en français, un jour, un téléfilm original ?

22.45 Journal.

23.00 TSP.

Télévision sans frontière : carnaval aux Antilles.



TÉLÉVISION FRANÇAISE

1

6.45 Télématin : 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Magazine : Terre des hommes (reprise) ; 12.00 Journal du météorologue ; 12.10 Les rendez-vous d'Antenne 2.

13.00 Journal.

13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers.

14.00 Aujourd'hui la vie.

15.00 Feuilleton : Chateaufort (redif.).

15.15 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récité A2.

Superdoc, Téléchat, etc.

18.00 Série : Ma voisine bien-aimée (redif.).

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.30 Loto sportif.

20.35 Feuilleton : Un seul être vous manque. De J. Drouot-Valerois. Avec C. Spak, Y. Pélissier, D. Fournier. (1^{er} épisode)

21.40 Apostrophes.

Magazine littéraire de B. Piret.

Sur le thème : « D'Amandine à Olivier », invités : Bernard Fonty ; (Bonjour l'aurora !) (Chemin de la mise au monde) ; Paul Frydman ; (L'irrésistible Dédé de naissance) ; Elisabeth de Neyrat ; (La Guerre des papy's) ; Robert Sabatier ; (David ou Olivier) ; François Weyergans ; (La Vie d'un bébé).

22.50 Journal.

23.00 Ciné-club : l'Ombre d'un doute.

Film d'Alfred Hitchcock.

ANTENNE

2

17.00 Télévision régionale.

Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on voit sur tout le réseau l'Age en fleur ; à 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; à 18 h 35, la Panthère rose ; à 19 h 35, Opération Condor.

18.55 Dessin animé : les Entrecrochets.

20.05 Les jeux.

20.35 Feuilleton : A nous les beaux dimanches !

De Robert Mazoyer, scénario de G. Elgoy et C. Watson, avec A. Parillaud, C. Giraud, B. Borel.

Ce feuilleton se situe à la même époque que l'Été 44 et traite du même sujet : au début des années 30, et dans que l'Europe est traversée par une crise économique, des familles, l'une bourgeoise et l'autre ouvrière, se croisent et s'entrecroisent. On suit ainsi la passion d'un grand industriel de l'aéronautique.

21.30 Face à la 3 : Pierre Bérégovoy.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, est interrogé par André Campana, Geneviève Guicheney, Michel Naudy et Michel Tardieu. Il nous raconte de lui : arrivera-t-on à lui faire perdre le sourire ?

22.30 Journal.

22.50 Montagne.

Actualités : les championnats de ski artistique et acrobatique à Tignes ; les avalanches ; les fond, les pistes ; les rubriques habituelles.

22.55 Prélude à la nuit.

« Concerto pour orchestre à cordes », de Fauré.

FRANCE RÉGIONS

3

● RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, Austerlitz (première partie), film d'Abel Gance ; 22 h 25, Motours.

● TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Faux Départ, film de Jerry London ; 22 h 40, Mon pays ; 23 h, Sky Trax ; 23 h 55, Que répondez-vous ?

● RTB, 20 h, Scrip-ense ; 21 h, Série : Miami vice ; 21 h 45, Coup de film ; 21 h 55, Cargo de nuit ; 22 h 55, Un autre regard.

● RTB-TELE 2, 20 h, Caméra sports.

● TSR, 20 h 10, Comment se débarrasser de son patron, film de Colin Higgins ; 22 h 5, Tétoscope : le cheval-athlète ; 22 h 50, la Quatrième Vieille, film de José-Michel Buhler.

● RTL, 20 h, Le petit docteur ; 21 h, Austerlitz (deuxième partie), film d'Abel Gance ; 22 h 25, Actualité du monde.

● TMC, 20 h, Cénégimes (et à 20 h 50 et à 22 h 30) ; 20 h 55, Série : Max la menace ; 21 h, Police puissance sept, film de Philip d'Antoni ; 23 h 40, Sky Trax.

● RTB, 20 h, Avant savoir ; 20 h 25, Retour en force, film de Jean-Marie Poiré ; 21 h 55, Le monde du cinéma ; 23 h 10, émission politique.

● RTB - TELE 2, 20 h, Histoire : la collaboration.

● TSR, 20 h 10, Temps présent ; 21 h 15, Dynastie ; 22 h 20, Heimar, film d'Edgar Reitz.

● RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Hill Street Blues ; 22 h, Actualité du monde ; 22 h 5, Carmen Jones, film d'Otto Preminger.

● TMC, 20 h, Série : Espionnage ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Une petite fille nommée Sony, film de Delbert Mann ; 23 h 15, La vie d'un honnête homme, film de Sacha Guitry.

● RTB, 20 h, Minute papillon ; 20 h 5, Feuilleton : Shogun ; 21 h, Taxi mauve, film d'Yves Boisset.

● RTB - TELE 2, 20 h, Les établissements scientifiques nationaux ; 21 h, Ecritures ; 21 h 30, Théâtre club : l'Éveil du printemps, de F. Schiller.

● TSR, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 45, Garde à vue, film de Claude Miller ; 22 h 10, Geneviève Calame ; 22 h 50, la Miller Mood.

PÉRIPHÉRIE

Mardi
4 février

10.55 Le chemin des écoliers ; 11.15 ANTIOPE ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Vitamine (dessins animés, feuilletons, variétés...)

15.45 Téléfilm : Le retour de Kounak (redif.).

Kounak, c'est le nom que donne un forestier à un petit lynx qu'il recueille pour l'élever. Une belle histoire d'amitié.

17.00 La chance aux chansons.

18.25 Série : Les années d'illusion (redif.).

18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricooboy.

19.53 Tirage du Tao-O-Tao.

20.00 Journal et tirage du Loto.

20.40 Feuilleton : Grand Hôtel.

Six épisodes, de J. Kerchbron, scénario et dialogues de A.-M. Damamme, avec P. Guers, D. Mesguich, J. Pignatelli.

Cette étrange histoire d'espionnage n'a rien de commun avec son illustre prédécesseur à homonyme. C'est lent, laborieux, mais cela s'émouline au fil des épisodes. Et les personnages finissent par insuffler quelque vie dans les personnages hors série : la belle dame et son tricot, les deux frères ennemis, surtout le maître d'hôtel, qui donne toutes les clés, au propre comme au figuré, joué par Lionel Mesguich.

21.45 Série : les Battants.

Deuxième volet de l'excellente émission consacrée aux créateurs d'entreprise. Il nous conduit à l'Espace Logique, aventure familiale de « Cinq hommes dans une mezzanine ». Ils avaient débuté à trois dans une chambre de bonne. Ils ont aujourd'hui propriétaires d'un grand bureau et exportent aux États-Unis. Toujours en famille, mais chez les frères Stet qui se sont mis en tête d'importer des spécialités culinaires juives new-yorkaises : on découvre leur petite usine, la Yankel's.

22.35 Performances.

Magazine de l'actualité culturelle de Michel Cardozo.

Au programme : Bordeaux en étapes (la culture à Bordeaux) ; Barcelone, signée Gaudí (le baroque fou de l'architecture catalane) ; Socioprisme (quelle image un « manager » a-t-il chez ses propres amis ?) ; Le langage de Sennefer (la reconstitution en relief de la tombe du pharaon de Thèbes par Kodak).

23.05 Journal.

23.20 C'est à lire.

Battants

Deuxième volet de l'excellente émission consacrée aux créateurs d'entreprise. Il nous conduit à l'Espace Logique, aventure familiale de « Cinq hommes dans une mezzanine ». Ils avaient débuté à trois dans une chambre de bonne. Ils ont aujourd'hui propriétaires d'un grand bureau et exportent aux États-Unis. Toujours en famille, mais chez les frères Stet qui se sont mis en tête d'importer des spécialités culinaires juives new-yorkaises : on découvre leur petite usine, la Yankel's.

30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Magazine : Terre des hommes (reprise) ; 12.00 Journal du météorologue ; 12.10 Les rendez-vous d'Antenne 2.

13.00 Journal.

13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers.

14.00 Téléfilm : la Cible (redif.).

15.35 Récité A2.

17.00 Magazine : Terre des bêtes.

17.30 Super Platiné.

Christophe ; Propaganda, Jean-Jacques Colin.

18.00 Série : Ma voisine bien-aimée (redif.).

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.10 D'accord pas d'accord (INC).

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.35 L'œuvre de l'année : Jacques Chirac.

Après M. L. Fabius, Georges Marchais et Valéry Giscard d'Estaing, et avant Lionel Jospin, nous le maître de l'œuvre de l'année à répondre, pour la troisième fois, à des questions sur la cohabitation, les immigrés, etc. C'est actuellement l'ouvrage politique le plus attendu.

22.05 Magazine : Mol... je.

Stars à mi-voix (ceux qui débutsent dans la chanson doivent aussi gagner leur vie... en attendant la gloire et l'argent) ; la honte (un sentiment que l'on s'efforce d'oublier ; pourtant, certains racontent) ; anopsie (dans l'univers glacé des médias légitimes) ; ils vendent tout (les journalistes de presse) ; téléphone rose (la visage du sexe qui répondent au téléphone « érotique ») ; père célibataire, 42 ans, 3 enfants à charge.

22.55 Histoires courtes.

« La lettre à Dédé », de M. Poirier.

23.25 Journal.

23.45 Bonsoir les clips.

Chèvre.

ZE END

film : le Rendez-vous de

film : Sur la Riviera.



« Noir et blanc » pour une série noire

En diffusant largement des succès récents du grand écran, Canal+ est parfois accusée de facilité. La quatrième chaîne vient de marquer un point au-dessus des cinéphilas plus avertis, grâce à sa nouvelle série « Perle noire ». Le premier vendredi chaque mois, Canal+ offre à ses abonnés un film noir, inédit ou très ancien, en version originale.

Après un film américain tourné en 1950, *D.O.A.* (An Arrival), de Rudolph Metz, qui a ouvert ce cycle en janvier, voici le deuxième : *« Distraction »*, de Jacques Dupont. Le film, tourné en 1960, mais jamais projeté à la télévision, est assez banal par le sujet. Un petit truand, meurtrier malgré lui, est chargé de couvrir l'affaire, et celui-ci avec une fille « sérieuse » qu'il aime au

suicide : la fin tragique du truand désespéré... L'intérêt du film réside dans les interprètes, deux comédiens qui s'appellent Jean-Paul Belmondo, Claude Brasseur et Sylvia Koscina.

L'initiative est bonne. Les séries ou les films anciens ou très anciens méritent d'être diffusés. « Perle noire » est une série qui ne peut être que réalisée par le public même. Les réalisateurs. Nous verrons par la suite : *The man on the Eiffel Tower*, avec Charles Laughton, *The Secret Beyond the door*, de Fritz Lang, avec Robert Redgrave, *The Dark Mirror*, de Robert Siodmak, avec Olivia de Havilland.

ALAIN WOODROW.

■ Les Distractions, vendredi 7 février, 21 h.

Sélection

DOCUMENTAIRES

Les crocodiles du Gange. Dans les eaux du fleuve sacré vit un crocodile d'un genre particulier — le gharial — connu pour son caractère inoffensif et sa timidité. Le 1^{er} à 18 h 50, le 5 à 18 h 15.

Murs murs. Agnès Varda a voulu capturer l'art éphémère des murs, ces graffitis beaux comme des peintures, qui ornent les murs de Los Angeles. Qui les peint ? Qui les paie ? Qui les regarde ? Le 2 à 2 h, dans la nuit du 5 à 11 h.

SPORT

Football : Championnat de France, en direct de Marseille, le 1^{er} à 20 h 05 ; basket américain, le 2 à 16 h 40, le 3 à 23 h 15.

Les films

HOTESSES INTIMES. — Film américain de Michel Boudry (1979), avec R. Allen. Quatre-vingt-quatre minutes classées X, le 1^{er} à 0 h 15, le 3 à 0 h 45, le 7/8 à 4 h 10.

VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE. — Film français de Patrice Leconte (1981), avec M. Blanc, B. Giraudeau, J. Liotard, Anémone, le 2 à 18 h 15, le 5 à 8 h 45, le 8 à 23 h 50.

Le genre qui vient dormir une nuit, et puis qui s'incruste... L'humour caustique du Splendid, de nos comédiens, un humour sympathique.

RUSTY JAMES. — Film américain de Francis Ford Coppola (1984), avec M. Dillon, le 2 à 20 h 30, le 5 à 22 h 40, le 7/8 à 1 h 45.

La vie en noir et blanc pour la Motorcycle Boy qui traîne sa légende au chef de bande, frère d'un mythe, Rusty James. Toute l'étrangeté d'un monde où le langage est perdu.

CANICULE. — Film français d'Yves Boisset (1984), avec L. Marvin, M. M. M., le 4 à 20 h 35, le 6 à 8 h 55.

Un genre de film à la mode, un genre de vulgarité en un mot, peu regardant, énergiquement servi par le langage.

COMME LA LUNE. — Film français de J. B. (1977), avec J.-P. Marielle, le 5 à 21 h.

Les pénibles frasques d'un réparateur de frigidaire tombé amoureux d'une nymphomane. Moche et méchant.

THE HIT. — Film anglais de Stephen Frears (1984), avec J. Hurt, F. Rev, L. Sol, Stamp, le 8 à 21 h 35.

Un truand qui aime des complices, ça ne va pas, c'est toujours pur.

LES DISTRACTIONS. — Film français de Jacques Dupont (1960), avec J.-P. Belmondo, C. Brasseur, le 7 à 21 h.

(Lire notre article.)

REPRISES. Pour les films suivants, lire nos commentaires dans les suppléments précédents.

ROUGE-GORGE. — Film français de P. Zuccato (1985), le 1^{er} à 1 h 40, le 4 à 16 h 40, le 5 à 0 h 15.

LA NUIT DES VERS GEANTS. — Film américain de J. Lieberman (1978), nuit du 1^{er} au 2 à 3 h 25, le 3 à 10 h 25, le 5 à 22 h 20, le 7 à 0 h 10.

L'EXECUTEUR. — Film américain de M. Lasker (1978), nuit du 1^{er} au 2 à 3 h 55, le 3 à 14 h.

EL NORTE. — Film américain de G. W. (1983), le 2 à 8 h 20, le 7 à 9 h 15.

MARCHE A L'OMBRE. — Film français de M. Blanc (1984), le 2 à 10 h 35, le 4 à 22 h 25, le 6 à 14 h.

QU'EST-IL ARRIVE A BABY JANE? — Film américain de L. Johnson (1976), le 2 à 0 h 15, le 7 à 22 h 45.

TRAIN D'ENFER. — Film français de R. Hain (1984), le 3 à 9 h, le 6 à 15 h 20.

LA FEMME DE MON POTE. — Film français de B. Blier (1983), le 3 à 16 h 5.

FAIS GAFFE A LA GAFFE. — Film français de P. Bouge (1980), le 3 à 20 h 35, le 6 à 10 h 35, le 7 à 14 h.

JUGE ET HORS LA LOI. — Film américain de J. Huston (1972), le 4 à 9 h, le 7 à 15 h 20.

Les soirées du prochain week-end

SAMEDI 8 FÉVRIER

TF1. — 11 h 40, La méthode rose ; 22 h 15, Droit de réponse (les casinos) ; 0 h 15, Ouvert la nuit.

A2. — 20 h 35, Champs-Élysées ; 21 h 55, Alfred Hitchcock présente ; 11 h 25, Les enfants du rock.

FR3. — 20 h 5, Disney Channel ; 22 h 20, Dynastie ; 23 h 15, Musiclub.

DIMANCHE 9 FÉVRIER

TF1. — 20 h 35, Cinéma : le Coup de sirocco, de A. Aracy ; 22 h 15, Sports dimanche soir.

A2. — 20 h 35, Les enquêtes du Commissaire Maigret ; 22 h 5, Magazine Projection privée ; 11 h 55, Musiques au cœur.

FR3. — 20 h 35, L'effet France ; l'Europe ; 21 h 25, Court métrage français ; 30 h 30, Cinéma : minuit ; 0 h 15, Prélude à la nuit.

France-Culture

SAMEDI 1^{er} FÉVRIER

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Fréquence littéraire.
- 8.05 Littérature pour tous : avec François Nourissier.
- 8.30 Histoire à se réveiller couchés : deux comités historiographiques.
- 8.05 Les temps modernes : rétrospective ; à 10 h, voix du silence : Sénégal, l'islam noir.
- 10.40 La mémoire en chantant : chanson et bel canto.
- 11.00 Grand angle : les sons du monde futur.
- 12.00 Panorama : avec Annie Duperey.
- 14.00 André Tarkovski ou le cinéma comme l'âme.
- 15.30 Le bon plaisir de... professeur Guy de Thé : sur la piste du cancer.
- 19.30 Samedi soir : MIDEM.
- 20.00 Musique : semaine Toccata ; laisse couler mes larmes.
- 20.30 Nouveau répertoire dramatique : Alice et Gertrude, Nathalie et Renée et Ce cher Ernest, de J. M. Cocteau.
- 22.10 Dérivations avec... Denis Roche, conversations avec le temps.
- 22.30 Héroïnes pucciniennes : musique de la semaine Toccata, scènes et variations du séducteur de Chios.
- 0.00 Clair de nuit : reçoit Sylvia Favre d'Arcueil ; rétrospectives.

DIMANCHE 2 FÉVRIER

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Chasseurs de son.
- 7.15 Horizon, magazine religieux.
- 7.25 La fenêtre ouverte.
- 7.30 Littérature pour tous : Les Vaines Montagnes, de Marcel Brion.
- 7.45 Dits et récits : l'enfant qui cueillait les étoiles.
- 8.00 Foi et tradition.
- 8.30 Protestantisme.
- 8.05 Écoute la radio.
- 8.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.
- 10.00 Messe, à la cathédrale Notre-Dame des Doms d'Avignon.
- 11.00 Aventures sans gravité, une histoire de la conquête spatiale (deuxième partie).
- 12.00 Des papillons dans la tête.
- 13.40 La peinture à bras le corps : entretiens avec Jacques Doucet.
- 14.00 Le temps de se parler.
- 14.30 « Méphisto » de Klaus Mann. Avec R. Huston, G. Cohen, H. Tinsler.
- 16.00 La tasse de thé : rencontre avec Gilles Bourdin ; musique : Orchestre national du jazz ; histoire-actualité : les Vieilles sources de la Bible.
- 18.10 Microfilms.
- 20.00 Musique : semaine Toccata.
- 20.30 Atelier de création radiophonique : Krouchtchouk, Khlebnikov et quelques autres futuristes russes.

LUNDI 3 FÉVRIER

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voyage dans l'histoire de l'astrologie (à 10 h 50 : du marais diabolique à la forêt idéale, histoire de la protection de la nature).
- 9.05 Les lendes de l'histoire : lecture de Monna et problèmes de la biographie.
- 10.30 Musique : miroirs (à 17 h).
- 11.10 Passaport pour l'avenir : des livres guides pour mieux comprendre.
- 11.30 Feuilleton : Grand roman.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Un livre, des voix : « Demeure le secret », de M.-P. Fouchet.
- 14.30 Un homme, une ville : le peintre Zao-Wou-Ki sur les traces de Rembrandt à Amsterdam.
- 18.30 Les arts et les gens : mise au point ; à 18 h 35, titre à la langue ; à 19 h 15, titre à la langue ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Perspectives scientifiques : la psychologie transpersonnelle.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Puccini et l'illusion du verisme.
- 20.30 « La Place du Sacroscand », de J.-J. Rivière, spectacle enregistré au Théâtre de la Bastille.
- 21.30 Latitudes : émission spéciale traditions populaires en Italie.
- 22.30 La nuit sur un plateau : Serge Joly, directeur de Libération.

MARDI 4 FÉVRIER

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voyage dans l'histoire de l'astrologie (à 10 h 50 : du marais diabolique à la forêt idéale, histoire de la protection de la nature).
- 9.05 Les lendes de l'histoire : lecture de Monna et problèmes de la biographie.
- 10.30 Musique : miroirs (à 17 h).
- 11.10 L'école des parents et des éducateurs : la famille en mouvement.
- 11.30 Feuilleton : Grand roman.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Un livre, des voix : Philippe Solfer, « Théorie des exceptions ».
- 14.00 Un livre, des voix : Philippe Solfer, « Théorie des exceptions ».

MERcredi 5 FÉVRIER

- 8.00 Feuilleton : La chanson des Nibelungen.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voyage dans l'histoire de l'astrologie (à 10 h 50 : du marais diabolique à la forêt idéale, histoire de la protection de la nature).
- 9.05 Matinée du temps qui change : sociologie de la vie quotidienne.
- 10.30 Musique : miroirs (à 17 h).
- 11.10 Le livre, ouverture sur la vie : le grand prix du livre pour la jeunesse.
- 11.30 Panorama.
- 14.00 Un livre, des voix : l'homme en gris.
- 14.30 L'Europe aujourd'hui.
- 15.30 Lettres ouvertes : magazine littéraire.
- 17.10 Le pays d'Ici : Bourg-Océans.
- 18.00 Subjectif : agora ; à 18 h 35, titre à la langue ; à 19 h 15, titre à la langue ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne.
- 19.30 Perspectives scientifiques : les signes.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Puccini.
- 20.30 Pour ainsi dire : avec J. Roubaud, carnet de Lulu de L. J. ; hommage : H. Meschonnic, le rap en 1972 le prix Nobel.
- 21.30 Mises en scène imaginaires.
- 22.30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; le ral, une nouvelle musique et un style de vie venus d'Afrique du Nord.
- 0.10 Du jour au lendemain.

JEUDI 6 FÉVRIER

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voyage dans l'histoire de l'astrologie (à 10 h 50 : du marais diabolique à la forêt idéale, histoire de la protection de la nature).

MATINÉE une œuvre, une œuvre :

- Salma Lagerlöf, du bleu de la nuit au bleu des nuages.
- 10.30 Musique : miroirs.
- 11.10 Répertoire : le maître : designer dans un LEP.
- 11.30 Feuilleton : Grand roman.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Peintres et ateliers : Yo Merhand.
- 14.00 Un livre, des voix : l'Amour, de Dominique Fernandez.
- 14.30 Grand angle : les philosophes dans l'entreprise.
- 17.10 Le pays d'Ici : Bourg-Océans.
- 18.00 Subjectif : agora ; à 18 h 35, titre à la langue ; à 19 h 15, titre à la langue ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne.
- 19.30 Les progrès de la biologie : de la médecine : médicaments : les hormones stéroïdes.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Puccini et l'illusion du verisme.
- 20.30 Une si jolie petite mort, de L. M.
- 21.30 Notes en marge : l'actualité du livre, Diva Toccata.
- 22.30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; bruits du monde.
- 0.10 Du jour au lendemain.

VENREDI 7 FÉVRIER

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voyage dans l'histoire de l'astrologie (à 10 h 50 : du marais diabolique à la forêt idéale, histoire de la protection de la nature).
- 9.05 Matinée du temps qui change : sociologie de la vie quotidienne.
- 10.30 Musique : miroirs (à 17 h).
- 11.10 L'Europe aujourd'hui.
- 11.30 Feuilleton : Grand roman.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 On s'embrasse : Venise à Paris.
- 14.00 Un livre, des voix : François Nourissier, « La fête des pères ».
- 14.30 Sélection prix Nobel : Parallèles d'écriture.
- 15.30 L'Europe aujourd'hui : la conquête de l'Europe.
- 17.10 Le pays d'Ici : Bourg-Océans.
- 18.00 Subjectif : agora ; à 18 h 35, titre à la langue ; à 19 h 15, titre à la langue ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne.
- 19.30 Les grandes avenues de la science moderne : colloque 2005.
- 20.00 Musique, mode d'emploi.
- 20.30 Récits de haute montagne : vallée en direct de la salle polyvalente de Bourg-Océans.
- 21.30 Black and blue : chat le binaire.
- 22.30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment, le retour d'Emmanuel Berl.
- 0.10 Du jour au lendemain.

France-Musique

SAMEDI 1^{er} FÉVRIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : comment l'entendez-vous ?
- 7.02 Avis de recherche : œuvres de Mozart, Chaminade, Gellor, Roussel.
- 9.10 Carnet de notes : MIDEM classique à Cannes.
- 11.00 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : œuvres de Gershwin, Liszt, Chopin ; concert : œuvres de Chostakovich de la radio de Rome.
- 12.05 Désaccord parfait : débat sur la 8^e symphonie de Chostakovich ; à 14 h, concert : œuvres de Chostakovich par le Quatuor Fitzwilliam.
- 16.00 Le temps du jazz : jazz s'il vous plaît, hexagonal.
- 18.00 Opéra : la Wally de Carlini, par les chœurs et l'orchestre symphonique de la radio de Rome.
- 19.05 Les cinémas du muséum : ultraphone ultra-chic.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : Concerto pour violon n° 3, Symphonie n° 28 de Mozart, par l'European Master Orchestra, dir. E. Scharu ; à 22 h, concert : musique traditionnelle de l'Inde.
- 22.08 Nuit orientale : en direct de la maison de la jeunesse et de la culture de Pau, jusqu'à 7 heures du matin.

DIMANCHE 2 FÉVRIER

- 7.02 Concert promenade : musique viennoise et musique légère.
- 8.10 Musique sacrée : œuvres de Stravinsky, Britten et Poulenc.
- 10.00 Mozart : 1791-1985, un Eden oublié.
- 12.05 Magazine International.
- 14.06 Top jazz : œuvres de Beethoven, Schubert, Haydn, J.-S. Bach, Brahms.
- 17.00 Comment l'entendez-vous ? les grands d'Espagne, œuvres d'Alphonse X le Sage, Pierre le Polonois et d'anonymes, musique d'Inde.
- 19.05 Jazz vivant : les ensembles de B. Willer, C. Arvanitz, R. Urtegaré et J. Gourley en concert à Radio-France.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées le 30 janvier) : « Symphonie n° 2 » de Mahler, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. J. Jouin ; sol. G. Benardou, soprano, D. Evangelista, mezzo ; en complément au programme : « Ours » de Longon par l'Orchestre « Éphémère ».
- 23.00 Les nuits de France-Musique : Ex Libris : Paul Claudel, écrits sur la musique.

LUNDI 3 FÉVRIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : C'était hier.
- 7.02 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.06 La matinée des musiciens : Manuel de Falla.
- 12.30 Le temps du jazz : les aventures de Sidney Bechet.
- 14.02 Répertoire contemporain : Jean-Claude Eloy.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques traditionnelles et populaires.
- 18.30 Les après-midi de France-Musique : petit journal de 1924.
- 19.05 Les cinémas du muséum : ultraphone ultra-chic.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : Concerto pour violon n° 3, Symphonie n° 28 de Mozart, par l'European Master Orchestra, dir. E. Scharu ; à 22 h, concert : musique traditionnelle de l'Inde.
- 22.08 Nuit orientale : en direct de la maison de la jeunesse et de la culture de Pau, jusqu'à 7 heures du matin.

MARDI 4 FÉVRIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : musiques de divertissement.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.06 La matinée des musiciens : Manuel de Falla.
- 12.30 Le temps du jazz : les aventures de Sidney Bechet.
- 14.02 Répertoire contemporain : Jean-Claude Eloy.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques traditionnelles et populaires.
- 18.30 Les après-midi de France-Musique : petit journal de 1924.
- 19.05 Les cinémas du muséum : ultraphone ultra-chic.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : Concerto pour violon n° 3, Symphonie n° 28 de Mozart, par l'European Master Orchestra, dir. E. Scharu ; à 22 h, concert : musique traditionnelle de l'Inde.
- 22.08 Nuit orientale : en direct de la maison de la jeunesse et de la culture de Pau, jusqu'à 7 heures du matin.

MERcredi 5 FÉVRIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : musiques de divertissement.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.06 La matinée des musiciens : Manuel de Falla.
- 12.30 Le temps du jazz : les aventures de Sidney Bechet.
- 14.02 Répertoire contemporain : Jean-Claude Eloy.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques traditionnelles et populaires.
- 18.30 Les après-midi de France-Musique : petit journal de 1924.
- 19.05 Les cinémas du muséum : ultraphone ultra-chic.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : Concerto pour violon n° 3, Symphonie n° 28 de Mozart, par l'European Master Orchestra, dir. E. Scharu ; à 22 h, concert : musique traditionnelle de l'Inde.
- 22.08 Nuit orientale : en direct de la maison de la jeunesse et de la culture de Pau, jusqu'à 7 heures du matin.

JEUDI 6 FÉVRIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : musiques de divertissement.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.06 La matinée des musiciens : Manuel de Falla.
- 12.30 Le temps du jazz : les aventures de Sidney Bechet.
- 14.02 Répertoire contemporain : Jean-Claude Eloy.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques traditionnelles et populaires.
- 18.30 Les après-midi de France-Musique : petit journal de 1924.
- 19.05 Les cinémas du muséum : ultraphone ultra-chic.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : Concerto pour violon n° 3, Symphonie n° 28 de Mozart, par l'European Master Orchestra, dir. E. Scharu ; à 22 h, concert : musique traditionnelle de l'Inde.
- 22.08 Nuit orientale : en direct de la maison de la jeunesse et de la culture de Pau, jusqu'à 7 heures du matin.

MATINÉE une œuvre, une œuvre :

- Salma Lagerlöf, du bleu de la nuit au bleu des nuages.
- 10.30 Musique : miroirs.
- 11.10 Répertoire : le maître : designer dans un LEP.
- 11.30 Feuilleton : Grand roman.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Peintres et ateliers : Yo Merhand.
- 14.00 Un livre, des voix : l'Amour, de Dominique Fernandez.
- 14.30 Grand angle : les philosophes dans l'entreprise.
- 17.10 Le pays d'Ici : Bourg-Océans.
- 18.00 Subjectif : agora ; à 18 h 35, titre à la langue ; à 19 h 15, titre à la langue ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne.
- 19.30 Les progrès de la biologie : de la médecine : médicaments : les hormones stéroïdes.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Puccini et l'illusion du verisme.
- 20.30 Une si jolie petite mort, de L. M.
- 21.30 Notes en marge : l'actualité du livre, Diva Toccata.
- 22.30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; bruits du monde.
- 0.10 Du jour au lendemain.

VENREDI 7 FÉVRIER

- 0.00 Les nuits de France-Musique : musiques de divertissement.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.06 La matinée des musiciens : Manuel de Falla.
- 12.30 Le temps du jazz : les aventures de Sidney Bechet.
- 14.02 Répertoire contemporain : Jean-Claude Eloy.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques traditionnelles et populaires.
- 18.30 Les après-midi de France-Musique : petit journal de 1924.
- 19.05 Les cinémas du muséum : ultraphone ultra-chic.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 28 janvier à Cannes) : Concerto pour violon n° 3, Symphonie n° 28 de Mozart, par l'European Master Orchestra, dir. E. Scharu ; à 22 h, concert : musique traditionnelle de l'Inde.
- 22.08 Nuit orientale : en direct de la maison de la jeunesse et de la culture de Pau, jusqu'à 7 heures du matin.

Faqeal, Saint-Jean, Voce FUNTEL, Création SYTEM S.A.



culture

Les tribulations du patrimoine

L'Opéra de la Bastille, La Villette, la Défense, l'Institut du monde arabe, le ministère des finances, Orsay... Les grands chantiers des présidents paraissent, pour la plupart, sortir de l'ère des polémiques à mesure que s'approche le temps des élections. L'abandon des querelles autour des grands monuments est moins le signe d'un ralliement à leur cause qu'une preuve supplémentaire, s'il en fallait, de leur caractère politique, symbolique du pouvoir. Plus on pense s'en rapprocher, plus les signes en sont aimables.

Dans un autre domaine, en revanche, les polémiques traînent, s'amplifient même, tandis qu'apparaissent de nouvelles raisons de trouble. Elles ont pour point commun de toucher au plus sensible de la question du patrimoine : les monuments (ou les collections) historiques, face à l'intervention du présent. Une question dont les aspects théoriques sont multiples, une question d'autant plus délicate qu'elle résonne dans l'avenir. Et la conscience récente de la fragilité des monuments n'a pas changé les données : à la satisfaction immédiate du prince, jadis, a succédé une anxiété vaine projection dans le futur ; le présent juge toujours mal l'avenir nous donnera raison. C'est oublier au passage que la mémoire des peuples s'est dotée d'outils nouveaux.

Trois exemples : le Grand Louvre ; la cour du Palais-Royal ; enfin, le Musée des plans-reliefs. On ne va pas ici contester le nouveau, ni réfléchir sur le principe du Grand Louvre ni sur le projet architectural de Jean-Michel Wilmotte. Ils continuent certes à susciter les mêmes réactions, à la limite du passionnel, chez ses détracteurs, et des réponses invariables de ses défenseurs. Trop cher, trop grand, pas commode ni pas

Le grand ministre et la petite commission

beaucoup non, mais non, mais si... Il est en revanche rappelé que le projet tout entier s'est construit sur une idée, la moins sur une entorse au système de protection des monuments historiques. La commission supérieure des monuments historiques, créée par le décret du 10 mai 1963, a rejeté la pyramide. Pour être juste consultative, la commission en a reconnu la compétence. Et qui l'aurait été, sinon, en l'absence d'avis d'une pareille importance historique ? L'avis de la commission, c'est le droit du ministre, n'a pas été suivi.

Naguère on avait tendance à juger la commission trop molle, trop discrète, trouver trop grande sa mansuétude à l'égard des interventions contemporaines. Tel n'a pas été l'avis de la direction du patrimoine, lorsque M. Jean-Pierre Weiss en a pris la tête en 1983. Les structures et la composition de la commission et de ses différentes sections ont donc fait l'objet d'une réforme dont l'application est tombée à pic pour notre deuxième cas de figure : le Palais-Royal.

La cour du Palais-Royal, voilà une situation amusante. Elle est classée monument historique, les fenêtres qui l'entourent sont celles de la Comédie-Française, ce qui

n'est pas fondamental, du ministère de la culture, ce qui est plus étonnant, et du Conseil d'Etat, ce qui donne au conflit naissant la plus belle dimension institutionnelle qui se puisse trouver dans Paris. Le maire de la ville a cherché un argument juridique pour faire arrêter les travaux. Mais un autre problème se pose, qui met en cause soit l'existence de la commission, soit le comportement de son ministre de tutelle.

Consultée mais pas suivie

Deux premiers projets d'artistes soumis à la vieille commission avaient été rejetés. Sans doute convaincu, le ministre fait appel à Daniel Buren, et son projet est alors porté à l'appréciation de la commission rénovée, rajeunie, modernisée sous la direction de M. Weiss. La commission, flamboyant neuve, refuse la encore l'idée de l'artiste. Comme son allée elle est seulement consultative : le ministre décide donc de réaliser tout de même l'œuvre de Buren.

La question : à quel point une commission supérieure des monuments historiques, remise de surcroît au goût du jour, si c'est pour immédiatement ne pas en suivre les avis devant les édifices les plus importants de l'histoire du pays.

Deuxième question, subsidiaire : peut-on entreprendre des travaux d'une importance dans un monument historique, sans l'avis de l'architecte en chef des monuments historiques, ou bien sans déclencher le monument ? Dans la situation actuelle, l'œuvre de Buren, solidaire de la cour, se trouve elle-même sée de facto. La commission actuelle, qui respecte modestement et strictement son devoir de réserve, doit en être pour le moins étonnée.

Mais voici le pire, qui est le drame personnel de critique : d'un côté, une mauvaise action contre le patrimoine, ses défenseurs institutionnels et tout simplement la réglementation de l'autre, une œuvre non seulement respectable en soi, mais

dont l'histoire est flagrant depuis que l'artiste en a affiné l'esquisse. Troisième question : qui prendra, le directeur du patrimoine, le ministre, l'artiste ou le critique ?

Troisième exemple, le plus grave, car le plus brutal et le plus évident : le projet de la mairie de Lille. Ces plans, à l'instar de n'importe quel monument, sont protégés, leur valeur historique est considérable, comme Michel Parent, qui s'attaque ici au projet Buren, a eu l'occasion de le montrer ici (le Monde du 18 décembre 1985). Or la décision de leur destruction a été prise sans tenir le moins du monde compte des spécialistes, ni même des Parisiens qui auraient peut-être eu leur mot à dire. Le Musée des plans-reliefs, en un temps de « décentralisation », a l'histoire même de la « centralisation », celle qui a fait de Paris la capitale du royaume. En partant à Lille, la collection perd tout bêtement sa dimension historique, pour n'être plus qu'un jeu de cubes pédagogiques et moyennement récréatif.

Si, si, vous verrez, ils seront très bien à Lille, ils auront 10 000 mètres

carrés dans un bel édifice : l'Hospice général. Venez dès aujourd'hui... un désastre. Le bâtiment est bien sûr splendide, mais depuis sa création en 1739 il n'a subi aucune réparation. Les toitures sont défoncées, les parois sont métalliques goudronnées. « L'histoire nous dit qu'il y a eu une installation provisoire », dit l'électricien, on va pouvoir faire une petite installation provisoire. Deux tubes au néon au plafond comme on en voit encore dans les garages désaffectés, et ailleurs, des fils qui pendouillent de partout en partout. Sans si la ville de Lille bénéficie de dispositions spéciales, on voit mal une commission de sécurité accepter, seulement une journée, l'ouverture d'une exposition dans pareilles conditions. Sans rien cacher des caves au grenier, il faut le souligner, notre guide nous évoque le futur musée de Lille : « Ça sera très bien, une ou deux cloisons à supprimer : celle-ci, ou bien celle-là. On pense à un ascenseur dans la cage d'escalier. Peut-être conserver cet appartement de fonctions, il faut voir. » Les maquettes trop grandes ? « On creusera une grande salle à

l'extérieur, avec un parking par dessus. »

Et les pensionnaires ? Car une partie des pensionnaires ont toujours résisté à ce bâtiment d'un autre temps. « Ils s'y plaisent, par habitude, on ne les fera pas partir comme ça : on cherche à les reloger par groupe, ensemble, dans d'autres établissements. De toute façon, il en meurt 15 % par an. A ce rythme, l'édifice sera libéré pour l'ouverture du musée... »

On nous annonce une durée maximale des travaux de quatre ans. Pour avoir vu bien d'autres bâtiments vénérables et vétustes promis à la destinée glorieuse des musées et connaissant notamment les exigences de sécurité, nous voyons mal le projet aboutir avant huit ou dix ans, sinon plus, en supposant que la Rue de Valois reste toujours aussi sensible aux impératifs lillois. Pour l'heure, on vous assure qu'une convention « va » être signée avec le ministère de la culture : 50 % pour la ville, 50 % pour l'Etat. Va être ? Ah ! bon, rien n'est fait ? Pas de programme muséographique, pas de programme architectural (l'étude du projet est globale), pas de convention.

Tout ce scandale pour rien...

Mais alors, des caisses ! Oui, oui, ce sont celles des plans-reliefs : « On a été obligé de les faire venir sous de suite de Paris, vous comprenez, à cause du tapage de la presse. Tout ce scandale pour rien... »

Même une mercerie fait des affaires et ses comptes avant d'installer ses machines à coudre. L'Hospice général de Lille, où il y a cependant prévu de faire des animations pédagogiques pour les enfants de l'architecture, n'a pas fait l'oreille de sourde et ne fait pas l'oreille de sourde. L'architecte en chef des monuments historiques, M. Weiss, n'a jusqu'à présent accepté de venir pendant un nombre indéfini d'occasions d'occuper de caisses indéchiffrables sans une armée de gros bras.

Le démantèlement des caisses des Invalides vers Lille a commencé voici quelques semaines et se poursuit « à un rythme normal, satisfaisant », selon notre guide. On a appris depuis la démission du directeur du patrimoine. A cause des plans-reliefs, le cas du Palais-Royal, à cause du Louvre ? Non, à cause de l'autorisation donnée aux forains de s'installer pendant quelques semaines aux Tuileries.

FREDERIC EDELMANN.

La Ville contre-attaque

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a signé, mercredi 29 janvier, un arrêté municipal prescrivant l'arrêt immédiat des travaux entrepris dans la cour d'honneur du Palais-Royal. Si les entreprises n'obtempèrent pas, la municipalité pourra requérir la commission de police du quartier afin de poser les scellés sur les machines et même faire saisir les matériaux.

En même temps, M. Chirac a transmis au parquet un procès-verbal dressé par un architecte municipal assermenté qui a constaté, mardi 28 janvier dans la matinée, qu'une partie des ouvrages exécutés dans la cour du Palais-Royal sont en infraction par rapport à la législation sur l'urbanisme.

En effet, si les travaux d'entretien de la salle Escande et des

que le dallage et les colonnes de Daniel Buren sont juridiquement inattaquables par la Ville, en revanche, l'équipement EDF (un commutateur électrique) et les tranchées qui doivent devenir des bassins de jeux d'eau sont de fait l'objet d'une dégradation aux services municipaux.

M. Jack Lang, ministre de la culture, a cru pouvoir se dispenser de « formalité », c'est à-dire de M. Chirac entend l'attaquer. Le maire de Paris a transmis le procès-verbal au parquet. Il demande que M. Lang soit traduit en correctionnelle et que la cour d'honneur du Palais-Royal soit remise dans son état d'origine.

M.-A. R.

MODE

Interférences

Que ce soit la très belle exposition « Mode de Paris » au pavillon de Marsan ou « Pierre Balmain, quarante ans de création », à Galliera, les interférences entre les musées et la mode apparaissent comme une tendance de la saison. En effet, les couturiers se sont inspirés de la souplesse des années 30, de sa pureté de ligne, de sa précision dans les formes amant ainsi le retour à une rigueur, symbole de l'élegance.

En effet, les couturiers de printemps ont redécouvert le charme des robes, seules ou assorties aux manteaux cache-poux et aux redingotes, très applaudies à chaque passage. Les tailleurs bénéficient du même adoucissement de carrure, toujours épaulettes mais sans excès. Nouveaux venus, les T-shirts apportent leur note fraîche aux ensembles de jour. Les robes habillées s'articulent autour du bustier, de la robe-maitre, ouverte ou voilée par de somptueuses soieries, alternant avec les drapés discrets des belles robes de stanz.

Les couturiers ramenant vers le genou, signe que les couturiers favorisent leur clientèle américaine au détriment de celle des émigrés aux princesses couvertes de la tête aux pieds.

Toutes les fleurs du jardin font partie de la très belle palette de printemps : bleus, jaunes, verts, rouges et roses, le noir paraissant l'emporter sur le marin, seul ou avec le blanc.



Givency 86

Un imprimé de fleurs plates sur fond de crêpe blanc d'Abraham se retrouve partout comme les fines gabardines de laine de Gandini, les gazes brodées argent et pastel de Buccellati, les organes de soie de Taroni et les gilets de Forster-Willy de Saint-Galle.

Les immenses capelines et les turbans en hauteur réalisés par Jean Barthet présagent une saison sans turbulences. Les gants de Milles participent à toutes les fêtes, courts ou au coude. Les jupes se dévalent en tons chair ou blanc sur fines ballerines, escarpins moyens ou sandales haut perchées.

entre le musée et la mode

« L'hommage à Diana Vreeland », à Givency, l'œuvre d'art de New York, pionnière des expositions de mode, a été présentée au grand public. D'où le côté très typé des robes et des accessoires. Ses robes de printemps, en soie, sont souvent ceinturées, à la manière ou rasées, à la manière classique. Les manteaux empruntent leur forme aux cardigans. Très variées, les robes sont inspirées de la Chine, l'habit qui donne du relief aux drapés.

Les accessoires à pontail et cardigans remplacent les robes de dîner avant le magnétique série des modèles à l'indienne aux envolées d'écharpes sur les décolletés asymétriques. Les fines broderies de métal ou les mosaïques sont signées Brossin de Miré comme les patchworks d'or à fleurs de lotus géantes. Olivier Eschoudemais a été inspiré à l'Inde pour ses superbes maillages.

PER SPOOK, très en vogue, fait l'été avec des couleurs claires, comme les drapeaux du 14 juillet, à partir d'une ligne moulante et souple de robes et de tailleurs sous le soleil, se couvrant de liquettes en contrastes et de grande trois-quarts poids plume ou imperméable en imprimés. Une belle série de robes noires s'ornent de grands triangles métallisés, tandis que les robes-chandails du soir, désinvoltes à souhait, reprennent la forme du défilé.

CARVEN, le quarantième anniversaire de sa maison en revenant à ses premières amours : la petite Parisienne à la fois vamps et ingénue, qu'elle habille de tailleurs secondaires, de robes du soir de nymphes à la taille de guêpe et ampleur japonaise, en tons de bons acides ou fondants.

TORRENTE féminise le trac qui perd toute sa rigueur, en combinant bustiers noirs ou blancs, saupoudrés de strass. On peut leur préférer un habit de sole rebrodé sur satin rose et pantalon noir. Les robes du jour, strictes et nettes, habillent bien.

NATHALIE MONT-SERVAN.

LE DÉ D'OR

A CHRISTIAN LACROIX

Christian Lacroix, trente-cinq ans, modiste de Jean Paul Gaultier, jouit d'un succès à l'heure de la couture française. Désigné pour un jury international de journalistes de mode, le Dé d'Or couronne la collection jugée la plus créative de la saison.

Parrainé par Helena Rubinstein sur une idée de Pierre-Yves Guilleu, du Quotidien de Paris, cette manifestation est très suivie par les médias du monde entier. A cette occasion, le modiste Jean Barthet, le brodeur François Lesage, le plâtrier André Lemaire et Claude Ury, PDG d'Helena Rubinstein, se sont vu remettre le diplôme de vermeil de la Ville de Paris.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77
CESARE PAVESE *Le Plaisir des autres*
d'après "Entre femmes seules", extrait d'un recueil
adaptation Agnès MALLET
mise en scène Gilles GLEIZES
Un magistral sextuor de comédiens, dirigé dans le raffinement et l'émotion contenue. LE MATIN

CRETEL
Maison des Arts
JEAN RACINE
PHEDRE
du 17 janvier au 5 février
et du 18 au 26 février 1986
Mise en scène : Jean-Michel Rebeux
Avec : Claude Duglène
Pierre Ballot - Delphine Bolea
Marie Carré - Françoise Grandcolas - Pascal Turmeau.
48.99.94.50

PETIT MONTPARNASSE
JACQUES DUBY **PIERRE VERNIER**
FREDERIC VOLTAIRE
de BERNARD DA COSTA
AU FOYER DES 19^{es}
ASSIETTES FOURMANDES
ET VINS CHOISIS
LOCATION 43.20.89.90

REPRISE
EN RAISON DU SUCCE
cabaret
LE MATIN : Bio-électeur.
On s'enfonce dans les bras.
L'UNION : Une réussite !
... l'unique magicienne
qui plait à l'école !
LA PHENICE OPERA
TEL. : 42.45.19.29

T
Daniel Mesguich

Reprise exceptionnelle
FOLIE ORDINAIRE D'UNE FILLE DE CHAM
DE JULIUS AMEDÉO LAOU
MISE EN SCENE : DANIEL MESGUICH
LORENZACCIO
D'ALFRED DE MUSSET. MISE EN SCENE : DANIEL MESGUICH
Jusqu'au 16 février

Interférences

La Ville contre-attaque

entre le musée et la mode

POINT DE VUE
18 FEVRIER
31 MARS 1986

INFORMATIONS « SERVICES » COMMUNICATION

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 1^{er} février
Nouveau Drouot, 14 heures : jouets, linge, fournares.

Dimanche 2 février
ILE-DE-FRANCE

Chartres, 14 heures : archéologie; 16 heures : livres, vases; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tapis d'Orient; Saint-Germain-en-Laye, 14 h : mobilier, objets d'art, tableaux anciens; Vernon, 14 h 30 : meubles, objets d'art; Versailles Cheval-Léger, 14 heures : tableaux modernes; 14 h 30 : tableaux, objets d'art, mobilier.

PLUS LOIN

Samedi 1^{er} février
Lyon-Tonkin, 14 h 30 : cartes postales, photographes et appareils photographiques anciens; Saumur, 14 h 30 : tableaux modernes, vaisselle, verreries, meubles.

Dimanche 2 février

Avignon, 14 heures : bijoux, monnaies, argenterie, mobilier, tableaux modernes; Beaune-sur-Mer (06), 14 h 30 : meubles, objets d'art, argenterie, tapis; Lyon-Tonkin, 14 h 30 : appareils photographiques anciens.

FOIRES ET SALONS

Enghien-les-Bains, Grenoble, Lézay (77), Party 2 et Proxima; Enghien-les-Bains (jusqu'au 3 février); Dragagean : 7 au

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Lektro » page 14

10 février : Arignon : 13 au 17 février; Paris (porte de Versailles) : Salon du vieux papier et des collections : 14 au 17 février; Boos (76) : 15/16 février; Bourges : 15/17 février; Buxy : 15/16 février; Nogent-sur-Marne : 21/24 février; Samois-sur-Seine (77) : 23 février.

Près de mille monnaies et médailles sont exposées samedi 1^{er} février de 11 heures à 18 heures au Drouot, où elles seront dispersées les 2 et 4 février par M. Tajan, assisté des experts Jean Vinchon, François Berthelot et Annette Guyonnet.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 31 janvier :

DES DÉCRETS

N° 86-137 du 31 janvier 1986 modifiant les décrets n° 80-711 du 25 juillet 1980 portant réorganisation du concours d'entrée à l'École normale supérieure et n° 80-712 du 25 juillet 1980 portant réorganisation du concours d'entrée à l'École normale supérieure de jeunes filles. N° 86-138 du 31 janvier 1986 relatif aux travaux d'utilité collective modifiant le décret n° 77-1000 du 27 mars 1979 fixant les montants des taux de rémunération et indemnités de stagiaires de formation professionnelle.

EN BREF

EXPOSITION

OCCASIONS. - La chambre syndicale nationale des distributeurs de caravanes et camping-cars (DICA) organise jusqu'au 3 février inclus dans les halls d'expositions de Paris-Le Bourget une exposition de caravanes de loisirs d'occasion. Les visiteurs pourront choisir parmi les plus belles caravanes exposées des caravanes, des remorques ou des bateaux. * DICA, M. Arnaud, 66, rue de Moisson, Paris. Tél. : 42-25-46-88. Prix d'entrée : 10 F, 5 F pour les militaires et les enfants. Tous les jours de 10 heures à 18 heures.

TROISIÈME AGE

LE TEMPS DES PROJETS. - La Fondation Notre Temps, créée en 1985 par le magazine du même nom, offre des bourses (300 000 F au total) pour aider des personnes du troisième âge à mener à bien un projet qui leur tient à cœur. Cette action peut avoir un caractère social, culturel, sportif, humanitaire... Les candi-

dates doivent envoyer, avant le 15 février à minuit, après l'avoir dûment remplie, la fiche de renseignements qu'ils trouveront dans le numéro de février du Monde Temps (en vente le 17 janvier). Ils recevront un dossier comprenant le règlement complet et un questionnaire. Un jury, composé de représentants de principaux organismes de retraite et de personnes âgées et du ministre des PTT, l'association Pastel (encadré), « Pastel », un service télématique pour le troisième âge centralisant les informations relatives ou susceptibles de leur intéresser dans les domaines les plus divers (juridique, administratif, médical ou de loisirs). Les renseignements - précisés en actualités - sont publiés en permanence sur Minitel pour les adhérents. Le leur suffit de composer le 36-15-91-77 et le sigle PAST.

* Pastel Org. rue Jean-Casimir, 64000 Pau. Tél. : (05) 59-62-06-08.

TOURISME ET GASTRONOMIE

BON APPÉTIT MESSEURS ! - Il y a cent ans que les cuisiniers, 350 plats environ disposés sur une table de 220 mètres de long, 100 crues au minimum, une mer-mine de 400 kilos (vide) de 3 mètres de diamètre et 1,50 mètre de hauteur pouvant contenir 2 000 portions de cassoulet, tel sera le « plus grand buffet du monde » que présentera, le 11 février, l'Association des gastronomes de méditerranée dans le cadre du Salon mondial du tourisme et des voyages, de 9 h à 16 février, de 10 h à 19 h, CNIT la Défense. Renseignements : Colette Martin. Tél. : 45-75-23-27.

* Salon mondial du tourisme et des voyages, de 9 h à 16 février, de 10 h à 19 h, CNIT la Défense. Renseignements : Colette Martin. Tél. : 45-75-23-27.

L'AUTRE JOURNAL devient N°1 19 février L'AUTRE HEBDO

LE MIP RADIO A CANNES

Le choc des jeunes managers de province

De notre envoyée spéciale

Cannes. - Fini de juger de la santé des radios locales privées à travers l'humeur d'une poignée de leaders en Ile-de-France. Fini d'opposer l'eldorado parisien au désert provincial. Qu'on se le dise après ce vingtième MIPDEM : l'innovation et le dynamisme de la radio locale en France sont aussi du côté de la province.

Dans les débats et séminaires du MIP radio, dans les rencontres professionnelles, ce sont les voix des régions qui se font entendre. Dans les allées de l'exposition, auprès des maisons de disques et dans leurs propres stands, ce sont une poignée de radios commerciales - les radios « associatives » étaient évidemment peu nombreuses - qui se font remarquer. Et même si l'impression générale tendait à faire penser qu'au bout de cinq années « les héros sont un peu fatigués », c'est encore en région que l'on a cru noter un bon reste de passion. Passion pour le travail et l'organisation de la profession - ce sont des radios de province qui ont redynamisé le mouvement SLRTI (Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes); ce sont les

mêmes qui ont créé à Cannes un premier label, afin de produire elles-mêmes les artistes qui leur plaisent. « Les notables des radios parisiennes considèrent souvent comme des paysans », déclarait Georges Polinsky, directeur de Radio-Nantes. « Grand bien leur fasse », ont répondu les plaines d'Ukraine que vient le lait.

Elles ne sont pourtant pas si nombreuses, les radios locales privées qui peuvent faire aujourd'hui d'une belle affaire. Pour une vingtaine d'entre elles, qui dégagent des bénéfices, combien de milliers d'autres en état de cessation de paiement! Les lois de la concurrence sont sauvages et difficiles, et la publicité très longue à arriver. Si une FM locale environ 30 % de l'audience en France, elle ne draine encore en effet que 14 % de l'investissement publicitaire radio. D'où la tendance à la concentration et le recours aux réseaux, propices aux économies de chaînes et plus faciles de fonctionnement aux yeux des investisseurs.

Mais, crieront quelques mécontents, les réseaux ne seront-ils pas interdits? Sans doute, la loi ne permettant pas à une même personne de contrôler plus de trois stations de

radio. Ils existent néanmoins, au nombre d'une dizaine sur le plan national, et affirment bien haut représenter l'avenir. « Les renouvellements prochains d'autorisations de radio nous donneront l'occasion de mettre de l'ordre dans tout cela », déclarait cependant M. Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, lors d'un débat.

L'ordre... Le mot a fait sourire. « Ne sommes-nous pas plutôt en pleine déregulation? », a demandé quelqu'un en évoquant la course au statut d'émetteurs, devenue irrésistible. L'audace des nouveaux pirates, riches et soutenus, qui n'hésitent plus à squatter les fréquences disponibles. « Cette situation est dangereuse », a déclaré M. Eric Hanville, directeur de RVS à Rouen. Nous sommes des entreprises qui veulent exercer mieux possible cette profession. Mais nous avons besoin d'un cadre juridique stable et de règles du jeu conven-

Tout les questions demeurent encore dans l'ombre que les médias aimeraient voir rapidement clarifier. Le rachat des stations? Le statut de l'entreprise? Le transfert du capital et de l'activité d'une association à une société? La fiscalité? Le régime du droit du travail? Les réseaux et l'utilisation du satellite? Plus de rigueur, une règle du jeu plus claire, ont demandé les responsables des stations.

M. Michèle Cotta, qui avait souhaité ce dialogue direct avec l'ensemble des radios, a paru sensible aux questions et aux suggestions de ces jeunes managers venus de France, Rennes, Rouen ou Lyon. Elle a proposé d'organiser des états généraux de la FM, pour aborder les problèmes juridiques, techniques en suspens. « A quelle date? », demandèrent les radios en sortant leurs carnets.

ANNICK COJAN.

La campagne électorale dans l'audiovisuel

Les chaînes de télévision et les stations de radio entrent elles aussi en campagne électorale. En marge de celle des partis, il y a leur propre bataille, une concurrence sans merci pour capter l'attention du public. Et la chasse à l'audience, déjà féroce en temps normal, tourne à l'obsession.

Le problème, c'est que les astuces pour présenter le débat politique sous un jour nouveau sont limitées. Les émissions politiques abondent toute l'année, et il s'agit de servir à un public blasé et déjà surinformé des plats encore plus riches et variés sans provoquer l'overdose. Or le genre est limité et on ne saurait multiplier à l'infini les trucs et les gadgets - chronomètres, sondages par Minitel, questions par téléphone, documents filmés - pour égarer les débats.

Et il faut reconnaître que, jusqu'à présent, les innovations sont rares et l'inspiration plutôt à sec. TF 1 a diffusé jeudi 30 janvier la première émission de sa nouvelle série « Paris de campagne ». L'émission, qui aura lieu jeudi à 20 h 35 jusqu'au 6 mars inclus, est un face-à-face, arbitré par Alain Denvers et Jean-Pierre Berthelot, de deux hommes politiques qui pourront, chacun, utiliser deux clips pour égarer leurs électeurs. TF 1 promet plusieurs directs dans différents lieux avec des interlocuteurs inattendus. Autre variation, enfin, un seul invité face à la rédaction de TF 1. L'invité dispose d'un clip de deux minutes et d'un minute pour interpellier leur interlocuteur politique. Avouons que le premier débat, entre MM. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, et Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, n'a guère apporté de surprises; les clips qu'ils ont réalisés étaient caricaturaux à l'extrême. Plus réussies en revanche étaient les interviews, en direct, d'un commissaire de police au forum des Halles et d'un magistrat au Palais de justice de Paris.

Pour les autres innovations, Antenne 2 organisera un grand débat (entre le 26 février et le

16 mars) avec des représentants des quatre principales tendances politiques, inaugurera à partir du 17 février un « Journal des élections » chaque soir pendant les informations de 20 heures, avec son propre présentateur, son « Jingle » et invitera les hommes politiques autres que les témoins à « Télématin ». FR 3, qui est moins politisée et qui, selon sa présidente, M. Jeanine Langlois-Claudon, « n'a pas l'obsession des élections », se consacre à l'élaboration de éditions spéciales de « Face à la 3 » les vendredis à 21 h 30.

Indigestion politique

Côté radio, France-Inter gèrera des invités chaque matin à 7 h 40 sur les thèmes de la campagne, accélérera la cadence de « Face au public » (deux par semaine), le soir, avec tous les leaders politiques et organisera, entre le 3 et le 11 mars, un débat avec les quatre principaux partis. Europe 1 lance dans la semaine « Journal des élections », tous les matins de 7 h 35 à 7 h 40, suivi d'une analyse politique d'Alain Duhamel. RTL ouvrira chaque matin à partir du 26 février, entre 8 heures et 8 h 30, « un dossier de campagne », à chaque région, d'une part, et un thème précis de la campagne, d'autre part. Le dernier sera l'objet d'un face-à-face entre deux hommes politiques, le soir du 18 h 30 à 19 h 15. La semaine précédente le scrutin, cinq « Grand Jury RTL-Le Monde » exceptionnels seront organisés aux côtés des principales formations politiques. RMC, enfin, lance à son tour un « Journal des élections » du 24 février au 14 mars. 8 heures, ainsi que des émissions régionales, sur les thèmes de la campagne, tous les matins de 18 h 50 à 19 h 30.

D'autre part, les émissions habituelles - « Paris France », « Droit de réponse » et « Sept sur sept » (TF 1), « L'heure de vérité » (A 2), « Vendredi » (FR 3), « Paris vrai », « Grands débats », et « Club de la presse » (Europe 1), « Forum » (RMC) s'intensifient pendant la campagne. Cette période verra également se multiplier les sondages d'opinion. Antenne 2 en a présenté un mercredi 29 janvier, réalisé avec le CNRS, l'INA, BVA et Bull, sur les préoccupations des Français (1), et le Monde, France-Inter et le Monde, France-Inter ont lancé trois sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Rhône et Paris).

La nuit du 16 mars, enfin, fait déjà l'objet de notes particulières. Il y aura des estimations de rigueur, dès 19 h 55, et on verra des collaborations entre les médias (A 2 et Paris-Match; FR 3 et Radio-France; l'Événement de Paris et le Parisien, etc.). Tout se met en place, et chaque chaîne cherche à exploiter au maximum ses atouts. FR 3, par exemple, se reposera sur son réseau régional pour apporter un « plus » sur la « France profonde ». Un casse-tête pour tous, cependant : éviter l'indigestion politique avant le jour J.

ALAIN WOODROW.

(1) Classement général des priorités de l'ensemble des Français : emploi (71 %), santé de la cité économique (72 %), protection sociale (68 %), formation (67 %), sécurité (66 %), libertés (62 %), pouvoir d'achat (59 %), France dans le monde (50 %), communication-informations (48 %), immigration (39 %), rassembler les Français (37 %), fiscalité (33 %), équilibre national/privé (27 %). Enquête, présentée par Antenne 2 et l'Événement du jeudi, réalisée du 1^{er} au 5 décembre 1985 auprès d'un échantillon de huit cent soixante-quatorze personnes.

Après la « 5 » et la « 6 »

L'AVENIR INCERTAIN DES TÉLÉVISIONS LOCALES

L'annonce de la concession accordée à un nouveau réseau national de télévision privée, la « 6 », à l'initiative de la gérance des stations locales, promises aussi par le président de la République en janvier 1985. La loi votée par le Parlement en décembre dernier autorise à penser le contraire. Mais l'existence de deux réseaux, multivilles, consommateurs de fréquences comme de ressources publicitaires, fait redouter le pire à certains candidats. L'un des pionniers, M. Jean-Louis Bessis, vient de déposer, lui aussi, un recours contre la « 5 », estimant que celle-ci cause un préjudice à son projet « Canal 5 ». L'avocat, qui a été membre, notamment, du Comité national de la communication audiovisuelle (CNCA), a demandé le 28 janvier de son assignation en référé contre l'ARF, après la saisie du tribunal de la station en juin 1985. M. Bessis avait alors été incalqué, mais avait bénéficié d'un non-lieu. D'autre part, le directeur de BMB Télévision Massif Central, à Clermont-Ferrand, a poursuivi pour violation sans autorisation (jugement au Tribunal jusqu'au 4 février).

Pour l'heure, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a enregistré quelques quatre cent cinquante demandes d'autorisation. Le Carrefour international de la communication (CIC) et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), exposés au CIC jusqu'au 3 mars les « maquettes » de cinquante-cinq d'entre eux, qui ont pu développer leurs idées « grandeur nature » grâce à des subventions (le Monde du 10 janvier).

La Haute Autorité ne peut guère accélérer le mouvement. Le travail d'élaboration de la Télédiffusion de France (TDF) ; il doit aboutir à une double carte des autorisations possibles (en fonction des demandes enregistrées) et des fréquences possibles, ville par ville. La Haute Autorité doit, d'autre part, attendre l'avis du CNCA sur la procédure suivie. Les « neuf sages » estiment qu'un mois et demi est nécessaire pour les recherches préliminaires, avant de pouvoir se prononcer sur des autorisations, après l'examen approfondi de chaque dossier et des premières réalisations. Il ne semble donc pas envisageable que des stations locales de télévision puissent être autorisées avant la fin du second trimestre.

D'ici là, le mouvement politique aura peut-être changé, la Haute Autorité elle-même pouvant être remise en question, ainsi qu'une partie du paysage audiovisuel, déjà très mouvant, l'opposition revient aux affaires.

Chez Citroën du 30 janvier au 10 février 1986.

Reprise sauvage

5000 F

au moins

pour tout achat d'une voiture neuve disponible sur stocks.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën* vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous! C'est maintenant qu'il faut en profiter! Du 30 janvier au 10 février 1986.

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.

*Réseau France Métropolitaine.

CITROËN TOTAL

VINES

gers de province

[illegible][illegible]

ANNICK COLEMAN

Après la « 5 » et la « 6 »

L'AVENIR INCERTAIN

DES TÉLÉVISIONS LOCALES

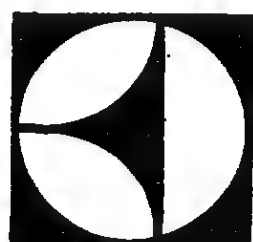
L'association des femmes de la paroisse de Saint-Jacques, sous le patronage de la paroisse, a l'honneur d'annoncer que, le dimanche 24 septembre 1900, à 10 heures, elle donnera un concert de charité, au profit de la construction d'une école pour les enfants de la paroisse. Le concert sera donné par les dames de la paroisse, sous la direction de M. le curé. Les billets sont en vente chez M. le curé, à la sacristie, et chez M. le trésorier, à la paroisse. Les billets sont de 1 franc, 50 centimes et 25 centimes. Les dames de la paroisse sont priées d'assister au concert. Les dames de la paroisse sont priées d'assister au concert.

1. What is the purpose of the
document?
 2. What is the name of the
document?
 3. What is the date of the
document?
 4. What is the name of the
document?
 5. What is the date of the
document?
 6. What is the name of the
document?
 7. What is the date of the
document?
 8. What is the name of the
document?
 9. What is the date of the
document?
 10. What is the name of the
document?

Das Hauptanliegen der Partei ist die Förderung der Wirtschaft und die Verbesserung der Lebensbedingungen der Bevölkerung. Die Partei ist für die Einführung der Sozialversicherung und die Verbesserung der Arbeitsbedingungen. Die Partei ist für die Einführung der Sozialversicherung und die Verbesserung der Arbeitsbedingungen. Die Partei ist für die Einführung der Sozialversicherung und die Verbesserung der Arbeitsbedingungen.

1. Project Name
 2. Project Number
 3. Project Location
 4. Project Start Date
 5. Project End Date
 6. Project Manager
 7. Project Sponsor
 8. Project Stakeholders
 9. Project Objectives
 10. Project Scope
 11. Project Budget
 12. Project Risks
 13. Project Issues
 14. Project Status
 15. Project History
 16. Project Documentation
 17. Project Communication
 18. Project Reporting
 19. Project Evaluation
 20. Project Conclusion

Le 31 janvier 1986 s'ouvre à Villepinte le Salon des Arts Ménagers 1986.



**60 % des fours à micro-ondes
vendus en Europe sont japonais.
Pendant ce temps-là
que fait l'Europe ?**

Pendant ce temps-là, l'Europe continue de ronronner en ordre dispersé. En France s'ouvre un salon des Arts Ménagers de plus. C'est bien mais ce n'est pas une réponse suffisante à toutes les questions qui se posent. Le salon des Arts Ménagers est utile pour que les professionnels puissent se rencontrer, échanger et présenter leurs produits et leurs innovations mais il peut être aussi l'occasion d'une réflexion prospective salutaire.

... Par exemple, comment répondre à l'offensive des japonais qui se dessine dans l'électroménager avec le four à micro-ondes pour cheval de Troie. Et d'abord comment en est-on arrivé là ? Que préparent méthodiquement nos confrères de l'Empire du Soleil levant ? Nous assistons semble-t-il, à l'application d'une stratégie qui ressemble étrangement à celle qui a si bien réussi à l'industrie japonaise de la montre, de l'automobile, de la photo, de l'électronique... la liste n'est pas exhaustive...

Résumons cette stratégie. Une très forte concentration des industries (c'est déjà très avancé dans le domaine de l'électroménager au Japon), une productivité s'appuyant sur un consensus national de l'entreprise sans équivalent, une discipline et des horaires de travail qu'aucun pays dans le monde ne pourrait accepter. C'est une véritable mobilisation au service d'un esprit unanime de conquête du monde.

Premier acte de cette stratégie, conquête du marché intérieur, 120 millions d'habitants, conquête facilitée par un farouche protectionnisme contre les produits étrangers.

Second acte, conquête d'un marché commun implicite "Les Fils du Dragon" Corée du Sud, Taïwan, Sud Est Asiatique, marché de 300 millions d'habitants.

Troisième acte, conquête des marchés riches, les USA et l'Europe, en commençant en général pour cette dernière par le marché le plus perméable, ■ Grande Bretagne. Cette offensive est menée au début par un petit nombre de produits très performants soigneusement choisis, servant d'avant-garde ■ des gammes complètes de produits qui attendent l'heure de la deuxième vague d'assaut.

C'est exactement le scénario que nous sommes en train de vivre avec le four à micro-ondes comme éclairer de point.

Heureusement l'Europe ■ de bonnes cartes à jouer si elle en prend conscience. Il y ■ en Europe de grands groupes, parmi les premiers du monde, capables de résister victorieusement ■ cette menace et notamment Electrolux, groupe auquel je suis fier d'appartenir ? Electrolux qui est devenu le 1^{er} groupe mondial d'électroménager prouve que l'Europe peut réussir quand elle le veut.

Amis Européens de l'électroménager, aujourd'hui où tous les coups sont permis il y a mieux à faire qu'une guerre anarchique qui ne profite qu'à nos adversaires. Il est encore temps de regarder les réalités, de comprendre que le marché a définitivement pris une dimension mondiale ■ d'accepter les évolutions qui nous permettront de le conquérir et de conserver à l'Europe son leadership.

Pardonnez-moi d'avoir introduit une note d'inquiétude à l'ouverture de ce salon, tout le monde l'a compris je l'espère, c'était pour la bonne cause.

Bon salon des Arts Ménagers.

Yves PEIROTES

Directeur Général Electrolux* Produits Blancs

***1^{er} fabricant mondial d'électroménager**

économie

REPÈRES

Dollar : la baisse reprend, 7,31 F

Sur des marchés des changes toujours actifs, la baisse du dollar a repris vis-à-vis de toutes les monnaies, notamment à Tokyo, où le « billet vert » a encore baissé à moins de 182 yens, contre 193 yens précédemment. A Francfort, la devise américaine est retombée de 2,39 DM à 2,3750 DM, avant de remonter un peu à 2,3825 DM. A Paris, le dollar a commencé par fléchir, de 7,34 F à 7,28 F, pour se raffermir un peu à 7,31 F. On a noté une forte tension sur les taux de l'eurofranc (traité hors de France), avec des pointes à 18 %, signe que la spéculation commence à jouer un réajustement du SME dans le prochain mois.

Commerce extérieur : déficit record aux Etats-Unis

Le déficit record du commerce extérieur américain en décembre, 17,4 milliards de dollars, risque de raviver encore les pressions protectionnistes du Congrès. Ce déficit mensuel porte à 148,5 milliards de dollars le solde négatif pour l'ensemble de 1985, une dégradation de 20,4 % par rapport à 1984. Le Japon apparaît, une fois de plus, comme le principal facteur de troubles commerciaux, les Etats-Unis ayant accumulé avec lui un déficit de 49,7 milliards de dollars l'an dernier - le tiers du déséquilibre global - contre 37 milliards en 1984. Avec l'Europe de l'Ouest, le solde négatif a atteint 27,4 milliards et 22,2 milliards avec le Canada. Au total, les importations ont progressé de 6 % en 1985, alors que les exportations ont baissé de 2,2 %. Un revers très partiellement compensé par l'annonce d'une progression de 0,9 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques en décembre dernier. Cette progression est la plus forte depuis janvier 1985 et intervient après une hausse de 0,1 % en octobre et 0,2 % en novembre.

Marine marchande : le « naufrage »

Le tonnage de la flotte française a baissé de 32 % en 1985. Au 1^{er} janvier, elle ne comptait plus que deux cent quatre-vingt-quatre navires, contre deux cent quatre-vingt-neuf au début de 1985. A cela il faut ajouter treize navires désarmés, soit un tonnage près de 20 % du total de la flotte. En comparaison, les armateurs n'avaient que six bateaux en construction (en octobre dernier). La flotte française est aujourd'hui tombée à son niveau de la fin des années 60, a souligné M. Patrick Gautret, délégué général du Comité des armateurs.

AGRICULTURE

Buenos-Aires et Moscou renouvellent leur accord céréaliier pour cinq ans

L'Argentine et l'Union soviétique ont renouvelé l'accord quinquennal sur l'achat par Moscou de 4,5 millions de tonnes de céréales par an. Cet accord porte sur la période 1986-1990. En contrepartie, il a été convenu que l'Union soviétique fournira à l'Argentine des machines-outils et des équipements pour une valeur de 500 millions de dollars, afin de

réduire le déficit enregistré par Moscou dans ses échanges avec Buenos-Aires. Selon l'agence Tass, l'URSS souhaite participer à des projets économiques communs avec l'Argentine pour la construction de machines et de matériels agricoles et ferroviaires.

Le développement des ventes de céréales argentine a été suscité par l'embargo partiel imposé fin 1979 par l'administration Carter. L'Union soviétique, premier acheteur mondial, a alors diversifié ses sources d'approvisionnement. Les exportations argentine à destination de l'URSS ont été multipliées par huit entre les campagnes 1978-1979 et 1980-1981. Un premier accord quinquennal avait été signé dès 1981 pour régulariser ce courant commercial. L'ensemble des grands exportateurs céréaliers disposent d'un accès commercial à moyen terme, sauf la CEE. En France, les professionnels comme les pouvoirs publics estiment que de tels accords seraient nécessaires pour affirmer la vocation exportatrice de la Communauté.

La vente de beurre concentré dans la CEE

AU PIED D'UNE MONTAGNE. En six semaines, 10 000 tonnes de beurre ont été vendues, dont 1 000 tonnes en France, a indiqué, le 30 janvier, la Commission européenne. La vente de ce beurre, vieux de plus de dix-huit mois, qui a perdu une partie de son eau, entre dans un programme de réduction des excédents. La Commission espère qu'en 1986, 40 000 tonnes pourraient être vendues, pour un coût total de 100 millions d'ECU (1 ECU = 6,65 F) dont deux tiers sont financés par la taxe de coresponsabilité payée par les éleveurs.

Les consommateurs, qui peuvent acheter ce beurre à un prix réduit de 50 % par rapport au prix du beurre frais, l'utilisent pour la pâtisserie, et la cuisine.

En plus de ce programme, la Commission envisage de distribuer du lait dans les écoles (coût : 75 millions d'ECU) et d'encourager la consommation de matières grasses butyriques dans la pâtisserie, la boulangerie et les crèmes glacées (coût 175 millions d'ECU).

Ces efforts paraissent faibles au regard de l'ampleur du stock de beurre dans la Communauté estimée à 1,2 million de tonnes. Pour l'ensemble des produits en surplus, la Commission estime la valeur du stock à 10,5 milliards d'ECU. Le coût du stockage et du déstockage est, pour sa part, estimé à 4,4 milliards d'ECU, soit le quart du budget agricole communautaire.

• Eurodisneyland : protestation des agriculteurs. - Les syndicats agricoles de Lagny-sur-Marne et de Crécy-la-Chapelle (Seine-et-Marne) protestent contre le projet de construction d'Eurodisneyland (parc d'attraction) sur le site de Marne-la-Vallée. Les agriculteurs font valoir qu'ils sont installés sur les terres les plus fertiles de France.

ÉTRANGER

Chômage record en Grande-Bretagne

Nouveau record absolu pour le chômage en Grande-Bretagne sur sept semaines consécutives. La détérioration du marché de l'emploi porte à 3,4 millions le nombre des chômeurs au 1^{er} janvier, soit 14,1 % de la population active. Un pourcentage qui, après élimination des facteurs saisonniers, reste sans précédent à 13,2 %.

Un résultat particulièrement décevant, le ministre de l'emploi, Lord Young, l'a reconnu le 30 janvier. Le gouvernement avait cru déceler l'automne des signes d'amélioration, contredits désormais par les statistiques de deux mois successifs.

Déjà affaibli politiquement par l'affaire Westland, entraîné dans les remous économiques

monétaires des grandes manœuvres de la baisse des cours du pétrole, l'équipe au pouvoir a peu d'espoirs de voir se retourner la situation de l'emploi, qui lui est vivement reprochée par l'opposition. Le dernier sondage de la Confédération de l'industrie britannique fait apparaître une baisse en volume des commandes dans l'industrie, qui s'estime, en outre, menacée par des taux d'intérêt très élevés.

Quant aux experts de l'OCDE, leur analyse de la situation du marché du travail en Grande-Bretagne n'est guère optimiste. Même s'ils s'excitent pas une baisse de 0,5 % du taux du chômage au cours des dix-huit mois à venir.

L'OCDE engage M^{re} Thatcher à prendre de nouvelles mesures pour l'emploi

Tout en reconnaissant le caractère satisfaisant - à maints égards - des résultats économiques britanniques, les auteurs du dernier rapport de l'OCDE sur la Grande-Bretagne soulignent la vulnérabilité. En termes statistiques, la situation paraît en effet encourageante : le tassement de l'activité, prévisible en 1986, s'assure après trois années de croissance tendancielle de 3 %, l'inflation, portée à 11 % en 1985 par les premières mesures monétaristes, a été ramenée à 5 % et pourrait même revenir à 4,5 % d'ici la fin de l'année. Les bénéfices des entreprises sont repartis en flèche, assurant une bonne reprise des investissements, et la vive progression des rentrées « invisibles » (dividendes, services, tourisme) devrait, en 1986, comme l'an dernier, largement compenser la dégradation du commerce extérieur pour assurer un excédent de 3,5 milliards de livres de la balance des paiements courants. Le revers de la médaille existe pourtant.

Le chômage en est l'élément le plus préoccupant.

Reprenant sans nommer M^{re} Margaret Thatcher l'analyse que le premier ministre n'a cessé de faire depuis son arrivée au pouvoir, selon laquelle la montée du chômage, en modérant la progression des salaires, doit aboutir à une amélioration du marché de l'emploi, les auteurs du rapport concluent qu'en Grande-Bretagne « une offre n'a pas été jouée ». L'affaiblissement du mouvement ouvrier n'a pas empêché un dérapage des salaires, la hausse de 7 à 8 % en rythme annuel dépassant largement l'inflation. Des relèvements souvent justifiés par une meilleure productivité, mais qui ont joué en faveur de réductions d'effectifs dans des entreprises sous-équipées. Ils ont maintenu les marges bénéficiaires. Un phénomène qui explique que les 250 000 emplois créés entre la fin 1984 et la fin 1985 l'ont essentiellement été dans les services.

Dans l'industrie, la progression a été limitée au développement du travail à temps partiel des femmes. Ramenés en données à temps complet, les effectifs pour-

raient même avoir diminué l'an dernier. L'arrivée de 400 000 personnes sur le marché du travail a fait le reste. En un an, il y a eu 1,1 million de nouveaux chômeurs, contre quelque 1,3 million de Britanniques sont employés depuis plus de dix ans.

Gonflement des salaires, manque de flexibilité, insuffisance de la part des partenaires sociaux, les raisons de ce revers sont multiples. L'OCDE engage malgré tout la Grande-Bretagne à prendre de nouvelles mesures en faveur des chômeurs de longue durée ou des régions les plus durement touchées. D'autant qu'une part essentielle des ressources du pays, celles de la mer du Nord, sont appelées à plafonner avant longtemps, alors même que la production industrielle, en dépit d'un net redressement, demeure inférieure à la mi-1985, de 6 % à son niveau moyen de 1979, date de l'arrivée des chômeurs au chômage.

F. Cr.

CONJONCTURE

UN TOUR D'HORIZON DE M. BARRE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Fragiles équilibres

M. Barre s'inquiète des conséquences d'une baisse brutale des prix pétroliers. « Nous vivons une période d'assainissement, mais l'incertitude reste grande car tous les déséquilibres ne sont pas surmontés », a-t-il déclaré, le 30 janvier, au cours de la Journée de prévisions organisée par GAMA (1) sur le thème : « L'économie française en 1986-1988 : quelles perspectives, quelles politiques. »

Cette année, la conjoncture américaine restera dominée par les déficits du budget et du commerce extérieur, a déclaré l'ancien premier ministre, qui a ajouté : « Le dollar baisse, mais le vent peut tourner. »

Nous devons, a poursuivi en substance M. Barre, nous interroger sur les retombées d'une baisse brutale des prix du pétrole. Bien des questions se posent, a déclaré l'ancien premier ministre, et notamment celle-ci : quelle sera la situation des pays producteurs de pétrole très endettés, comme le Mexique, le Nigeria, l'Indonésie, et quelles seront les conséquences sur le système bancaire américain ? Quelles seront aussi les conséquences d'une forte baisse des prix pétroliers sur

des politiques énergétiques qui, un peu partout, commencent à porter leurs fruits ?

Évoquant ensuite les perspectives de l'économie française et les politiques qui pourraient être menées, M. Barre a dit qu'il avait rejoint des progrès accomplis depuis 1981. « Mais des problèmes demeurent », a-t-il ajouté. Le premier tient en fait à un peu artificiel de la situation présente : la baisse du dollar, le blocage des prix, la non-augmentation des investissements publics, minorent le taux d'inflation.

Deuxième problème : l'évolution des finances publiques. Les dépenses et les recettes budgétaires sont en hausse reconstruite. Le déficit de l'Etat, par le besoin de financement qu'il crée, évince les entreprises privées du marché obligataire. De plus, il maintient des taux d'intérêt élevés, a souligné M. Barre, qui a rappelé que l'Etat venait d'emprunter 32 milliards de francs. Les déficits locaux posent des problèmes de financement analogues au cours des prochaines années. Il pourrait y avoir, selon l'ancien premier ministre, une dou-

ble crise financière : un niveau central et au niveau local, du fait de la décentralisation, dont on mesure encore mal les conséquences.

Le dérapage de la masse monétaire

Le déficit du solde positif de la balance commerciale en matière de produits manufacturés est une troisième cause d'inquiétude : « Fondamentalement, a déclaré l'ancien premier ministre, nous avons besoin d'un solde positif de 10 milliards de francs chaque année en moyenne. Or le moyen mensuel n'a été que 17 milliards de francs sur l'ensemble de 1985, et même 11 à 6 milliards de francs sur le second semestre.

L'investissement est le quatrième motif d'inquiétude de M. Barre, qui a souligné que, depuis 1970, la formation de capital est insuffisante, mis à part quelques périodes de reprise : 1976, fin 1978, au début de 1980, la période actuelle. « Les charges pesant sur les entreprises doivent être à la fois moins stabi-

M. WILLIAM DRAPER QUITTE L'EXIMBANK POUR LE PNUD

M. William Draper a annoncé, le 30 janvier, sa démission de la banque d'import-export américaine (Eximbank) qu'il présidait depuis le 13 juillet 1981. Appelé à devenir administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), M. Draper s'est montré confiant en la possibilité d'un accord permettant avant longtemps de mettre un terme à la polémique sur les crédits mixtes au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Il estime que la France se retrouvera isolée face à ses partenaires européens et surtout japonais, et que la part de l'aide incluse dans les crédits mixtes sera, comme le souhaitent les Etats-Unis, accrue.

Sous la présidence de M. Draper, l'Eximbank a été devenue le fer de lance de l'offensive par le président Ronald Reagan contre les pratiques commerciales jugées « déloyales » des concurrents des sociétés américaines et a utilisé, avant même que le projet ne soit entériné par le Congrès, une part du « trésor de guerre » de 300 millions de dollars pour subventionner certains contrats américains à l'étranger.

• Japon : 2,1 % d'inflation. - Les prix à la consommation ont progressé de 2,1 % en 1985, l'un des taux d'inflation les plus bas du dernier quart de siècle. L'Agence de gestion et de coordination, qui annonce officiellement ses résultats, précise qu'il a été notamment dû aux bas prix du fuel domestique, de l'essence et autres produits pétroliers et à une progression limitée à 1,7 % l'an dernier des prix des produits alimentaires.

A. V.

TRANSPORTS

LA COMMISSION EUROPÉENNE VEUT ACCROÎTRE LA CONCURRENCE DANS LE TRANSPORT AÉRIEN

La Commission européenne est décidée à poursuivre les Etats de la CEE qui entraveraient les règles de la concurrence, en matière de transport aérien à l'intérieur de la Communauté. Elle a même déjà ouvert une enquête sur les pratiques et les méthodes utilisées par certains Etats membres pour réglementer les tarifs, a déclaré, le 30 janvier, M. Peter Sutherland, membre de la Commission chargée de la concurrence.

M. Sutherland a rejeté les contre-propositions de l'association des compagnies aériennes européennes désireuses de préserver la réglementation actuelle, car, a-t-il dit, « la Commission ne peut accorder des exemptions à la pleine application des règles de concurrence que s'il existe suffisamment de liberté dans le système des capacités et des tarifs ». C'est-à-dire que chaque transporteur devrait pouvoir fixer le nombre des sièges offerts et les prix pratiqués en fonction de son appréciation du marché.

M. Sutherland a conclu : « La Commission est déterminée à faire aboutir ses projets de libéralisation (...). La mise en œuvre de ses plans s'accélérera au cours des mois à venir. »

Comment gérer pour que vos investissements ne deviennent pas des châteaux de cartes ?

A quoi sert de gagner un million sur vos placements si vous en perdez deux, faute d'une gestion sur mesure ?
Savez-vous que c'est avant l'introduction en Bourse qu'il faut faire donation de vos titres ? Après, il sera trop tard.
Êtes-vous sûr de connaître le moment idéal pour monter votre société familiale ? Doit-elle être civile, anonyme, SARL ?
Pour valoriser votre patrimoine, il vous faut une stratégie.

Et du temps. Or, c'est à votre vie professionnelle que vous créez votre matière grise.
Votre fortune ne mérite-t-elle pas aussi les meilleurs spécialistes ? Pour vous, Paribas a investi en matière grise.
Des équipes d'experts prennent en charge chaque type de problème. Ils sauront trouver la solution adaptée à votre problème.
Paribas Conseil en Patrimoine : une gestion à la mesure de vos exigences.

PARIBAS
Tél. : 42 98 02 38



PARIBAS, CONSEIL EN PATRIMOINE

Le Monde

APRÈS AVOIR ENLEVÉ LA CAPITALE

Les guérilleros ougandais partent à la conquête du nord

Cinq jours après avoir pris Kampala, M. Yoweri Museveni, nouveau chef de l'État ougandais, a commencé à former un nouveau gouvernement, jeudi 30 janvier. Il s'est attribué le portefeuille de la Défense et a nommé premier ministre le responsable des relations extérieures de la NRA, le mouvement de guérilla qu'il commandait, M. Samson Kiwekwa. Le président déchu, M. Tito Okello, est arrivé mercredi à Juba, dans le sud du Soudan, où il compte regrouper ses forces, a annoncé l'agence soudanaise de presse.

De notre envoyé spécial

Kampala. — « Nous ne sommes plus de vous ici », leur ont-ils dit. Les voisins sur un ton qui ne souffrait pas la réplique. Originaux du nord du pays, quelque quatre cents Acholi et Langi, installés pour certains depuis des lustres dans différents quartiers de Kampala, ont dû déguerpir sur-le-champ. « Ils ont tué à coup de panga (machette) ceux qui refusaient de partir », raconte l'un d'eux. A la faveur de l'arrivée au pouvoir de M. Yoweri Museveni, un sudiste comme eux, des habitants de la capitale se sont crus autorisés à frapper d'interdit ceux qui avaient le tort d'appartenir à l'éthnie des vaincus.

Six mois après être descendus du Nord pour prendre Kampala, des unités de l'ancienne armée gouvernementale y remontent dans la précipitation avec, à leurs talons, les guérilleros de la NRA, aujourd'hui maîtres de la capitale. Personne ne se sentait en sécurité dans cette courtoisie.

Conquérir le Nord prendra du temps. Convoient beaucoup de temps. Pour gagner la partie, la NRA compte exploiter les divisions de ses adversaires et la lassitude de la population exposée à leurs méfaits. Livrés à eux-mêmes, sans grand monde à qui obéir, psychologiquement et physiquement épuisés, ces soldats ont à faire face à des guérilleros au moral d'acier. Jusqu'à maintenant, M. Museveni et les siens ont tenu leurs positions avant d'en gagner d'autres.

La prise de Kampala ne fut pas

Le numéro du « Monde » daté 31 janvier 1986 a été tiré à 479 267 exemplaires

LIBRAIRIE DU NOUVEAU HORNAI
DU LUNDI AU SAMEDI
10 H - 18 H
295 RUE ST-JACQUES
75005 PARIS - TEL. 46.34.79.09

CHASSE A L'ARC
Jean-Max Lecaillon
Jean-Pierre Menu
EN VENTE AU PHOTOCENTRE ET AU GERFAUT CLUB
10, QUAI DES GRANDS AUGUSTINS - 75008 PARIS
TEL. 47.32.00.00

LATREILLE
Promotion Avant-Saison
Mesure Industrielle
jusqu'au 22 février
2.250 F
Costumes pure laine peignée
Fabrication traditionnelle
62 rue St-André-des-Arts 6
Tel. 43.29.44.10
ATTENTION: NOS MAGASINS

A B C D E F G

ainsi facile que d'aucuns le prétendent. Si la ville a peu souffert des combats, les victimes civiles et militaires se comptent par centaines: de deux cents à trois cents morts, au moins cinq cents blessés. La NRA avait, sur son adversaire mieux équipé qu'elle, une supériorité numérique. « Ce fut une guerre populaire », souligne un témoin. Toutes sortes de gens, des femmes et des enfants notamment, se rangèrent aux côtés de la guérilla pour l'assaut final. On vit même une mère de famille manier un fusil, ses deux jumeaux accrochés dans son dos! Les multiples abus des soldats gouvernementaux leur avaient aliéné la capitale. Les « hommes » de M. Museveni, dont des gamins de treize à quinze ans, d'années, à peine étonnés de se trouver là, se présentèrent en « libérateurs » aux habitants qui leur firent fête.

L'indépendance de la victoire: les difficultés commencent. Certes, Kampala a retrouvé son calme, sans qu'il soit nécessaire d'y imposer un couvre-feu. Mais il a fallu frapper fort pour empêcher les « mauvais éléments » de tirer profit de la situation: plusieurs pillards pris en flagrant délit auraient été sommairement exécutés. Les nouvelles autorités ont même invité la population à réparer les troubles-fête et à les leur livrer. La NRA a, entre autres, huit mille « prisonniers » sur le seul desquels elle devra rapidement statuer. Comment y prendra-t-elle pour séparer le bon grain de l'ivraie?

Le pouvoir qu'elle a conquis au bout du fusil, la NRA voudra-t-elle le partager avec les professionnels de la politique? Plusieurs postes ministériels leur ont été offerts. Probablement un peu à contre-cœur, car le nouveau chef de l'État ne les tient guère en estime. Ne reproche-t-il pas aux partis de n'avoir aucune base populaire, de

ne s'intéresser qu'aux élités et de ne servir que des intérêts particuliers? Pour le moment, la sagesse oblige à « faire avec ».

« Les moins sanglantes »

Du côté du Parti démocratique (PD), la principale formation de l'opposition de l'époque de M. Milton Obote, on assure qu'il n'y a pas « de divergences fondamentales » avec les nouveaux venus. Il la réserve près que « certains points méritent d'être clarifiés ». La NRA est-elle en faveur du multipartisme, que signifie pour elle le mot démocratique, quand entend-elle organiser des élections?

Chacun cherche à lire dans les pensées du « bandit » devenu chef de l'État. A quoi donc ressemble cet homme insaisissable? Parce qu'il a participé à la lutte pour l'indépendance du Mozambique aux côtés du FRELIMO, d'aucuns le traitent bêtivement de « communiste ». D'autres, il rappelle le Castro des débuts, celui des années 1959-1960.

Lors de sa dernière causerie officielle devant le corps diplomatique, M. Museveni a agité beaucoup d'idées. Il a parlé d'économie, en insistant sur la nécessité de produire sur place ce qui pourrait l'être. Il a évoqué les droits de l'homme, en soulignant le fait que l'oppression n'est pas un problème de couleur, qu'il y a aussi des noirs qui oppriment les noirs. Le nouveau chef de l'État a constaté que les Ougandais forment un peuple « hautement politisé », qu'il a depuis l'indépendance, n'a été malheureusement gouverné par des « primitifs », comme Milton Obote, Idi Amin Dada et Tito Okello. « Ces primitifs qui avaient les mains couvertes de sang, a-t-il rappelé au corps diplomatique, vous les appelez « Excellence ».

JACQUES DE BARRIN.

FAUX TABLEAUX AUX ENCHÈRES

Les comptes fantastiques d'Orsini

Une vente aux enchères rapidement préparée conclut, jeudi 30 janvier, au Crédit municipal de Paris, une vieille affaire de faux tableaux.

C'était des faux et, cette fois, c'était dit: une vingtaine de toiles de primitifs italiens, de Canaletto, de Botticelli, qu'un jour de 1971 un certain prince Orsini était venu mettre au clo. Fort de certificats d'authenticité, il en obtenait 2,5 millions de francs. Puis le prince, charmant comme tout le monde l'avait noté, s'évapora dans la nature. Le temps passa. Deux ans après, on était sans nouvelles du prince. On commença à douter de l'authenticité des œuvres, on rechercha le prince et ne le trouva point. On décrocha les tableaux. De nouvelles expertises furent faites: c'était des faux réalisés au milieu du dix-neuvième siècle, non sans talent. L'affaire, qui mettait en cause experts et commissaires-priseurs, fut étouffée et se tassa. Et c'est dans le Non qu'est à l'origine des faux tableaux que la vente est liée.

Animation inhabituelle rue des Francs-Bourgeois à Paris jeudi 30 janvier. Une petite foule très chic se bouscule au Mont-de-Piété, au « clo », ou plutôt au Crédit municipal à la capitale. Mais pas de panique! Ce beau monde ne s'en va pas à quelconque bien après un quelconque revers de fortune.

Tous longent vers une porte au coin de la cour, celle qui permet l'accès à la salle des ventes. Ce jeudi est un grand jour: on a mis les petits plats dans les grands. Les commissaires-priseurs ont fait éditer un catalogue sur papier glacé, une œuvre quadrichromique, avec que les tableaux ont droit à l'ordinaire à un ou plusieurs feuillets renforcés.

En fait de ce catalogue, une accroche accrocheuse: « Vente de tableaux de la collection des primitifs italiens et des peintres vénitiens ». Pour le pékin, les beaux tableaux, ces « pastiches » des maîtres italiens du dix-neuvième siècle, la promesse de bonnes affaires.

Pour le professionnel, il s'agit plutôt de voir enfin cette série de vingt et une toiles, petits et moyens formats, gagées au Crédit municipal par un héros d'imagination, le prince Orsini, pour la somme de 2,5 millions de francs (1971). Et d'assister au labeur d'un commissaire-priseur qui aura pour mission de tirer le maximum d'argent de ces toiles acquises à prix d'or.

Après s'être débarrassés d'une série de faux objets d'art, de manuscrits, de bijoux, de livres, on en finit aux choses sérieuses: « Numéro 1 du catalogue, Madonna aux gros yeux, mise à prix 3 000 francs ». Il s'agit d'une petite peinture sur bois et fond or. La salle murmure sa satisfaction: le commissaire-priseur ne met pas la barre trop haut. L'adjudication a lieu à 4 800 F. Ce chapitre des « à la manière des primitifs », un tableau oblong sur bois atteindra la somme de 12 000 F.

Un peu plus tard, on en vient aux pastiches des peintres vénitiens. « Premier tableau, Venise du Rialto, mise à prix 8 000 F. » L'exception

dans le public. Bien qu'un peu humilié de mener cette vente, le Crédit municipal n'a pas décidé de brader ses vrais faux. Personne ne couvrira la vente de 24 000 F de l'ultime acquiescement.

La vente se déroule sans véritable passion et le personnel, fort habile, a beau scruter le regard du client potentiel, rien n'y fait. Les prix ne s'envolent pas. La toile de couverture du catalogue, superbe Pastiche de Marco, mise à prix 15 000 F, sera vendue 49 000 F, un prix finalement raisonnable pour une œuvre de belle qualité.

An bout du compte, et hors taxe, le produit de ces ventes s'élève à 319 500 F. Le public est un peu resté sur sa faim, espérant que l'épilogue de cette douloureuse affaire serait plus spectaculaire. Au Crédit municipal, on choisit le registre de la dignité et de la discrétion. Impossible d'obtenir le moindre commentaire. Tous gagent que, bien vite, cette affaire sera oubliée. Mais les faux tableaux et s'élève à une perte d'environ 7 millions de francs.

Préservez votre dos fragile avec **Pirelax** de **STRELLI** sommier articulé à lames de bois soutient bien la COLONNE VERTEBRALE. **DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN** 37, Avenue de la République 75011 PARIS TEL. 43-67-46-35 Metro: PARMENTIER

Pour votre **DEMENAGEMENT** **ODOUL** AGENT DE **demeco** 16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

PARIS ET LONDRES ONT DES POINTS DE VUE « SIMILAIRES » SUR LE PLAN GORBATCHEV DE DÉSARMEMENT

Au cours d'une brève visite à Londres, jeudi 30 janvier, le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, a félicité « la volonté des Britanniques de se faire plus entendre » le contexte européen », à l'issue d'entretiens avec son homologue, Sir Geoffrey Howe.

Les deux ministres ont notamment examiné les positions de leurs deux gouvernements face aux dernières propositions soviétiques en matière d'armement. Le Foreign Office a souligné la « similitude de vues » des deux pays à ce sujet. M. Dumas ajoutant que « la France et la Grande-Bretagne attachent une grande importance à la dimension conventionnelle et chimique du désarmement en Europe ».

A propos des armements conventionnels, précisément, les pays de l'OTAN ont remis jeudi à Vienne, lors de la reprise des négociations sur la réduction des forces classiques en Europe centrale (MBFR), un document détaillé sur les mesures de vérification concernant un éventuel accord entre les deux alliances militaires.

Ce texte complété la proposition de l'OTAN de 5 divisions blindées sur une réduction de cinq mille soldats américains et de onze mille cinq cents soldats soviétiques en Europe centrale dans un délai d'un an suivant la signature d'un accord à Vienne.

Le porte-parole de la délégation soviétique aux MBFR a souligné le caractère « positif » de la proposition de l'OTAN, qui reprend le schéma de celui du pacte de Varsovie du 14 février 1985, mais a qualifié d'« exagérées » les mesures de vérification par les Occidentaux. — (AFP).

M. CHARLES FITTERMAN
invité du « Grand Jury
RTL - le Monde »
M. Charles Fitterman, ancien ministre des transports du gouvernement Mauroy, membre du bureau politique du Parti communiste et secrétaire du comité central chargé de la propagande, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde » du 2 février, de 18 h à 19 h 30.
M. Fitterman, qui combine la liste de Parti communiste dans le département du Rhône, répondra aux questions d'élus, de journalistes et d'élus de l'émission de M. Charles Fitterman et de Dominique Perquin et Gilles Leclerc de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balodé.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (101,2 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (102,1 MHz)

VENDREDI 31 JANVIER
André Fontaine
Directeur du « Monde » sera
Face au « Monde »
avec **LAURENCE PIVOT**
LUNDI 3 FÉVRIER
Alb « le Monde »
L'espace après
CHALLENGER
avec **MAURICE ARVONNY**
Une émission présentée par **FRANÇOIS KOCH**

Sur le vif

Qui parodie qui ?

Hier, j'allume la télé à l'heure du journal et je vais à la cuisine réchauffer le dîner. Mon fils m'avait devancé. Pas gêné, il bouffait le sauté de mouton à même la casserole avec le couteau en bois qui sert à touiller. Non, mais, ça va pas! C'est dégoûtant! Mes glapissements couvrent la voix de la nouvelle présentatrice de TF1 — elle est bien, cette fille, grasse, saine, agréable à regarder. Elle a dû balancer un sujet sur la rentrée de Thierry Le Luron au Gymnase parce qu'on entend la voix cassée et furée du père Barre échoquant — c'est à se tordre de rire — les courroux et les frémissements du micrococos.

On se précipite devant le poste. C'était pas ça du tout, c'était le contraire. C'était Barre invitant Le Luron. Génial. Il a vraiment un talent fou. On s'y tromperait, la preuve. Par moment il en remet quand même un peu. Il pousse loin la caricature. Cette syntaxe surannée enrubannée d'intonations en dentelle ajourée, ce sourire satisfait essoré à la

mineur de la voix, on dirait un castrat. On n'y croit pas. Et puis, bon, on se laisse emporter par la drôlerie du propos et du ton.

Rien de plus cruel qu'une imitation, un « à la manière de » surtout quand la victime et le bourreau ne font qu'un. Vous avez vu Giscard à « L'Heure du billard », un parodie du VGE. Tous ses vieux tics, ses mimiques, sa bouche en chemin d'ouf, ses claquements de lèvres... On avait envie de lui dire: arrête! C'était d'une telle férocité, inconsciente, spontanée, que ça m'a fait peine. J'ai eu pitié. Je me suis dit: la pauvre, il ne s'en rendait pas compte.

Thierry Le Luron se plaint de ne pas passer aussi souvent qu'à son tour à l'écran. Il ne se rend pas compte, il a tout le temps. Par tête de turo interposée. Imite bien qui imitera le dernier.

CLAUDE SARRAUTE.

Les restaurants du cœur sur les murs du métro

Les restaurants du cœur dont dans le métro. Considérant que la campagne de Coluche est une « initiative génieuse », M. Claude Quin, PDG de la RATP, a répondu favorablement, par lettre du 29 janvier, à la demande d'aide publique du fanatisme. Trois emplacements, format 45 x 60, seront mis gratuitement à la disposition des promoteurs des restaurants du cœur du 10 au 23 mars dans les stations de métro. Dans un Coluche, M. Quin espère ainsi « apporter un maximum d'aide à son peuple ».

La demande de Coluche provoque des réactions divergentes à l'intérieur du PCF. M. Quin, membre du PCF, accepte de jouer le

jeu. M. Lucien Lanterrier, maire communiste à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), avait refusé de participer à l'initiative que le fantaisiste avait organisée sur TF1 le 28 janvier, en présence de nombreux élus politiques, et présentateur de radio-télévision. M. Lanterrier, le premier maire à avoir apporté son soutien à Coluche en région parisienne, ne voulait pas s'associer « à une unité aussi suspecte que celle-ci ». Pour sa part, la direction du PCF avait affirmé qu'« aucun élu communiste du PCF » n'avait été invité mais que, si cela avait été le cas, « nous serions ».

Enfin, le chanteur Jean Ferrat a tenu à préciser, contrairement à ce que nous avait indiqué Coluche, qu'« il n'a jamais téléphoné à l'humoriste et qu'il n'a jamais souhaité venir à l'émission de TF1 avec un responsable du PCF ».

En Loire-Atlantique

UN ANCIEN SOUS-OFFICIER ÉCROUÉ POUR ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'URSS

Un ancien sous-officier de l'armée de l'air, M. Sourisseau, quarante-quatre ans, habitant Le Croisic (Loire-Atlantique), vient d'être inculpé par un juge d'instruction de Rennes d'espionnage au profit d'une puissance étrangère et d'abus de confiance.

Ancien sous-officier d'hélicoptères, M. Sourisseau avait été arrêté par des policiers de l'antenne nationale de la Direction de la surveillance du territoire. Il avait d'abord fourni à l'URSS des informations sur l'activité des sous-marins soviétiques de la marine de guerre stationnés à la pointe ouest de la Bretagne et, notamment, à la base de l'île Longue. M. Sourisseau avait été en contact avec un officier traitant KGB, à Paris.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

BALI
INDONESIE
aller et retour à partir de
7700 F
Circuits individuels à Java, Célèbes, Sumatra, Bornéo, Lombok, Sélérès à Bali, Plongée.
envoi de notre brochure contre 320 F en timbres poste
PACIFIC HOLIDAYS
34, av. Général-Leclerc, 14^e
Tel. 45.41.52 (Lic 961)

Dans Les Nouvelles Littéraires DE FÉVRIER

CIORAN BÉJART LE CAIRE

Le cinéma anglais,
ou l'art de rire dans les cimetières
Les grands peintres hollandais du XVII^e siècle
— Jeanne Folly
et la littérature érotique féminine

Février. N° 3 en vente chez votre marchand de journaux

LES NOUVELLES
Littéraires
à lire, à voir, à écouter

mandeur de la voix, on gèle
castrat. On n'y croit pas, c'est
bon, on se laisse emporter par
grêle du tropes et du jour

Thierry Le Luron se sou-
ne pas passer tous les jours
son tour à l'écran. « Je n'ai
pas comédi, j'ai des idées
temps. Parfois je fais des
sés, mais bien qu'on m'a
me ».

CLAUDE SARRAUT

SEN. J. M. LUCAS, LATER
CONSTITUTIONAL GOV.

(Haus de Senne, a participat a l'Amic, a
kai avait organise
a l'Amic, un grand
homme politique
senatorial de l'Am
M. Lumbert, le pr
voir appointe au
es region parlemen
s'abonne a l'Am
s'abonne qui m'ap
in p'ap'abonne
direction du P
de l'Amic, d'Am
P.C.F. a l'Am
avait de l'Am
Amic.

Enfin, le 22 août
 nous à nous présentons
 à ce que nous avons
 qu'il n'y a pas
 l'ensemble de la
 nous venons à la

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 40511

**BALI
INDONESIE**
aller et retour à 7700

PACIFIC HOLIDAYS

Dans
les Annales Littéraires
DE FEVRIER

ORAN
ÉJART
CAIRE

cinéma anglais.
 enire dans les cinémas
 itres hollandais du XIX^e siècle.
 Jeanne Folly
 reuvre erotique terminée

1992

NOUVELLES
Littéraires

Les Noirs sceptiques les Blancs inquiets

L'«œuvre» politique annoncée par M. Pieter Botha en faveur de la majorité noire a suscité des réactions faites de scepticisme et d'expectative, personne ne pouvant encore mesurer l'incontestable «geste» accompli par le président dans son allocution au Cap, le 31 janvier, en traduisant un véritable assouplissement du système de l'apartheid. Les observateurs ne sont pas en accord sur l'affirmation du chef de l'Etat sud-africain, pour qui «l'apartheid est une erreur», d'une «nouvelle orientation» de M. Botha. Mandela, lui-même, jugeant que son «important» discours était «une attitude attentive», a déclaré à Londres, où la Foreign Office souligne que l'«exercice» résidera dans la suite qui sera donnée aux initiatives du gouvernement de Pretoria.

Cette prudence s'explique par le caractère un peu ambigu des propos du chef de l'Etat. Suppression des laissez-passer et de l'*influx control* » qui réglementent la liberté d'aller et venir des Noirs, et instauration d'un *laissez-passer* commun à tous les Américains ? Certes, mais comme il n'est appa-

ne posant pas question pour le gouvernement de Pretoria de renoncer complètement à la ségrégation dans l'habitat, ~~un~~ ^{elle} craint ~~elle~~ comme l'a immédiatement souligné le porte-parole de l'ANC (Congrès national ~~afrikaner~~ ^{afriqueain}) à ~~Union~~ ^{Lusaka}, malgré la suppression formelle des ~~pass~~ ^{lois} ~~levés~~ ^{de} ~~la~~ ^{ces} ~~contrôles~~ ^{contrôles} ~~seraient~~ ^{seraient} sous d'autres formes. Pour l'ANC, ~~est~~ ^{est} que pour l'évêque ~~afrikaner~~ ^{afriqueain} Desmond Tutu, le discours de M. Botha ne contient rien de vraiment nouveau. S'agissant notamment de la création d'un Conseil national qui ~~aura~~ ^{aura} ~~pour~~ ^{pour} ~~but~~ ^{but} ~~est~~ ^{est} le prix Nobel de la paix a fait observer : « Qui veut d'un Conseil qui ne dirigera pas le pays ? »

Le président Bothe paraitait pourtant dans son antre, qu'il était le représentant de la communauté des Noirs. Il avait l'air d'un homme qui avait subi les affres de la vie, et qui, dans une allocution à l'Assemblée, il a lancé pour la première fois, un appel à la communauté noire pour qu'elle se joigne au processus des négociations sur l'avenir du pays. Il est allé dire que cet appel, comme celui lancé le matin même devant le Parlement, ne laisse aucun doute sur la grande majorité des Noirs. Le risque pour lui, Sanku est maintenant de se couper de la communauté blanche. Mais il n'a rien d'autre à proposer. C'est-à-dire, la minorité blanche conservatrice, qui ne cesse d'être désespérée. C'est ce qu'il appelle la « capitulation » de son chef. Il pense que sous la pression des blancs, les Noirs, sans doute des Américains, M. B. M. et M. J. M. le sont. M. J. M. n'est-ce pas trop tard ?

(Lire page 3
l'article **M. BOLE-RICHARD.**)

*La tension ne cesse de croître à Port-au-Prince
où le président à vie Duvalier
a affirmé son intention de rester au pouvoir*

Port-au-Prince. — Au petit matin, dans la ville presque déserte, circule une 504 remplie de « volontaires de la sécurité nationale ». Ce sont des « volontaires », armés de fusils-mitrailleurs, qui descendent la rue pavée du centre-ville du Port-au-Prince. Autour du palais présidentiel et sur la place du Champ-de-Mars, les militaires sont en prise position. Voilà un pre-

miers signes de l'état ■ siège
■ quelques heures plus tôt,
vendredi 31 janvier. A 7 heures,
l'heure de ■ bulletin d'informa-
tion, Radio-Soleil, proche ■
l'Eglise catholique, ■ ■
émissions, et les rumeurs circulent
toujours ■ le départ du président
■ vie Jean-Claude Duvalier
■ Rio-de-Janeiro, avec sa
femme ■ des dizaines de
■ ■. Les ■ s'éteignent
quelques heures plus tard, lorsque
le chef de l'Etat parcourt ■

grande vitesse la capitale. La voiture conduite par une femme. Le cortège se rend à la radio nationale pour une « déclaration ». Dans son discours, le président affirme qu'« il est là » précise un créole : « A pou tout temps ».

Pas de « foule en liesse », comme le dit la radio nationale, lors de cette rapide apparition. En revanche, quelque temps après, des manifestations sporadiques dans la ville haitienne. Les magasins sont fermés, un peu de véhicules circulent. Des groupes se forment dans les places vides et ses coins. Les visages sont tendus. Les camions militaires multiplient les rondes et, dans certains quartiers de la banlieue, des « troupes armées » en armes circulent à pied, vêtus de bleu ou d'un feutre. Les cow-boys en d'un casque.

Sur le boulevard Dessalines, l'artère principale de la ville, l'habituel grouillement de monde fait place à quelques manifestations de rue réprimées par des éléments « macoutes ». Devant le Marché du fer, des barricades de pneus et de débris bloquent le passage.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.
(Lire la suite page 3.)



Une bombe a explosé, vendredi soir 31 janvier, dans le quartier de Sin al Filin, Beyrouth-Est, secteur **11**, tuant deux personnes et blessant quatre femmes, dont une très grièvement. Bien qu'il se soit agi d'un engin de faible puissance, cet attentat a survécu chez les chrétiens la peur de voir se renouveler des drames comme celui qui a récemment fait une trentaine de morts à Beyrouth-Est, à la suite de l'explosion d'une voiture piégée.

Divisée, déchirée par des éti-
cettes, elle elle jette quand elle
mettent en cause son pouvoir.
certes, elle plus profondément
non existence, tant que deux sont
lées dans l'inconscient, la commu-
nauté maronite du Liban
en plein désarroi. Dans cette mon-
tagne chrétienne du nord à Bey-
routh que l'on surnomme parfois
« Marounistan », aujourd'hui
marquée par les canons syriens.
heure où plus que jamais il
angoisse devant un avenir incer-
ain.

Armée syrienne et l'armée libanaise, qui coexistaient pacifiquement depuis six ans, se sont affrontés à quelques kilomètres l'une de l'autre, installant fortifications et tranchées. Des chars, des semi-remorques déchargent devant le PC de Bickiaya où sont regroupés conjointement armée et milice phalangiste, de gros bidons d'huile qui remplis de sable, protégeront les accès.

Dans la petite église du Sakiet-
al-Misk, le curé prêche la
concorde. « Soyons justes entre
nous », dit-il, car la France gouverne
le tiers de tout le monde. « Beaucoup
de religieux aujourd'hui
interrogent. Le moine à Kaslik,
appelons-le, le père Jean, car,
comme beaucoup d'interlocuteurs
en ces temps troublés, il préfère
garder l'anonymat, ne craint pas
de dresser le constat de faillite des
responsables politiques : « Ils se
sont conduits plus en politiciens
qu'en chrétiens. Ils ont sacrifié
l'avenir de la communauté à leur
soif de pouvoir et d'argent. »

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire le suite page 4.)

M= Georgina Duxois, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, annoncera prochainement un ensemble de mesures dans le domaine des « médecines douces » ou « alternatives ». Le ministre avait déjà annoncé en décembre dernier la création d'une fondation de recherches sur les thérapies alternatives. Il y a quelques jours, le Journal officiel annonçait la création à Cannes du premier « institut de santé expérimentale » d'une capacité totale de soixante-quinze lits, dans lequel on cherchera à mettre les différentes pratiques thérapeutiques « non reconnues aujourd'hui par l'Université française (acupuncture, homéopathie, phytothérapie, etc.) ». Un comité d'experts chargé de l'évaluation et du bilan de cette expérience est en cours de constitution.

de pratiques thérapeutiques qui ne sont pas d'origine occidentale imposées par l'administration médicale. Cette attitude s'exprime alors que la vogue en faveur de ces « autres médecines » n'a jamais été aussi forte, comme en témoigne l'extraordinaire succès du livre de la chanteuse Rika Zarf.

En manifestant ainsi clairement sa position et en s'attachant à la création de cet établissement de santé d'un nouveau genre, M^{me} Dufour prend le risque évident de heurter de front la communauté médicale hospitalo-universitaire.

Ce souci, légitime, d'établir un objectif à double effet afin d'élargir, celui de favoriser le développement de l'enseignement universitaire de certaines de ces pratiques alternatives. Et puis se pose, en définitive, la question du bilan d'une telle évaluation était d'être.

La volonté politique de M^{me} Dufoix est donc claire : tout mettre en œuvre rapidement pour évaluer, le plus objectivement possible, l'efficacité et l'innocuité

J.-Y. N.
(Lire page 3 nos informations
et l'article de CHARLES VIAL,
« à l'écoute des autres cultures ».)

Les boucles de sa chevelure ■ de son épaisse barbe noire sont plus en denture que jamais. Marek Halter ■ un homme fatigué mais heureux. Les sceptiques et les critiques en ■ pour leurs ■ : pendant près d'un mois, le centre Rachi ■ fait salle comble. A condition de ne pas confondre, comme dit Alain Finkelkraut, ■ de ce ■ « vaccineur publicitaire », le Mois du judaïsme a été un succès (1).

Évidemment, moi ? Intellectuel ? Logicien ? Un peu ■ à la ■. L'algèbre ■ la littérature, ■ spectacle, ■ la sociologie, ■ ■ ou ■ la philosophie ■ de François Sagan ■ Léon Askenazi, d'Emmanuel Le Roy Ladurie ■ Bernard-Henri Lévy ■ ■ passé au moins une fois ■ la tribune on dans le public.

Les heures politiques n'ont pas fait défaut. ■ a au moins vu sept ministres et deux présidents d'Assemblée. Cette reconnaissance

...publique de la spécificité
juive fait dire à un jeune partici-
pant : « Le monde politique
est une vision voir traditionnelle-
ment pour les chrétiens, les éton-
ner pour le peuple juif. Cette
fois il prend au sérieux l'exis-
tence d'un monde juif vivant. »

« Les Français sont politi-
quement, affirme Marek Halter, il le
sont pour s'intéresser à Sakharov
ou à Mandela. Mais leur réfé-
rence a changé : elle est éthique
plutôt que politique (...). Cela
nous a plus mis de monde dans
les églises ou les synagogues,
dans le judaïsme, entre autres,
qu'une loi portuese. Lorsqu'on
se penche sur les droits de nos
valeurs morales, on peut pas
s'en passer. »

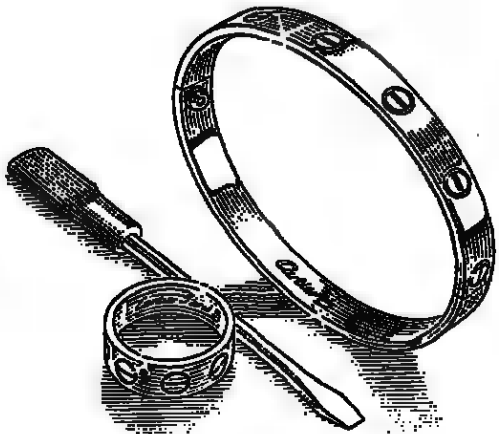
Participant à ces débats, le
jeune Riquet, ancien déporté et
lionnier de l'amitié judéo-
chrétienne, ne dit pas autre chose
qu'au cours de son interrogatoire sur l'attrait

l'exerce aujourd'hui la culture juive sur une partie des français : « Ils replongent dans l'Ancien Testament comme dans une caverne où leur permet de retrouver leurs racines intérieures et profondes ».




YVES : Des réticences nous frôlent, mais nous ne pouvons nous-même, effrayés devant l'écroulement de sa particularité parfois tentée par un repli frileux. Lors d'une messe consacrée au cinéma, Alexandre Arcady s'est vu reprocher d'avoir mis en scène des mal-faiteurs juifs. « Mais c'est précisément pour cela, expose Marek Hataler, que nous avons fait le film ! Pour montrer que les juifs ont une mémoire particulière. Il y a été un festival de la chanson juive. Et Alan Stivell triomphe d'abord sur ses chansons bretonnes ! La mémoire bretonne était partie de la mémoire collec-


tive **des Français, mais si plus**
que celle des juifs. »
 La vigueur intellectuelle du monde juif a été affirmée mais, pour le reste, dit un observateur dégué, ce fut l'auberge espagnole : « Rien n'a été dit sur ce qui pourrait être le message juif dans la culture française contemporaine. On est certes passé, en ce qui concerne la folklore, à l'identité juive, mais c'est encore sans contenu. »
 Manifestation sans lendemain ? Comme toujours, Halter a des projets en poche – pour les écoles, pour la loi – afin de perpétuer une mémoire juive. « Lui le voudrait-il, il n'est pas le seul une institution. »
HENRI TINCQ.
 (1) Le Moï du judaïsme – Commémore et loi de l'homme – commencé le 17 février 1977 dans le 5^e janvier, pour s'achever le lundi 3 février à la Cinémaquai du 13^e de Chaillo.

Cartier



BAGUE ET BRACELET LOVE OR 18 CT

Les bijoux Cartier sont un  joelleries Cartier
et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant
leur  les 



Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 2 février. — Inde : Suite de la visite du pape (jusqu'au 10). — Costa Rica : Elections présidentielles et législatives. — Lichtenstein : Elections législatives. — Lisbonne : Congrès extraordinaire du PC portugais. — Iran : Visite de M. Kornienko, vice-ministre des affaires étrangères d'URSS.

Mardi 4 février. — Madrid : Débat aux Cortes sur le référendum sur l'OTAN. — Washington : Discours de M. Reagan sur l'état de l'Union. — La Havane : Congrès du PC (jusqu'au 7).

Jeu 6 février. — Paris : Conférence internationale sur les forêts et la désertification. — Prague : Visite de M. Genscher, chef de la diplomatie de Bonn. — Montréal : Réunion préparatoire au sommet francophone.

Vendredi 7 février. — Kiev : Congrès du PC ukrainien.

Samedi 8 février. — Philippines : Elections présidentielles.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPR 650573 F
Tél. MONDIPR 650574 F
Tél. MONDIPR 650575 F
Tél. MONDIPR 650576 F
Tél. MONDIPR 650577 F
Tél. MONDIPR 650578 F
Tél. MONDIPR 650579 F
Tél. MONDIPR 650580 F
Tél. MONDIPR 650581 F
Tél. MONDIPR 650582 F
Tél. MONDIPR 650583 F
Tél. MONDIPR 650584 F
Tél. MONDIPR 650585 F
Tél. MONDIPR 650586 F
Tél. MONDIPR 650587 F
Tél. MONDIPR 650588 F
Tél. MONDIPR 650589 F
Tél. MONDIPR 650590 F
Tél. MONDIPR 650591 F
Tél. MONDIPR 650592 F
Tél. MONDIPR 650593 F
Tél. MONDIPR 650594 F
Tél. MONDIPR 650595 F
Tél. MONDIPR 650596 F
Tél. MONDIPR 650597 F
Tél. MONDIPR 650598 F
Tél. MONDIPR 650599 F
Tél. MONDIPR 650600 F

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1983)
André Lemaire (1983-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 570.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme des lecteurs du Monde,
Hubert Bonnier-Méry, gérant,
Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

100, rue Montmartre, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite sans autorisation écrite de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 A 11
Tél. (1) 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 797 F 1 089 F 1 381 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) verseront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dh. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 86 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA (West Coast), 1,80 \$; Yougoslavie, 110 din.

IL Y A TRENTE ANS, LES « TOMATES D'ALGER »

La IV^e République lâche pied devant l'émeute...

Il y a trente ans, lorsque Guy Mollet, président du conseil socialiste du gouvernement de « Front républicain » investi le 11 janvier par l'Assemblée nationale, débarqua le 6 février 1956 sur l'aérodrome algérois de Maison-Blanche, il plongea dans un redoutable guépier.

La situation militaire en Algérie n'est pas brillante. La majorité des Français d'Algérie vivent dans une peur qu'attisent tant ses politiciens traditionnels comme Amédée Froger que les « ultras » relayés par le comité d'entente des anciens combattants.

Guy Mollet a déclaré devant l'Assemblée nationale qu'il allait « maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine (...) et en même temps rétablir l'égalité politique totale de tous les habitants de l'Algérie ».

Les mots « personnalité algérienne » font l'effet d'un chiffon rouge sur les ultras. La nomination comme ministre-résident en Algérie du général Georges Catroux est mal accueillie. Ce vieux soldat de soixante-dix-neuf ans, grand chancelier de la Légion d'honneur, a été en 1943-1944 gouverneur général de l'Algérie et commissaire d'Etat chargé des affaires musulmanes du Comité de l'Étation nationale présidé par le général de Gaulle. Il a gouverné le Levant et avait conduit ses premiers pas vers l'indépendance. C'est donc, pour les ultras, un « bradeur ». Et c'est un gaulliste, alors que les Français d'Algérie n'ont jamais aimé de Gaulle.

Un pays en trances

Georges Catroux remplace Jacques Soustelle, nommé onze mois plus tôt par Pierre Mendès France, un homme très timide et à cause de sa réputation de libéral, mais qui avait, comme l'on disait alors, « viré sa cuti » et s'était embarqué le 2 février vers la métropole couverte de fleurs et baignée de larmes.

L'Algérie est en trances. Les préfets ont supplié Guy Mollet de renoncer à son projet, averti Catroux que son arrivée provoquerait une explosion et qu'il risquait d'être assassiné.

A Maison-Blanche, seuls les officiels qui ne peuvent faire autrement sont là. Des officiers pour éviter d'accueillir le président du conseil, se sont fait mettre en congé. En roulant vers la ville, le cortège, lorsqu'il a traversé les quartiers européens, a été salué par des injures. Dans les quartiers européens, la grève générale est suivie partout. Des boutiques arborent l'écriteau « Fermé pour cause de deuil ».

Le plateau des Glières, où se trouve le monument aux morts, situé en bordure du Forum, est place d'attente devant le gouvernement général, le 6 février 1956. Il y a là les membres du comité d'entente des anciens combattants du pilote de ligne Arnould, les hommes d'Amédée Froger, président de l'Association des maires, les troupes postales du 1^{er} régiment de l'Union française nord-africaine du « chouchou » Robert Martel, venu en liaison avec les petits groupes de la Mitidja, les groupes « antiterroristes » de Robert Kovacs et Philippe Castille, qui, quelques mois plus tard, tenteront d'assassiner le général Salan. L'avocat parisien Jean-Baptiste Biaggi aussi, qui s'est « parachuté » à Alger pour attiser la flamme nationaliste et révolutionnaire. Et les étudiants et les lycéens qui ont sché leurs cours et leurs classes.

Tres pile, Guy Mollet s'avance vers le monument. On crie : « Mollet ! » « Mouton ! », « Mollet, démission ! », et, malgré l'absence du général, « Catroux à la mer ! ». Des mottes de terre sont jetées aux pelouses et des tomates obligamment fournies par Ortiz, dont le café est proche, sont vers le groupe d'officiels, qui n'évite pas toujours les projectiles.

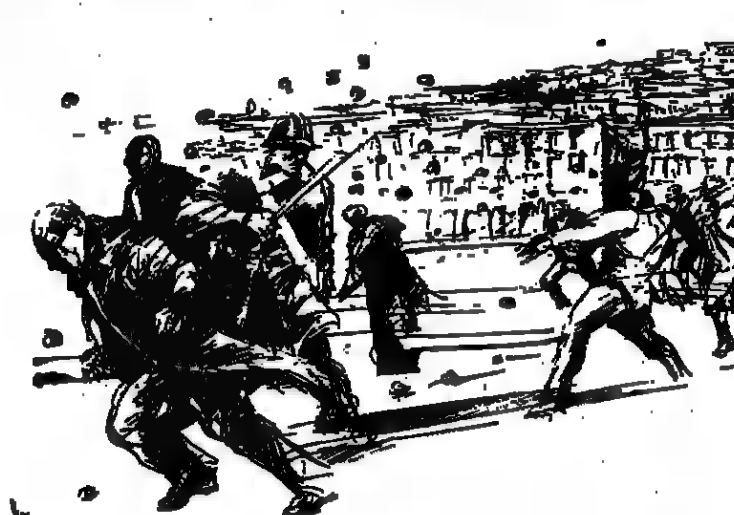
La démission de Catroux

Pour Guy Mollet, d'un instant d'arrêt est une découverte : une foule n'est pas composée de « gros colons », mais essentiellement d'ouvriers, de petits commerçants, de petits fonctionnaires, bref d'électeurs traditionnels de la gauche... Et la Marseillaise hurlée à ses oreilles a ému en lui, il le dira aux journalistes, le pupille de la nation, l'ancien combattant, l'ancien résistant.

Baricade dans le Palais d'été, il téléphone au président de la République René Coty pour le mettre au courant. Par hasard, le général Catroux est en route à l'Élysée.

Dans le bureau du président, il prend l'écouteur. La communication est très mauvaise et il interrompue par une téléphoniste impetive. Catroux accepte la suggestion de Guy Mollet ou, plus vraisemblablement, propose sa démission, qui est acceptée avec soulagement. Elle est confirmée quelques heures plus tard.

Le président du conseil dépose une gerbe devant le monument. Au moment où il descend les marches, le cordon de police rompu : les policiers locaux sont au cœur des manifestations. Les CRS chargent à la matraque et lancent des gaz lacrymogènes. Ils dégageant le grand peintre Guy Mollet et, suite, qui gagnent le Palais d'été. Un groupe de jeunes se précipitent sur la gerbe officielle, la piétinent et la déchiquètent. On marche sur le Palais d'été. L'armée relève les CRS et un certain calme renaît.



La foule du plateau des Glières, avertie, crie : « Vive la République ! ». Soulagement à Alger. Les anciens combattants, qui ont regroupés avec les ultras dans un comité de « salut public » animé par M. Biaggi et Amédée Froger, s'en séparent et calment le jeu. Une nouvelle manifestation, le 7 février, est un demi-échec. Guy Mollet a fait une longue déclaration apaisante et promis à l'Algérie une aide économique massive, et assez prématurément, pour lui imposer de nouvelles promesses et de nouveaux reculs.

Reste à trouver un successeur au général Catroux. M. Defferre, ministre de la France d'outre-mer, se refuse sans ambages. Robert Lacoste, ministre de l'Économie, accepte. Deux ans et trois mois plus tard, le Forum d'Alger l'emportera sur une IV^e République blessée et morte le 6 février 1962.

JEAN PLANCHAIS.

IL Y A VINGT ANS, LE « COMPROMIS DE LUXEMBOURG »

Et l'Europe fut la chose des Etats...

Il y a vingt ans à Luxembourg, du 28 au 30 janvier 1966, les ministres des affaires étrangères de la CEE tenaient une réunion « historique ». Cette date marque en effet la sortie de la « crise de sept ans » que vient de vivre la Communauté et détermine son fonctionnement ultérieur. Les « européens » (au sens engagé au sein du terme) l'estimeront peu conforme à l'esprit de la lettre du traité de Rome.

Le traité de la CEE avait été signé à Rome le 27 mars 1957, une institution mise en place au début de 1958, mais ne pouvait faire que des effets qu'au début de 1959, c'est-à-dire après que la France eut basculé d'une République dans l'autre. Or le général de Gaulle n'avait cessé d'en ébranler l'esprit d'abandon, retrouvant le langage des « européens » pour vilipender les « européens » (au sens nationaliste des « européens »).

La première expérience pour fonder la paix sur le continent autrement que sur un rapport de vainqueur à vaincu allait-elle être étouffée dans l'œuf ? Non. La CEE semblait mieux démarrée que ne l'avait été celle-ci. Les barrières tarifaires intérieures étaient démantelées, le tarif extérieur commun s'était mis en place, le régime des échanges commun s'était mis en place, le régime des échanges commun s'était mis en place.

Non. La CEE semblait mieux démarrée que ne l'avait été celle-ci. Les barrières tarifaires intérieures étaient démantelées, le tarif extérieur commun s'était mis en place, le régime des échanges commun s'était mis en place, le régime des échanges commun s'était mis en place.

Ce ne fut pas seulement les perspectives économiques qui intéressèrent le général. « Contribuer à bâtir l'Europe occidentale en un groupement politique, économique, culturel et humain, organisé pour la paix et la défense, c'est à quoi la France veut s'appliquer », proclamait-il dans un discours de 1960. Voilà qui semblait presque dépasser les souhaits des plus fédéralistes. Mais la conception institutionnelle sous-jacente se révélait rebours même de tout idéal fédéraliste : « Les Etats sont les seules entités qui ont le droit d'ordonner et l'autorité pour agir. Se figurer qu'on peut bâtir quelque chose qui soit efficace pour

l'action et qui soit approuvé par les peuples au dehors et au-dessus des Etats, c'est une chimère ».

Plus grave fut l'agitation suscitée par la manière française et unilatérale avec laquelle de Gaulle mit fin, le 14 janvier 1963, aux négociations d'adhésion de la Grande-Bretagne, parce que celle-ci semblait « mise définitivement dans le sillage américain en matière d'armement nucléaire. L'indignation fut plus le fait des atlantistes que des « européens ». Malgré tous les remous, l'intégration semblait pourtant aller de l'avant, et la bonne volonté de Jean Monnet l'emporter sur l'éclatante rhétorique de de Gaulle dans l'action menée de ce dernier.

Et voilà que tout s'effondre au moment où les « européens » allaient tenir le bon bout. L'achèvement du Marché commun agricole impliquait un règlement financier, et la France était au premier chef intéressée à ce que celui-ci soit assuré par les ressources propres de la Communauté, c'est-à-dire par les droits de douane par les prélèvements perçus aux frontières de celle-ci. La Commission s'empresse de faire connaître ces exigences, mais croit le moment propice pour pousser ses avantages. Budget communautaire ? En fait, mais cela implique un contrôle par le Parlement et une gestion par la Commission.

La Commission française est d'une « vénération ». Le conseil, réuni le 11 juin 1965, prend un tour dramatique. M. Couve de Murville exige que soit arrêté le règlement financier et refuse d'entamer une discussion quelconque sur tout autre sujet. Comme le désaccord apparaît total sur tout, il lève la séance de la manière la plus abrupte le 30 juin à minuit, à l'instant même où s'achève le semestre de présidence française.

Le gouvernement français passe à la contre-offensive. Lui aussi veut des réformes, mais afin d'empêcher la Commission de commettre pareille incongruité l'avenir, et surtout d'éviter que soit mis en pratique le vote majoritaire au sein du conseil, dont la généralisation est prévue pour le 1^{er} janvier 1966. En attendant, la France suspend toute activité au sein de la Communauté, pratique la politique dite de « chaise vide ». Ce n'est pas sans difficulté qu'elle accepte de négocier son retour à Bruxelles dans deux pénibles semaines tenues à Luxembourg. Il en est finalement le 30 janvier 1966 un accord qui impose sept règles de « bonne conduite » à la Commission, et surtout un communiqué final concernant le « compromis de Luxembourg ».

1^o Lorsque (...) des intérêts importants d'un ou de plusieurs partenaires sont en jeu, les membres du conseil s'efforceront (...) d'arriver à des solutions qui pourront être adoptées par tous les membres du conseil... 2^o (...) La délégation française sera la plus importante, la discussion devra se poursuivre jusqu'à ce qu'on ait parvenu à un accord unanime... 3^o Les six délégations conviendront qu'une divergence subsiste sur un point qui doit être fait cas de la conciliation n'aboutirait pas complètement...

Voilà ce qu'on a appelé le « compromis de Luxembourg », sur la base duquel l'activité communautaire a repris son cours normal. Quel compromis ? Il n'y avait pas eu accord, l'accord était-il en fait l'absence de toute procédure de révision il était sans poids juridique. De plus, l'entorse au traité ne devait jouer qu'il propos d'intérêts « très importants » (« vitales » fut-il dit par la suite). Or on n'a cessé de se référer à ce prétendu compromis pour expliquer, et même justifier, la prépondérance prise par les Etats.

Le « compromis de Luxembourg », tel qu'il a été compris dans la pratique, s'est si fortement implanté qu'aucun projet de réforme n'a osé remettre que juridiquement il n'a jamais eu d'existence. Le processus décisionnel réel n'a pas été de marquer un renforcement du pouvoir des Etats, de la « gaullienne » relation intereuropéenne. L'accord sur la coopération politique, la banalisation des sommets (sous l'appellation « Conseil

peut faire un coup d'Etat. Les agitateurs du Forum n'oublieront pas qu'ils peuvent changer la politique de Paris.

En métropole, le comité d'entente des anciens combattants doit renoncer à une manifestation à l'Arc de triomphe, faute de succès. Le jeune député poujadiste Jean-Marie Le Pen demande à interpeller le gouvernement



Reste à trouver un successeur au général Catroux. M. Defferre, ministre de la France d'outre-mer, se refuse sans ambages. Robert Lacoste, ministre de l'Économie, accepte. Deux ans et trois mois plus tard, le Forum d'Alger l'emportera sur une IV^e République blessée et morte le 6 février 1962.

JEAN PLANCHAIS.

see Le Monde ■ Dimanche 2-Lundi 3 février 1986 — Page 3

Etranger

Espagne

Le référendum sur le maintien dans l'OTAN aura lieu le 12 mars

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement espagnol considère approprié pour les intérêts nationaux que l'Espagne reste membre de l'alliance atlantique, et décide que ce maintien doit s'établir dans les termes suivants : 1) la participation de l'Espagne à l'alliance n'inclut pas son incorporation à la structure militaire intégrée ; 2) l'Espagne n'installera pas d'armes nucléaires sur son territoire ; 3) la présence militaire des Etats-Unis en Espagne sera progressivement réduite. Considérant que l'Espagne reste membre de l'alliance atlantique dans les conditions déterminées par le gouvernement ?

Ce long intitulé est celui de la question qui sera soumise à référendum, le mercredi 12 mars, en Espagne. Le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, l'a officiellement communiqué à l'issue du conseil des ministres du vendredi 11 janvier. Le texte du référendum a été transmis aux députés, qui en débattent le 4 février et doivent autoriser la consultation.

La Constitution de 1978 ne donne pas au référendum qu'un caractère consultatif. M. Guerra a tenu à préciser que « son référendum obligera politiquement et moralement le gouvernement qui agira en conformité avec l'expression de la volonté populaire ».

« Le gouvernement n'envisage pas la possibilité de dissoudre les Chambres, quel que soit le résultat du référendum », a-t-il finalement ajouté. Cette précision est toutefois quelque peu ambiguë : la législature prend normalement fin en octobre de cette année et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a déjà laissé entendre qu'il pensait anticiper de quelques semaines les élections. Celles-ci pourraient donc avoir lieu trois ou quatre mois après le référendum, sans être présentées comme une conséquence de ce dernier.

Il s'agit là d'une habile « porte de sortie » en cas de défaite au référendum. Suivant la stratégie envisagée aujourd'hui par le pouvoir, le gouvernement démissionnerait dans ce cas le traité de l'Atlantique nord, une démission qui, juridiquement, ne devient effective qu'un an d'après. Les socialistes auraient alors le temps de dissoudre les Chambres, de présenter aux élections avec un programme incluant le maintien dans l'alliance... et, selon toute vraisemblance, de les gagner. Le nouveau gouvernement pourrait alors considérer les élections comme un « second tour » du référendum, et revenir sur la dénonciation traitée avant qu'elle ne soit entrée en vigueur.

THIERRY MALINIAK.

RFA

M. Kohl recevra M. Sindermann président du Parlement de la RDA

De notre correspondant

Bonn. — Le président de la Chambre du peuple est-allemande, M. Horst Sindermann, sera reçu, le 19 février, au siège de la chancellerie ouest-allemande par M. Helmut Kohl. Cette rencontre, qui a été annoncée, vendredi 31 janvier, par le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, aura lieu au début du séjour que M. Sindermann doit effectuer du 19 au 21 février, à Bonn, en réponse à une invitation du Parti social-démocrate. On ignorait, en revanche, toujours, en fin de semaine, où et dans quelles conditions pourrait se dérouler une éventuelle rencontre entre le président de la Volkskammer et celui du Bundestag, M. Philipp Jenninger.

L'établissement de relations officielles entre les Parlements des deux Allemagnes fait l'objet en RFA d'une vive controverse, qui avait provoqué une première fois l'année dernière le report de la visite prévue de M. Sindermann. Si les socialistes, les Verts et le Parti libéral souhaitent l'établissement de telles relations, le projet se heurte à une opposition farouche dans les rangs du Parti démocrate-chrétien. Ses adversaires estiment que ce serait le premier pas vers une reconnaissance formelle de deux Allemagnes, ce qui conduirait à opposer la RFA et la RDA. L'Allemagne fédérale affirme l'existence d'une seule nation allemande,

même si elle reconnaît la République démocratique allemande en tant qu'Etat souverain.

M. Philipp Jenninger, qui s'occupe des relations avec Berlin-Est à la chancellerie, avant de devenir président du Bundestag, pense lui-même pour un modéré. La question qui se pose pour lui n'est pas de reconnaître M. Sindermann, mais de trouver un compromis protocolaire acceptable pour la majorité de la CDU.

Dans son interview à l'hebdomadaire Die Zeit, paru le jour même où l'on annonçait la visite de M. Sindermann, M. Erich Honecker indiquait que cette visite aurait lieu. « Étant entendu que le président de l'Assemblée du peuple de la RDA représente la République démocratique allemande et qu'en tant que tel on doit le traiter correctement », « Pour autant que je sois informé, ce n'est plus un problème », avait-il ajouté, suscitant une certaine perplexité à Bonn.

Cette visite relance en tout cas les spéculations sur une éventuelle venue en RFA de M. Honecker lui-même. Dans son interview, ce dernier n'a pas voulu donner de précisions, se bornant à indiquer qu'elle aurait lieu au moment où des deux côtés on la jugerait nécessaire. La tonalité générale de cette interview a été jugée particulièrement positive en Allemagne fédérale.

HENRI DE BRESSON.

L'EMBARGO COMMERCIAL AMÉRICAIN CONTRE LA LIBYE

Les compagnies pétrolières en quête d'une « couverture »

Tripoli (AFP). — Les compagnies pétrolières américaines implantées en Libye ont été officiellement informées de l'embargo décidé par le président Ronald Reagan contre Tripoli, tout en poursuivant leurs activités qui s'élèvent à plusieurs milliards de dollars.

L'embargo décidé le 7 janvier prévoit en outre le départ plus tard le samedi 1^{er} février des navires américains travaillant en Libye, à l'exception de ceux qui ont été autorisés à rester dans le pays.

Les représentants des compagnies pétrolières américaines et libyennes se sont rencontrés entre le 10 et le 23 janvier dernier à Paris, puis à Vienne. Ils ont convenu de nouvelles dans une de ces deux capitales dans quelques jours.

Les compagnies pétrolières américaines ne sont pas susceptibles de recueillir l'aval officiel du département d'Etat américain.

La fin des manœuvres de la V^e flotte américaine au large des côtes libyennes dans la nuit de

jeudi à vendredi pourrait être une certaine détente.

Selon la presse d'outre-Atlantique, les compagnies américaines avaient informé le président Reagan qu'en se retirant de Libye, elles abandonneraient au dirigeant libyen des actifs et des équipements s'élevant à plus de 1 milliard de dollars sans compter des revenus annuels de l'ordre de 150 millions de dollars.

La production totale des compagnies pétrolières américaines en Libye est estimée à environ deux cent quarante mille barils/jour, soit le cinquième environ de la production de ce pays.

« Départ volontaire »

Quatre grandes compagnies pétrolières américaines sont présentes ici, Marathon, Conoco et Amstar réunies dans le groupe Oxis, ainsi qu'Occidental. Ces sociétés produisent plus de la moitié du pétrole libyen, mais la part du brut qui leur revient, en vertu des accords conclus avec leur partenaire libyen (Equity Oil), représente de 25 % à 30 % du million de barils produits par la Libye.

Les compagnies libyennes (AGIP), ouest-allemandes, italiennes, etc.

ou enfin grecque, à un niveau plus modeste, se partagent le reste.

« Les Américains avec le feu vert libyen cherchent une solution qui pourrait passer par la création de sociétés « de couverture » financées par ces compagnies ou à travers leurs filiales », a estimé un expert pétrolier, qui souligne que les Libyens n'accepteront toutefois que les compagnies américaines cèdent, même temporairement, leur part à des compagnies étrangères.

« Si le département d'Etat leur disait de partir complètement, ces compagnies perdraient des milliards de dollars, car il ne s'agit pas de nationalisation mais d'un départ volontaire », a-t-il ajouté. Il a précisé que pour des sociétés qui n'appartiennent pas au cartel des « majors », la Libye représente un marché important, par exemple, 80 % des réserves pétrolières de Marthouh.

Quant aux compagnies américaines, certaines passeront par des « départs volontaires », d'autres non. Elles ont d'ailleurs l'intention de rester en utilisant du personnel non américain. C'est le cas pour la British Petroleum End, qui a chargé sa filiale britannique de gérer le projet géant de raffinage artificiel de pétrole libyen.

Le cruel dilemme des chrétiens libanais

(Suite de la première page.)

« Et le plus grave, ajoute ce religieux, c'est que nous n'avons rien appris de cette guerre. Nous avons continué à nous quereller comme si nous étions seuls, plutôt que de servir les rangs pour faire front devant les changements inéluctables ». Car c'est là que le bât blesse.

La communauté maronite regarde l'accord de Damas, signé le 24 décembre entre les principaux milices chrétiennes, druzes et chiites, avec tout comme une tentative pour lui imposer les nouvelles réalités définies tout à la fois par la Syrie et ses alliés locaux druzes et chiites. « Signé entre les chefs de guerre, cet accord entraîne les succès et les échecs sur le terrain, admet le Père Jean. A quel point nous nous attendrions d'autre ? C'est un accord de vaincus, mais c'est le prix à payer pour sauver les batailles perdues. »

De la guerre de la montagne, en septembre 1983, qui a bouté hors du Chouf, devenu seulement druze, cent cinquante mille chrétiens, à celle de l'Iqlim-el-Karroub et des hauteurs de Saïda, en mai 1985, qui a de nouveau jeté sur les routes plusieurs dizaines de milliers d'autres, le bilan est amer. « Je ne veux pas défendre cet accord, dit encore le Père Jean, mais je ne peux pas, en conscience, être contre. » Le dilemme, pour beaucoup, se pose en ces termes : un accord ou une nouvelle guerre dont nul ne veut. Le malaise est d'autant plus grand que le raisonnement des chefs chrétiens dans leur « non » à Damas apparaît sans issue et a déjà coûté très cher.

Le « coup d'Etat » de M. Samir Geagea contre son ancien allié, puis rival et successeur à la tête des milices chrétiennes, M. Hobeika, éliminé au prix d'une centaine de morts officiellement, quatre selon les vaincus — pas tous tués au combat — pèse encore lourd. Pour le Père Jean, qui ne cache pas ses sympathies pour le perdant, M. Hobeika n'aurait pas signé s'il n'avait pas été seul. « Il n'y a plus, dit-il, d'instances chrétiennes auxquelles se référer. » L'explication est courte, mais force est de constater que le pouvoir chrétien, plus divisé que jamais, donne plus de prise à ses adversaires.

Alliés de circonstance dans leur refus de l'accord tel qu'il est, le « non » de l'Etat et les Forces libanaises (milices chrétiennes) parlent peut-être le même langage mais poursuivent des objectifs qui, tôt ou tard, ne manqueront pas de les mettre en conflit. Fortes de leur victoire, les milices tentent d'imposer leur ordre dans le Beyrouth chrétien et ont adopté une position prudente à l'égard du chef de l'Etat. Au

cours d'un débat télévisé, vendredi 11 janvier, M. Karim Fakradoun, vice-président du comité exécutif des ordes libanais a rejeté l'idée d'une « démission » du président de la République obtenue par la force, estimant que les Forces libanaises ne sauraient laisser la question. « Il n'en reste pas moins que toutes les attaques convergent sur M. Gemayel. A tel point que son effacement de la scène politique, déclaré officiellement mardi par l'ancien président Soleiman Frangiyé, apparaît comme la panacée pour résoudre la crise. »

De plus en plus isolé dans son palais de Saabda, M. Amine Gemayel s'accroche à sa légitimité. Sa dernière tentative, qui a bien peu de chance d'aboutir, de faire étudier l'accord par le Parlement, s'a même pas toujours comprise dans son propre camp, où certains se demandent pourquoi il y en a tant de « non » à arriver là.

« Il nous faudrait Makarios »

L'entrée en scène de la hiérarchie religieuse maronite depuis la nomination de l'administration apostolique, en la personne de Mgr Hélo, pourrait constituer un élément nouveau du débat. Il est significatif que le chef des milices chrétiennes n'ait pas encore le temps de « monter » à Bkerké, bien que M. Fakradoun ait déclaré vendredi que la « négociation » avec le patriarche est « permanente ». Il est même précisé à propos du rôle du patriarche : « Bkerké devrait exprimer l'opinion de tous les chrétiens et pas seulement des maronites ». Il n'en est pas moins chez les Forces libanaises on n'est pas prêt à « laisser la place » aux religieux. « Il nous faudrait des Makarios, mais Makarios n'existe pas en Liban », soupire un responsable des Forces libanaises.

Du congrès chrétien, qui devait suivre le congrès maronite, il n'est plus question aujourd'hui. Les Forces libanaises, plus circonspectes, attendent. Le patriarche grec orthodoxe qui réside à Damas n'a-t-il pas participé de près aux négociations qui ont abouti à l'accord intermilices ? Un ministre chrétien avoue d'ailleurs : « Ce n'est pas nous qui nous opposons à l'accord, mais nous ne sommes pas prêts à l'accepter. »

C'est difficile à accepter. « Nous ne sommes pas présents qu'en Liban, et si nous sommes chassés, où pouvons-nous encore nous réfugier ? », dit une jeune phalangiste que la situation a ramené sur le front. Elle est prête à « battre jusqu'au bout, avec l'acharnement suicidaire de ceux qui jouent leur va-

tout. Les plus lucides dans la communauté chrétienne craignent que le refus d'aujourd'hui ne conduise demain à des renoncements plus grands.

Le temps de voir venir

Après tout, disent-ils, même avec des pouvoirs sérieusement diminués aux termes de l'accord de Damas, la présidence de la République restait aux chrétiens, qui exercent le contrôle de l'appareil de l'Etat. Et puis, surtout, les délais d'application, minimum six mois, leur laissent le temps de voir venir.

Les chefs de Zghorta, le président Soleiman Frangiyé, professeur des maronites du nord du Liban et grand ami du président Assad, estime qu'il fallait accepter, tout demeurant ensuite négociable. Son fils, Robert, héritier de la dynastie, constate simplement : « On ne défie pas impunément Hafez el-Assad. » Une personnalité chrétienne de Beyrouth résume le problème en disant qu'il n'y avait que deux solutions : « Soit signer un accord, soit signer la guerre, et alors, il faut la gagner. »

Le silence obstiné de Damas, qui joue pour l'instant la guerre des nerfs, accroît la tension à Beyrouth-Est où chacun se prépare au pire. La montagne chrétienne, plus épargnée que d'autres régions par dix ans de guerre, est la qui-vive : les illuminations à la côte, le long de laquelle succèdent des marinas édifiées à la hâte, n'attirent plus, le soir, que de rares téméraires. Mais la peur de nouveaux combats s'ajoute, fois, le sentiment diffus qu'ils marqueraient la fin d'une époque, et même — qui sait ? — d'une présence.

FRANÇOISE CHIPAUX.

« La Ligue arabe et l'Espagne. — Le conseil de la Ligue arabe a laissé à ses vingt et un membres le temps de décider individuellement de leur attitude à l'égard de l'Espagne à la suite de la décision d'établir des relations diplomatiques avec Israël. Les gouvernements arabes pourront adopter « les mesures qu'ils estiment nécessaires au moment et au niveau appropriés pour défendre leurs intérêts », déclare le communiqué publié vendredi 31 janvier à Tunis à l'issue des délibérations du conseil. Il pourrait s'agir principalement d'un allègement des effectifs des missions diplomatiques à Madrid et d'une réduction des échanges commerciaux avec l'Espagne. La Syrie, qui avait demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour du conseil, souhaitait que des « sanctions » contre Madrid soit officiellement décidées et appliquées sur le champ. Appuyé uniquement par la Libye, Damas a dû faire marche arrière. (Corresp.)

MÉMOIRE ET LOIS DE L'HOMME DU 3 FÉVRIER. LES MEILLEURES CHOSES ONT UNE FIN. ET EN PLUS, ELLE EST CINÉMATOGRAPHIQUE.

Le 3 février, la Cinéma Française, en collaboration avec le Festival International du Cinéma Juif, présentent une journée de films contemporains et classiques. Séances à 15h pour « Barouch » d'Ewald-André Dupont (1923), 17h pour « Loin des ghettos » de Franck Capra (1929), 19h pour « Le Juif errant » de Goffredo Alessandrini (1947), 21h pour « Maudit après Dieu » de Louis Daquin (1951).



Un Mois de Judaïsme avec Mordechai Halber.

Centre Rachi 30 bd de Port Royal 75005 Paris TEL. 43.31.98.20

Retour à Strasbourg

« Strasbourg ville au futur ». Le Monde a publié sous ce titre, dans son numéro du 24 janvier, un supplément spécial de douze pages. De nombreux lecteurs, Strasbourgeois ou « gens de l'intérieur », nous ont fait part de leurs réactions, de leurs commentaires.

Deux membres de l'opposition à la majorité du conseil municipal nous ont

adressé leur point de vue. Leurs remarques rejoignent sur plusieurs points celles qui ont été formulées lors du débat organisé le 23 janvier à Strasbourg par le Monde et la Chambre de commerce et d'industrie. Débat fort suivi et au cours duquel l'exposé de François Renard sur la situation financière de la capitale alsacienne a suscité, en parti-

culier, des réactions animées. Il nous a semblé que nos lecteurs aimeraient connaître ses arguments. Les voici.

Strasbourg, capitale de la recherche ; Strasbourg, capitale bancaire... Ce ne sont, peut-être, que des projets. En attendant, les Strasbourgeois inventent et innovent comme nous en avons eu de multiples confirmations au cours de notre enquête.

UNE VOCATION FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Comment sortir de l'Hexagone

INNOVATIONS

Brevetés en brevets

Strasbourg peut devenir une place financière à vocation européenne, assurait en juin dernier Adrien Zeller, député (UDF) du Bas-Rhin, au cours d'une intervention à l'Assemblée nationale où il défendait avec énergie l'indépendance des structures bancaires alsaciennes contre le « centralisme » parisien.

Le verbe « pouvoir » utilisé par Adrien Zeller indiquait bien qu'en dépit de sa situation exceptionnelle dans l'Hexagone au cœur de l'Europe industrielle et au centre d'un des grands pôles de richesses mondiaux le chef-lieu du Bas-Rhin n'est pas, ou n'est pas encore, une place financière internationale.

Certes, la vocation internationale de Strasbourg, située dans une des premières régions exportatrices de France, n'est plus à démontrer. Cette métropole régionale est une des premières places de commerce intra-européen grâce à un tissu économique très dense, formé de quelques sociétés importantes, parfois à capitaux étrangers, principalement allemands, suisses ou nord-américains, et d'innombrables PME ou PMI dont la réussite sur les marchés extérieurs est remarquable.

Elle est aussi la deuxième place bancaire après Paris, avec vingt-huit établissements, la seule, toujours après Paris, qui abrite le siège de cinq banques en réseau : Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine, SOGENAL, CIAL, Crédit agricole (caisse régionale) et Banque populaire.

Elle a, enfin, une caractéristique intéressante et unique en France, celle de bénéficier de la présence de banques régionales anciennement et très bien implantées : la Société alsacienne de banque (SOGENAL) et le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL). En outre, ces deux établissements entretiennent depuis longtemps des liens étroits avec l'extérieur.

La SOGENAL a très tôt franchi le Rhin pour devenir la première banque étrangère en Allemagne, sur le plan commercial tout au moins, avec plus de huit agences. Elle est installée aussi au Luxembourg, en Suisse, Belgique (six agences) et en Autriche. C'est le cas également, largement en tête des sondages, de l'un des plus beaux réseaux régionaux du groupe du CIC, avec une filiale très prospère à Luxembourg. Ces deux établissements se retirent des avantages certains, notamment au niveau des bénéfices, qui proviennent de l'étranger à 50 % pour la SOGENAL et à près de 60 % pour le CIAL.

C'est dire qu'à Strasbourg on n'a pas attendu la création du Marché

commun et le développement des activités européennes pour établir des liens financiers avec l'extérieur.

Mais la loi oblige à constater que pour autant Strasbourg n'est pas une place financière internationale au sens où l'on entend aujourd'hui, c'est-à-dire l'existence d'un marché actif de capitaux nationaux ou internationaux, à la hauteur d'investissements ou de placements, avec des services de trésorerie étoffés et des flux de changes bien alimentés.

Sans doute avancera-t-on un certain nombre d'explications à caractère historique ou même politique. Le handicap de Strasbourg dans le domaine international est celui de tout le système bancaire français dans les relations avec l'étranger depuis la seconde guerre mondiale, et toujours été sévèrement réglementé, sous la contrainte permanente, avec quelques rares sursis, d'un contrôle des changes très rigoureux. En théorie, les non-résidents échappent à ce contrôle, mais, c'est bien connu, le Trésor les a toujours considérés avec une certaine suspicion, partagée par la direction générale des impôts, inquiète de laisser s'installer des filiales dans son dispositif.

Concurrence

On explique souvent pour une partie des déficiences de Strasbourg dans le domaine financier. S'y ajoute, il faut le dire aussi, la concurrence de deux grandes places jouissant d'une liberté absolue, l'une au nord, Luxembourg, l'autre au sud, Genève, pour leur mesure, l'assurance de Francfort, la grande métropole financière. N'oublions pas Paris, qui n'a que trop tendance à aspirer les opérations intra-européennes et les traites au niveau des grands établissements ou des grandes sociétés à filiales ou succursales dites alsaciennes.

Mais ces explications ne suffisent pas, loin de là. La vérité est qu'à Strasbourg, grande ville de commerce intra-européen, mais pratiquement sans négociation internationale, il n'y a pas, ou peu, de matière financière vraiment utilisable, c'est-à-dire de capitaux disponibles pour amorcer le développement d'une place financière internationale. Est-ce le fait du particularisme régional qui empêche les entreprises régionales de solliciter davantage le marché financier. Il n'y a qu'une seule société alsacienne introduite au second marché boursier depuis sa création, et Strasbourg dépend de la Bourse de Nancy. Par ailleurs, ces entreprises régionales ne recourent

guère aux capitaux internationaux ou, si elles le font, c'est le titre de filiales de groupes puissants qui empruntent pour leur compte, mais ailleurs.

Que faire alors pour remédier à cette lacune ? La levée du contrôle des changes, mesure indispensable pour un développement d'une Europe où le marché commun des capitaux doit obligatoirement s'instaurer, pourrait, certes, apporter un ferment. L'ouverture plus marquée du système bancaire alsacien aux banques étrangères serait un défi à relever à la fois pour la région et pour ce système ; pour des banques étrangères, en effet, sont installées à Strasbourg, les banques britanniques (Barclays) étant par exemple les plus actives, à l'inverse des établissements alle-

Changement de mentalité

Surtout, un changement de mentalité s'impose, avec une conception patrimoniale de la part des chefs d'entreprise et des efforts des établissements locaux pour développer leurs relations purement financières avec l'extérieur. La SOGENAL a installé une table de changes depuis plusieurs mois, le Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine un département étranger. On a toutefois du mal à trouver à Strasbourg du personnel spécialisé, notamment des trésoriers en devises. Relevons, toutefois, que la faculté de Strasbourg a mis en place des formations de doctorat : l'une d'économistes financiers internationaux, mais les diplômés ont tendance à s'employer à Luxembourg plutôt qu'à Strasbourg ; l'autre, à partir de l'année prochaine, pour la formation d'acteurs (spécialistes des assurances-vie et des placements en obligations), architectes à l'heure actuelle.

C'est la difficulté : comment amorcer un processus qui puisse se développer de manière harmonieuse par la suite ? Sans doute, ces déclinaisons sont bien tardives et l'avance prise par les places voisines est énorme. Raison de plus pour commencer.

En ce cas, la filière la plus naturelle serait celle de la SOGENAL. Son nouveau président, M. Germain, dont la nomination, en novembre dernier, a été approuvée par l'assemblée de la communauté alsacienne, toutes opinions confondues (cela n'était pas le cas auparavant), met ses espoirs dans le développement des opérations en ECU. Une opportunité pour Strasbourg.

FRANÇOIS RENARD.

Les paris de FR 3

C'est la plus écoutée des stations régionales. La plus indépendante aussi pour la fabrication de ses émissions. Depuis plus d'un an, FR 3-Alsace arrive largement en tête des sondages. Beau résultat, que Georges Tréband, Alsacien de souche et d'âme, responsable de la station, impute d'une part au choix des programmes très sûr, mais surtout au fait qu'il y a à Alsace plus qu'ailleurs une véritable unité régionale, une identité, une histoire, une culture : « Le choix qu'on a fait de jouer dès le départ sur le bilinguisme de notre région a été un bon choix », dit-il.

De fait, FR 3 Strasbourg diffuse de nombreuses émissions en langue alsacienne. On trouve tous les jours à 18 heures une petite chronique de trois minutes à peine, une sorte de billet très personnalisé sur l'air du temps, pris en charge alternativement par Martin Althoff et Christian Hehl. Un peu plus tard, ce sont les enfants qui ont une émission pour eux, un petit conte en als-

acien, suivi par des enfants. Moins qu'un conte, davantage, c'est le rendez-vous à 19 h 35 à 19 h 50, un quart d'heure quotidien, un émission encore (qui chevauche un émission coby sur TF 1...) et dont le contenu varie tous les jours : il y a le talk-show de Germain Muller, l'un des personnages les plus populaires d'Alsace, le cabaret de Roger Siffert, humour, théâtre, histoire...

FR 3-Alsace, qui a démarré une fois par mois le samedi soir (de 20 h 30 à 22 h, ce que ne font pas les autres stations), programme là encore une grande soirée en alsacien. Dans ces fameux moments où les stations régionales prennent leur indépendance, la station de Strasbourg réalise depuis la rentrée avec la SWF (le West Funk), le troisième chaîne allemande à Baden-Baden, sur des thèmes d'intérêt commun (plusieurs

pollution, musique...). Formule qui marche si bien que Georges Tréband songe à la développer avec d'autres pays du Marché commun.

FR 3-Alsace a pris d'autres initiatives, comme de travailler avec les cinq bureaux régionaux d'information de l'est de la France (Dijon, Besançon, Strasbourg, Reims, Nancy), pour un magazine commun. Elle a introduit d'autre part le système Grelot, qui permet aux téléspectateurs ayant un Minitel (très nombreux dans la région) d'envoyer chaque jour messages et questions. FR 3 Alsace s'est associée avec les collectivités locales pour obtenir un car Biscap qui lui permette d'apporter plus vite, d'être plus proche des habitants. Dans une région où le transport est particulièrement sévère, s'implanter en ayant sa politique sur le « micro », le « petit », le « bilingue » régional. C'est la preuve de l'intérêt — le besoin — des télévisions régionales.

CATHERINE HUMBLLOT.



Photo Michel Frison

POINT DE VUE

Le futur par la recherche

par ANDRÉ CORET (*)
et CLAUDE TRUCHOT (**)

Le consensus régnait entre les élus locaux et le soutien de l'État ont permis à Strasbourg d'acquiescer à l'installation de l'Institut de recherche scientifique et technique (IRST) dans la ville. Ce projet, qui a été élaboré et mis en œuvre : ce n'est qu'une fois la décision prise que l'on a constaté que les projets de développement des universités avaient été prévus ailleurs.

Que proposons-nous pour remédier à cette situation ? Tout d'abord l'affirmation publique de la vocation de Strasbourg comme pôle scientifique et technologique, le développement de la situation locale (par rapport à la situation nationale) et régionale nous autorisent à exprimer quelques inquiétudes à ce sujet.

Inquiétudes parce que la municipalité de Strasbourg semble avoir renoncé à soutenir un réel développement industriel pour le siècle prochain : le plan d'occupation des sols de la ville ne prévoit pas d'extension des zones industrielles ; ce qui signifie le maintien de Strasbourg dans le secteur des activités tertiaires. Il est prévu de développer une ZIRST au sud de l'agglomération, mais c'est un projet limité ne concernant, pour la part industrielle, que les entreprises de taille modeste alors que l'on sait le rôle moteur joué par les entreprises importantes pour le développement industriel d'une région.

Inquiétudes parce que l'une des richesses de la ville qui pourrait conforter son rayonnement international n'est pas réellement mise en valeur. En effet, l'histoire a fait de Strasbourg un des principaux centres de la matière de recherche. Dans sa phase de développement maximum, entre les années 50 et 60, le CNRS s'est fortement implanté dans la ville, si bien que, à l'heure actuelle, la plupart des laboratoires des universités lui sont associés, un certain nombre d'entre eux étant même devenus des centres propres de ces organismes nationaux. Pour le secteur santé, l'INSERM s'est également bien développé en Alsace.

Cette activité scientifique intense dans la ville est une richesse intrinsèque pour la région ; elle se solde aussi par des liens étroits et nombreux avec les entreprises, assurant leur développement technologique. Elle se solde également par le développement plus récent des formations professionnelles (IUT) dont la vocation spécifique dans les domaines de la recherche appliquée s'est affirmée.

Malgré des efforts récents, mais sans réel plan d'ensemble, la région et la ville n'ont pas très bien compris le rôle qu'elles pourraient en tirer. Il faut dire cependant qu'une difficulté objective existe : le retard pris globalement par les entreprises locales en matière de technologie nouvelle est tel que les résultats des recherches ont du mal à diffuser localement. L'énorme majorité des contrats passés par les laboratoires de recherches se font avec des entreprises extérieures à la ville ou à la région, si bien que le reproche souvent entendu « la recherche ne sert pas les intérêts de la région » peut paraître fondé.

En réalité, ce reproche est fondé sur un malentendu entre les scientifi-

ques et les autorités régionales. Cette incompréhension s'est illustrée par le fait que le projet de ZIRST à Strasbourg a été élaboré et mis en œuvre : ce n'est qu'une fois la décision prise que l'on a constaté que les projets de développement des universités avaient été prévus ailleurs.

Que proposons-nous pour remédier à cette situation ? Tout d'abord l'affirmation publique de la vocation de Strasbourg comme pôle scientifique et technologique, le développement de la situation locale (par rapport à la situation nationale) et régionale nous autorisent à exprimer quelques inquiétudes à ce sujet.

Inquiétudes parce que la municipalité de Strasbourg semble avoir renoncé à soutenir un réel développement industriel pour le siècle prochain : le plan d'occupation des sols de la ville ne prévoit pas d'extension des zones industrielles ; ce qui signifie le maintien de Strasbourg dans le secteur des activités tertiaires. Il est prévu de développer une ZIRST au sud de l'agglomération, mais c'est un projet limité ne concernant, pour la part industrielle, que les entreprises de taille modeste alors que l'on sait le rôle moteur joué par les entreprises importantes pour le développement industriel d'une région.

Inquiétudes parce que l'une des richesses de la ville qui pourrait conforter son rayonnement international n'est pas réellement mise en valeur. En effet, l'histoire a fait de Strasbourg un des principaux centres de la matière de recherche. Dans sa phase de développement maximum, entre les années 50 et 60, le CNRS s'est fortement implanté dans la ville, si bien que, à l'heure actuelle, la plupart des laboratoires des universités lui sont associés, un certain nombre d'entre eux étant même devenus des centres propres de ces organismes nationaux. Pour le secteur santé, l'INSERM s'est également bien développé en Alsace.

Cette activité scientifique intense dans la ville est une richesse intrinsèque pour la région ; elle se solde aussi par des liens étroits et nombreux avec les entreprises, assurant leur développement technologique. Elle se solde également par le développement plus récent des formations professionnelles (IUT) dont la vocation spécifique dans les domaines de la recherche appliquée s'est affirmée.

Malgré des efforts récents, mais sans réel plan d'ensemble, la région et la ville n'ont pas très bien compris le rôle qu'elles pourraient en tirer. Il faut dire cependant qu'une difficulté objective existe : le retard pris globalement par les entreprises locales en matière de technologie nouvelle est tel que les résultats des recherches ont du mal à diffuser localement. L'énorme majorité des contrats passés par les laboratoires de recherches se font avec des entreprises extérieures à la ville ou à la région, si bien que le reproche souvent entendu « la recherche ne sert pas les intérêts de la région » peut paraître fondé.

En réalité, ce reproche est fondé sur un malentendu entre les scientifi-

ques et les autorités régionales. Cette incompréhension s'est illustrée par le fait que le projet de ZIRST à Strasbourg a été élaboré et mis en œuvre : ce n'est qu'une fois la décision prise que l'on a constaté que les projets de développement des universités avaient été prévus ailleurs.

Que proposons-nous pour remédier à cette situation ? Tout d'abord l'affirmation publique de la vocation de Strasbourg comme pôle scientifique et technologique, le développement de la situation locale (par rapport à la situation nationale) et régionale nous autorisent à exprimer quelques inquiétudes à ce sujet.

Inquiétudes parce que la municipalité de Strasbourg semble avoir renoncé à soutenir un réel développement industriel pour le siècle prochain : le plan d'occupation des sols de la ville ne prévoit pas d'extension des zones industrielles ; ce qui signifie le maintien de Strasbourg dans le secteur des activités tertiaires. Il est prévu de développer une ZIRST au sud de l'agglomération, mais c'est un projet limité ne concernant, pour la part industrielle, que les entreprises de taille modeste alors que l'on sait le rôle moteur joué par les entreprises importantes pour le développement industriel d'une région.

Inquiétudes parce que l'une des richesses de la ville qui pourrait conforter son rayonnement international n'est pas réellement mise en valeur. En effet, l'histoire a fait de Strasbourg un des principaux centres de la matière de recherche. Dans sa phase de développement maximum, entre les années 50 et 60, le CNRS s'est fortement implanté dans la ville, si bien que, à l'heure actuelle, la plupart des laboratoires des universités lui sont associés, un certain nombre d'entre eux étant même devenus des centres propres de ces organismes nationaux. Pour le secteur santé, l'INSERM s'est également bien développé en Alsace.

Cette activité scientifique intense dans la ville est une richesse intrinsèque pour la région ; elle se solde aussi par des liens étroits et nombreux avec les entreprises, assurant leur développement technologique. Elle se solde également par le développement plus récent des formations professionnelles (IUT) dont la vocation spécifique dans les domaines de la recherche appliquée s'est affirmée.

Malgré des efforts récents, mais sans réel plan d'ensemble, la région et la ville n'ont pas très bien compris le rôle qu'elles pourraient en tirer. Il faut dire cependant qu'une difficulté objective existe : le retard pris globalement par les entreprises locales en matière de technologie nouvelle est tel que les résultats des recherches ont du mal à diffuser localement. L'énorme majorité des contrats passés par les laboratoires de recherches se font avec des entreprises extérieures à la ville ou à la région, si bien que le reproche souvent entendu « la recherche ne sert pas les intérêts de la région » peut paraître fondé.

En réalité, ce reproche est fondé sur un malentendu entre les scientifi-

ques et les autorités régionales. Cette incompréhension s'est illustrée par le fait que le projet de ZIRST à Strasbourg a été élaboré et mis en œuvre : ce n'est qu'une fois la décision prise que l'on a constaté que les projets de développement des universités avaient été prévus ailleurs.

Que proposons-nous pour remédier à cette situation ? Tout d'abord l'affirmation publique de la vocation de Strasbourg comme pôle scientifique et technologique, le développement de la situation locale (par rapport à la situation nationale) et régionale nous autorisent à exprimer quelques inquiétudes à ce sujet.

... des réactions animées. Il nous a sem-
blé que nos lecteurs aimeraient connaître
un peu plus les voici.

Strasbourg, capitale de la recherche :
Strasbourg, capitale bancaire... Ce ne sont
pas des lieux qui ont des projets. En attendant, les
industriels inventent et innovent comme
ils le savent car de multiples confirmations
viennent de notre enquête.

le Brevetés en brevets

Depuis plus de vingt ans, l'université de Strasbourg a un Centre d'études internationales de la propriété industrielle (CEPI), institut où tous les ans quelque deux cents personnes viennent apprendre la formation initiale ou complémentaire législative concernant les brevets et les marques.

Dynamique directeur du centre Jean-Jacques Burnet, professeur de droit commercial, est intéressé par l'importance pour l'économie française de spécialistes de la propriété industrielle. « La mise en œuvre d'une invention nécessite le transfert dans un autre pays d'une technique, le dépôt d'une marque ou d'un modèle, nécessairement l'intervention de professionnels compétents, bien dans le secteur industriel que dans les cabinets de conseil, ou même d'inventeurs », précise l'avocat devenu enseignant.

Au CEPI se succèdent des missions ou des juristes de différents pays d'Europe ou d'Amérique latine. La dizaine de Chinois présents dans ce centre témoignent de l'importance de ce centre sur les instances de la population, lorsque de pays comme le Viet Nam, la Thaïlande ou le Laos se dotent d'une "école" de cadres dominée de la formation "occidentale". Le diplôme obtenu, "diplôme spécialisé" (DENS), est reconnu en place pour les cadres de haut niveau d'une manière qui permet souvent une formation plus poussée, voire un travail.

[illegible]

Un pays EEC qui doit continuer la croissance, qui se rapatrie ses entreprises, qui se lance en avant dans la concurrence ? Il n'y a rien de cette sorte. Au contraire, on demande qu'il se désengage de son marché intérieur, qu'il cesse de faire des investissements, qu'il se retire de la région européenne de Strasbourg, qu'il cesse de faire des partenariats, qu'il cesse d'employer activement, qu'il cesse d'employer pour son propre développement, qu'il cesse d'être un moyen de croissance pour les autres. C'est là qu'il faut aller. 60 000 francs de contribution, mais est de 80 à 100 000.

L'école municipale d'enseignement
supérieur. Consistent en une formation
nouvelle de professeurs, de techniciens
supérieurs, des cadres supérieurs de
l'établissement, etc. L'absence de ces
convenances passera par la mise en
place d'enseignants qualifiés et par la
des formations de ces enseignants.

Ainsi, le DFA a été le premier à
élaborer et à mettre en œuvre des pro-
grammes et des méthodes de formation
liées avec l'UNR et les différents
services. La formation des enseignants
a été la première à être mise en œuvre
d'urgence.

Il faut donner une majorité de progrès à M. Mitterrand
déclare M. Laurent Fabius

Pau. — Depuis que M. Raymond Barre a dénoncé, le mercredi 29 janvier, le « totalitarisme microcosmique », la campagne électorale prend la forme d'un véritable concours Lépine du néologisme. M. Laurence Fabius ■■■ montré, vendredi 31 janvier, qu'il participe lui aussi à cette compétition en raillant devant ceux que quatre mille personnes réunies à Pau ■■■ spécialistes d'économie microcosmique («... qui se révèlent surtout comme de grands professeurs d'inflation»). Allusion transparente à M. Barre lui-même.

Les socialistes ne se lassent pas d'exploiter contre l'opposition « une division dont au début de cette campagne on n'avait même pas l'idée », selon l'expression de M. Fabius. Le premier ministre a été reçu par le maire de Clermont

proposée par M^{le} Valéry Giscard d'Estaing : « Décidément, ces gens-là s'adorent ». « Je ne sais s'ils l'accepteront tous de s'asseoir » la même table, mais (...) s'ils mangent ensemble, il serait prudent de vérifier ce qu'il y a dans les assiettes. Les historiens sur le lieu des événements, les lieux de la vie politique, c'est que, j'ai une proposition à faire, c'est que, j'ai tenu la plume, les tourterelles qu'actuellement ils s'envolent, le mieux serait d'organiser sur (...) l'infirmerie de Clermont-Ferrand (...). Ce sont les nouveaux trois mousquetaires, mais dans le dessin des trois mousquetaires, il y a un quatrième (...). Un pour tous, tous pour un ! tandis que la devise des trois mousquetaires de la droite, c'est : Chacun pour soi et tous contre un ! »

M. Fabius a de nouveau critiqué le programme de la droite : « Rare-

ment, a-t-il dit, ■ a poussé aussi loin l'injustice fiscale (...): ■ ment (...), en aussi peu de temps, on a eu

Le premier [] a estimé, [] propos du résultat du scrutin du 16 mars, qu'il est « peu vraisemblable qu'il y ait une majorité de [] ». Il lui semble logique [] compter, pour constituer une majorité alternative à la majorité actuelle, ni [] députés qui se réclament de l'extrême droite. « Il faut que nous montions encore », souligne M. Fabius, [] allusion aux 10 [] d'intentions de vote [] le PS dans certains sondages, afin de [] une majorité de progrès en [] président [] République.

A propos des perspectives
 M. Fabius a affirmé que, « dans les
 prochaines semaines » (c'est-à-dire
 avant les élections), le conseil des
 ministres adoptera « un statut des
 élus locaux ». Le premier ministre a
 confirmé, d'autre part, que s'ils re-
 tent au pouvoir, les socialistes im-
 poseront dès 1986 « la création pro-
 gressive d'un minimum social
 garanti ».

Pour le premier ministre, la législation est notamment pour les autres celle de ces autres pays du tiers monde et du sud du monde. « A propos du développement, M. Fabius a dit : « Il n'y aura pas de solution durable au flux immigratif si les pays du tiers viennent, qui en général sous-développés, n'arrivent pas, grâce à notre aide, à se développer eux-mêmes (...). Ce n'est pas une question de générosité. Que ce soit une question d'intérêt est compris. »

M. Fabius a été interrompu à plusieurs reprises par des manifestants qui réclamaient l'intégration dans l'enseignement public des enseignants exerçant dans les écoles qui dispensent des cours en langue basque. Au nombre de plus d'une centaine de personnes, ces manifestants ont formé un défilé, banderoles déployées, et scandé leurs slogans avant de quitter la salle. M. Fabius leur a proposé de les recevoir après le meeting.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

C.R.

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — A défaut d'une impossible rencontre médiatisée, trois des principaux dirigeants politiques **MRG** comme « têtes de listes » dans le Rhône, MM. Charles Fitterman, Charles Hernu et Raymond Barre ont engagé, à distance, un débat remarqué au cours de la journée du vendredi 31 janvier.

A 18 heures, au cours d'un entretien avec la presse, M. Charles Fiterman a ouvert les débats sur les antennes de Radio-Franco-Lyon :
M. Barre est le représentant qualifié des forces que nous combattons. Nous avons toujours été adversaire et c'est contre eux que nous combattons. » Modéré vis-à-vis du gouvernement (« Je n'ai rien de ce que j'ai fait au gouvernement »), le responsable niste a même déclaré de « positif » à M. Badini (« Je propose... ») la différenciation locale sans doute — a été beaucoup moins amène pour M. Heru : « Je ne garde pas un grand souvenir de mon travail avec lui. »

À la même heure, sur FR 3, toujours face à des journalistes, l'ancien ministre de la défense doutait d'une renaissance d'une action commune avec le PCF. Mais M. Henu a surtout argumenté contre la droite. Il espère rivaliser en voix et en sièges avec M. Barra.

À Orléans, dans la banlieue sud de l'agglomération lyonnaise, l'ancien premier ministre a répondu trois heures plus tard au cours d'un meeting : « L'opposition divise ? Cette argumentation est dirigée contre moi. Mais je ne tomberai pas dans les pièges tendus par le gouvernement. Personne ne peut dire que j'ai cherché à avantager les autres », dit M. Mitterrand. Je suis heureux d'être démontré pour le monde entier à la française. » Cette déclaration de M. Barro pointait un lien qui n'avait pas été fait jusqu'alors entre les partisans d'une politique économique qui a basé de réduction d'impôt : « Je n'aime pas payer des impôts, et c'est particulièrement démocratique de taper sur le flaccidité ».

La guerre des trois n'a pas eu lieu... mais la campagne du Rhône va bon train

« C'est une tempête dans un verre d'eau », Parisiens et adversaires du « camarade » préfèrent ne pas trop s'émouvoir sur l'« affaire ». Celle-ci a tout de même entraîné la résiliation par deux dirigeants d'une lettre ouverte plutôt menaçante envers le « camarade » et sa publication dans l'hebdomadaire de l'organisation. M. Guy Trepoiret s'est fixé sur son sort, dimanche 2 février, à l'issue de la réunion du comité national du MPPT, le Mouvement pour un parti des travailleurs.

Ancien dirigeant du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) de Haute-Loire, adhérent du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste lambertiste) et membre du bureau du MPPT, l'organisation composée pour l'essentiel de militants du PCI, - M. Lambert a commis l'erreur de ses yeux de MM. Pierre Lambert et Yannick Guillou, deux dirigeants du MPPT et auteurs de la lettre d'invitation publiée dans Informations

Premièrement, il n'a pas
~~rien~~ avec ~~une~~ la vigueur
~~de~~ un ~~article~~ de Roupe,

■ **VAR. : démission au Front national.** — Le numéro deux du Front national dans le Var, M. Daniel Garcin, secrétaire départemental administratif de ce parti, a annoncé, vendredi 31 janvier, à Toulon, qu'il avait décidé de se démettre de ses fonctions. Le plus jeune conseiller municipal à Toulon a déclaré qu'il « n'accepte pas que son parti attique autant la droite que la gauche, qu'il ne soit considéré comme une politique du pire et table sur l'échec de l'actuelle opposition », a-t-il ajouté, avant de préciser que la décision « n'est « démarche symbolique et très personnelle ».

Ancien responsable du Parti communiste (PCF) à Toulon, M. Garcin, élu sur la liste de M. Moutier, Arreket aux municipales de 1983 et passé au Front national au lendemain des élections européennes de 1984, M. Garcin a indiqué qu'il siégera désormais, au conseil municipal, en tant que non-inscrit.

1-il ajouté, avant de préciser que la décision ■■■■ une « démarche symbolique et très personnelle ».

Ancien responsable du Parti des nouvelles (PFN) pour le Var, élu sur la liste de M. Maurice Arreckx aux municipales de 1983 et passé au Front national au lendemain des élections européennes de 1984, M. Garcin a indiqué qu'il siégera désormais, au conseil municipal, en tant que non-inscrit.

M. Barre : heureux d'être dangereux

M. Raymond Barre a déclaré, le vendredi 31 janvier à Oullins (Rhône), devant neuf cents sympathisants : « Les socialistes disent que l'opposition est divisée. Toute cette argumentation est dirigée contre moi. Cela m'insulte. Mais moi, je ne suis pas un socialiste, moi, j'ai découvert, dans toute la France, qui peuvent dire que, un seul instant, j'aurais cherché à avantager les socialistes et M. Mitterrand. Je ne l'ai jamais fait, au contraire (...). Je suis heureux d'être dangereux pour le socialisme et la française. »

■ Pour la première fois depuis qu'existe cette émission mensuelle, M. Jacques Chirac a répondu, le vendredi 31 janvier, au « Parleron France » de M. Fabius du mercredi 29. Le maître de Paris a bénéficié, pour cette, de l'addition des temps de parole réservés au RPR et à l'UDF. L'occasion lui a été ainsi offerte de se comporter en porte-parole unique de l'opposition. M. Chirac a insisté sur la nécessité de donner au RPR et à l'UDF la majorité, car « il n'y a pas d'autre choix pour gouverner, aucun autre gouvernement n'est possible depuis que l'union de la gauche s'est défilée ». Il a expliqué qu'un « Parti socialiste à l'opposition actuelle n'obtient pas non plus la majorité, il n'y aura pas de majorité actuelle mais une sorte d'anarchie ». Selon lui, « la différence de 1981, n'y a donc plus de choix entre deux forces d'importance comparable.

M. Alain Mucelin, délégué général du Parti républicain, a déclaré, le vendredi 31 janvier, à Brux (ille-et-Vilaine), que, en cas de victoire de l'opposition, il n'aurait pas de mandat de confiance. « Je n'ai pas le chapeau de la victoire ou porte le chapeau de la crise », a-t-il déclaré. Le député, qui donnait un coup d'envoi de la campagne électorale dans son département en compagnie de M. Pierre Méhaignerie (CDS), a ajouté que « la première dignité d'un président de la République, c'est de partir quand il est élu lors d'une élection ».

Evoquant l'engagement du chef de l'Etat dans la campagne électorale et le possible échec de la majorité, M. Madelin s'assure : « Il [Mitterrand] perd, qu'il parte ! ». Mais, s'il reste, alors on teste ! Mitterrand s'oppose à la mise en œuvre de notre plate-forme pour gouverner, l'expérience de la cohabitation s'en verra, et il portera le chapeau de la crise. »

Hôte de la presse diplomatique, le vendredi 11 janvier, M. Barre a déclaré que M. Raymond Barre « divise et crédibilise, à la fois, l'opposition ». Selon le premier secrétaire du PS, le « paradoxe » de l'opposition, c'est que M. Barre, « modéré dans l'économique et le social, n'est pas modéré en politique », tandis que « celui qui est peu modéré dans l'économique et le social, M. Chirac, est beaucoup plus modéré en politique ».

M. Jospin estime que l'amélioration des sondages pour le PS indique que les électeurs « menant une bonne campagne », mais sans espoir de gagner ; ou bien — hypothèse « évidemment plus audacieuse » — qu'il peut y avoir (...) un mouvement beaucoup plus fort de l'opinion.

Selon M. Michel Rocard, « si l'opposition l'emporte, ce ne sera pas l'enfer, mais, très prosaïquement, la panne. Le vrai choix de ces élections est entre continuer d'avancer et tomber en panne ». Pour l'ancien ministre de l'Agriculture, qui s'exprime devant plus de deux mille socialistes héraultais, le vendredi 31 janvier à Montpellier, le programme RPR-UDF comprend trois mesures que la gauche doit s'employer à combattre : la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, les dénationalisations et la suppression de l'autorisation administrative de financement.

M. Rocard a invité les socialistes à accueillir « avec soulagement, avec prudence et sans arrière-pensée » le recul du Front national dans les sondages. Il a évoqué, d'autre part, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, en déclarant : « Toute renégociation serait suicidaire : il n'y a pas d'espoir qu'elle se fasse au profit de la France, car l'Italie et l'Espagne conjugueraient leurs forces pour écouler leurs vins... » (Corresp.)

M. Roland Dumas a accusé, le vendredi 31 janvier, M. Jacques Chirac d'avoir causé « un préjudice grave » au commandant Mafart et au capitaine Prieur, incarcérés à Auckland à la suite de l'arrestation contre le commandant Warrie.

M. Chirac s'en était pris, lors d'un meeting électoral, le 29 janvier, à l'attitude « irresponsable » ayant lancé « un appel solennel » au gouvernement français pour qu'il « dise aux Français qu'il ont les négociations pour la libération des deux officiers ». Cette déclaration avait suscité une vive réaction du premier ministre.

M. David Lange.

L'opposition est moins unie que **l'opposition** l'Eure. **Le RPR** et l'UDF, **ils** assurent **l'opposition** à la main dans la main, mais pas à la sienne. **Un accord** pour composer une **liste** unique. Et voilà qu'une **liste** unique s'annonce. Elle est **annoncée** par M. Victor-Philippe de Broglie, **le** général RPR de Rugles. A ses côtés, **le** général **UDF** de Rugles, MM. Jean Schneider, RPR, et Serge Desson (d.v.).

Le **fait** de l'union ministre Jean de Broglie risque gros dans cette

■ **EURE-ET-LOIR : rebondissement à droite.** — Le maire de Châteaudun, M. Alain [] (RPR), qui avait été officiellement investi par M. Jacques Toubon pour [] de l'opposition aux régionales (le [] du 2 janvier), a annoncé, le vendredi 31 janvier, qu'il retire sa candidature. « Son retrait accroît la confusion à droite où le chef de file désigné par [] RPR pour les législatives, M. Michel Junot, secrétaire général du CNIP, est confronté à [] une liste président du conseil régional M. Maurice Doussel (UDF-RP) le président du conseil général M. Martial Taugouraud, récemment exclu du RPR. M. Vénot explique que, « M. Doussel, tête de liste de l'UDF pour les législatives ne voulant pas présenter une liste d'union de l'opposition », il ne lui avait pas « prendre la responsabilité de la [] de l'opposition ».

du CNIP, est confronté à une liste
président du conseil régional
M. Maurice Dousset (UDF-PR) et
le président du conseil général
M. Martial Taugourdeau, récem-
ment exclu du RPR. M. Vénot
expliqua que, « M. Dousset, sur la
liste de l'UDF pour les législatives,
ne voulant pas présenter une liste
d'union de l'opposition », il ne
pouvait pas « prendre la responsabilité
de la liste de l'opposition ».

LE CAPITAINE BARRIL DEVANT LE TRIBUNAL DE BOBIGNY

« Pétard mouillé » ?

Il accablait le capitaine Paul Barril. Qui oserait s'opposer à ce combattant de la loi, comme disent ses avocats ? Qui oserait aller à l'encontre de cette médaille de journaliste et d'administrateur accueillant le fringant capitaine, aujourd'hui en disponibilité, pour son premier rendez-vous avec la justice ?

Car il est populaire, le bougre et, quoi qu'elle en ait, la justice n'est pas insensible aux bruissements de la rumeur publique. Il suffit d'un coup d'œil : yeux clairs, nez fardé, une impeccable tenue, une main sur la hanche, tout entier à ses missions impossibles, qui font sa légende — et le succès de son livre intitulé — on lui donnerait, à ce capitaine, le bon Dieu sans confession.

Beaucoup d'amis

Qu'il ait été entré en danse forcée, après une succession d'opérations, ou l'ombre d'un État cédant de prosaïques libertés prises avec le code, enrichi la chronique. Un soldat perdu, c'est toujours éloquent.

Les magistrats ne reculent donc pas devant les compliments sur le « courage » et les « antécédents » de l'excellent capitaine et jusqu'à cette scène exceptionnelle de ce substitut du procureur de la République, M. Christian Terrel, presque de son plein gré, requiert : « Il faut maintenant purger ce dossier. C'est triste, pénible. Nous irons quand même jusqu'au bout. »

Car on oublierait presque que le capitaine est inculpé, de « possession illégale de munitions de première et quatrième catégorie » et de « complicité de détention illégale d'explosifs ». Mais c'est, tout simplement, que l'ancienne vedette du GIGN a beaucoup d'amis, un réseau où la confiance n'est pas partagée, où la fraternité des armes a ses raisons, inconnues du profane : on tire ensemble, on échange des cartouches, on se montre des armes, on pense à mal, on aime, l'amitié : le personnage n'échappe pas à sa légende.

La justice a quand même des surprises. Le corps du délit fait nombre : cent cinq cartouches de 7,5 mm, cinquante de 9 mm, 357 magnum, vingt-quatre détonateurs, vingt mètres de mèches lentes. Et l'ami auquel le capitaine a offert d'avoir offert cet attirail, M. Philippe Léonard, dit « Phil », parfumeur parisien, collectionneur d'armes, s'est trouvé mêlé à un trafic d'armes, justement : pour ce trafic il fut condamné, en avril 1983, à douze mois de prison, dont deux ferme. Une affaire bien mystérieuse, avec suicide en

détention du principal inculpé et auteurs issus de l'extrême-droite ardente, tel l'ex-marcoussier Olivier Danet.

Alors on s'interroge. Le président, M. Henri Le Gall, convenu que c'est « par raccroc » que le capitaine arrive dans ce dossier : « Vous savez, tout de même, qu'on ne donne pas comme ça des trucs qui sont quand même dangereux ». Le substitut, avant de plaider d'« immenses circonstances atténuantes » et de réquiescer six mois d'emprisonnement avec sursis : « Vous étiez mieux placés que les autres pour savoir que toute faiblesse était prohibée [...]. Commis par un officier de gendarmerie, de tels faits ne peuvent pas être excusés. »

Quels faits ?

Les faits, quels faits ? Car le capitaine a son honneur et ne reconnaît pas l'importance qu'il lui a été faite : « Pour aménager une fosse de ball-trap » dans la propriété de l'ami Philippe, en Bourgogne. Non pour les munitions, jamais. Bien sûr, les deux amis ont souvent tiré ensemble, quelques cartouches échangées ou laissées, c'est possible, mais un tel lot, non.

C'est donc à « assez flou » sur ce point, mais on pourrait le moins sur ceux qui profitaient des munitions du GIGN. C'est comme un « petit » : « Vous savez, on faisait tirer de nombreuses personnes, des magistrats, des juges [...]. »

nous demandaient des munitions... Quant aux accusations de l'ami Philippe qui a assuré, à l'instruction, avoir reçu le tout du capitaine : « Il a pu être influencé par les policiers qui l'ont interrogé ». C'est suggéré, sans insister : la guerre des polices, vous connaissez ?

Les experts, eux, ne suivent pas. Ils ne croient pas à l'utilité de tant de détonateurs pour creuser une fosse, qui ne le fut d'ailleurs pas. Ils affirment, surtout, que les cartouches viennent de lots militaires, dûment identifiés, affectés, parfois intégralement, au GIGN. Un GIGN où l'on n'était pas très regardant : 600 cartouches perdues ici, selon la comptabilité, 450 là, 300 ailleurs. Quant aux détonateurs et à la mèche lente, c'est plus simple : ils reviennent de la Mecque, Arabie saoudite, où le capitaine s'illustra dans la défense de la monarchie.

Même pas un vol, s'exclament alors les avocats du capitaine, M^{rs} Dohet et Francis Spaher qui plaident la « pureté » et « simple » de leur client. Les munitives ? Pas prouvées. Les restes ? Des artifices, pas des explosifs, comparables à des allumettes ou des pétards de goéa. « Une poursuite absolument misérable, un pétard mouillé » résume M^{rs} Spaher, qui voit la main d'un pouvoir schématisé contre le capitaine, « un grand qui aime à faire des bous émissaires ».

Jugement le 7 février.

EDWY PLENEL

DEVANT LA COUR D'ASSISES DES HAUTS-DE-SEINE

Réclusion criminelle à vie pour Alain Teixeira meurtrier d'un policier en octobre 1984, à Puteaux

Son complice qui avait tiré sur deux autres agents a été condamné à vingt ans de la même peine

Peines demandées, peines prononcées. M. Jean-Paul Pinard, général, M. Jean-Paul Pinard, avait demandé, le vendredi 31 janvier, la réclusion criminelle à perpétuité contre Alain Teixeira et vingt ans de la même peine pour Serge Lefèvre. La cour d'assises des Hauts-de-Seine a condamné Alain Teixeira à la réclusion criminelle à perpétuité et Serge Lefèvre à vingt ans, y ajoutant, pour l'un et l'autre, la peine dite de sûreté, qui fait que Teixeira ne pourra bénéficier d'aucune remise pendant seize ans et qu'il en ira de même pour Lefèvre durant treize années.

Pas importe dès lors qu'au terme d'une délibération qui dura quatre heures trente Serge Lefèvre ait pu être déclaré coupable de tous les faits dont il était accusé, alors que, pour Teixeira, il a été répondu affirmativement aux sept questions qui le concernaient et non à celle des circonstances atténuantes dont Lefèvre en revanche, bénéficie.

Pour ce dernier, qui n'est pas concerné par le meurtre du gardien Joseph Léon, mais se trouvait seulement accusé de tentative d'homicide volontaire sur la personne du brigadier Sauvage et du gardien Michel Trochian, tout se jouait sur la volonté d'homicide. Avait-il vraiment voulu donner la mort en tirant comme il le fit à trois reprises ? La cour a dit non pour ce qui visait M. Trochian, ce qui était logique, Lefèvre ne s'étant jamais trouvé face à ce policier durant l'instinct tragique de la nuit du 10 au 11 octobre 1984 à Puteaux. Mais elle a dit oui s'agissant du brigadier Sauvage, avec lequel Lefèvre se trouva aux prises dès le début de l'intervention policière.

C'est en vain que M. Jean-Yves Liénard fit valoir que, si Lefèvre avait vraiment voulu tuer M. Sauvage, il ne l'aurait pas manqué comme ce fut le cas, puisqu'à ce moment il se trouvait à moins de 50 centimètres de lui. Il y avait, en outre, contre Lefèvre le fait que ce fut lui qui prit l'initiative de « braquer » le policier lorsqu'il se présentait et, par là même, se trouvait responsable de tout ce qui devait découler de cette décision.

Pour Teixeira, le seul espoir résidait dans l'acceptation en sa faveur d'un doute sur l'origine de la balle qui frappa dans le dos le gardien de la paix Joseph Léon. Pour le faire admettre, il aurait fallu ruiner dans l'esprit des jurés la démonstration faite la veille par le professeur Cecaldi, d'où il résultait non seulement que la balle mortelle n'avait été tirée par aucune des trois armes des policiers, mais, de surcroît, que cette balle présentait les mêmes caractéristiques que d'autres que possédait Lefèvre et dont il avait voulu se débarrasser aussitôt après le drame.

M. Michel Cantin, qui n'avait pas pris le risque d'engager le fer en présence de l'expert, ne pouvait alors, dans sa plaidoirie, que risquer cette interrogation bien insuffisante en la circonstance : « Les affirmations d'un expert sont-elles forcément paroles d'Évangile ? »

De plus, cette affaire était de celles qui, actuellement, mais aussi depuis bien longtemps, n'incitent guère les cours d'assises à l'indulgence et pour lesquelles les autorités gouvernementales, aujourd'hui comme hier, font régulièrement savoir qu'elles n'éprouvent envers leurs auteurs aucune commiseration.

Le corps des policiers, qui, au lendemain de ce drame, avait déjà manifesté une irritation proche de la révolte, lui donnant une dimension politique, n'a son suivi attentivement l'évolution du procès. L'arrêt rendu est celui qu'il attendait, comme l'ont montré les réflexions de ceux qui, siens qui, depuis deux jours, se trouvaient dans les rangs du public l'élément majoritaire.

Aussi bien, dans un tel contexte, et fort d'un passé judiciaire bien établi, Alain Teixeira et Serge Lefèvre ont accueilli, avec la résignation de ceux qui sont sans illusions, un arrêt qui les met au rang, selon cette phrase impitoyable de l'avocat général, de « deux hommes particulièrement dangereux, deux êtres malséants qu'il importe de neutraliser et pour longtemps ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

UN JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE RENNES

M. Huynh Ba Xuan, officier français

De notre correspondant

Rennes. — M. Huynh Ba Xuan, né à Bac-Lieu (Cochinchine) le 12 décembre 1915 est Français en vertu de décret du 24 août 1953 et a conservé la nationalité française sans discontinuer depuis sa naissance. Ce jugement, prononcé vendredi 31 janvier, par la première chambre civile du tribunal de grande instance de Rennes a été salué par de longs applaudissements d'officiers venus témoigner leur solidarité avec M. Huynh, ancien capitaine de l'armée française, titulaire de la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieures de la croix de combattant, de la médaille d'outre-mer et de la médaille commémorative de la campagne d'Indochine.

Orphelin de guerre à seize ans, M. Huynh s'engagea un an plus tard dans l'armée française. Après l'école spéciale militaire Interarmes de Coëtquidan (promotion Leduc) et l'école d'application de l'armée blindée et de cavalerie de Saumur, il fut lieutenant au ministère sud-vietnamien de la défense, à Saigon, avant d'exercer, en 1951, les fonctions d'aide de camp du général d'armée du Latrue de Tassigny, à la tête du commandement du 11^e bataillon français, avec le grade de capitaine. M. Huynh passa dans une unité du Viet-Minh le 1^{er} janvier 1953. La suite : vingt ans de camps de concentration, trois ans de clandestinité avant de pouvoir revenir en France où il arriva le 13 juillet 1984.

L'ancien brillant capitaine, qui a sacrifié sa jeunesse à l'idée qu'il se faisait de la France, a alors considéré comme réfugié politique après avoir été placé comme tel dans un camp d'accueil en Vendée. Aujourd'hui, il est employé civil du

ministère de la défense à Rennes où son salaire ne dépasse pas le SMIC.

Français de naissance, M. Huynh était sujet français de statut civil de droit local par opposition aux citoyens français de statut civil de droit commun, l'accession au statut civil de droit commun impliquant une démarche des « sujets français ». Or la convention franco-vietnamienne du 16 août 1953 prévoyait la possibilité d'option de nationalité française ou vietnamienne pour les personnes originaires du Vietnam ayant acquis avant ou après le 8 mars 1949 le citoyenneté française.

L'oubli de l'Etat

A la suite des accords de Genève signés le 20 juillet 1954, tous les prisonniers devaient être libérés dans les trente jours, mais l'Etat français avait alors oublié de réclamer le capitaine Huynh. Selon le tribunal, par cette omission, « l'Etat français a mis M. Huynh en situation de force majeure qui, si elle n'avait pas été, lui aurait permis d'obtenir, sur sa demande, mais au plein droit comme officier indigène, le statut de citoyen français ». Le tribunal a donc reconnu que M. Huynh est Français de droit commun.

De plus, le tribunal a constaté que, depuis son arrestation en 1947, M. Huynh a manifesté sa volonté d'acquiescer à la citoyenneté française, ce qui est équivalent à la demande d'accession à la citoyenneté.

Le capitaine Huynh, qui attend maintenant que son épouse et sa fille âgée de cinq ans puissent quitter le Vietnam pour venir le rejoindre en France, va demander au ministre de la défense la reconstitution de sa carrière.

CHRISTIAN TUAL.

LES FAUSSES FACTURES DANS LA CONFECTION

Une lettre de M. Aron-Brunetière

Après la publication dans le Monde du 27 janvier d'un article intitulé « Fausse facture franco-yougoslave dans la confection » — une fraude de 100 millions de francs. — M. Jean-Michel Aron-Brunetière nous a adressé le droit de réponse suivant :

« Cadre de banque, cité dans l'article, je ne puis que m'élever contre les propos de son auteur. Ce dernier présente comme acquiesseur la connaissance que j'aurais eu de l'activité des sociétés [...] »

ce qui laisserait présumer de ma complicité avec leurs responsables et en conséquence de ma culpabilité.

Or ceci est contraire à ce que j'ai toujours déclaré, et à ce jour je n'ai fait l'objet d'aucune condamnation.

Les assertions de cet article qui prétendent de la part du tribunal violent de façon flagrante le principe de la présomption d'innocence dont bénéficie tout inculpé non encore jugé.

La directrice d'un centre médico-éducatif d'Indre-et-Loire écrouée pour abus de confiance

La directrice adjointe du centre médico-éducatif d'Ambillion (Indre-et-Loire), M^{me} Claudie Barigot, vient d'être incarcérée pour abus de confiance : vol : elle aurait détourné 1 200 000 francs qui auraient dû aller à la direction départementale de la prévention et de l'aide sociale ; le mari de M^{me} Barigot a été écroué pour recel.

Le travail de la directrice adjointe consistait, pour l'essentiel, à gérer « à assurer la comptabilité d'un établissement qui accueille soixante-dix adultes souffrant de handicaps mentaux ». Les travailleurs perçoivent une rémunération par divers canaux, qui sont sur les comptes individuels pour lesquels M^{me} Barigot bénéficiait d'une procuration.

Au titre de la contribution des travailleurs handicapés à leurs frais d'hébergement, une somme de 55 francs par jour était prélevée sur cette rémunération, le

centre médico-éducatif jouant le rôle de percepteur. Percepteur indélicat en l'occurrence, en la personne de M^{me} Barigot, puisqu'elle a détourné depuis 1981 cet argent sur son propre compte : celui de son mari, garagiste. — (Corresp.).

« Condamnation d'un chauffeur : le parquet de Cherbourg fait appel. — Le parquet de Cherbourg a fait appel, mercredi 29 janvier, de la décision du tribunal de grande instance de cette ville, qui a infligé une peine de prison ferme et trois amendes de 1 000 francs à un chauffeur routier irlandais, Denis Hilliard, responsable de la mort de cinq personnes dans un accident de la route (le Monde du 30 janvier).

Le procureur de la République avait requis deux ans de prison ferme, soit la peine maximum, contre le chauffeur, qui était d'ébriété au moment de l'accident.

L'affaire sera jugée par la cour d'appel de Caen.

A L'ECOUTE DES AUTRES CULTURES

L'homme en blanc et le Guajiro

L'homme qui souffre, le malade, qui s'en soucie vraiment ? La question courait sous les débats du colloque Médécines du monde, organisé à Paris les 28 et 29 janvier.

Les médecines d'aujourd'hui, médecine de famille, de campagne ou d'ailleurs, connaissent leurs patients. Comme l'a dit un participant : « Ces médecines n'avaient de valeur scientifique que dans la mesure où elles s'adaptent à la vie, dans sa maladie et dans sa mort. »

Comment renouer le fil rompu ? Ici et là, des tentatives s'ébauchent au cours de la formation des médecins. M. Jean-Pierre Coulaud, professeur de psychologie tropicale à l'INSERM, a été l'exemple de jeunes médecins coopérants à l'université de Port-au-Prince, à Haïti. Pendant trois semaines, en fin d'études, ils ont mené leurs étudiants dans la campagne et soigné avec eux.

Dérision occidentale

Car la formation est en cause. Son inadéquation, encore le professeur Coulaud, de plus en plus nettement. D'autres voix renchérisent. Comme celle de Marc Brodin, professeur à la faculté de médecine Bichat-Paris-VII, qui constate : « L'évaluation de la formation des médecins n'a jamais la relation avec le malade. » Il faudrait que les praticiens enseignants acceptent d'élargir leur équipe de formation en l'ouvrant aux sciences humaines, à l'anthropologie. Au mépris des sacro-saintes indisciplines. « Si je veux discuter mon développement de santé publique, s'exclame Marc Brodin, je n'ai qu'à proposer le recrutement d'un anthropologue. Si je veux le valoriser, celui d'un médecin. »

Et à l'inverse, une fois de plus, d'ailleurs, du regard porté avec respect sur d'autres cultures ? C'est ce qu'a voulu suggérer M^{me} Georgina Dufour, ministre

des affaires sociales : la solidarité nationale, qui patronne ce colloque, organisé par le docteur Véronique Barrois-Laroux, membre de son cabinet. « La médecine, a rappelé le porte-parole du gouvernement, est toujours un appel de celui qui souffre. Et pourtant le bien-être du soigné n'est que trop pris en compte. » Il faut enrichir la réflexion, propose-t-elle, en écoutant la réponse adaptée à chaque société, selon sa culture.

La description par Michel Perrin, ethnologue, chercheur au CNRS et au laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France, du succès « à l'ouest » de la médecine occidentale chez les Indiens Guajiro, au Venezuela, fut tout à fait éclairante. De même que l'expérience du Dr Jean-Pierre Hégel dans les camps de réfugiés khmers en Thaïlande. Ce dernier s'est attaché à coopérer avec les médecines traditionnelles, sans esprit de compétition, l'important n'étant pas de « démontrer l'efficacité de chacune des méthodes, mais de guérir les malades ».

M. Perrin, qui, à plusieurs reprises, a séjourné chez les Indiens Guajiro, à l'ouest du nord de l'Amérique du Sud, a mis en lumière comment, pour un Indien Guajiro, accepter la médecine occidentale revient à « accepter toute la représentation symbolique du monde ». Mais qu'il est totalement intégré à cet univers symbolique dans lequel les maladies, caractérisées par l'absence d'harmonie, ont leur cause ultime dans le détachement de l'âme du corps du malade, les chamanes guérissent ces maux. Massages, pointes de feu, drogues végétales, mais aussi, et surtout, plusieurs jours durant, d'un « jeûne » soignant et forcé surnatant, qui provoque le « retour définitif » de l'âme du malade.

CHARLES VIAL.

Une clinique pour médecines douces

M^{me} Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement a décidé la création, à Cannes, d'un « établissement de santé expérimental ». L'annonce de cette création, dans le Journal officiel du 23 janvier, ne sera pas sans conséquences sur la stratégie de communication qu'on s'attendait à développer au cabinet du ministre à propos de la nouvelle politique sur les « thérapies alternatives » et communément baptisées « médecines douces ».

De quoi s'agit-il ? De la création d'un établissement de soins à but lucratif, situé à Cannes, et qui sera dirigé par le docteur Jean-Pierre Muryard — que l'arrêté qualifie de « président de la Fondation de recherches sur les thérapies alternatives » — dans lequel on « expérimentera les méthodes thérapeutiques non encore enseignées dans les universités françaises ». En d'autres termes, on autorise la création à Cannes de cinquante lits de médecine (autorisation accordée à la Fondation sur les thérapies alternatives) et celle de vingt-cinq lits de chirurgie à la société anonyme Institut polyclinique de Cannes que préside le docteur Jean-Louis Geneix, généraliste.

Le tout sera installé dans un établissement « doté d'un plateau technique assez remarquable » qui, jusqu'à présent, ne remplissait pas les fonctions pour lesquelles il avait été construit. On devrait y évaluer, entre autres, l'ensemble des pathologies actuellement baptisées « psychosomatiques » ainsi que celles qui ne bénéficient pas, pour l'heure, de traitement spécifique. En chirurgie, on étudiera l'efficacité de l'acupuncture et on tentera d'évaluer l'intérêt de la psychothérapie dans les suites d'interventions chirurgicales. Les malades pourront être adressés par des médecins traitants « classiques » ou par des praticiens qui exercent des « médecines différentes ». La constitution de l'équipe médicale de cet établissement est en cours, de même que sont actuellement menées les négociations avec la Sécurité sociale.

Tout cela n'aurait dû être révélé que dans une quinzaine de jours, avec l'ensemble des mesures décidées par M^{me} Dufour pour l'évaluation des thérapies alternatives. Des mesures qui, confie-t-on de bonne source, seront présentées dans quelques jours seulement.

JEAN-YVES NAU.

Société

Salon-de-Provence

SIX CENT VINGT COFFRES DE LA CAISSE D'ÉPARGNE SONT FRACTURÉS ET PILLÉS PAR CINQ MALFAITEURS

Six cent vingt coffres d'une valeur de 10 millions de francs au Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) ont été fracturés et pillés, le vendredi 31 janvier, par cinq malfaiteurs qui ont tenu en respect le personnel présent pendant trois quarts d'heure.

Vers 8 h 30, à l'ouverture des bureaux, cinq hommes portant des capotes et tenant à la main des armes pénétrèrent dans un des locaux de l'agence située cours Carnot, dans le centre de la ville. Probablement renseignés, les malfaiteurs n'ont aucun mal à neutraliser un vigile et les trois employés qui sont sur place.

En effet, depuis quelques temps la partie de l'établissement réservée au guichet est en réfection. Seule, la pièce des coffres est ouverte à la clientèle. Très calmement, n'exerçant aucune violence sur leurs otages, les perceurs de coffres ont fracturé six cent vingt sur les six cent quatre-vingt-neuf existants.

Dérangés vraisemblablement par l'arrivée du directeur, les malfaiteurs ont pris la fuite. L'importance financière de ce cambriolage n'a pas encore été évaluée, le butin ne pouvant être connu qu'après examen des inventaires fournis par les locataires.

Les trois jeunes lycéens inculpés après l'incendie de la cathédrale de Bourges. — Trois jeunes lycéens qui sont à l'origine de l'incendie qui avait provoqué, vendredi 24 janvier, (le Monde daté 25-27 janvier), des dégâts importants à la cathédrale de Bourges (Cher) ont été arrêtés, inculpés d'incendie volontaire mais laissés en liberté : il s'agit de deux frères, âgés respectivement de treize ans et demi et de douze ans et demi et d'un de leurs camarades du même âge. Sur le plan civil, les parents ou leurs compagnies d'assurances devront payer une somme non encore évaluée.

Les trois adolescents ont reconnus qu'ils avaient fait exploser des pétards et des fusées vendredi dernier et qu'ils s'étaient « bien amusés » en « jouant » les pompiers.

Un ancien juge en chef condamné pour vols en cavité à l'audience. — Un ancien greffier en chef du tribunal d'instance du dixième arrondissement de Paris, M. Pierre Gilla, cinquante-quatre ans, condamné vendredi 31 janvier par la dixième chambre correctionnelle de Paris à deux ans d'emprisonnement dont un avec sursis pour vol d'objets placés sous scellés et pour subornation de témoins, a été arrêté à l'audience au terme des débats.

Patinage artistique

UNE QUADRUPLE BOUCLE PIQUÉE

Le Tchèque Jozef Sabotik a conservé son titre de champion d'Europe de patinage artistique, le vendredi 31 janvier à Copenhague. Troisième aux Jeux olympiques de Sarajevo en 1984, ce jeune homme de vingt-deux ans originaire de Bratislava, a manifesté d'étonnantes progrès en réussissant deux exploits techniques, un triple axel et surtout une quadruple boucle piquée. Déconcerté par sa réussite, il a connu plusieurs erreurs que juges n'ont pas voulu retenir en lui accordant au 6^e quatre 5,9.

Le Soviétique Vladimir Kotin a pris la deuxième place devant son compatriote Alexandre Fadeev, le champion du monde. Les Français Laurent Depouilly et Philippe Roncoli ont pris respectivement les huitième et neuzième places.

FOOTBALL : championnat de France. — Un groupe d'hommes d'affaires italiens, l'actuel vice-président du club, M. Gianni Nardi, a pris le contrôle du Milan AC, menacé de faillite. Les industriels milanais ont acheté pour 25 milliards de francs (112 millions de francs) les 11^e de parts détenus par l'ancien président, M. Giuseppe Farina, alors que le magnat de la télévision, M. Silvio Berlusconi, avait proposé 15 milliards de francs pour le rachat du prestigieux club de football, les dettes sont estimées à 20 milliards de francs.

BASKET-BALL : coupes d'Europe. — En quarts de finale de la Coupe Korac, Antibes, qui s'est imposé à Salonique (88-67), disputera les 19 et 26 février les demi-finales contre Rome.

NATATION : champion de France. — Stephan Caron a amélioré de 1 seconde sa meilleure performance française sur 200 mètres nage libre (petit bassin) en 1 mn 46 s 23. C'est la deuxième meilleure performance mondiale derrière celle de l'Allemand de l'Ouest Michael Gross (1 mn 44 s 50). Kayra Faure a battu de 1 s, 64 sa meilleure performance française sur 800 mètres en 8 mn 36 s 31.

TENNIS : Tournoi de Philadelphie. — Yannick Noah s'est qualifié pour les demi-finales du Tournoi de Philadelphie, doté de 375 000 dollars, en battant l'Américain Kevin Curren 6-3, 7-6. Il sera opposé à l'Américain Tim Mayotte, vainqueur de Jimmy Connors 6-4, 6-2. Dans l'autre demi-finale, Ivan Lendl bat l'Américain Brad Gilbert.

Mots croisés

PROBLÈME N° 4153
HORIZONTALEMENT

I. N'est pas résolu à travailler sans filet. A une existence plutôt limitée. — II. C'est bien le seul à être ravi quand il est dans les choux. N'a pas le goût du risque mais n'hésite pourtant pas à se mouiller. — III. Nous oblige, le moment venu, à tirer les ficelles. Remède efficace pour déridier les femmes de tout âge. — IV. Conjonction. Exemples à suivre. Certains se font un plaisir de fourrer le nez dans. — V. Elle lui, tout est possible. Ne retient donc pas le souffle. Est commune à de multiples espèces de canards. — VI. Source de vie. N'est donc pas étranger à ce qui se fait. Pour beaucoup, il convient d'y mettre régulièrement les « pieds » pour ne pas perdre la main. VII. Un qui risque d'avoir toutes les peines du monde pour se faire entendre. Apporte une bonne quand il finit par en venir aux mains. Pousse à côté des iris. — VIII. Pas de quoi se frotter les mains ! Le proche dépend souvent de lui. Occasionnait plus de peur que de mal. — IX. Élément de la faune marine. Mérite d'être vu. Fait la rale tout aussi bien à droite qu'à gauche. — X. S'installe à des faits et gestes. A perdu tout son charme en bien peu de temps. Fut à l'origine d'une disparition. — XI. Cherche à la petite patrie. A ramasser à la petite cuillère. Eau courante. — XII. On l'a pas hésité à crier victoire. Peut avoir affaire à un mauvais sujet. S'étend après un choc. — XIII. Réserve à ceux qui travaillent avec application. Laisse des traces de son passage dans le bois. — XIV. Ne se connaît pas d'ennemi. Ses bandages ne l'empêchent pas de s'offrir à tous les regards. — XV. Retarde la réussite. Un homme qui peut tout de même avoir de l'éclat. Note.

ne peut certes pas dire qu'il n'y a rien à en tirer. Se suivent en marchant. — 9. Son but n'est évidemment pas de nous mettre en mauvaise posture. A peut-être trop sifflé avec des « perroquets ». Conjonction. — 10. La femme à barbe. Ne prive pas de service. Indissociable de certaines pensées. — 11. Est appelé à se lancer dans de longs développements. Incite de nombreux hommes à s'intéresser aux minettes. On y participe en jouant. — 12. S'engage à nous fournir de bons travaux. Peut être toute retournée par son travail. — 13. Peut être amené à rejoindre le gros de la troupe. Avec lui, il y a de quoi se prendre au jeu. — 14. Pl. Est souvent à côté de ses « pompes ». — 15. Fait plaisir à voir. N'est guère la possibilité de prendre sa revanche. Victime de certains accidents.

Solution du problème n° 4152

HORIZONTALEMENT
I. Souteneur. — II. Entrée. — III. Rires. — IV. Ura. Mère. — V. Moreau. Ou. — VI. Maudite. — VII. PA. Quel. — VIII. Insulte. — IX. Mère. Sol. — X. Tinter. Ne. — XI. Mère. Mère.

VERTICALEMENT
1. Ont un goût très prononcé pour le « fromage ». — 2. A tout intérêt à ne pas rechigner devant le plat. Ne tiennent souvent qu'à un fil. — 3. Se pose ou se perd. N'hésite pas à faire pression pour obtenir ce qu'il désire. — 4. Remercie quand elle a bien mané le fouet. Utilisé pour la fabrication de tubes de rouge. — 5. « Signes » de croix. Procède par élimination. Facilite un mélange d'huiles. — 6. Susceptible de faire augmenter certaines dépenses. Se montre partisan de la contestation. Constate quand il est petit. — 7. Cité en Italie. Point d'eau. N'est donc pas victime du froid. — 8. N'est pas l'habitude de remonter quand il est temps de se mettre à l'ouvrage. On

1. Sérén. Pista. — 2. Onirisme. — 3. Utrère. Sind. — 4. Tes. Enquête. — 5. Era. Adulce. — 6. NI. Muret. RA. — 7. Etai. Iles. — 8. UE. Mon. Onc. — 9. Feu. Allou.

GUY BROUTY.

L'Association Pour agir organise le mardi 4 février, à 20 h 30, au Théâtre André-Malraux, 144, rue Guillaume, 93220 Gagny, une réunion-débat sur le thème : « Les sectes, danger ! », animée par MM. Alain Vivien, député de la Seine-et-Marne, auteur du rapport sur les sectes, et Roger Ikor, écrivain.

Carnet

Naissances

— Eric et France FOUQUIER sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils
Edouard,
le 29 janvier 1986.
26, avenue de Lamballe,
75016 Paris.

Décès

— Prof. Champigny. Saint-Pol-de-Léon, Montpellier.

M. Jean Le Lagadec, son épouse, Jeanick et François, ses enfants, Sa sœur, son frère, Ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline LE LAGADEC, née Le Roux,
à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu à Profur, le mardi 4 février 1986, à 15 h 30.

La levée du corps aura lieu le matin à 8 heures, amphithéâtre de la Salpêtrière, rue Bruant, à Paris-13^e.

— M^{me} Roger Leroux, M. et M^{me} Jacques Carbonnel et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Chabaz et leurs enfants, M. et M^{me} Renard Leroux, son épouse, ses enfants et petits-enfants, Et tous les autres membres de la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger LEROUX, professeur honoraire, survenu le 27 janvier 1986, à l'âge de soixante-sept ans.

Selon le désir du défunt, l'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

19, rue Louis-Blanc, 17300 Rochefort.

— M^{me} Henri Molin, M. et M^{me} Michel Baschwitz, M. et M^{me} Edouard Sicut et Gailie, M. et M^{me} Fernand Journot et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Lamort, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri MOÏSE, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, leur épouse, père, grand-père, frère, oncle et neveu, survenu le 31 janvier 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, à Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons pourront être faits à la recherche contre le cancer.

31, boulevard Suchet, 93018 Paris.

— M^{me} Jacqueline Pardo, son épouse, M. et M^{me} Richard Pardo, leurs enfants, M. et M^{me} Robert Pardo et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Frédéric Pardo, ses neveux et nièces, M^{me} Germaine Campagne, belle-mère, M^{me} Ferdinand Pardo, sa belle-sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Benito Benl Baruch PARDO, ancien prisonnier de guerre, chevalier de l'Ordre du Mérite de la République italienne.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 3 février 1986, à 11 h 30.

— Les animateurs de la galerie Pardo ont la tristesse de faire part du décès de

M. Benito Benl Baruch PARDO, fondateur de la galerie Pardo, donateur aux Musées et amis des arts.

Ils remercieront ceux qui l'ont connu et aimé de leur peine.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.
160, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

— M^{me} Sam Yoni, M. et M^{me} Guy Patrick Yoni et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Sam Guedalia YONI, leur époux, père et grand-père, survenu le 31 janvier 1986, à l'âge de soixante-cinq ans, à son domicile, 15, avenue Foch, à Paris-16^e.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 février.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Paris, à 15 h 45.

Anniversaires

— Ce jour 2 février 1986, troisième anniversaire du décès de

Tobias KAUFMAN, une amicale amicale est demandée à ceux qui l'ont connu et estimé.

— Il y a trois ans disparaissait tragiquement, à l'âge de vingt et un ans,

Sophie WINTER, née Rosenthal.

Pensez à elle.

— Il y a vingt ans, le docteur André ZENGERLE était rappelé à Dieu.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent.

Chez Citroën du 30 janvier au 10 février 1986.

Reprise sauvée

5000 F

au moins

pour tout achat d'une voiture neuve disponible sur stocks.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën* vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 30 janvier au 10 février 1986.

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.

*Réseau France Métropolitaine.



CITROËN présente TOTAL

Économie

REPÈRES

Logements neufs : la chute enrayée

Le nombre de mises en chantier de logements neufs en 1985 s'est élevé à 295 000, a annoncé, le 31 janvier, M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. Ce résultat est au moins égal à celui de 1984 (294 998 logements) et marque une stabilisation du nombre de logements neufs construits, contrastant avec les baisses importantes observées depuis 1975, qui avait été une année record avec 514 300 logements neufs commencés. Depuis, ce nombre avait constamment baissé, sauf en 1981, passant en 1984 de 400 000 en 1980 et sous celle des 300 000 en 1984.

Automobile : production record en RFA

Plus 4,45 millions de véhicules, la République fédérale d'Allemagne a battu, en 1985, son record de production de 1973 (4,24 millions), a annoncé le président de la Fédération allemande de l'industrie automobile (VDA). La production a progressé de 10 % en un an, représentant 9,9 % de la production mondiale. Cette croissance s'explique par les bons résultats des exportations, qui compensent la légère récession du marché intérieur. Celle-ci, avec 2,38 millions de véhicules immatriculés, a baissé de 0,4 % en 1985 par rapport à 1984. Les ventes à l'étranger, elles, ont progressé de 15 % (2,56 millions de véhicules), et même de 20 % en Amérique du Nord (440 000). En Europe, les meilleurs clients restent la Grande-Bretagne (450 000 véhicules), la France (280 000), l'Italie (220 000) et les Pays-Bas (191 000). Sur le marché allemand, la pénétration des marques étrangères, notamment japonaises, a encore augmenté en 1985, pour atteindre 27,2 %, contre 26,7 % en 1984.

DISTRIBUTION

1985 a été une année faste pour les hypermarchés et les pharmacies

Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'établissait, en 1985, à 1 231 milliards de francs courants, contre 1 180 milliards en 1984, soit une progression de 4,3 %, tandis que la croissance en volume serait de l'ordre de 1,1 %. Il s'agit d'une amélioration certaine, mais qui est « faible », selon le premier bilan publié par l'INSEE pour la Commission des comptes nationaux de la nation, qui s'est réunie le 11 janvier.

Le volume des ventes du commerce de détail non alimentaire a augmenté de 0,2 % (après deux années de baisse, - 1,4 % en 1983, - 2 % en 1984). Cette progression résulte d'une amélioration de la consommation des produits pharmaceutiques (+ 11,2 %) et des tabacs (+ 5,3 %). Dans ces secteurs, le volume des ventes du commerce non alimentaire a baissé de 1,2 %. La consommation s'est cependant ralentie pour l'équipement de la personne (- 0,8 % contre - 3,6 % en 1984) et pour l'équipement du foyer (- 0,7 % contre - 1,8 %). Ce dernier chiffre cache cependant de réelles disparités. Les ventes de produits électroménagers, qui avaient baissé de 4,7 % en 1984, progressent en 1985, de 2,5 %, tandis que les appareils de radio-télévision ont progressé de 2,9 % en 1984 et de 4,5 % en 1985. Dans la mesure, enfin, la diminution du volume des ventes en 1984 (- 4,5 %) a été suivie d'une nette baisse en 1985 (- 1,6 %).

Quant au commerce alimentaire, son volume a progressé en volume de 1,4 %, mais c'est pour les hypermarchés que 1985 a été une année faste, avec une progression

des ventes de 7 % en volume. Cette progression n'est que de 2,4 % pour les supermarchés, tandis que les magasins populaires (type Prisunic ou Monoprix) enregistrent une baisse de 1,1 %, mais forte cependant que celle des petits commerces d'alimentation générale (- 3,4 %). Pour les petits commerces alimentaires spécialisés, le recul de leurs ventes en volume est de 0,8 %.

Désormais, la part du grand commerce concentré (celui qui regroupe les activités de gros et de détail : c'est le cas des grands magasins et des hypermarchés, par exemple) représente 29,2 % dans l'ensemble des produits commercialisés (contre 27,5 % en 1982), et cette part, qui n'est que de 19,3 % pour le commerce alimentaire, atteint 45,1 % pour l'habillement (42,3 % en 1982). Tout cela aux dépens du petit commerce, spécialisé ou non. Mais celui-ci n'est pas le seul touché, les grands magasins ayant vu leur part générale du marché baisser de 2,3 % en 1985 et de 2 % en 1984, de 3,3 % à 2 % pour le non-alimentaire et de 0,6 % à 0,5 % pour l'alimentaire.

A fin 1985, on compte en France 301 hypermarchés, soit 43 de plus qu'à fin 1984, et 5298 supermarchés, soit 344 de plus.

Au cours des onze premiers mois de l'année, on a enregistré 263 défaillances d'entreprises (23 269 pour l'ensemble des entreprises économiques, soit près de 27 % en diminution de 4,5 % par rapport aux onze premiers mois de 1984. En 1983 et 1984, le nombre de défaillances d'entreprises avait progressé respectivement de 8,7 % et de 11 %.

J. D.

REPRISE DES CONTACTS ENTRE LA CEE ET LE COMECON

La fin d'un dialogue de sourds

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La normalisation des relations entre la Communauté et le COMECON semble sur la bonne voie. M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des affaires extérieures, vient d'adresser une lettre à M. Valentin Sytchov, le secrétaire général de l'Organisation économique des pays de l'Est, dans laquelle, répondant à une invitation, il indique que la Communauté est prête à reprendre le dialogue avec l'objectif d'établir des relations officielles et, dans un premier stade, d'adopter une déclaration conjointe.

Dix ans de dialogue de sourds pourraient ainsi prendre fin. Des négociations ont été engagées en 1977. Elles ont été interrompues en 1980, parce que les deux parties divergeaient sur la nature et le contenu de l'accord. Le COMECON demandait qu'il inclue des dispositions de nature commerciale et qu'il serve, en quelque sorte, de cadre principal aux échanges entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

La Communauté, peu encline à contribuer ainsi à renforcer le prestige et le pouvoir d'une organisation étroitement contrôlée par l'Est.

plaidait pour un accord beaucoup plus léger, n'incluant pas de dispositions commerciales, et pour lequel pour que celles-ci fassent l'objet d'accords séparés entre elle-même et chacun des pays de l'Est. Pendant huit ans, chacune des deux parties a tenu ses positions apparemment inébranlables.

Depuis 1984, plusieurs signes ont montré que le COMECON voulait reprendre le dialogue. En juin dernier, M. Sytchov a proposé une nouvelle procédure : il n'aurait plus question de s'embarquer dans la négociation d'un accord ; il suggère de rétablir tout bonnement l'échange de relations officielles et, pour marquer l'événement, d'adopter une déclaration générale CEE-COMECON, à l'occasion d'une rencontre de haut niveau.

Cette manière de s'embarquer en rétablissant les problèmes, autrement dit en restant muets sur le contenu de la coopération qu'on se proposait d'instaurer, risquait, si on n'y prenait garde, de provoquer une impasse tendue. Telle fut en effet l'opinion de M. De Clercq, qui demanda des précisions et rappela que l'établissement de relations avec le COMECON ne devait, d'aucune manière, empêcher l'établissement de liens directs avec les pays de l'Est.

La véritable réponse vint dans la réponse que M. Sytchov donna en septembre. Il y indiquait que « la signature de la déclaration et le développement de la coopération entre les deux organisations pourraient créer des conditions plus favorables au développement des relations entre les pays membres du CAEM (il s'agit de l'appellation officielle du COMECON) pris séparément et la CEE, y compris par la conclusion d'accords appropriés par les pays membres individuels de la CEE avec la CEE ».

Dans ces conditions, la Commission aurait eu beaucoup grâce à ne pas donner son feu vert à la reprise du dialogue avec le COMECON, mais M. De Clercq a écrit à chacun des gouvernements des pays de l'Est, leur confirmant ainsi que la priorité de la Communauté est de dialoguer et de négocier de façon bilatérale sans détour obligé par Moscou.

La conclusion d'un accord entre la Communauté et le COMECON serait un succès plus politique qu'économique. C'est par la baisse du prix du pétrole, qui pèse sur ses réserves de devises, l'URSS sera probablement amenée à réduire ses échanges avec l'Occident.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Alain de Wulf de la Banque Paribas à l'inspection des finances

Il est peu courant de voir un dirigeant de grande banque internationale opter pour la fonction publique, fût-ce la plus prestigieuse de la rue de Rivoli, comme vient de le faire M. Alain de Wulf, directeur général adjoint de la compagnie financière Paribas et député général de la banque du même nom depuis trois ans, nommé inspecteur général des finances par décret du 28 janvier 1986. En général, et même toujours, c'est le contraire qui se produit.

Qu'est-ce qui a donc pu motiver son homme à quarante-cinq ans, ancien élève de l'École normale (sciences), entré à Paribas en 1969 et qui en est sorti en 1973 pour exercer son propre affaire d'ingénierie financière pour l'hôtellerie ? De convictions socialistes, il était rentré chez Paribas, à un très haut niveau, en janvier 1982, après le déclin dramati-

que, à l'automne précédent, de M. Moussa, le PDG précédent, et pour avoir la responsabilité en février 1982, du FIDIS actuel, M. Jean-Yves Becker. Le PDG maintenu, séduit, sans doute, par le prestige du titre, et voué, vraisemblablement, à renseigner l'Élysée sur le comportement et les avatars, au sens indien du terme (transformation) du système bancaire français après mars 1986. Chargé, au premier semestre 1984, de suivre, avec d'autres, l'affaire de la filiale américaine Becker, qui, de plus en plus internationale, fut vendue en catastrophe par Merrill Lynch en août 1984, et il préféra prendre la large, non seulement pour prendre des libertés avec le monde 1986, mais aussi par suite de divergences d'ordre professionnel. A Paribas on garde le silence et chez l'intéressé aussi.

LA CEE LOCOMOTIVE DE LA CROISSANCE A LA PLACE DES ETATS-UNIS

déclare M. Delors

« La CEE doit prendre la relève des Etats-Unis, qui ne peuvent plus assurer leur rôle de locomotive de la croissance économique mondiale », a déclaré, le 30 janvier, M. Jacques Delors, président de la Commission de la Communauté européenne, à l'ouverture du symposium de Davos, dont le thème, cette année, est : « Du courage pour une action globale ». Selon M. Delors, l'effacement de leur rôle des paiements courants en 1985, « proche de 130 milliards de dollars », empêche les Etats-Unis de continuer à jouer le rôle de locomotive unique, comme ils l'ont été de 1983 à 1985, contribuant pour plus de 70 % à la croissance mondiale ». La contribution de la CEE pourrait, en 1986, « atteindre deux points ».

M. Delors a, d'autre part, affirmé la nécessité d'une concertation internationale dont « l'objectif à moyen terme serait un partage du fardeau entre le dollar, le yen et l'ECU, face à la responsabilité d'assurer une croissance adéquate, non inflationniste, des liquidités internationales, tout en allégeant la pression sur le dollar à la hausse comme il le faut ».

ENTREPRISES

Rhône-Poulenc rachète un laboratoire américain

Rhône-Poulenc Inc., filiale américaine du numéro un français de la chimie, vient de racheter la fabrication pharmaceutique US Ethical, spécialisée dans la fabrication du Nitron, un médicament employé dans le traitement des maladies cardiovasculaires. Le prix de cette acquisition n'a pas été rendu public. En 1985, US Ethical a réalisé un chiffre d'affaires de 8 millions de dollars. Le Nitron est principalement vendu au Canada, en URSS, en Scandinavie, en Grèce, en Suisse, en RFA et aux Pays-Bas. Le produit est un laboratoire américain d'origine. Dans la stratégie adoptée par la division pharmaceutique de Rhône-Poulenc (9,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985, un pharmacie humaine) pour se développer à l'étranger, la rachat d'un laboratoire américain est le deuxième des initiatives prises.

La Société générale de brasserie ferme quatre usines et investit 700 millions

La Société générale de brasserie (SOGEBRA), holding des sociétés de brasserie en France, Union de brasseries et Union de brasseries, a annoncé, le 30 janvier, son intention d'entreprendre un plan de restructuration. L'usine de Lille sera fermée (Aix-Noulette, dans le Pas-de-Calais, Châlons-sur-Marne, Saint-Laurent-du-Ver, Yutz, en Moselle), entraînant la suppression de 400 emplois. La restructuration envisagée prévoit également la diminution de 130 emplois sur deux ans. Le groupe se propose de créer des unités spécialisées pour le recasement du personnel avec un système de formation et d'aide pour ceux qui souhaitent reprendre ou créer une entreprise. Enfin, 700 millions de francs devraient être investis dans les quatre ans pour moderniser les usines de Drancy, Marseille, Mont-en-Barrois, dans le Nord, Lorient, et Schiltigheim, dans le Bas-Rhin. 700 millions seront investis d'ici 1988.

Le plan prévoit également le rattachement opéré en 1983 entre les sociétés appartenant au groupe SOGEBRA, d'une part, qui détiennent 51 % de la SOGEBRA, et Brasseurs et Distillers internationaux, d'autre part, qui détiennent 49 %. Il se justifie aussi par les pertes enregistrées par la SOGEBRA, qui représente le quart du marché français de la bière : 58 millions de francs pour un chiffre d'affaires total de 4 milliards de francs en 1985. En 1984, la perte avait été de 25,5 millions de francs et le groupe prévoit un retour à l'équilibre en 1986 de 73 millions de francs.

Faits et chiffres

● La SCEN-CFDT appelle à ne pas voter pour les « partis de droite ». — L'Union régionale des Pays de Loire, le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) appelle les électeurs à ne pas apporter leurs suffrages aux partis de droite, y trouvant des « propositions dangereuses ». Se démarquant aussi de la position confédérale de non-engagement, Hacuitex et la Basse-Normandie ont appelé à voter pour la gauche. Lors du conseil national de la région Champagne-Ardenne Nord-Pas-de-Calais Haute-Normandie et les départements des transports et de l'équipement, des finances, des banques et des PTT avaient porté une appréciation négative sur la plateforme RPR-UDF. Les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon, Bourgogne, Rhône-Alpes et Auvergne et la fédé-

ration de l'énergie avaient exprimé à la confédération des réserves sur la plateforme.

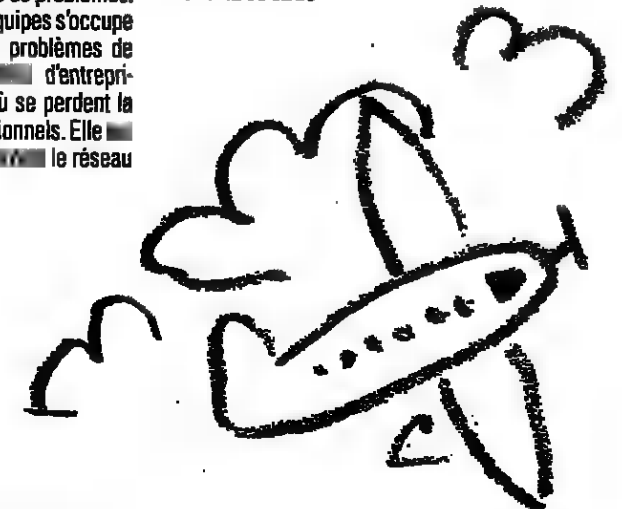
● La Vie nouvelle lance une enquête auprès des contribuables sur la fiscalité. — A l'occasion de la sortie de son numéro « Spécial impôts », tiré comme depuis trois ans, il un million huit cent mille exemplaires, la Vie nouvelle lance une grande enquête auprès des contribuables sur la fiscalité. Elle demande à ses lecteurs de répondre à vingt questions pour savoir notamment si depuis cinq ans l'impôt en France est devenu « plus juste », « moins juste » ou « sans changement notable ». Elle interroge aussi sur ses principales propositions fiscales. Les résultats de ce questionnaire — qui sera déposé par le service informatique de la CGT avec le questionnaire de spécialistes d'instituts de sondage — seront présentés dans le numéro de la Vie nouvelle du 1^{er} mai.

En zone de turbulence, comment être certain de ses orientations ?

Pour gérer quand la conjoncture est loin d'être au beau fixe, il faut une stratégie. Votre entreprise en a-t-elle ? C'est à votre professionnel que vous consacrez l'essentiel de votre matière grise. Et de temps en temps, qui s'occupe de votre fortune ? Pour vous, Paribas a investi. En talents. En technique. En matière grise. En ingénierie financière.

Des équipes d'experts prennent en charge chaque type de problèmes. Ainsi, une de nos équipes s'occupe exclusivement des problèmes de patrimoine d'entreprise, un domaine où se perdent la plupart des professionnels. Elle vous sert à l'élaboration du réseau Paribas.

PARIBAS
Tél. : 42 98 02 36



PARIBAS, CONSEIL EN PATRIMOINE

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

«A U-DELA de cette limite... certaines valeurs encore valables», indique la Compagnie financière du Crédit industriel et commercial (CIC), invitant le public qui utilise volontiers «la seconde voiture» à descendre à la station Bourse. C'est là, en effet, que la banque de M. Georges Dumas, innovant dans le domaine de la communication financière, vante, du 27 janvier au 4 février prochain, les mérites de son émission de certificats d'investissement privilégiés. Cette opération qui emprunte à la RATP l'un de ses principaux parrains, induit à croire, semble-t-il, à un certain succès sur la scène internationale (voir la rubrique sur l'euro-marché de Christopher Hugues). A Paris, les 2,7 millions de CIP de la Compagnie financière du CIC ont été cotés le vendredi 31 janvier au Palais Brongniart, et l'ampleur de la demande (plus de 157 millions de titres) laisse entrevoir un duel au couteau pour obtenir quelques titres. Finalement, les 2,7 millions de certificats ont été cotés à 228 F par rapport à un prix d'émission initial de 185 F, et les offres d'achat libellées entre 228 F et 239 F ont pu être satisfaites à hauteur de 6 % des demandes formulées. «Et ce n'est rien à côté de ce qui se passe sur le marché des valeurs d'investissement privilégiées de la Compagnie financière du Sud», avançait un familier du Palais de la Bourse. On se souvient qu'il s'agit d'une opération de conversion — la première du genre — de titres participatifs de la banque indonésienne en certificats d'investissement à émettre par la Compagnie du même nom (le Monde du 29 janvier). Cela à raison de lots de six droits, valant 75 F et permettant de souscrire un nouveau certificat au prix de 825 F, soit 900 F au total, ces certificats étant échangeables par la suite sur la base de six certificats d'investissement pour cinq titres participatifs.

Freiner les ardeurs

Bref, «un titre archi-démodé» à prévoir pour le 3 février lorsque sera l'offre publique de vente de lots de droits de souscription à des certificats. Un moyen original pour Suez de recueillir 1,8 milliard de francs d'argent frais — sans doute la plus grosse augmentation de capital réalisée sur le marché français — et de préparer dans d'excellentes conditions (20 % du capital seront alors répartis dans le public) une démontstration qui s'effraie plus personne. Tant il est vrai qu'il faut se battre les flancs, à présent, pour trouver un président de banque nationalisée qui défende encore ce principe «juste et nécessaire» — la nationalisation — qui devait donner à la France «les outils de l'ère moderne» (conférence de presse de François Mitterrand le 26 septembre 1981).

Mais l'histoire préliminaire de cette querelle idéologique entre le dogme des indispensables nationalisations et le mythe de la moins nécessaire dénationalisation pour revenir au marché boursier proprement dit. En Vivienne, les valeurs françaises, loin de sombrer dans le désenchantement entretenu par les sous-écarts monétaires, la chute brutale du prix du brut, entraînant celle de la livre sterling, et la perspective des échéances électorales françaises, ont encore gagné du terrain. D'un vendredi à l'autre, la cote, qui a atteint mercredi 29 janvier son meilleur niveau (284,9 selon l'indice de la Compagnie des agents de change), a encore progressé de 1,4 %. Cette bonne tenue, fortement encouragée, il est vrai, par la présence continue d'acheteurs étrangers qui ont contribué à limiter les dégâts jeudi et vendredi, par exemple, était surtout assésée lundi lorsque les valeurs françaises ont progressé de 1,7 % en une seule

Semaine du 27 au 31 janvier 1986

séance après la faible journée du vendredi précédent — premier jour de nouveau terme — qui vit la Bourse grimper de 3,5 %.

À côté des nombreuses sociétés financières (parmi lesquelles se sont glissées Raffinage distribution, Chargers, Valis, Pochain) qui ont gagné plus de 10 % en une semaine, c'est dans la seconde partie du tableau qu'il faut aller chercher la liste des entreprises actuellement en cour auprès des boursiers : Elf-Aquitaine, au vu des résultats satisfaisants en 1985 ; Lafarge Coppée, qui tire profit de l'activité de sa filiale nord-américaine ; Nord-Est en voie d'augmentation de capital ou encore le Crédit national, qui s'est distingué sur la scène financière en instaurant récemment une «prime rate» (taux de base bancaire) à la française.

Vendredi, les pétroliers se détachaient avec un bel ensemble, confirmant l'avis de certains professionnels, mentionnés depuis plusieurs semaines dans ces colonnes et selon lesquels les valeurs du secteur avaient encore devant elles une marge importante qui laissait augurer de nouvelles perspectives de progression de cours. Par contre, la hausse de Mosfilm (9 % en une semaine) a surpris ceux qui s'attendaient à une situation légèrement défavorable pour l'exercice 1985 et un équilibre précaire pour l'année 1986.

Citons, pour finir, les propos du courtier britannique James Capel and Co, selon lesquels l'indice officiel de la Bourse de Paris (285 vendredi en clôture) pourrait fort bien atteindre le niveau des 400 à la fin de cette année. Ce bon pronostic est réjoui déjà des professionnels parisiens, mais, toujours prudents, ceux-ci tiennent à ne pas démentir trop vite. Pour l'instant, il s'agit surtout de calmer les ardeurs et de passer le cap de mars 1986.

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Régime d'optimisme

Un regain d'optimisme quant à une baisse des taux d'intérêt a suscité de fortes avances cette semaine à Wall Street dans un marché très actif.

L'indice des valeurs industrielles a battu, vendredi, son record de 1 565,70, établi le 7 janvier, après l'avoir franchi au cours des deux précédentes séances. Cet indice a terminé avec des gains de 41,06 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 570,98, ce qui constitue la meilleure progression hebdomadaire depuis la semaine achevée le 13 décembre. Les analystes ont attribué la demande à l'effet salutaire que la baisse des prix du pétrole devrait avoir sur une poursuite de la croissance économique absente de pressions inflationnistes et au sentiment que la diminution du taux d'escompte japonais limitera les hausses continues des autres grands pays industrialisés, en particulier la Réserve fédérale américaine, à stimuler un mouvement de baisse généralisée des taux d'intérêt.

	Cours 24 jan.	Cours 31 jan.
Alcoa	39 7/8	42
AT&T	32 1/2	31 1/4
Boeing	47 5/8	48 1/4
Chase Man. Bank	72	73
De Pont de Nemours	61 3/4	62 1/2
Eastman Kodak	47	49 3/4
Exxon	51	51 7/8
Ford	39 7/8	40 5/8
General Electric	48 3/4	49 7/8
General Motors	70 3/8	72 1/4
Goodyear	34 1/8	35 3/4
IBM	159	151 1/4
ITT	36 5/8	38 7/8
Mobil Oil	29 5/8	29 3/4
Pfizer	47	49 3/4
Schlumberger	32 1/2	33 1/8
Texasco	28 5/8	28 1/4
UAI Inc.	55 1/2	53 3/4
Union Carbide	82 5/8	83 3/4
US Steel	53 3/8	53 1/4
Westinghouse	44 7/8	44 7/8
Xerox Corp.	68 3/8	64 1/2

LONDRES

Raffermissement

La tendance s'est nettement raffermie, cette semaine, au Stock Exchange de Londres, où l'indice Financial Times des valeurs industrielles a affiché des nouveaux records absolus pendant trois des cinq séances pour clôturer en hausse de 34,8 points sur la semaine, à 1 161 points. La hausse a été imprévue par les analystes au fait que la menace de relèvement des taux d'intérêt britanniques s'est estompée avec le meilleur comportement de la livre sterling sur les marchés monétaires, ainsi qu'à l'annonce d'un grand redressement de la balance commerciale en décembre après un déficit de 200 millions d'£.

Indice «FT» industriel : 1 161 contre 1 126,2 ; mines d'or : 341,3 contre 327,5 ; fonds d'Etat : 81,34 contre 80,74.

	Cours 24 jan.	Cours 31 jan.
Bootham	363	366
Bovril	266	266
Brit. Petroleum	573	578
Charter	216	218
Comwallis	203	214
De Beers	573	592
Free State Gold (?)	21 7/8	21 1/8
Glaxo	843	843
Gl. Univ. Stores	870	928
Imp. Chemical	784	816
Shell	673	671
Unilever	13 19/32	14
Victoria	316	321
War Loan	34 1/2	34 5/8

FRANCFORT

En baisse

La Bourse a été soumise à rude épreuve en cette dernière semaine de janvier. La chute des prix du pétrole, qui a engendré la baisse du dollar et de la livre sterling, a plongé le marché des actions dans la nervosité. De plus, de nouvelles pressions de bénéfices de la part de la clientèle étrangère ont pesé sur la cote. L'indice de la Commerzbank est tombé trois fois en dessous de la barre des 2 000 points. Il a clôturé le vendredi à 1 950,4 points, soit 107,2 de moins que la semaine précédente.

	Cours 24 jan.	Cours 31 jan.
AEG	299,50	295,50
BASF	260	265,00
Bayer	282	283
Commerzbank	333	310,50
Deutschebank	837,50	770
Hoechst	280,50	274,50
Karstadt	362	329
Mannesmann	290	275
Siemens	810	796
Volkswagen	524,50	503,50

TOKYO

Léger progrès

Les cours ont marqué une légère avancée cette semaine à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a fait mieux que rattraper la baisse de 105,50 points de la semaine dernière en gagnant 120,10 points pour terminer la semaine à 13 024,30 points. L'indice général de la première section a lui aussi gagné 10,47 points à 1 041,62 points après avoir perdu 3,11 points la semaine précédente.

	Cours 24 jan.	Cours 31 jan.
Abet	385	421
Bridgeport	514	514
Canon	1 140	1 140
Fuji Bank	1 510	1 510
Honda Motors	1 190	1 190
Matsushita Electric	1 290	1 330
Mitsubishi Heavy	659	665
Sanyo Corp.	4 118	3 928
Toyota Motors	1 250	1 250

Banques, assurances sociétés d'investissement

	31-1-86	DIF.
Bel Equipement	439	+ 21
Banque (Cia)	946	+ 49
Cetelem	1 125	+ 15
Chargers SA	923	+ 18
CFE	1 130	+ 150
CPI	390	+ 36,50
Euromax	2 325	+ 14
Finan. (La)	1 140	+ 35
Fin. P. Moussy	750	+ 25
Locafin	533	+ 18
Locofin	530	+ 18
MFI	4 815	+ 140
Médiant Bank	201	+ 15
OFF	1 275	+ 15
Parisienn. de réass.	1 430	+ 15
Préfin	1 440	+ 60
Schneider	420	+ 37
UCS	540	+ 37

Alimentation

	31-1-86	DIF.
Béghin-Soy	393	+ 35
Boulogne	1 520	+ 100
BSN G-Danois	2 870	+ 155
Carrefour	3 000	+ 195
Catino	1 150	+ 2
Cédex	794	+ 14
Euromarché	1 330	+ 18
Guyonnet et Goss	535	+ 5
Lafarge	833	+ 46
Marshall	1 595	+ 45
Mots-Houmey	2 225	+ 185
Nestlé	51 900	+ 780
Occidentale (Gla)	770	+ 15
Orléans-Cab	215,70	+ 4,30
Perrin-Réa	140	+ 15
Promodis	1 240	+ 5
St-Louis-Bouchon	312	+ 4
C.S. Sempérot	485	+ 35
Source Parrier	500	+ 100
Vieille Chapelle	3 220	+ 291

Mines, caoutchouc, outre-mer

	31-1-86	DIF.
Chartier	23	+ 0,80
Geophysique	465	+ 10
Indust. (La)	81	+ 0,20
TNCO	112,10	+ 5,4
Michelin	1 890	+ 15
Min. Penarroya	56,30	+ 0,80
KITZ	63	+ 1
Zambie	1,73	+ 0,23

Filatures, textiles, magasins

	31-1-86	DIF.
André Bonfils	230	+ 5
Apche Willet	395	+ 17
BEV	395	+ 17
CEAO	1 477	+ 37
Danone-Servipont	1 896	+ 39
Danone	2 122	+ 66
DNC	332	+ 3
Galerie Lafayette	740	+ 30
La Redoute	1 880	+ 75
Neufville Gaudin	330	+ 10
Prixpoint	420	+ 10
SCOA	147	+ 5

Métallurgie

construction mécanique

	31-1-86	DIF.
Alpi	232	+ 6
Avion Desmoulin	1 210	+ 45
Chien-Chailion	67,50	+ 2,00
De Dietrich	960	+ 300
FACOM	1 420	+ 100
Fives-Lille	492	+ 17
Fonderie (Général)	114	+ 4,50
Marine Wenzel	385	+ 1
Penhoit	1 114	+ 86
Pouyet SA	622	+ 3
Potain	102,80	+ 5,30
Sagep	2 320	+ 120
Vallo	450	+ 49,50
Valloise	195,10	+ 13,40

Matériel électrique

services publics

	31-1-86	DIF.
Althom-Adantique	419	+ 100
CIT-Alcatel	1 482	+ 8
Croquet	1 257	+ 39
Général des Eaux	1 004	+ 36
IBM	1 135	+ 2
Imetech	2 030	+ 180
ITT	288	+ 4
Legrand (?)	2 860	+ 10,10
Lyons des Eaux (1)	1 075	+ 54
Matra	1 530	+ 165
Merle-Gérin	1 290	+ 65
Motors Leroy-Somer	620	+ 50
Modulor	71,50	+ 3,50
Philips	661	+ 27
PM Labinal	485	+ 5
Radio-Technique	485	+ 5
Schneider	230,90	+ 10,10
SEB	415	+ 50
Siemens	2 540	+ 37
Sigmat	432	+ 5
Téléme. Electronique	11	+ 25
Thomson-CSF	11	+ 25

(1) Compte tenu d'un droit de 55 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 31,25 F.

Valeurs diverses

	31-1-86	DIF.
Accor	314,10	+ 1,10
Agence Havas	1 280	+ 40
Alcatel	1 110	+ 10
Bic	317	+ 20
Ble	710	+ 67
CGIP	1 841	+ 6
Chis Méditerranée	457	+ 38
Schneider	230,90	+ 10,10
Europe 1	945	+ 157
Hachette	1 535	+ 35
L'Air Liquide	639	+ 12
L'Oréal	2 890	+ 29
Navigation Méditerranée	620	+ 42
Nord-Est	189,50	+ 16
Procter de la Cité	1 801	+ 31
Stand	670	+ 30
Star Rostignol	1 180	+ 70

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU JOUR

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Pouyet SA	465 020	317 218 120
Michelin B	100 633	183 473 803
BSN	55 261	163 980 590
Mots-Houmey	68 077	164 393 131
Lafarge-Coppée	173 781	147 789 373
Vallo	295 879	129 638 534
Chargers SA	143 180	126 213 656
St-Gobain (Paris)	79 120	102 126 503
Midi (Cie)	21 194	99 815 590
Total (CFE)	314 187	96 837 708
Crédit National	87 065	96 297 432
Navig. Médit.	122 177	86 170 774
Carrefour	27 031	83 491 534
Air Liquide	121 507	77 783 622
Thomson-CSF	80 210	67 734 785

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 24 jan.	Cours 31 jan.
Or de fabrication	98 800	98 700
Or de l'Inde	98 800	98 800
Prix français (20 %)	980	980
Prix suisse (10 %)	980	980
Prix suisse (20 %)	980	980
Prix suisse (30 %)	980	980
Prix suisse (40 %)	980	980
Prix suisse (50 %)	980	980
Prix suisse (60 %)	980	980
Prix suisse (70 %)	980	980
Prix suisse (80 %)	980	980
Prix suisse (90 %)	980	980
Prix suisse (100 %)	980	980

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	27 jan.	28 jan.	29 jan.	30 jan.	31 jan.
RM	1 036 055	1 027 232	1 248 144	1 022 239	1 057 206
Comptant	496 397	4 681 821	4 902 309	4 721 485	4 923 395
R. et obl.	195 513	218 471	247 255	186 487	258 508
Actions	6 200 965	5 927 524	6 397 708	5 930 211	6 239 109

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

	108,9	109,2	110,1	109,6	—
France	108,9	109,2	110,1	109,6	—
Etrangères	108,9	109,2	110,1	109,6	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985)

	107,3	107,3	108	107,5	106,7
Tendance	107,3	107,3	108	107,5	106,7

(base 100, 31 décembre 1981)

	282,8	283,6	284,9	284,8	— (*)
Indice gén.	282,8	283,6	284,9	284,8	— (*)

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	31 jan.	24 jan.	Variant %	Plus haut	Plus bas
Indice	121,9	119,7	+ 1,8	121,8	99,7

(*) Non pris en compte en raison d'une panne d'ordinateur à la Chambre syndicale.

Crédits-Changes-Grands marchés

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Regain d'optimisme

Un regain d'optimisme quant à une baisse des taux d'intérêt a animé les investisseurs cette semaine à Wall Street dans un marché très actif. L'indice des valeurs industrielles a établi le 7 janvier, après un record de 1.762,70 points, son plus haut niveau depuis le 11 décembre. Les analystes ont estimé que l'indice a terminé avec des gains de 41,06 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1.721,64. Le regain d'optimisme a été alimenté par la demande à l'effet d'annonce de la baisse des prix du pétrole, qui a entraîné une poursuite de la chute des valeurs de la semaine. Les investisseurs ont également été encouragés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, qui a entraîné une hausse des valeurs de la semaine.

Alcoa	39 1/2	42
AT&T	21 1/2	21 1/4
Chrysler	72 1/2	73 1/4
Deere	61 1/2	61 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	48 1/2
Exxon	51 1/2	51 1/2
General Electric	68 1/2	68 1/2
General Motors	70 1/2	70 1/2
IBM	160 1/2	161 1/2
ITT	34 1/2	34 1/2
Johnson & Johnson	29 1/2	29 1/2
McDonald's	47 1/2	47 1/2
Schlumberger	32 1/2	32 1/2
Texaco	25 1/2	25 1/2
Union Carbide	62 1/2	62 1/2
US Steel	23 1/2	23 1/2
Westinghouse	44 1/2	44 1/2
Xerox Corp.	56 1/2	56 1/2

LONDRES

Raffermissement

La tendance s'est raffermie cette semaine, les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, qui a entraîné une hausse des valeurs de la semaine. Les investisseurs ont également été encouragés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, qui a entraîné une hausse des valeurs de la semaine.

Shell	127 1/2	127 1/2
BP	127 1/2	127 1/2
Esso	127 1/2	127 1/2
Amoco	127 1/2	127 1/2
Exxon	127 1/2	127 1/2
Marathon	127 1/2	127 1/2
Valero	127 1/2	127 1/2
Phillips 66	127 1/2	127 1/2
Conoco	127 1/2	127 1/2
Arco	127 1/2	127 1/2

FRANCFORT

En baisse

La Bourse a été en baisse cette semaine, les investisseurs ont été découragés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui a entraîné une baisse des valeurs de la semaine. Les investisseurs ont également été découragés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui a entraîné une baisse des valeurs de la semaine.

Alcoa	39 1/2	42
AT&T	21 1/2	21 1/4
Chrysler	72 1/2	73 1/4
Deere	61 1/2	61 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	48 1/2
Exxon	51 1/2	51 1/2
General Electric	68 1/2	68 1/2
General Motors	70 1/2	70 1/2
IBM	160 1/2	161 1/2
ITT	34 1/2	34 1/2

TOKYO

Legère baisse

La Bourse a été en légère baisse cette semaine, les investisseurs ont été découragés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui a entraîné une baisse des valeurs de la semaine. Les investisseurs ont également été découragés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, qui a entraîné une baisse des valeurs de la semaine.

Alcoa	39 1/2	42
AT&T	21 1/2	21 1/4
Chrysler	72 1/2	73 1/4
Deere	61 1/2	61 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	48 1/2
Exxon	51 1/2	51 1/2
General Electric	68 1/2	68 1/2
General Motors	70 1/2	70 1/2
IBM	160 1/2	161 1/2
ITT	34 1/2	34 1/2

L'euromarché

La compréhensible anxiété des investisseurs

La nature des emprunteurs, dans la mesure où elle pèse sur la qualité de leur risque, est devenue le principal critère des investisseurs internationaux. Dans le secteur à taux fixe libellé en dollars des États-Unis, ils limitent leurs engagements aux euro-emissions de débiteurs souverains et supranationaux. Depuis les événements financiers de l'été, les grandes sociétés américaines sont tenues en suspicion. Celles dont la classification de la dette est inférieure à « AAA » sont délibérément mises à l'écart.

Les investisseurs désertent également l'indépendance variable pour deux raisons. Premièrement, ils furent littéralement effrayés par la banque américaine depuis que la Bank of America a dû passer son dividende du dernier trimestre 1985. Deuxièmement, l'érosion, pour ne pas dire la quasi-disparition, des marges dans ce secteur sous l'effet de la vive concurrence a entraîné entre elles les banques américaines à financer par elles-mêmes les prêts les mieux disposés.

En revanche, les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, qui a entraîné une hausse des valeurs de la semaine. Les investisseurs ont également été encouragés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, qui a entraîné une hausse des valeurs de la semaine.

La seule présence d'une banque, alors que de plus en plus nombreuses sont les propositions de ce genre d'offres, est le seul « Libor » ou « Libid », a d'emblée attiré une multitude d'acheteurs. Le caractère personnel de l'euro-emprunt, choisi afin de renforcer les fonds propres de la Barclays Bank, n'a pas en effet dissuadé. Le marché a été très actif, le papier à taux variable est tellement « liquide » qu'on peut le transformer à tout moment, rendant instantanément, ainsi, l'émission.

L'événement de la semaine a été toutefois décalé dans un autre secteur que celui du dollar. En lançant une euro-emission de 80 milliards de yens, soit l'équivalent de plus de 400 millions de dollars, le Canada a réussi un beau doublé : il a

tout à la fois donné jour à la plus grande euro-transaction jamais effectuée dans une devise et au coupon le plus bas jamais vu sur l'euro-yen.

D'une durée de cinq ans, les euro-obligations, qui seront émises à 100,75, sont accompagnées d'un coupon annuel de 6,125 %. Elles proposent l'euphorie engendrée deux jours plus tôt par l'abaissement de 1/4 % à 4,5 % du taux d'escompte japonais, l'euro-emprunt canadien a été d'autant mieux reçu qu'il émane d'un débiteur souverain. Vendredi, il a débité sur le marché gris avec une décote bien inférieure à la commission bancaire de 1,875 %.

Le marché du marché international des capitaux libellé en deutschemarks (CIC) vient de réaliser le plus fabuleux succès jamais vu sur la Bourse de Paris. Son émission internationale de 100 millions de deutschemarks (CIC), c'est-à-dire d'actions préférentielles, cumulatives et sans droit de vote, a été soixante fois souscrite à l'issue des ventes publiques dont elle faisait l'objet depuis deux semaines. Avec une demande totale ayant atteint quelque 35 milliards de francs français, les attributions finales seront réduites de 94 % ! Le prix de chaque titre a été fixé à 228 francs français.

Ce prix a été choisi dans une fourchette de 228-239 francs qui représente environ un tiers des offres. Toutes celles en aval et en amont de cette fourchette ont été refusées. Le prix de 228 francs laisse encore un potentiel de hausse appréciable. Sur la base des bénéfices anticipés du groupe CIC, le cours du CIC peut être traité à la Bourse de Paris depuis le vendredi 31 janvier pour s'apprécier jusqu'à 280-300 francs.

Bien que le décompte final ait été encore terminé au moment où les lignes étaient écrites, il était d'ores et déjà clair que la demande étrangère n'a révélé extrêmement forte. A la suite de cette opération, les fonds propres de la Compagnie

financière du CIC, qui étaient légèrement inférieurs à 4 milliards de francs au début de 1985, vont être portés à un peu plus de 8,5 milliards de francs, faisant ainsi de ce groupe bancaire l'un des mieux capitalisés parmi les banques françaises. Tout cela est un succès personnel pour Christian Giacomini, le directeur général de la Compagnie financière, le président du CIC Paris. Depuis sa nomination à la tête du groupe en 1982, il est parvenu à solidement ancrer ce qui était auparavant une structure délicate de banques régionales. En outre, il a réussi à imposer l'image de marque de son groupe sur la scène internationale, tout d'abord avec une émission à taux variable de 200 millions de dollars au printemps dernier puis maintenant avec le présent placement international d'actions privilégiées.

Annoncé, où les élections s'approchent, le spectre des changements a été à la direction des grandes banques se profile, on peut estimer, sans prise de parti politique, qu'il y a eu un changement de direction dans le monde bancaire.

En fait, c'est un premier pas vers une véritable politique d'« Open Market », que mènerait l'Institut d'émission, avec non plus seulement injection, mais, aussi, « pompage » de liquidités ou de capitaux, comme le font la Réserve fédérale des États-Unis et la Bundesbank. La régulation par les taux se prépare...

Sur le marché obligataire, c'est toujours l'hystérie, dans l'attente d'une baisse des taux, que n'a nullement déçue le maintien à 8 3/4 % du taux d'intervention de la Banque de France, peu en deçà de la hausse de la veille d'une consultation électorale majeure, et surtout pas du tout d'un accord d'agir seule en Europe. Le marché a été en hausse, avec une glorieuse terminaison des 2 milliards de francs de la SNCF d'une durée de quinze ans à 10,30 %, rendement réel de 10,30 %, avec règlement en février et août, avec possibilité de remboursement anticipé après la sixième année, et 4 milliards de francs à la BFCE, d'une durée de quinze ans à 10 %, nominal à 10,35 % à taux réel, avec bon d'échange détachable et négociable pour une obligation à taux variable en 1987 à 10 %, plus une possibilité de remboursement par anticipation à partir de 1993. « Plus c'est compliqué, plus on en prend », soupire un opérateur, tant la fringale est grande, même pour l'emprunt SNCF, qui n'est pas d'une possibilité d'échange d'une obligation à taux variable, garantie contre une remontée des taux.

Pour la semaine prochaine, on attend peut-être une adjudication d'obligation assimilable du Trésor. La nouvelle procédure d'adjudication sera ainsi...

faute d'ajouter les 3 milliards que la République fédérale entend lever de son côté parce que les emprunts de l'État allemand sont très recherchés par la clientèle des euro-investisseurs. Sur le volume d'émissions internationales prévues pour ce mois-ci, la majorité des transactions traditionnelles à taux fixe.

Ces dernières seront au nombre de vingt pour un montant de 5 milliards de deutschemarks. Parmi les instruments, deux d'entre eux retiendront plus particulièrement l'attention. Il y aura deux euro-emprunts à coupon « zéro ». Le premier, qui sera lancé dès lundi ou mardi, émanera de la Banque mondiale. D'une durée de trente ans, sa valeur nominale de remboursement pourrait atteindre 1 milliard de deutschemarks. Le calendrier allemand comprend également une émission libellée dans la devise des États-Unis d'un montant de 225 millions de dollars, qui sera...

Le marché du marché international des capitaux libellé en deutschemarks (CIC) vient de réaliser le plus fabuleux succès jamais vu sur la Bourse de Paris. Son émission internationale de 100 millions de deutschemarks (CIC), c'est-à-dire d'actions préférentielles, cumulatives et sans droit de vote, a été soixante fois souscrite à l'issue des ventes publiques dont elle faisait l'objet depuis deux semaines. Avec une demande totale ayant atteint quelque 35 milliards de francs français, les attributions finales seront réduites de 94 % ! Le prix de chaque titre a été fixé à 228 francs français.

Ce prix a été choisi dans une fourchette de 228-239 francs qui représente environ un tiers des offres. Toutes celles en aval et en amont de cette fourchette ont été refusées. Le prix de 228 francs laisse encore un potentiel de hausse appréciable. Sur la base des bénéfices anticipés du groupe CIC, le cours du CIC peut être traité à la Bourse de Paris depuis le vendredi 31 janvier pour s'apprécier jusqu'à 280-300 francs.

Bien que le décompte final ait été encore terminé au moment où les lignes étaient écrites, il était d'ores et déjà clair que la demande étrangère n'a révélé extrêmement forte. A la suite de cette opération, les fonds propres de la Compagnie

financière du CIC, qui étaient légèrement inférieurs à 4 milliards de francs au début de 1985, vont être portés à un peu plus de 8,5 milliards de francs, faisant ainsi de ce groupe bancaire l'un des mieux capitalisés parmi les banques françaises. Tout cela est un succès personnel pour Christian Giacomini, le directeur général de la Compagnie financière, le président du CIC Paris. Depuis sa nomination à la tête du groupe en 1982, il est parvenu à solidement ancrer ce qui était auparavant une structure délicate de banques régionales. En outre, il a réussi à imposer l'image de marque de son groupe sur la scène internationale, tout d'abord avec une émission à taux variable de 200 millions de dollars au printemps dernier puis maintenant avec le présent placement international d'actions privilégiées.

Annoncé, où les élections s'approchent, le spectre des changements a été à la direction des grandes banques se profile, on peut estimer, sans prise de parti politique, qu'il y a eu un changement de direction dans le monde bancaire.

En fait, c'est un premier pas vers une véritable politique d'« Open Market », que mènerait l'Institut d'émission, avec non plus seulement injection, mais, aussi, « pompage » de liquidités ou de capitaux, comme le font la Réserve fédérale des États-Unis et la Bundesbank. La régulation par les taux se prépare...

Sur le marché obligataire, c'est toujours l'hystérie, dans l'attente d'une baisse des taux, que n'a nullement déçue le maintien à 8 3/4 % du taux d'intervention de la Banque de France, peu en deçà de la hausse de la veille d'une consultation électorale majeure, et surtout pas du tout d'un accord d'agir seule en Europe. Le marché a été en hausse, avec une glorieuse terminaison des 2 milliards de francs de la SNCF d'une durée de quinze ans à 10,30 %, rendement réel de 10,30 %, avec règlement en février et août, avec possibilité de remboursement anticipé après la sixième année, et 4 milliards de francs à la BFCE, d'une durée de quinze ans à 10 %, nominal à 10,35 % à taux réel, avec bon d'échange détachable et négociable pour une obligation à taux variable en 1987 à 10 %, plus une possibilité de remboursement par anticipation à partir de 1993. « Plus c'est compliqué, plus on en prend », soupire un opérateur, tant la fringale est grande, même pour l'emprunt SNCF, qui n'est pas d'une possibilité d'échange d'une obligation à taux variable, garantie contre une remontée des taux.

Les devises et l'or

La baisse du dollar se poursuit

Décidément, le dollar est la bête noire de toutes les monnaies, le livre sterling, mais cette dernière, elle-même, fortement fléchit dernièrement, tombant à son plus bas historique par rapport au mark.

Cette baisse d'un dollar bloqué, par les semaines précédentes, de 2,45 DM-2,48 DM et de 7,50 F-7,60 F a été compensée par la reprise de la hausse du yen à Tokyo, elle-même amorcée, à la fin de la semaine dernière, par une déclaration de M. Noboru Takeshita, ministre des finances japonais : l'économie japonaise, par son support de voir le dollar tomber au-dessous des 200 yens, jusqu'à 180 yens environ. Les marchés financiers réagissent aussitôt, faisant, effectivement, glisser le dollar au-dessous du seuil des 200 yens.

Du côté de la Banque du Japon, qui, en fait, est pressions du gouvernement, se refusait obstinément à réduire son taux d'escompte, fixé à 5 % depuis octobre 1983, de peur de faire remonter le dollar, le résident de l'ambassade, le représentant à 4,5 %. C'était le fruit d'un compromis passé avec le gouvernement. Ce dernier, pour relancer le marché intérieur japonais pour compenser la baisse prévisible des exportations, acceptait ce qu'il avait refusé jusqu'alors aux exportateurs japonais, une hausse supplémentaire du dollar, donc une nouvelle hausse du yen. En échange, la Banque du Japon s'engageait à une diminution du taux d'escompte, sans attendre celle de la Réserve fédérale des États-Unis, préalable à sa baisse depuis le début de l'année.

Événement inattendu, à toutes les monnaies communes admises, le dollar, qui aurait dû remonter après cette diminution

du taux d'escompte japonais, de nature à rendre plus attractifs encore les placements en devise américaine à taux plus élevés, continuait à glisser. En fin de semaine, il se situait un peu au-dessous de 193 yens, après avoir touché 191 yens, jeudi. A New-York, il tombait même à 2,3720 DM et 7,27 F, sur l'annonce du record du déficit commercial des États-Unis pour décembre (17,4 milliards de dollars, et 148,5 milliards pour l'année 1985) et sur la publication d'une progression de 0,9 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques de décembre : les opérateurs, déçus, attendaient 1,3 % ou 1,4 %. A la veille du week-end, toutefois, les déclarations de M. Henry Kaufman, « gourou » de Wall Street, suivant lesquelles la Réserve fédérale n'allait pas réduire son taux d'escompte, ramenaient le dollar à 2,39 DM et 7,32 F.

Mais les milieux financiers internationaux voient le dollar « à la baisse ». Il devrait bientôt, en effet, atteindre 2,35 DM (7,21 F environ), et peut-être, plus tard, 2,25 DM, voire 2,20 DM (6,90 F à 6,75 F). Il semble donc qu'à leur réunion du 19 janvier à Londres, les Cinq, non seulement n'aient pas estimé que le dollar avait baissé, mais encore qu'ils se soient mis d'accord pour obtenir un soutien du dollar, pour qu'il s'effectue, de manière graduelle et contrôlée, la contraction des forces du marché. C'est ce qu'a déclaré en tout cas au Washington Post un haut responsable de l'administration Reagan, sous le couvert de l'anonymat. En tout cas, à la veille du week-end, M. Nakasone, premier ministre japonais, laissait entrevoir une seconde diminution du taux d'escompte nippon, les opérateurs voyant le dollar glisser à 185 yens.

PLACE	Livre	S.B.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Petit	Lire italienne
Londres	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
New-York	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
Paris	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
Zurich	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
Bruxelles	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
Amsterdam	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
Milan	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	
Tokyo	1,4115	10,3322	2,6688	3,7375	69,8016	3,8896	2,293,39	

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 31 janvier, 3,7947 F contre 3,7779 F le vendredi 24 janvier.

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Le graphique ci-dessous illustre la baisse du dollar par rapport à diverses monnaies européennes.

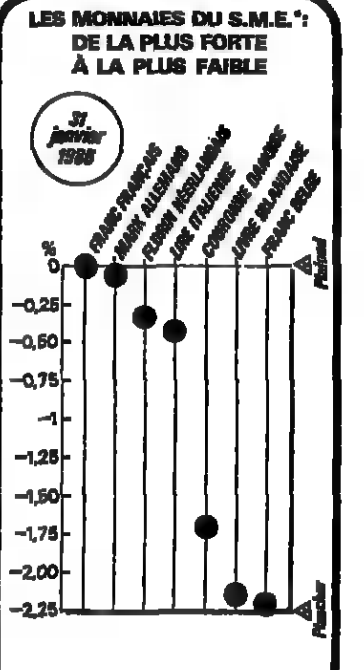
LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

En Europe, on a observé, d'abord, une stabilisation de la livre sterling, avec celle, peut-être provisoire, des prix du pétrole brut. Relativement à la Chambre des communes s'est à une majorité écrasante (397 voix contre 22) opposé à une entrée à la livre sterling dans le Système monétaire européen (SME). Le dit système, pour l'instant, n'a pas besoin de la livre pour compenser ses problèmes, bien suffisants.

Le belge, resté à la faible, soutenu, à plancher, par la Bundesbank, tandis que la florine fléchissait en raison de la baisse du prix du gaz, qui réduit les rentrées d'impôt et de devises. Quant au franc français, son comportement demeure actuellement « spécial ». Les taux sur l'eurofranc (franc extérieur réservé aux non-résidents) se sont tendus très fortement à 17 % et 18 % sur un mois, mais les taux (scothiques et post-électorales) au lieu des 11 % habituels. En même temps, le franc se raffermissait nettement, comptant, notamment vis-à-vis du mark, à Paris au-dessous de 3,07 F, c'est-à-dire, de son cours central de 3,0666 F.

Apparemment, la Banque de France n'est pas intervenue, ni sur l'eurofranc pour dégoûter les spéculateurs, comme elle l'avait fait brillamment en mars 1983, ni sur le marché intérieur. Or, techniquement, le franc aurait dû s'affaiblir à Francfort, en liaison avec la hausse de l'eurofranc, signe visé de la fin d'une attaque de la franc. Comprenez qui.

FRANÇOIS RENARD.



Les matières premières

Baisse sensible du café

La perspective d'une diminution des taux d'intérêt a laissé les marchés commerciaux pratiquement indifférents, à l'exception du platine, métal précieux, qui a été le plus favorisé.

MÉTALUX. - Nouvelle prolongation de la vente de l'étain malgré l'assoupissement des positions des trois pays européens les plus vulnérables à l'égard du projet de règlement. Ils jugent toutefois trop élevée la contribution de 200 millions de livres sterling. Les négociations entre le Conseil international de l'étain et les créanciers viennent de reprendre, devant permettre la réouverture du marché de l'étain à Londres, privé de transactions depuis le 24 octobre 1983.

Les cotations reprendront à partir du lundi 3 février à Kuala Lumpur, après une interruption de plus de trois mois, mais avec certaines restrictions toutefois : livraison immédiate du métal, volume quotidien de transactions limité à 150 tonnes. Les cours devraient s'aligner sur ceux du « marché libre », c'est-à-dire entre 18 et 19 ringgits le kilo au lieu de 29,50 ringgits, l'équivalent de 5 500 livres la tonne. Le cours du cuivre se situe pratiquement maintenu à leurs niveaux de la semaine précédente au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques ont diminué de 2 475 tonnes pour revenir à 181 200 tonnes. Autre point de soutien du marché, la grève qui paralyse les installations de la plus importante compagnie.

Peu de fluctuations sur les cours de l'aluminium à Londres. Il faut peut-être encore attendre à une nouvelle diminution de l'utilisation de la capacité mondiale de production qui pourrait revenir, estimant certains négociants, à 10 % au lieu

de 83 % en 1985... la condition que le Brésil et le Canada n'accroissent pas leur leur.

Nouvelle et lente progression du platine. Par rapport au niveau le plus bas de mars 1985 (237 dollars l'once), la hausse s'élève maintenant à 60 % avec une prime d'une vingtaine de dollars par rapport à l'or. Le platine a augmenté de 30 % en 1984 par rapport à 1983, de 10 % en 1985. On s'attend à un accroissement de 10 % pour l'année en cours, qui porterait la consommation totale à près de 3 millions d'onces.

DENREES. - Le marché du café a été marqué par une agita-

tion et d'amples fluctuations de prix au cours des semaines. Les prix sont en recul d'environ 10 %.

L'impact de la baisse sur les plantations de café au Brésil semble avoir été surévalué par de nombreux négociants qui redoutaient une pénurie de café de bonne qualité. Deux principaux pays exportateurs viennent de décider de réduire leurs prix à l'exportation. Les stocks relativement importants subsistent dans plusieurs pays (Colombie surtout), susceptibles de freiner tout emballement spéculatif.

Malgré la prévision d'une diminution des stocks de café,

Le Monde

CONSEQUENCE DE LA CRISE PÉTROLIÈRE

Le Mexique et le Venezuela pourraient suspendre le remboursement de leur dette

Le Mexique et le Venezuela s'approprient-ils le droit de suspendre le remboursement de leur dette ? Deux déclarations, samedi 1^{er} février, le laissent supposer. Davos (Suisse) le ministre mexicain du développement industriel a déclaré qu'avec la chute des prix du pétrole son pays ne sera plus en mesure d'assurer le service de sa dette. A Caracas le ministre des finances vénézuélien a déclaré que son pays suspendra le remboursement de sa dette si les prix du brut s'effondrent.

La veille, après deux jours de récession, les présidents mexicain et vénézuélien avaient décidé une stratégie offensive. Les deux pays ont convenus de convoquer rapidement une réunion du groupe de Carthagène, le club des pays les plus endettés d'Amérique latine, afin d'analyser l'impact de la crise pétrolière mondiale sur le service de leur dette. La chute des prix, précise un communiqué commun publié à l'issue de la rencontre, « d'une telle ampleur qu'elle ne peut être absorbée uniquement par des mesures internes (des pays producteurs), car cela entraînerait une baisse du niveau de vie de nos populations ». Le groupe des Onze devra « promouvoir les contacts nécessaires avec les gouvernements des pays créanciers, les organismes financiers et la communauté bancaire internationale », ajoute le texte.

Le Mexique a une dette estimée à 97 milliards de dollars et tire 70 % de ses recettes extérieures du pétrole. Le Venezuela, avec une dette de 35 milliards de dollars, est encore plus dépendant puisque 90 % de ses revenus proviennent du pétrole. Contrairement à ce qui était attendu, les deux pays n'ont pas annoncé une diminution de leur production de brut, mais précisé au contraire qu'ils défendront leur part du marché. Ils ont annoncé la création d'un comité commun destiné à coordonner leur politique pétrolière, et dont les membres se réuniront régulièrement afin de se consulter et de protéger leurs intérêts mutuels. Enfin, le Mexique et le Venezuela ont lancé un appel à tous les exportateurs de pétrole, ainsi qu'aux pays

importateurs, pour qu'ils joignent leurs efforts afin de stabiliser le marché pétrolier. « Des discussions affectives sérieusement les intérêts des peuples », précise le communiqué.

Quelques heures plus tard, la compagnie nationale mexicaine a annoncé une très forte diminution de ses tarifs pétroliers rétroactive au 1^{er} janvier. La baisse atteint 4 dollars par baril en moyenne pour les qualités légères de brut, ce qui ramène le prix moyen à 19,75 dollars contre 23,75 dollars en décembre.

L'Équateur, pays voisin, membre de l'OCPEP, a lui aussi annoncé une très forte baisse de ses tarifs, et un abandon des prix officiels. Le prix brut équatorien, désormais aligné sur celui de son concurrent le plus direct, le pétrole de l'Alaska, devrait tomber à 19 dollars par baril environ, alors que son prix était de 26,15 dollars par baril. Sur les marchés libres, les cours restent en effet déprimés, fléchissant entre 18,50 et 20 dollars par baril depuis plusieurs jours, contre 26 dollars au début du mois de janvier et près de 30 dollars au début décembre 1985.

TEMPÊTE SUR L'EUROPE DU SUD

Neuf morts en France

Vent, pluie et neige en tempête ont balayés ces derniers jours les pays sud de l'Europe. En Espagne, sept marins sont morts et dix autres disparus à la suite de trois naufrages dus à la tempête. La moitié des habitants de Catalogne ont été privés d'électricité après les abondantes chutes de neige du 31 janvier. En Italie, la neige est tombée pendant trente-neuf heures sur la région de Turin, où l'état d'urgence a été déclaré. Des pluies diluviennes se sont abattues sur Rome. Les liaisons alpines avec la Suisse et la France ont été coupées à plusieurs reprises.

En France, les intempéries ont tué

Le Sénat aménage son temps de travail

« O temps, suspens ton vol ! » Après quelque trente heures de discussion sur, ou plutôt à propos du projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail, les sénateurs n'en sont qu'à l'article premier. L'examen des trois articles additionnels le précédant s'est conclu par l'adoption des propositions de la commission des affaires sociales, approuvées par la majorité sénatoriale (en l'occurrence favorable à l'opposition nationale). M. Jean-Pierre Fourcade (R), président de la commission, tient à ce qu'il en soit de même pour l'ensemble du texte. Encore lui faut-il, pour parvenir au vote de la version sénatoriale de ce texte, endiguer le flot communiste.

La tâche n'est pas simple. Dans un premier temps, à la demande du gouvernement, majorité et socialistes ont fait tomber dans la trappe, en bloc, une série de sous-amendements dits « nature de France » (qui prévoyaient d'écarter l'ensemble des amendements). Une après l'autre les vingt-deux régions métropolitaines du champ d'application de la loi. Dans un second temps, qui a constitué l'essentiel de la séance du vendredi matin

31 janvier, les quarante-quatre amendements dits « tours de branches » (à s'appliquer au PC de sortie du champ d'application de la loi les secteurs professionnels les uns après les autres) ont été mis à l'écart à la demande de M. Fourcade, qui, comme M. Charles Borlary (PS), a souligné l'atteinte au principe d'égalité constituée par ces demandes discriminatoires.

Pour les sénateurs communistes, dont l'objectif proclamé est de retarder, au point de l'empêcher, l'adoption du projet, cette façon de procéder pour éliminer une partie de leur propositions n'est ni plus ni moins qu'un coup inacceptable porté aux droits d'amendement et d'expression des parlementaires. Ce régime sur le caractère inacceptable de certains amendements communistes fera l'objet d'une discussion au bureau du Sénat, mardi 4 février, réuni à la demande du groupe communiste.

Ce dernier use de tous les recours possibles que lui offre le règlement (appel au règlement, motions de renvoi en délibération du quorum, demandes

de suspension de séance — qui ne sont accordées qu'au compte-goutte — et autres public). Dans cette guérilla politique, M. Alain Poirer est intervenu vendredi matin de son banc de sénateur pour condamner ces abus intolérables.

La majorité sénatoriale n'est pas mécontente d'une direction ferme des débats, qui lui permet de ne pas tomber sous le coup de l'accusation de « collusion » avec le PC, portée par les socialistes et par le gouvernement. Il n'empêche que, au-delà de cette « solidarité » en faveur de la défense de l'image de « sagesse » du Sénat, la majorité sénatoriale n'est pas tout entière convaincue que l'aménagement du temps de travail doit être inscrit dans la loi. Il y a ceux, qui, comme M. Charles Borlary, pensent rester « goguenards » devant l'affrontement PC-PS, et ceux qui souhaitent profiter du débat pour faire avancer les réflexions de l'opposition sur ce thème. Ces derniers y réussiront-ils ? M. Fourcade s'en persuade en prévoyant le fin du débat au Sénat pour, au plus tard, le milieu de la seconde semaine de février.

A. Ch.

M. ANTONIO NEGRI JUGÉ INNOCENT PAR LA COUR D'ASSISES DE PADOUE

Le professeur italien Antonio Negri, actuellement réfugié en France, a été acquitté, jeudi 30 janvier, des accusations de « constitution de bande armée et de port d'armes ». Le ministère public avait demandé une peine de onze ans d'emprisonnement. Ce verdict contredit celui prononcé le 12 juin 1984 à Rome, condamnant M. Negri à trente ans de prison. Le principal accusateur, le juge Piero Calogero, a insisté vendredi qu'il ferait appel de cette sentence.

LA « 5 » : DEMANDEZ LE PROGRAMME

Jeudi 20 février, à 20 h 30, jour « J » : les premières images de la cinquième chaîne apparaîtront sur le petit écran, avec « Voix à 5 », gala de présentation de la nouvelle venue. A minuit, l'émission sera rediffusée pour ceux qui auront manqué ce tout premier rendez-vous. Mais que d'autres retardataires ne s'inquiètent pas, ils pourront revoir à satiété cette émission le vendredi 21 février. Récit est en effet le maître mot qui dominera les programmes de la « 5 », que l'on a prévu de monter « en boucle ». On en a un avant-goût avec la grille de la cinquième chaîne, que sa direction a communiquée, le vendredi 31 janvier.

En voici quelques éléments : Jeudi 20 février : 20 h 30, lancement et reprise à minuit. Vendredi 21 : quatre rediffusions de l'émission d'ouverture : à 19 h 30 (et à 23 h 30), « C'est beau la vie », un jeu piloté par Alain Giliot-Pétre (il quitte Antenne 2) ; à 20 h 30 (et à 0 h 30), un autre jeu, « Partathion », relayé à Milan devant un public français, et qui sera animé par Roger Zabel (il abandonne Canal Plus) ; à 22 h 30 (et à 1 h 30) : « Magazine sur la mode ». Samedi 22 : on revient trois fois. « C'est beau la vie », « Partathion » et le « Magazine de la mode ». De nouvelles émissions seront, néanmoins, proposées entre 19 h 30 et 22 h 30 : « Cinq sur cinq » (un programme musical) ; « Cherchez la femme » (variétés) et « Le grand show de l'après » ; Dimanche 23 : de 7 h 30 à 19 h 30, reprise de toutes les émissions de la veille ; de 20 h 30, un film français de Philippe de Broca, l'« Affaire avec Catherine Deneuve et Philippe Noiret. Enfin, à 22 h 30, « La Cinq en concert », qui retransmettra un concert de l'Orchestre philharmonique du théâtre... de la Scala.

Au total, neuf émissions, diffusées en quatre jours, de l'après-midi (7 h 30) au milieu de la nuit (2 h 30).

« Le conflit en Ouganda ». — Plus de douze mille soldats de l'armée armée gouvernementale — sur un total d'environ vingt mille hommes — se seraient déjà rendus au nouveau gouvernement ougandais, selon l'armée nationale de résistance (NRA). A Khartoum, le gouvernement soudanais a « catégoriquement démenti », vendredi 31 janvier, que l'ex-président Tito Okello, ou tout autre membre du gouvernement d'opposition, se soit réfugié au Soudan. D'un autre côté, l'ancien président Idi Amin Dada a annoncé qu'il comptait se rendre à Kampala via le Soudan. L'ancien dictateur résidait jusqu'à présent en Arabie saoudite, à Djeddah. Enfin, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, deux mille ressortissants ougandais sont arrivés ces derniers jours à Malaba, au Kenya. — (AFP, Reuters.)

L'HOMMAGE DE L'AMÉRIQUE AUX HÉROS DE L'ESPACE

« Un désir insatiable d'explorer ces mystérieux univers »

Le président Reagan a rendu un dernier hommage, le 31 janvier, aux sept astronautes morts dans l'explosion de Challenger. Saluant la mémoire des « sept voyageurs des étoiles », il a promis que, « malgré sa peine », l'Amérique poursuivrait l'exploration de l'espace et bâtirait un programme « efficace, sûr, mais dynamique et engagé ».

« Viser l'objectif encore plus lointain, des missions encore plus grandes, c'est ainsi que nous commémorerons nos sept héros de Challenger », a-t-il ajouté. Onze mille employés de la NASA et quelque deux mille invités — parmi lesquels figuraient les familles des disparus, des personnalités américaines et étrangères ainsi qu'une centaine d'astronautes — assistaient à cette cérémonie, au centre spatial de Houston (Texas), à l'endroit même où les passagers des vingt-quatre premières missions de la navette étaient accueillis pour célébrer leurs exploits.

Comparant les astronautes aux pionniers de l'Ouest dont les souffrances renforçaient le désir de poursuivre leur marche, M. Reagan a souligné qu'« aujourd'hui, l'espace est la frontière et la limite de la connaissance humaine. Parfois, quand nous nous attardons les étoiles, nous nous souvenons. Mais nous devons nous relever et continuer, malgré notre chagrin ».

« Nous nous rappelons », a souligné M. Reagan, « que l'exploration de l'espace n'est pas une aventure de l'imagination de toute une nation, un professeur, pas seulement pour ses élèves, mais pour tout un peuple, nous commémorons à tous l'enthousiasme du voyage vers l'avenir », a ajouté le président des États-Unis. « Aujourd'hui, nous promettons à Dick Scobee [le commandant de bord de Challenger] et à son équipage que leur rêve est vivant, que l'avenir auquel ils ont tant travaillé deviendra réalité ».

« Les mots sont pâles à l'ombre de la douleur. Ils semblent insuffisants à mesurer le sacrifice de ceux que vous aimez et que nous avons tant admirés », a souligné M. Reagan en s'adressant aux familles et amis des victimes. Le véritable témoignage que nous pouvons leur apporter n'est pas dans les mots que nous prononçons, mais dans la manière dont ils ont mené leur vie et dans les circonstances dans lesquelles ils sont morts, avec honneur et avec un désir insatiable d'explorer ces mystérieux et bel univers ».

Des cérémonies similaires avaient été organisées dans différents centres de la NASA, ainsi qu'à l'Académie de la NASA, dans le New Hampshire, où enseignait Christa McAuliffe, qui avait dû, ce même jour, transmettre sa première leçon de l'espace.

Les recherches continuent

Pendant ce temps, on continuait, au large des côtes de Cap Canaveral, à rechercher le moindre débris de Challenger. Les sauveteurs ont retrouvé, vendredi, cinq importants fragments du fuselage et le nez de Challenger. Ils ont aussi récupéré une partie de la porte de la soute, des sections de l'ailé et de la queue de la navette, ainsi qu'une partie de l'orbite. Triste ironie du sort, sur le lieu même figurait la mention « emergency » (sortie de secours).

Surpris de repérer de si gros débris, les sauveteurs n'ont pas pu de retrouver intact le module pressurisé où se tenaient les astronautes, qui est la partie la plus solide de la navette. Ils ont en effet localisé un gros objet métallique reposant par 42 mètres de fond dans l'Atlantique et ont envoyé un petit sous-marin pour l'explorer. Mais rien n'indiquait encore, ce samedi matin, qu'il s'agissait d'un morceau de Challenger.

Les experts de la NASA, qui n'en finissent pas quant à eux d'examiner le film de l'accident, n'excluent pas que la catastrophe puisse avoir été provoquée par un jet de flamme ayant jailli accidentellement de l'une des deux fenêtres d'appoint de la navette. Ce « tiraillement » aurait fait exploser l'énorme réservoir extérieur de Challenger qui contenait encore, soixante-quinze secondes après l'envol, au moins deux tiers des quelque 2 millions de litres d'hydrogène et d'oxygène liquides, carburants des plus explosifs. L'hypothèse selon laquelle l'allègement du réservoir extérieur aurait pu provoquer l'accident a aussi été avancée. S'il est confirmé que le réservoir de Challenger était en effet plus léger que les sept premiers de la série, le lancement de la navette, la firme Martin Marietta Aerospace, précise que des modifications qui lui ont été apportées n'ont en rien altéré la résistance de ce réservoir, fabriqué en aluminium.

E. G.

A ARLES

Inauguration de l'École nationale de photographie par le président de la République

M. Mitterrand, accompagné de MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Michel Vuilleumier, président du conseil d'administration et porte-parole de l'Élysée, inaugure, ce samedi, l'École nationale de photographie (1), créée en 1979 et fonctionnant depuis 1982. Installée dans une splendide demeure du seizième siècle, à quelques pas des arènes et du théâtre antique, cet établissement est dirigé par Alain Desverges, ancien directeur des Rencontres internationales de la photographie. C'est une véritable usine à images, spacieuse et bien équipée : labos, salles de montage et de projection, imprimerie, deux salles de menuiserie, une bibliothèque de dix mille titres.

Disposant d'un budget de fonctionnement de 5,5 millions de francs, elle accueille quatre-vingt-dix élèves, qui suivent un cycle de trois années et dont la première promotion est sortie l'été dernier, utilise neuf permanents, trois enseignants à plein temps (Christian Milovanoff, Tom Drabos, Arnaud Claus) et quatre-vingt-dix collaborateurs bénévoles. Si la sélection d'entrée est sévère (treize sur mille), l'enseignement est gratuit et la seule condition

pour être admis est d'avoir au moins dix-huit ans et de posséder le baccalauréat ou l'équivalent. La théorie et la pratique y sont également cultivées. Son but n'est pas de former des techniciens ou des artistes photographes, mais des hommes d'images éclectiques, polyvalents, susceptibles de se spécialiser par la suite. Prenant valeur de symbole puisqu'elle concrétise l'action menée depuis 1981 par le ministère de la culture en faveur de la photographie, cette inauguration est à replacer dans le cadre des mesures adoptées pour favoriser la décentralisation artistique et la diffusion culturelle.

PATRICK ROEGERS.

(1) 16, rue des Arènes, 90, 13362 Arles.

Choisissez la tranquillité suisse !

Montreux
Hotel
Résidence Belmont

Établissement médical accueillant avec service hôtelier. Régimes, coiffeur, sauna, etc. Idéal pour séjours toutes durées et à demeure. Vue magnifique sur lac et Alpes. Pension complète 85 à 120 FF (sew. 320/460 FF). Direction franco-suisse A. Meyer av. de Belmont, 31 Tél. 19-41/21-63 31, CH-1820 Montreux.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

animé par

Alexandre BALOUD

André PASSERON
et Olivier BIFFAUD (Le Monde)
Gilles LECLERC
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

CHARLES FITERMAN

RTL

Sur

CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100,3 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)

à Limoges (102,1 MHz)

à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 3 FÉVRIER

AN 0 « Le Monde »

L'ESPACE APRÈS CHALLENGER

avec MAURICE ARVONNY

une émission présentée par FRANÇOIS KOCH

COURRIER

PAUVRE GODEL

Je le suis amusement, dans le Monde daté 19-20 janvier 1986, page 11, la lettre d'un lecteur, intitulée « Théorème », lecteur que vous qualifiez d'« admirateur » de Kurt Gödel. Son « admiration » part visiblement d'une incompréhension totale de l'œuvre de cet étrange génie, si brève, si profonde, si en avance sur son époque.

Gödel lui-même a pris soin d'indiquer que l'on pouvait faire partir son théorème d'incomplétude de l'antique paradoxe du menteur. Ce théorème présente une solution de ce paradoxe pour les théories mathématiques formalisées suffisamment riches, qui révèle une curieuse singularité de leur structure, que voici. Leurs propositions se partagent en trois ensembles disjoints : celui des propositions démontrables, celui des propositions réfutables, et un troisième ensemble, beaucoup plus compliqué que les deux autres : celui des propositions ni démontrables ni réfutables (brièvement « indécidables »). Les propositions ni démontrables ni réfutables (par exemple celle du cardinal des vraies, mais non démontrables, d'autres mathématiques mais non réfutables) ont un statut « indécidable » qui est un procédé « créateur » qui permet de sortir de tout système formel dans lequel on prétendrait enfermer toutes les mathématiques (par exemple le système de Bourbaki).

Non seulement M. Gensburger ne comprend rien à Gödel, mais son inculture prétentieuse s'étend à d'autres : depuis Socrate et ses successeurs on sait qu'il n'y a pas un nombre transfini de tous les nombres transfinites, ni « ensemble de tous les ensembles », mais une classe de tous les nombres transfinites et une classe de tous les ensembles que, depuis Von Neumann et Cantor, les mathématiciens admettent sans réserve (p. 11 et 12) et dont ils parlent sans crainte aucune.

M. Gensburger, après avoir considéré de haut Gödel et Cantor, veut égarer M. Attali, dans l'article dans le Monde persuadant que l'espèce humaine n'est qu'un amas de polytechniciens, capotés et curieux en général, avant que les besoins de l'administration ne les aient émus, et le brillant ouvrage de vulgarisation d'Hofstadter : ils y trouveront de l'alignement, de l'humour, des vues philosophiques profondes, un talent

pédagogique hors de pair pour faire comprendre la subtile démarche de Gödel, et même quelques résultats nouveaux. Ils veulent lire quelque chose de même qualité (par exemple *Infinity and the Mind* par Rudy Rucker, Birkhäuser 1982) et comparer l'amateurisme ou le pédantisme de ces d'ouvrages à la vulgarisation française avec les précédents, l'auteur de ces lignes espère qu'ils s'apercevront que l'usage du latin de notre époque, la langue anglaise, est nécessaire pour une culture véritable, même s'ils ne souhaitent pas comme lui (qui n'est pas du tout chauvin) que la langue française, devenue une barrière pour les esprits libres et curieux, disparaisse au plus tôt au bénéfice de l'anglais et du russe.

Le seul reproche que l'on pourrait adresser à l'article de M. Attali, c'est de ne pas avoir assez disséqué la subtilité du raisonnement de Gödel, qui se compose, d'une part, d'un codage des propositions de l'arithmétique, leur attribuant un sens « kabbalistique » qui les fait parler de propriétés d'un système formel, d'autre part, d'un très simple « théorème de point fixe » (genre de théorème familier de nos jours aux programmeurs de haut niveau et aux topologistes). Dans son sens kabbalistique, la formule « indécidable » de Gödel exprime des propriétés du système formel de l'arithmétique, dont on déduit facilement l'indécidabilité de cette formule. En revanche, dans son sens arithmétique normal, elle dit, très longuement, quelque chose des nombres entiers. Mais quel ? Personne n'a encore pris la peine de le déterminer exactement. Une suggestion de Gödel, indiquant qu'il s'agirait d'un énoncé diophantien (c'est-à-dire relatif à des équations en nombres entiers) semble une singulière prescience de résultats récents. Pour être l'édition complète des œuvres de Gödel, préparée par Solomon Feferman, éclaircir ce point.

Les résultats de Gödel, après une incompréhension générale, puis un long sommeil, ont pris récemment un nouveau départ sous l'influence de l'école américaine (Solovay, Smorinsky) et de l'école italienne. Si l'on veut en savoir plus, on lira l'important ouvrage de Smorinsky *Mathematical Logic and Model Theory*, 1985, Springer.

ANDRÉ CHAUVIN
(Paris)



Boîte aux lettres népalaise (1985).

LE FINANCEMENT DU TGV-NORD

Il est regrettable qu'un investisseur aussi fondamental que le lien fixe trans-Manche n'ait été, en France, l'objet d'une constitution de fonds ou de associations concernées. Le rapport des experts n'a pas été publié avant la décision, le conseil d'administration de la SNCF a été tenu à l'écart. On pouvait espérer plus de démocratie.

Cela étant dit, le gouvernement a retenu avec bon sens le projet le plus fiable techniquement et financièrement. Mais il y a un problème essentiel : le financement du futur TGV-Nord, dont la possibilité d'une liaison ferroviaire Paris-Londres sans rupture de charge renforce l'intérêt. Le financement n'a pas été prévu par le contrat de plan Etat-SNCF. S'il était assuré par la seule SNCF, lourdement endettée et déjà engagée dans la construction du

TGV-Atlantique, on ne pourrait pas financer brutalement la modernisation, urgente, du réseau de l'Etat. Une intervention du secteur privé serait essentielle. La SNCF est obligée d'exploiter bien des services peu ou non rentables pour elle-même, mais indispensables à la collectivité : pourquoi ne pourrait-elle bénéficier des recettes d'un investissement ferroviaire rentable au profit d'un promoteur privé ou d'un service public ?

L'appel systématique à l'Etat pour lever l'argent dépendant une situation de non intervention financière — rentable, qui plus est — est typiquement de sa vocation.

JEAN SIVARDIÈRE
Secrétaire général de la FNAUT
(Fédération nationale des associations d'usagers des transports).
Administrateur de la SNCF.

COURRIER JUIF

On aura décidément tout « lu » à la suite de votre supplément du 5/6 janvier consacré aux juifs de France !

Les premières éditions publiées dans votre numéro du 12/13 janvier étaient déjà stupéfiantes :

M. Lucien Lévy de la « Etre » juif ? Le judaïsme comme un grain de beauté sur le nez, que l'on a reçu par les gènes et que l'on transmettra peut-être, mais dont l'observation dans un miroir relève du narcissisme ! D'un autre côté, la dénonciation, par M. Pierre Luzy-Arighi (« La loi du judaïsme », de l'autoghettoisation) confinant à l'antisémitisme M. Emeric Deutsch suffit à détromper M. Daniel Amson (« Où sont les problèmes ? ») dans sa vision d'harmonie et de félicité. Toutes ces interventions se résument en une seule phrase : les juifs créent des problèmes en n'assumant pas leur universalisme.

Les deux lettres publiées dans votre numéro du 19/20 janvier dépassent largement l'incompréhension dont témoignaient celles de la semaine précédente.

Quelqu'un est le premier peuple à avoir eu le persévérer dans l'affirmation d'un monothéisme exclusif d'idolâtrie, qu'il tire son esprit de la sagesse préservée d'une loi plusieurs fois millénaire, cela n'empêche pas M. Lellèvre (« Les deux passages ») de considérer le judaïsme comme une mythologie, une croyance passagère, une mode en somme, qui « passera » comme le reste.

Il nous confondra de détachement, de l'égard d'une religion relative au niveau d'un folklore destiné à s'éteindre, comme une identité régionale dissoute dans l'urbanisation. Non, le judaïsme n'est pas un wagon de train des mythologies d'effacement devant les ruminations d'une humanité qui broie l'herbe grasse de la « concrétude » matérialiste ! Ce que le judaïsme persiste à « être » encore aujourd'hui, c'est la conjonction d'une éthique et d'une pratique : l'éthique est forcément universelle, mais elle n'existe que par la pratique qui s'impose d'abord aux juifs, car ils l'ont acceptée par leur « alliance » avec l'Eternel, qui lui non plus ne « passe » pas. Si l'on veut bien considérer cette explication, on constate aisément que le judaïsme n'est pas un privilège du sang conféré par la mère mais le

fruit d'une éducation transmise par la mère, à qui le père en apporte.

C'est pourquoi je pense que la « filiation paternelle » par M. R. Mittelberg (« Et la filiation paternelle ? ») est moins son origine du fait qu'il ne soit pas juif que sa conséquence, qui fut l'absence d'éducation juive. La « notion d'identité juive » évoquée par M. Mittelberg est une réalité bien fantomatique lorsqu'on la compare à la connaissance et à la pratique religieuses, inséparables. M. Mittelberg nous confronte à un choix que le judaïsme des rabbins ne peut pas faire : sa place. La tradition est la plus noble des libertés pour la génération qui a une claire conscience de sa signification, conclurai-je avec Martin Buber. J'ajouterais qu'Emmanuel Lévinas n'a exprimé beaucoup mieux que moi ces sujets, notamment dans le recueil *Liberté*, paru dans la collection « L'Essence » du Larousse de poche.

PHILIPPE NAMER
(Paris)

RUSSELL

Dans le Monde daté 12-13 janvier 1986, vous avez publié un remarquable article de Jacques Attali. Quel dommage que dans un article aussi qualifié sur un sujet qui aurait certainement enchanté Bertrand Russell, l'auteur du patronyme ne soit illustré par une photo de Russell et non Russell.

GILBERT WALUSINSKI
(Saint-Cloud)

L'IDENTITÉ : OU EST LE PROBLÈME ?

Rapport de R. Mittelberg (le Monde Aujourd'hui, 19 janvier 1986, page 2).

Je ne comprends rien à ces gens qui se tourmentent pour des problèmes d'identité. Mais quelle identité ? L'identité, on ne l'hérite pas, on la crée.

Les regards qui ne s'attachent qu'aux apparences, on n'en a rien. On sait bien, depuis Sartre, que « l'Enfer, c'est les autres » mais aussi, depuis Dantès, que l'Enfer est un enfer qu'on ne s'y complait pas et qu'il peut déboucher sur la Divine Comédie.

ROLAND HOFER
(Montpellier, Hérault)

Chronique

BARDOT, COLUCHE, CHALLENGER

par Bruno Frappat

La France n'est toujours pas une certaine idée de Brigitte Bardot. Enfin, disons depuis trente ans. Ce fut la Française la plus étrangère, à l'étranger, à égalité avec de Gaulle. C'était la femme-femme à l'irruption, au milieu du vingtième siècle, en liberté, dans une image de la provocation, le cauchemar des épouses, le fantasme vivant d'une nation de boutiquiers, d'ouvriers, de bourgeois à l'œil allumé. Dieu l'avait créée femme, la femme s'était, dans sa blonde toison, faite chair. Efficace, tendre, alanguie.

La femme ambiguë a vieilli, comme l'ont fait ses admirateurs et ses détracteurs. Elle a défilé les écrans, dans les salles de cinéma, où elle n'a pas mis les pieds depuis... douze ans. C'est à Saint-Tropez qu'elle s'est retirée du monde. C'est de là que, dans la solitude de « la Madrague », elle livre le plus célèbre de ses combats, celui qui l'a durablement réconciliée avec la France qui s'aurait naguère de ses frasques (jouées comme réelles). C'est le combat pour les bêtes, les gens. Une lutte sans merci qui lui a valu des déboires, des succès et la Légion d'honneur. Misanthrope sublime, B.B. sort parfois de son silence pour dire son fait à la France.

Cinq fois elle a été le Figaro-Magazine. Brigitte Bar-

dot, qui fut une pionnière de l'évolution des mœurs, une femme « libérée » avant les autres, féministe quand les dames du MLF étaient encore peu sûres de leur fait, a évolué à rebours de son temps. Elle fit scandale, elle est scandalisée. Elle symbolise une époque qui jetait les valeurs familiales partant des moulins, aujourd'hui elle dénonce la « décadence » et prône un retour aux valeurs. Elle est exception, elle se proclame « unique ». On la marie, elle est délaissée. Elle divorce trois fois, elle veut se marier pour la vie. Riche naguère, elle vitote.

Al moins est-elle lucide : « Oui, j'ai envie de me remarier (...). J'ai toujours fait le contraire de ce que j'ai dit. J'ai divorcé quand personne ne divorçait. J'ai fait les quatre cents coups quand chacun restait chez soi. Maintenant que tout le monde divorce, que plus rien de solide ne tient, moi, j'ai envie de me marier : d'un vrai mariage ! » On ne se hasarderait pas à juger un tel projet, encore moins à le condamner. Mais on pourra méditer en songeant qu'il y avait, au fond, chez Brigitte Bardot comme chez tant de Françaises qui rêvaient de s'élever à elle, une midinette qui sommeillait !

Elle était donc comme elles, rêvant à un prince charmant à la mode moderne, cette star qui définit ainsi le portrait-robot de son « futur » : « Je voudrais

quelqu'un d'intelligent, de bon, compréhensif, d'un peu sage, de... » C'est tout ce qu'il existe dans ce pays un homme à la fois, ou bien c'est rêver à une voix à un idéal impossible. A quelque chose d'éternel masculin dont son expérience a bien dû lui prouver, pourtant, qu'il ne rencontrait pas.

Mes chiens sont vrais

Tendre pour les animaux, Brigitte Bardot a la dent dure pour juger ses contemporains bipèdes : « La masse des gens n'a plus rien d'humain. Ils sont hyper-protégés par les lois, uniquement protégés par leur Sécurité, leur retraite, leurs petits avantages acquis, comme ils disent. Moi, j'aime la vérité. Mes chiens, mes chats, ils ont droit à la vérité. Et qu'on ne leur parle pas de chômage, de B.B. ! Ils vivent tous des subsides de l'ANPE et ne se débrouillent pas pour trouver un job (...). Les Français qui ont deux bras, deux jambes, sont en pleine santé et ne travaillent pas, c'est qu'ils ne le veulent pas. Et personne n'ose leur dire. » Personne sauf Brigitte Bardot. Il y a du poujadisme dans cette femme-là !

De joie de vivre, point. D'amis, peu. Admiration, solidarité, optimisme : à l'état de traces. Comissération, nulle. Compréhension pour les difficultés des autres, peu apparente. Les années ont passé :

naguère on parlait de B.B., figure mythique de notre paysage commun, aujourd'hui c'est elle qui parle de nous, avec, comme elle le dit, une « voix de bambou ». Ses proclamations de banquets, quelque combat national pour le chômage, la pollution ou la préservation du patrimoine archéologique, la France n'aurait pas le nez dans la bataille. Elle nous paraît avoir — dans la bataille — perdu d'attrait et de capacité de conviction. Il n'empêche : on ne peut se retenir de ne pas lui en vouloir. Il y a beau temps qu'elle ne s'appartient plus, et elle ne cessera pas, quoi qu'elle dise, et ne fera plus.

Tandis que B.B. philosophe du haut de « la Madrague », Coluche tient la France à haleine. Avec ses lunettes rouges, il regarde la France au fond du porte-monnaie. Fouille-paie et gratte-écuelles, il tonitruait pour la générosité. Il exprime à longueur d'antennes la mauvaise humeur de la France dodue qu'il incarne si bien.

Verrait-on un maigrichon étiqueté à la tête d'une campagne pour les « malades du cœur » ? Suivrait-on au doigt et à l'œil les ordres d'un prophète revêché, ascétique et hargneux, quand ce rondouillard-là explique si bien que manger à sa faim est l'un des droits de l'homme ? Et nourrir les autres un moyen de digérer plus aisément.

Là est le coup de génie de Coluche : dans la parfaite adé-

quation entre son personnage et son rôle. S'il nous avait proposé, avec son œil égrillard, de nous faire passer la fin du bambou, ses proclamations de banquets, quelque combat national pour le chômage, la pollution ou la préservation du patrimoine archéologique, la France n'aurait pas le nez dans la bataille. Elle nous paraît avoir — dans la bataille — perdu d'attrait et de capacité de conviction. Il n'empêche : on ne peut se retenir de ne pas lui en vouloir. Il y a beau temps qu'elle ne s'appartient plus, et elle ne cessera pas, quoi qu'elle dise, et ne fera plus.

Il fait un malheur avec un malheur mal-nourri. Il fait le voir, dimanche dernier à TF 1, nos politiques de bord, sagement assis au président de la République franchouillarde, le camarade-enfoiré, le gros généreux ! Ils avaient l'air de lycéens réunis pour la distribution des prix. « Puis-je dire encore un mot, monsieur Coluche ? ». « Je voudrais féliciter Coluche, qui... ». Quel talent ! Quelle victoire ! Quelle revanche pour l'ancien futur candidat à l'Elysée, dont la personnalité égrillard choque sans doute beaucoup de Français, mais... qui n'osent plus l'avouer.

En un dimanche, le malheur est devenu le consensuel. Coluche, patriarche de la cohabitation sur l'essentiel, réconciliant — paternellement — ceux qui et ceux qui, Giscard et Jospin, Rocard et Baudis, fut assurément le plus réjouissant, le plus inattendu et le plus sur-

réaliste des spectacles de la saison théâtrale qui vient de commencer.

Tous les spectacles n'ont pas cette qualité consistant à réjouir le cœur de l'homme. Mardi soir, deux jours après, devant les mêmes écrans cathodiques, nous avons assisté à une tragédie moderne. Gerbes d'étincelles, dans le feu, nuage blanc et épais se scindant en fourche gigantesque : la machine nucléaire avait explosé.

On évoqua de précédentes catastrophes du même type. Rien ne pouvait, dans ces rappels, compenser l'horreur de l'explosion-là. La stupeur planétaire qui suivit procéda, pour partie, de la conjonction de deux modernités : la télévision qui nous le montrait exactement, la conquête de l'espace, orgueil de notre temps. Horreur d'époque. Tant de machinerie, d'électronique, de systèmes de surveillance, d'ordinateurs méticuleux, de puissance imparable, et là haut, dans le ciel, ou plutôt là, devant nous, cette épouvante contre laquelle personne ne pouvait rien ! Sept corps humains, répandus sur la terre qui n'avait pas voulu le lâcher. Et forcément, à un moment ou à un autre de cette opération, une erreur, un défaut de la cuirasse géante, un grain de sable. Une défaillance. Tout pouvoir a ses limites.

L'OR NOIR
DANS LE ROUGE

ARRIER JUIF

fruit d'une éducation transmise par la mère, à qui le devoir en revient. C'est pourquoi je pense que le drame vécu par M. R. M. est le drame d'une filiation paternelle, et non son origine du fait qu'il ne soit pas né de mère juive. C'est une éducation juive. Le drame d'identité juive est une notion fantasmagorique lorsqu'on se rend compte de la connaissance et de la conscience religieuses, inséparables. M. R. M. est donc confronté à un drame qui ne peut pas faire à sa place. La notion est la plus noble de la civilisation, la génération qui a le droit de conclure en tant que tel. M. R. M. s'est exprimé beaucoup mieux que moi sur ces sujets, notamment dans le recueil *Difficile Liberté* paru dans la collection « Bibliothèque de la Poésie » de Philippe Sollers.

PHILIPPE SOLLERS

RUSSELL

Monde daté, 1986, janvier 1986, vous avez pu lire un remarquable article de Jacques Attali. Quel dommage que dans un article de Russell, qui est un sujet qui aurait certainement enchanté Bertrand Russell, on ne trouve pas le nom de Russell. On ne trouve pas le nom de Russell, on ne trouve pas le nom de Russell, on ne trouve pas le nom de Russell.

GILBERT WALLIS

L'IDENTITÉ:
OU EST LE PROBLÈME?

Réponse à R. M. par Jacques Attali. Aujourd'hui, 1986, page 21. Je ne comprends pas pourquoi on se tourmente à propos de la question d'identité. M. R. M. est un juif, c'est tout. On ne peut pas être juif sans être juif. On ne peut pas être juif sans être juif. On ne peut pas être juif sans être juif.

par Bruno Frappat

réaliste des spéculations sur le pétrole, son dilemme est de savoir comment gérer. Tous les spéculateurs ont cette qualité commune: ils ont le cœur de l'homme. Ils ont le cœur de l'homme. Ils ont le cœur de l'homme. Ils ont le cœur de l'homme. Ils ont le cœur de l'homme.

Le marché international du pétrole à Londres où sont fixés les prix du baril.

Insignifiant jusqu'en 1979, le marché libre des produits de l'or noir a choisi Londres comme plaque tournante d'un réseau de contacts discrets, presque anonymes, mettant pourtant en jeu des sommes colossales. Un marché sans loi, qui fait la loi...

par Véronique Maurus



UN MARCHÉ SANS FOI NI LOI

« Le baril à 30 dollars ? C'est une fiction, du pétrole à un prix bideau », déclarait il y a peu le ministre nigérien du pétrole. Le marché libre embryonnaire situé en fait à Rotterdam, lieu physique des échanges, porte sur des échanges de produits, les compagnies, afin d'écouler les quantités localement excédentaires.

Révolution à Téhéran

La révolution iranienne en 1979 et la limitation du consortium de compagnies opérant en Iran créent la première révolution dans le système. Des majors, comme Shell, se voient privés de leur accès à la tête de la production. L'Arabie saoudite, qui est le plus grand producteur, se voit donc privée de son accès à la tête de la production. L'Arabie saoudite, qui est le plus grand producteur, se voit donc privée de son accès à la tête de la production.

Les compagnies s'envoient, les transactions atteignent alors près d'un cinquième du chiffre d'affaires international. Les premiers grands traders nés, dont certains sont aujourd'hui à la tête de compagnies importantes, et qui ont servi d'intermédiaires avec les compagnies et les ont aidés à faire grimper les prix, raconte un trader.

Cette « belle époque » toujours évoquée avec émotion par les négociants n'a duré que trois ans. Dès 1981, le marché se déstabilise. Les prix sont en chute libre. Les compagnies, qui ont servi d'intermédiaires avec les compagnies et les ont aidés à faire grimper les prix, raconte un trader.

Elles n'ont eu plus aucun intérêt, sinon politique, à acheter le brut au prix fixé par les contrats, trop rigides et surtout constamment supérieurs aux prix du marché libre.

Le marché spot est en fait alimenté à la même époque par le développement des nouvelles structures de l'approvisionnement pétrolier. Avant 1979, la préhistoire des traders, le marché spot n'existe quasiment pas. Les compagnies ont le contrôle de la production aux pays producteurs. Mais, dans une période de pénurie latente, alors que l'OPEP fait la loi, les sept sœurs, les compagnies, ont jugé prudent de conserver des liens privilégiés avec les pays producteurs et

dam, uniquement au service du négoce de produits.

Très vite, les compagnies ont pris l'habitude de calculer en « netback », c'est-à-dire le prix d'achat de leur brut à la théorie, obtenu à partir des cours des produits qu'elles sont capables, après raffinage, d'écouler.

Arbitrant entre ces deux prix, les compagnies ont fixé le prix du brut à un niveau qui leur permettait d'écouler les quantités localement excédentaires.

Ryad « craque »

Jusqu'à l'été dernier, le marché du pétrole était un jeu d'échecs. Les compagnies, qui ont servi d'intermédiaires avec les compagnies et les ont aidés à faire grimper les prix, raconte un trader.

L'Arabie saoudite elle-même reconnaît ainsi le rôle directeur du marché. En se généralisant sous une forme ou une autre, ces transactions ont permis une certaine harmonisation entre les compagnies et les pays producteurs, qui ont servi d'intermédiaires avec les compagnies et les ont aidés à faire grimper les prix, raconte un trader.

Reste à savoir quel est le vrai cours du marché. Car, dans le pétrole comme ailleurs, les mythes ont la vie dure. On continue de parler couramment du marché de Rotterdam, qui n'est plus aujourd'hui que l'un des nombreux marchés régionaux de produits raffinés, avec Singapour, New-York et Londres. En réalité, à l'exception du marché de New-York, le marché spot n'a aucune localisation physique. C'est un marché mondial de communications, où les compagnies et les pays producteurs se rencontrent pour échanger des produits et des services divers : compagnies, raffineries indépendantes, industriels, etc. Entre les deux, des intermédiaires qui ne sont impliqués ni dans la production, ni dans la transformation, ni dans la distribution : les traders.

En se développant, le marché est devenu de plus en plus complexe.

En réalité, entre les distinctions géographiques — il existe grosso modo quatre grandes zones : Amérique du Nord, Europe du Nord, Méditerranée et Asie — coexistent trois marchés spot : le marché physique du brut, celui des produits ; le marché à terme, lui-même divisé en deux : à New-York, un marché officiel fonctionnant comme les marchés de matières premières du globe, où sont échangés des lots de 1000 barils de brut américain

type, le WTI (valeur approximative 1000 dollars) ; à Londres, le marché à terme beaucoup moins orthodoxe, où des grands opérateurs s'échangent des quantités de 100 000 barils, pesant environ 50 millions de dollars chacune, par téléphone, sans autre garantie qu'un télétransmission, et sans aucune limite réglementaire.

Puis à peu près tous les marchés à terme, les « futures », véritables Bourses de pétrole, sont devenus les références du marché, bien qu'ils ne représentent en volume qu'une petite partie des quantités échangées. Lorsqu'on parle d'un prix de 20 dollars, c'est sur la base des transactions effectuées à New-York, sur le WTI, à Londres sur le Brent.

Le casino de Londres

En réalité, ces marchés fonctionnent en symbiose, selon le principe des communications, les futures tirant le marché physique, lui-même influencé par le marché des produits. Le plus effondrement du prix du fret maritime et la déréglementation américaine ont facilité les échanges entre zones de marché. On a vu récemment des bruts de la mer du Nord livrés au Japon, ce qui, compte tenu des distances, paraît a priori absurde.

Les transactions s'effectuent vingt-quatre heures sur vingt-quatre — New-York, Londres, Singapour, New-York, etc. — par téléphone, à l'écran télématique, de n'importe quel point du globe : Londres bien sûr, mais aussi Paris, Genève, Monaco, etc. On constate simplement une concentration de traders à proximité des grandes places financières.

Le pétrole coûte cher, très cher, les transactions atteignent très vite des sommes colossales. Les pertes et les gains aussi. On entend couramment un important trader lâcher : « Si je perds aujourd'hui 500 000 dollars

[5 millions de francs !] je les regagnerai demain... »

En quelques semaines, au cours du brut, une société parmi les plus solides de la place a, dit-on, perdu ainsi 40 à 50 millions de dollars. Derrière les traders, il y a des banquiers qui financent, par lettres de crédit, chaque transaction, c'est-à-dire par cession, et la suivent attentivement.

Certaines banques, comme Paribas-Suisse et l'UOB, s'en font une spécialité. D'autres, comme le CCF ou la BFCF, s'y sont aussi essayées avec un succès variable et même quelques belles ardoises...

Principale Bourse mondiale du pétrole, mais aussi vrai casino, le marché du brut à Londres est une véritable loterie où l'on parie gros. Contrairement au « Merc » — où les petits spéculateurs s'en donnent à cœur joie et perdent souvent leur chemise ! — le marché du brut, par l'importance des mises, est une société très fermée, où ne jouent régulièrement que des cinquantaines de grands opérateurs, ayant pignon sur rue de grandes sociétés financières. Outre les plus grandes sociétés de trading, Marc Rich, Phibro, Transworld, Gatoil, etc., on y voit aussi les filiales spécialisées des compagnies, Shell, BP, Elf, Total et quelques maisons de négoce japonaises (Marubeni, CITI).

Les vrais spéculateurs — l'ancienne garde — y sont désormais rares. La plupart des intervenants reconnaissent « prendre du plaisir » — à la baisse ou à la hausse, — mais ils n'acceptent plus le qualificatif de spéculateur. « Les anciens s'amuse à le Merc, à titre personnel, ça leur rappelle le bon vieux temps », raconte un jeune trader appartenant à une compagnie. « Pourant, ajoute-t-il, les spéculateurs sont utiles, il faut des gens qui acceptent de prendre des risques pour assurer la fluidité du marché ».

(Lire la suite page IV.)

BRUT DE MOTS

Brut: pétrole non raffiné.

Comme les vins, il en existe d'innombrables variétés, selon leurs provenances et les qualités : des « grands crus » — les plus « légers », dépourvus de soufre — aux moins bons — les « lourds », visqueux au point d'en être presque solides. Le « brut », le « WTI » américain, l'« Arabie légère » saoudienne, l'« Oural » soviétique, sont les plus connus.

Spot: au jour le jour. Est « spot » toute vente dont le prix est fixé instantanément ou révisable, à très court terme.

Marché spot, dit aussi marché libre: l'ensemble des ventes de pétrole ne faisant pas l'objet de contrats à moyen terme entre les producteurs et les compagnies.

Marché de Rotterdam: souvent confondu avec le précédent. Aujourd'hui, les ventes de produits raffinés des compagnies sont des marchés de l'Europe du Nord. Ainsi nommé car Rotterdam, important port pétrolier, est le plus grand centre de stockage et de raffinage de la région et le berceau historique du marché libre.

Futures: marchés à terme du brut, organisés à New-York ou informels (à Londres). Les véritables Bourses où sont fixés, jour par jour, les cours de référence du brut.

Merc ou NYMEX: New-York Mercantile Exchange, marché à terme de New-York, où sont cotés les prix de WTI (WTI = West Texas Intermediate), qualité de brut américaine la plus échangée.

Brent: mélange type de qualités de brut de la mer du Nord, dans la production (environ un million de barils/jour) est presque intégralement échangé sur le marché libre.

Marché du brut: à terme, informel, sans opérateurs, sorte de Bourse non réglementée du pétrole, où les transactions, cession par cession (environ 100 millions de dollars environ), se font largement

(à trois fois le volume du pétrole raffiné échangé. Les cours au jour le jour, dites « prompts », s'y effectuent également.

Trader: négociant de pétrole brut et de produits finis. Contrairement au « broker », courtier, — simple intermédiaire payé au pourcentage du brut acheté et revendu, grand des positions, bref, spéculateur — il s'en défend.

Screen trader: vendeur ou acheteur du précédent, travaille les yeux fermés sur son écran télématique.

Dentiste de New-York: terme péjoratif employé par les professionnels pour désigner tous les spéculateurs travaillant sur le « merc » (voir plus haut).

Paper baril, baril-papier, ou baril fictif: c'est-à-dire le baril, souvent fictif, qui sert de référence pour le calcul des gains et des pertes, et dont la date de livraison est souvent éloignée (plus de six mois) qu'elle puisse être en main en main qu'une fois précise soit fixée.

Wet baril: entièrement « baril mouillé », par opposition au précédent. C'est-à-dire le baril dont la date de livraison est proche et dont le volume doit par conséquent être l'objet d'un échange physique de pétrole.

Short, ou court (être « short »): vendre à terme une cargaison que l'on n'a pas encore achetée, donc fictive, en espérant que les cours baisseront avant la date d'échéance.

Long, ou long: position contraire à la précédente. Le trader achète à terme une cargaison qu'il pourra la revendre avec profit. Position classique des crises précédentes. Dangereuse.

Edger: couvrir en prenant des positions opposées qui s'équilibrent en même temps, par exemple à Londres et à New-York.

Daisy chain, chaîne à marguerites: l'ensemble des achats et des ventes successifs d'une même cargaison. Le record a été de cinquante-à-ix il y a quelques années.

« Platt's »: bible des traders, du pétrole au quotidien, qui rassemble, par téléphone, toutes les informations disponibles sur les transactions effectuées chaque jour à Londres ou à Rotterdam, et publiées dans le *Platt's*. C'est la bible de la profession, qui pourtant ne saurait s'en passer. L'information est donnée par les écrans télématiques (Reuters).

Netback, ou valorisation: calcul théorique de la valeur d'un brut à partir des cours des produits qu'on en fait après raffinage.

Barter: plus noblement dit compensation.

Processing (contrat de): raffinage à façon, souvent fictif, qui permet au producteur de vendre du brut au-delà des quotas de l'OPEP.

Niche: une niche: détenir l'exclusivité d'un brut connu mais jamais échangé au grand jour sur le marché, ce qui permet au négociant ou à la compagnie de confortables bénéfices.

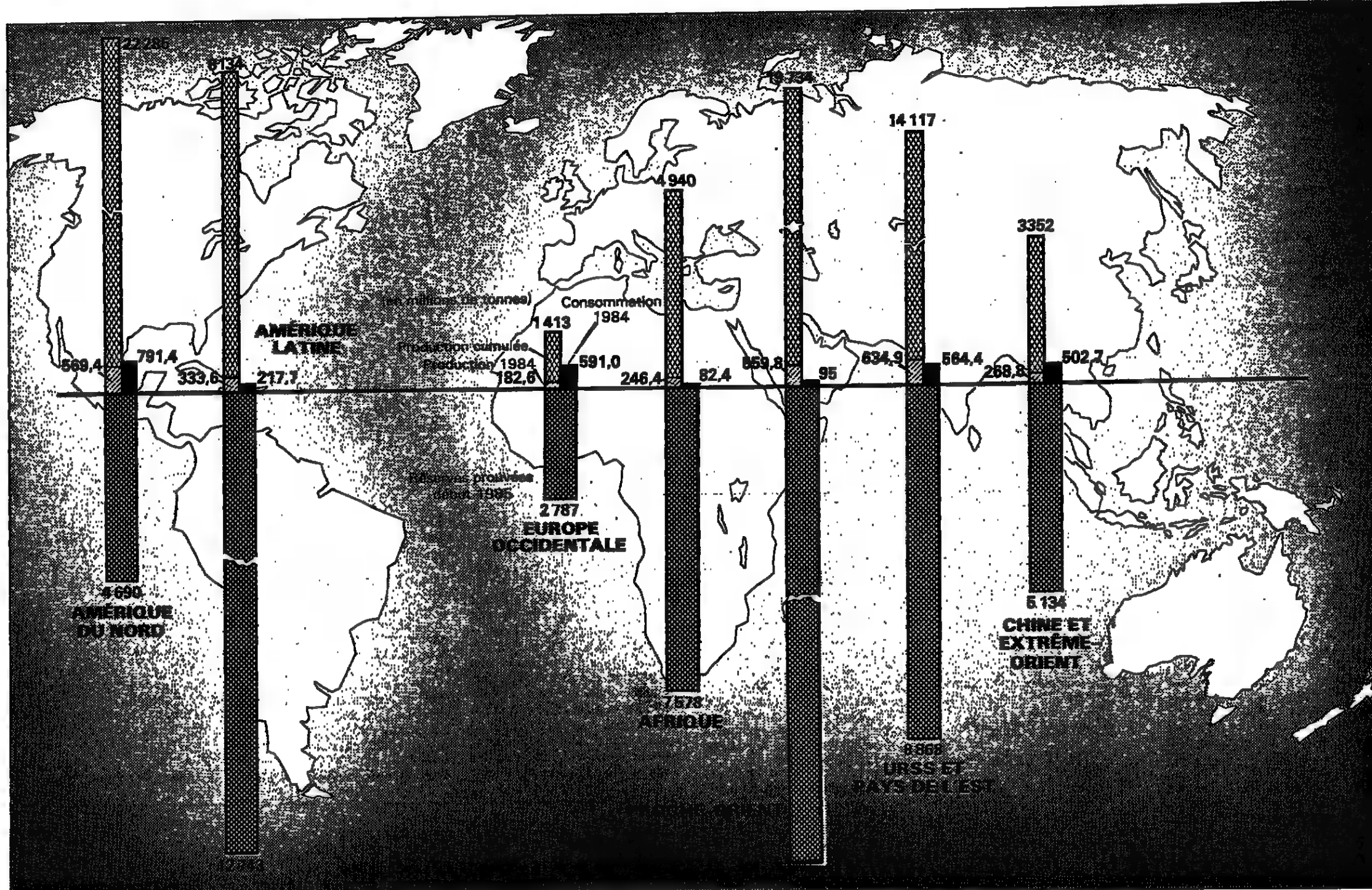
Brut mouillé: pétrole sous le sceau par lequel les compagnies touchent des bénéfices. Dit « brut principal ». Son règlement se fait par la Suisse...

Baril: unité de mesure du pétrole. 1 baril équivaut à 159 litres. Il y a 7,3 barils dans 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes/an.

Distressed cargo ou cargo en détresse: pétroliers. Se dit d'une cargaison de brut qui en raison de transport mais non encore livrée à un utilisateur final. Le propriétaire doit, pour éviter de perdre son pétrole, le vendre à bas prix.

L'OR NOIR DANS LE ROUGE

LA PLANÈTE PÉTROLE



© LE MONDE

Les « fissures » dans certaines colonnes indiquent que celles-ci ont été interrompues pour pouvoir prendre place dans le cadre, l'échelle du graphique ayant été choisie de telle sorte que les variations de 1984 soient repérables.

UN MARCHÉ SANS FOI NI LOI

(Suite de la page III.)
Le marché libre devient d'autant plus multiforme, il est plus secret, peu transparent et n'obéit qu'à des règles non écrites, connues de quelques initiés. A l'exception du Merc, aucun organisme ne surveille les transactions, n'enregistre les gains, ne règle les litiges.
En cas d'accidents, et ils sont de plus en plus fréquents en ce temps de crise, tout le monde s'arrange. Il n'y a pas de vraie faille, simplement des « gens avec qui on ne traite plus » et qui disparaissent en silence, pour parfois se « refaire » après une longue éclipse. On leur leur nom, comme le montant des pertes ou des profits réalisés par les gagnants. « On ne compte pas son argent devant les pauvres... »

De là à conclure, comme le font souvent les pays producteurs, que les cours sont bion, et que le marché est totalement manipulé il n'y a qu'un pas. Trop vite franchi. De même qu'il est devenu une « première comme les autres » et que les traders sont les « vrais ministres du pétrole », il faut de penser que le marché spot est une fiction ou un « jeu de poker menteur ». Les agences publiées quotidiennement par les agences de presse spécialisées reflètent assez fidèlement les tendances profondes du marché, une enquête européenne l'a prouvé il y a deux ans. Même s'ils prennent en compte seulement les transactions que les opérateurs acceptent de laisser sortir — les bonnes affaires, les « niches » ne sont

jamais... La plupart des opérateurs physiques suivent plus ou moins de retard ces tendances. Quant aux prix payés par le consommateur, c'est une autre affaire...
Il ne faut pas prendre non plus l'écume pour la vague. Baromètre fidèle des tendances et habitué de l'équilibre mondial, le marché spot n'assure pas l'équilibre fondamental du marché mondial. Si les traders ou les compagnies, de plus en plus actives sur les marchés à terme, peuvent quelques heures, voire quelques jours, accentuer les fluctuations, les orientations de fond sont, elles, toujours déterminées par l'état de l'offre et de la demande.

Et le marché pétrolier, de ce point de vue, est loin d'être un marché comme les autres. D'un côté, les producteurs, largement cartellisés, à quelques défaillances près, comme le montre la situation actuelle, contrôlent environ les deux tiers de la production mondiale (80% sans les Etats-Unis), donc l'offre de brut. De l'autre, les compagnies, qui traitent, pour les vingt premières d'entre elles, du brut dans leurs raffineries et distribuent 60% des produits vendus, donc maîtrisent largement la demande, notamment par le jeu des stocks. Mis à part une poignée de très grosses sociétés, le rôle des traders, pris en sandwich entre les deux, est d'impact limité, bien que vital pour assurer l'équilibre au jour le jour et la fluidité du marché. A terme, il paraît d'ailleurs plus ou moins condamné, du fait de l'intérêt

croissant des compagnies pour le marché spot.

Les majors ont pour beaucoup totalement découplé leur production de leurs achats (1) pris soit au négoce. Elles ont développé des filiales, qui fonctionnent comme de vraies sociétés d'achat et se heurtent, d'ailleurs au sein des groupes, à des « rapaces internes » (sic) aussi durs que les concurrents extérieurs.

Ces unités de trading ont en fait de dominer le marché. Elles jouent au jeu du velours, ayant en main infiniment plus de cartes que le trader en chambre : elles disposent de sources d'informations privilégiées, et possèdent une fine connaissance des faux pas d'absorption dans le système maison le brut à court terme. Chez BP, le trading de produits monopolise un étage entier de la célèbre Britannic House. Une série d'immenses salles encombrées de téléphones, d'écrans, de cartes de dossiers. Un ordinateur central spécialisé qui gère en temps réel toutes les informations recueillies par le groupe dans le monde entier. Un souci : l'équilibre en fin de journée. Une angoisse : que les producteurs, un jour, ne décident aussi de s'en mêler...

— VÉRONIQUE MAURUS.

(1) La filiale trading du groupe Elf a acheté, en 1985, 11 millions de tonnes de brut : 16 millions provenaient des filiales de production du groupe et 17,6 millions du marché international. Ces ventes, par la même filiale pour 17,1 millions de tonnes aux filiales de raffinage du groupe et pour le (16,5 millions) à divers opérateurs sur le marché international.

OMAN EN LIGNE DIRECTE

« EN ce moment, c'est l'été. Le « futur » est devenu fou. S'agissant sur les « futures » du pétrole, il y a eu quelques heures où les cours ont perdu 40 à 50 millions de dollars. Il était long de 3 millions de barils quand le « Brent » s'est effondré, et il a continué à acheter. Non-initiés et anglophobes s'abstiennent. Le monde du négoce pétrolier, fermé, impitoyablement tous amateurs, curieux ou béotiens. Cette « société secrète du pétrole », comme l'a surnommé Newsweek, a ses règles, ses traditions, son vocabulaire propre, qu'il faut tout prix connaître pour y être accepté.

On ne parle guère d'argent, on qu'on en gagne beaucoup, on le montre. Le revenu moyen d'un très bon débutant atteint facilement 200 000 \$ 300 000 dollars par an (10 millions de dollars par mois), celui d'un as confirmé 1 million de dollars (90 millions de dollars par mois).

Tous les ans, à la fin de l'hiver, en février-mars, tous les traders du monde se retrouvent à Londres, capitale, pour une semaine de « trading » à l'occasion du banquet annuel de l'Institut of Petroleum. Cocktails, dîners fins, buffets géants, rivalisent de démonstrations d'opulence. Smoking, robes, bijoux de valeur. Il faut montrer que tout va bien, même si les affaires sont moins brillantes,

mais l'ambiance catastrophique ces derniers temps.

La loi du milieu est celle de l'absence, du moins vis-à-vis de l'extérieur. Car, perdus au téléphone dans la journée, les traders sont très très aux commandes. Comme des « rois » et friands de cancanes. La moindre rumeur peut valoir, il est vrai, quelques centaines de milliers de dollars pendant dix minutes. Le rythme est fou. Le long terme ? L'heure est venue. Un trader londonien qui, pour nous parler, avait momentanément abandonné son téléphone à ses écrans, répondit à une offre par la négative : « Je ne peux pas, j'ai un quart d'heure... »

Pour la plupart des jeunes — on s'en use vite — ce tempo, — les traders ont leur bible, le Platt's, les mystères — l'Afrique du Sud, — les mythes à leurs héros : les grands pionniers. Primus inter pares : Mark Rich, un petit homme froid et vif comme un homme belge, naturalisé américain, aujourd'hui réfugié à Zug, en Suisse, pour échapper à la justice américaine. Il dirige à l'instar d'un des « trading » les plus importantes du monde : 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 700 000 barils achetés et vendus par jour, soit plus que la production de l'Algérie, plus de cent traders employés dans une centaine de bureaux à par le monde.

Autre figure, quasiment biblique du trading : le patron

Transworld — l'une des premières maisons américaines — John Deutz, un Hollandais risqué-tout et richissime, dont le château, gardé jour et nuit, le jet privé, le jeu d'adversité par le sultan d'Oman, etc., alimentent la légende d'un jeune riche déjà riche des traders. Ami personnel du sultan d'Oman, un personnage comme lui haut en couleur, il a été lancé, il y a dix ans, par une affaire obscure avec la France — d'ailleurs d'une escroquerie, — dont il a tiré de substantiels bénéfices. Il est, dit-on, l'un des principaux fournisseurs de brut de l'Afrique du Sud. « C'est le dernier des grands spéculateurs capables de prendre des risques sans et de monter des coups extraordinaires, explique un trader, la race se perd, c'est dommage... »

La profession a en effet beaucoup évolué depuis trois ans. Les connaissances, leur niveau, leur connaissance des pays producteurs, amassent en quelques mois des fortunes, parfois aussi perdues. Des sociétés structurées, spécialisées. Les amateurs, comme le groupe rock suédois Abba, les purs spéculateurs isolés et les mégalomanes ont tous ou presque été éliminés. Demeurent les professionnels. Des « techniciens du négoce », comme ils se nomment, qui vivent les yeux rivés sur leurs écrans, l'oreille collée au téléphone, fébriles et trépignants, jonglant avec les millions de dollars, toujours à l'affût, mais pour la plupart pour le compte d'autrui.

V.

L'OR NOIR
DANS LE ROUGE

NEURASTHENIC PETROLEUM

par Francis Cornu

Devenue, dans les années 70, l'un des cinq ou six principaux producteurs de pétrole, la Grande-Bretagne faisait envie à ses voisins et produisait plus que l'Arabie saoudite. D'où l'actuelle guerre des prix qui menace, en première ligne, les comptes britanniques et la politique économique ultra-libérale de M^{me} Thatcher.

A tous points de vue, M^{me} Thatcher, dont l'arrivée au pouvoir, en 1979, a entraîné la montée en puissance de l'exploitation des gisements de la mer du Nord, a pleinement profité de la manne pétrolière. Celle-ci a permis de compenser quelque peu le déclin persistant de l'industrie traditionnelle britannique et a même facilité la tâche d'un gouvernement dont on voit la volonté monétariste, en qui on particulièrement attaché à la défense d'une stricte gestion budgétaire.

Le pétrole a largement contribué au raffermissement de la livre sterling et à l'équilibre des comptes de la sourceuse « dame de fer ». L'inflation, qui dépassait encore les 20 % en 1981, a été ramenée aux alentours de 5 % ces deux dernières années, tandis que la croissance était relancée.

Mais voilà que survient un nouveau choc pétrolier, le rebours cette fois : pour la Grande-Bretagne directement visée, l'or noir est tout à coup, au plan économique et politique, une cause de grave inquiétude, et de profonde inquiétude à plus ou moins long terme.

Les cours s'effondrent ; le Royaume-Uni est accusé de trop produire et se trouve ainsi en de fortes pressions de la part de l'OPEP. Quoi qu'il lui en coûte, M^{me} Thatcher n'a pas l'intention de céder. Elle l'a encore répété le 11 janvier : « La Grande-Bretagne fait partie de la région pétrolière la plus libre du monde. (...) Le revenu de la production est partagé par les compagnies, et il n'y a aucun changement à cette politi- »

Question de principe fondamentale. M^{me} Thatcher n'a pas du tout l'intention de céder quand il s'agit de sa foi en la liberté du commerce et de l'entreprise. Dans une interview économique, son gouvernement ne refuse pas d'intervenir. M^{me} Thatcher s'en remet résolument aux « lois du marché » en prenant le risque que celles-ci se retournent contre elle.

Foi libérale
et privatisation

Le pétrole ne saurait échapper à la règle d'or du thatcherisme : d'ailleurs, depuis six ans, le gouvernement britannique n'a cessé d'y parachever la dénationalisation, se privant ainsi délibérément des moyens de peser sur les décisions des producteurs pétroliers.

British Petroleum et Shell sont indépendantes. Une loi de 1980 a créé une nouvelle compagnie privée, Britoil, une partie importante des activités de la British National Oil Corporation (BNOC), groupe nationalisé le plus important en matière de commercialisation. Mais démarque il propos du jeu naturel : Enterprise Oil a repris la production de pétrole dans l'exploitation off shore, à son tour, devrait être privatisée avant la fin de cette année.

Signe des temps — qui décidément changent plus vite que prévu, — le discours gouvernemental vient de subir une révision de circonstance. Il n'y a pas si

longtemps, M^{me} Thatcher et son gouvernement ont célébré le dynamisme de l'industrie pétrolière ; aujourd'hui, brusquement, on préfère en réduire les bénéfices. Mais que, à la suite de la chute des cours du brut, la livre, devenue pétromonnaie, avait perdu en une semaine 5 % de sa valeur par rapport à la moyenne des principales autres monnaies (1). M^{me} Thatcher, dans une interview publiée dimanche 26 janvier, s'est empressée de condamner les effets des événements, en soulignant avec insistance que le pétrole comptait pour moins de 1 % du produit national brut...

Recettes
en chute libre

Jusqu'à maintenant, les Britanniques pensaient que le rapide accroissement de la richesse pétrolière au début de cette décennie serait suivi, pendant les vingt années à venir, d'une lente et progressive diminution des « royalties », au fur et à mesure que s'épuiseraient les réserves de la mer du Nord (2). Le gouvernement estimait que cette période de transition devrait amplement le temps au pays de se préparer à l'ère « post-pétrolière » et de reconstruire son économie. Comme le faisait remarquer dernièrement le *Financial Times*, ce qui vient de se produire sur le marché pétrolier et monétaire n'est pas largement en accord avec cet espoir.

En octobre, le ministre des finances, M. Nigel Lawson, déclarait même que les avantages du pétrole pour le commerce de la balance commerciale et du niveau de vie se finiraient toujours sentir bien au-delà de la fin du siècle. Il précisait que l'industrie manufacturière, grand malade de l'économie britannique, bénéficierait ainsi d'un répit nécessaire à sa renaissance. Mais, depuis, le prix du brut est baissé de 20 %, et M. Lawson doit reconnaître son jugement.

Dans l'immédiat, le chancelier de l'Echiquier fait face à des problèmes non moins préoccupants. En donnant, en novembre, les grandes lignes de son prochain budget, M. Lawson, chargé de fournir au gouvernement des arguments préélectorales que l'opposition a vite fait de dénoncer, a déclaré qu'il souhaitait diminuer l'impôt de 3,5 milliards de livres en 1986.

Pour financer cette promesse essentielle de M^{me} Thatcher, il tablait sur les revenus pétroliers annuels de 11,5 milliards de livres (8,5 en 1985). Aujourd'hui, les experts de la City estiment que ce chiffre ne dépassera pas 6 à 7 milliards, et que l'allègement fiscal escompté atteindra difficilement le milliard.

C'est évidemment pour l'électeur et le contribuable une déconvenue, et c'est la perte d'un précédent argument pour un gouvernement sérieusement ébranlé, au même moment, par les réactions de l'affaire Westland. Le ministre de M^{me} Thatcher s'expose aussi à un mécontentement du patronat, qui, cette semaine, lui a rappelé son attente impatiente d'une réduction fiscale significative pour les sociétés. De leur côté, les petits



Plate-forme de forage britannique en mer du Nord.

épargnants redoutent une augmentation des prêts hypothécaires (sacro-saints en Grande-Bretagne) à la suite du relèvement des taux d'intérêt pour réduire la livre.

L'électorat flottant, qui, selon les sondages, manifeste le plus en plus sa méfiance à l'égard du gouvernement Thatcher, risque de concevoir une déception supplémentaire en apprenant que les derniers événements jettent également le doute sur les récentes prédictions de M. Lawson en matière de croissance. L'objectif de 3 % qu'il avait annoncé pour 1986 risque de ne pas être atteint.

Au-delà de ces conséquences à brève échéance, les perspectives sont aussi inquiétantes pour le gouvernement. Après cinq années de reprise de la croissance, la production de l'industrie manufacturière n'est toujours pas revenue à son niveau de 1979, et les statistiques du chômage, loin de se stabi-

liser, comme le croyait le gouvernement, s'aggravent toujours (3400 000 sans-emploi).

Cité par le *Financial Times* du 25 janvier, un professeur de la London Business School vient d'établir, dans une première étude des effets de la chute actuelle des cours du pétrole, qu'en termes de revenus l'économie britannique pourrait avoir subitement perdu cinq ou six ans de marge de manœuvre pour une amélioration de son industrie pétrolière.

Le pessimisme des lords

Cette situation est d'autant plus inquiétante que la Confédération de l'industrie britannique, la principale organisation patronale, est elle-même suspecte de vouloir que de l'embarras de M^{me} Thatcher, vient de publier, cette semaine, un bilan conjoncturel montrant que l'industrie

britannique connaît actuellement des difficultés accrues et ne paraît pas en état de commencer à compenser bientôt les mécomptes du pétrole. On ne souvient aussi que, à ce sujet, en octobre, bien avant le nouveau choc pétrolier, et ces calculs à refaire, une commission de la Chambre des lords — autre institution qui n'a pas la réputation d'être un foyer d'opposition — avait rendu public un rapport très alarmiste que M. Lawson avait méprisé, le jugeant « excessif ». Cette commission avait en valeur le déficit croissant de la production manufacturière, et précisait que les bénéfices du commerce pétrolier ne compensent que le « manque ».

La commission indiquait que, dans cinq ans, l'équilibre serait tout juste maintenu, et qu'un déficit global serait à déplorer avant la fin du siècle, une reprise suffisante dans l'industrie pétrolière étant considérée

comme hautement improbable malgré les prévisions « réalistes » du gouvernement. Les lords annonçaient dans une conditions, à l'horizon de l'an 2000, une aggravation du chômage, une inflation renouvelée et une balance sensible du niveau de vie. Ils concluaient sur un ton sombre note : « Ne pas sous-estimer les dangers pour avoir des effets dévastateurs sur la stabilité politique et économique du pays. » C'était en octobre. Aujourd'hui, les membres de cette commission sont assurément plus pessimistes encore.

(1) L'été dernier, la livre valait à 12 francs, le présent son cours approche les 10 francs.

(2) En 1965, la plupart des pays pétroliers ont vu un épuisement des réserves à la fin du siècle prochain. Mais les calculs de rentabilité en prix du brut ont été d'ores et déjà à revoir.

L'ÉGYPTE SUR L'ONDE DE CHOC

M AILLON le plus faible dans la guerre des prix du pétrole, l'Égypte vient de baisser les bras. Elle a décidé lundi 27 janvier de réduire massivement sa production. Avec une réduction de l'ordre de 200 000 barils par jour, la production passe de 870 000 barils par jour à 670 000 barils par jour. Le Caire a même décidé de réduire de 3 dollars en moyenne le prix de son baril de brut, qui pesait ainsi de 24,2 dollars à 21,3 dollars. Selon les responsables de l'entreprise égyptienne général du pétrole, « cette réduction de la production est indispensable jusqu'au raffermissement du marché des hydrocarbures ».

Cette baisse de la production et des prix intervient à un moment où la conjoncture économique égyptienne n'est guère brillante. En effet, l'effondrement des prix du pétrole se traduira, selon les estimations, par un manque à gagner de quelque 600 millions de dollars pour l'année budgétaire 1985-1986. Le président Moubarak a lui-même marqué sa préoccupation en affirmant, il y a quel-

ques jours, que « chaque fois que le pétrole baisserait de 1 dollar, l'Égypte en perdrait 70 millions ». Or les autres sources de devises étrangères sont elles aussi en baisse.

Le total de devises n'a rapporté en 1985 que 960 millions de dollars, soit à peine autant qu'en 1984. Si la conjoncture mondiale du pétrole ne reprend pas, ses revenus risquent de baisser encore plus en 1986, les hydrocarbures représentant la part la plus importante des produits transitant par le canal d'eau internationale. Les énormes investissements consentis par l'Égypte pour l'approfondissement et l'élargissement du canal risquent de rester non rentables. Il en va de même pour l'oléoduc SUMED, qui joint Suez, en mer Rouge, à Alexandrie, en Méditerranée. L'oléoduc prévu pour transporter le canal à fonctionné au plein de sa capacité en 1985.

Variations indirectes de la guerre du pétrole, les 2,5 millions d'expatriés égyptiens ont risqué

leurs économies à destination de la mère patrie. Cet afflux de devises est tombé à 3 milliards de dollars en 1985, malgré l'envolée du billet vert par rapport à la livre égyptienne sur le marché libre (1 dollar = 1,8 livre, contre 1,4 au début de 1985).

Le tourisme, quant à lui, est en pleine crise. Depuis quatre mois, les touristes étrangers ne se pressent plus en Égypte, mais surtout du fait d'une série de crimes sanglants. En octobre, un policier égyptien assassinait sept touristes israéliens dans le Sinaï, ce qui a entraîné la défection de la péninsule par les quelques 200 000 touristes qui se rendent en Égypte en train, et vice versa. Toujours en octobre, le paquebot italien Achille-Lauro était victime d'un acte de piraterie qui créa une vive tension entre Washington et Le Caire, d'où la quasi-disparition des touristes israéliens. La fin sanglante du Boeing d'Egypt Air en novembre n'a pas aidé pour arranger le climat.

Le déficit des revenus des devises provenant des exportations de pétrole, du tourisme et des expatriés égyptiens risque d'atteindre quelque 2 milliards de dollars en 1986. Cela se traduira non seulement par un déficit croissant de la balance commerciale mais surtout par un alourdissement des charges de la dette extérieure, estimée aujourd'hui à quelque 31 milliards de dollars. L'an dernier, l'Égypte a éprouvé les plus grandes difficultés pour régler les échéances de sa dette militaire aux États-Unis et la France. En septembre, l'Égypte a connu son « vendredi noir », quand le gouvernement a été contraint d'annuler massivement des paiements sur le marché libre pour régler les échéances de retard de la dette militaire.

1986 risque bien d'être l'année où l'Égypte commencera le réajustement de sa dette, notamment aux États-Unis et à la France, ses principaux fournisseurs d'armes.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

DIRECTE

L'OR NOIR DANS LE ROUGE

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE : LE COMBAT CONTINUE

« **L** ne faut pas confondre abondance et bon marché. » Par cette formule lapidaire, Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), entend résumer le sentiment de prudence et de circonspection qui est de mise dans tous les milieux liés au secteur énergétique après la baisse brutale du prix du brut.

A première vue, un examen des chiffres inciterait pourtant à l'euphorie : en 1985, avec un dollar à 8,98 francs et un baril valant 27,6 dollars (chiffres moyens sur l'année), la facture énergétique de la France s'est élevée à 180,5 milliards de francs, dont 150,6 milliards de francs pour le seul pétrole.

Depuis le début de l'année, et après la réunion de l'OPEP du mois de décembre qui a vu le baril « tomber » à 20 dollars, le paysage a été totalement bouleversé. Selon le ministère de l'Industrie, si les conditions se maintiennent à ce niveau, l'avantage supplémentaire, un dollar à 7 francs, la facture énergétique de la France ne dépasserait pas 120 milliards de francs. Economie réalisée : près de 60 milliards de francs, soit plus du double du déficit de la balance commerciale, avec en prime deux points de mieux dans l'indice des prix.

Pour l'usager, le sens commun voudrait que cette diminution des coûts d'approvisionnement se traduise par une baisse des prix à la consommation. Les conséquences de cette arithmétique implacable ont d'ailleurs été envisagées par les économistes de l'AFME : ils estiment qu'à la pompe le prix du super devrait tomber en dessous

de 5 francs — 4,84 francs exactement, — tandis que le gazole passerait en deçà de la barre des 4 francs avec un prix moyen évalué à 3,71 francs pour un litre.

Plus généralement, les experts considèrent qu'une baisse de 1 dollar par baril devrait se traduire, hors fiscalité, par une diminution de 6 centimes à la pompe. Mais c'est pour les consommateurs de fioul que les effets seraient les plus importants : par rapport à son niveau de mars 1985, le fioul domestique chuterait du prix de 25 % ; quant au fioul lourd destiné à l'industrie, le prix dépasserait 50 % par rapport à mars 1985 et plus de 37 % par rapport au 8 janvier dernier !

Ces prévisions théoriques ont peu de chances de se voir traduites immédiatement dans les faits, cela pour trois raisons. Premièrement, tout le monde ignore la durée de cette chute des cours ; certains prédisent, comme le président de l'AFME, une nouvelle baisse du prix du baril de brut entraînant jusqu'aux environs de 15 dollars ; ce point de vue est étayé par les récentes déclarations du ministre saoudien du pétrole, le cheikh Ahmed Zaki Yamani. Dans cette hypothèse, la chute précéderait une hausse plus ou moins rapide. « Un renversement de tendance est tout aussi inéluctable que la rupture actuelle », estime Michel Rolant. C'est d'ailleurs l'avis de l'ensemble de la profession.

Deuxième raison de se montrer prudent : la baisse du brut étant récente, il reste encore plusieurs mois de stock de pétrole acheté 27 ou 30 dollars à écouler ; cela

Le « brut » baisse ! Et alors ? Les responsables des économies d'énergie n'ont qu'une peur : la démobilité du public. Même si les coûts d'approvisionnement sont aujourd'hui moins élevés, il est indispensable, disent-ils, de continuer dans le sens de la rigueur et de l'effort. Etats-Unis et le Japon n'ont pas peur. Nous avons de l'avance sur eux. Gardons-la !



retarderait d'autant une baisse éventuelle. Enfin, jusqu'ici, les pouvoirs publics avaient tendance à amortir les effets d'une diminution des coûts d'approvisionnement par des taxes supplémentaires ; parmi les éléments plaçant contre cette idée, il faut noter que le poids de la fiscalité sur les tarifs des carburants augmente d'autant plus que le prix du pétrole baisse.

Actuellement, elle atteint 67,8 % (59,8 % il y a deux mois et 52 % en janvier 1982). Par ailleurs, une nouvelle hausse de 13,8 % de la fiscalité étant annoncée le 15 avril — élections obligent — la taxation des hydrocarbures s'achemine vers un genre avec le 1970, qui était de 72,8 % ; heureuse époque, l'essence valait alors 1,15 franc le litre. Enfin, dernière donnée à intégrer pour un gouvernement en période électorale : il peut être tentant d'augmenter son actif une baisse du prix des hydrocarbures.

Meubles

« discours libéral »

Mais, au-delà d'éventuelles répercussions sur la consommation courante, dont l'application résulte d'une volonté politique, on peut s'interroger pour savoir si la baisse du prix du brut ne va pas remettre en cause la politique d'économie d'énergie qui était l'une des priorités du gouvernement. Doit-on poursuivre dans cette voie ? A quel rythme ?

Au ministère du budget, on a immédiatement sauté sur l'occasion pour suggérer aux ministres concernés de limiter les

investissements en faveur des économies d'énergie pour se cantonner à une recherche que l'on souhaiterait la moins onéreuse possible.

Argument utilisé : dans l'absolu, aucune incitation de quelque ordre que ce soit n'est nécessaire ; les investissements visant à économiser de l'énergie s'effectuent spontanément, si leur intérêt est évident ; au contraire, quand les entreprises ou les particuliers refusent ces investissements, c'est parce qu'ils ne sont pas justifiés, et donc il n'est pas nécessaire de les financer.

Au ministère de l'Industrie, on considère qu'il s'agit là d'un « discours libéral » au plus mauvais sens du terme.

A l'opposé de cette thèse, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui se définit comme « l'interface entre les laboratoires de recherche fondamentale et l'industrie », en avant l'intérêt bien compris du pays et des usagers, et la nécessité de poursuivre les efforts entrepris pour maîtriser et économiser les hydrocarbures et l'électricité.

« Regardons autour de nous, explique M. Rolant. Malgré les variations de leurs coûts d'approvisionnement, Américains, Japonais poursuivent sans faiblesse leur programme. Or, l'année dernière, la France était en tête du point de vue de la productivité énergétique, il est donc indispensable de conserver notre avance. »

Cette politique exige inmanquablement le soutien intensif des investissements dans un secteur où les retombées seront d'autant plus vives que la conjoncture paraîtra favorable.

WALL STREET MI-FIGUE MI-RAISIN

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, mais point trop n'en faut. C'est la conclusion qui semble se dégager des premières réactions américaines après la chute des prix du pétrole. Voir baisser le cours est une bonne chose, le voir s'écrouler en serait une autre. C'est pourquoi la première réaction de Wall Street n'a pas été d'enthousiasme. La bourse de New-York a plutôt exprimé une certaine inquiétude avec plusieurs catégories d'opérateurs : les institutions financières, qui sont largement engagées dans des prêts à des pays endettés comme le Mexique, pays qui ne pourraient faire face à leurs échéances si les recettes pétrolières devenaient insuffisantes ; les banques et les entreprises lancées dans des opérations financières reposant sur une valeur du pétrole brut supérieure à 15 dollars le baril, cours utilisé jusqu'à présent dans les scénarios les plus pessimistes des plans de financement.

Mais New-York révisé maintenant ses hypothèses jusqu'à 15 dollars le baril, non sans soupçons.

Depuis l'an dernier, le pays commence à se délivrer de la psychose de « crise du pétrole ». Les habitants de Floride et de Californie réapprennent à aimer sans complexe ces grandes voitures dont les constructeurs d'automobiles disent qu'elles sont plus « intéressantes » que les modèles « compact ».

Dans un marché fluide, le public s'attend à voir avant quelques semaines le prix

du « gallon » d'essence (environ 4 litres) baisser de 10 à 20 cents à la pompe. Par ailleurs, le coût du kérosène tombe à pic pour les compagnies aériennes, qui sont en pleine guerre des prix.

Une aubaine pour les indices

« C'est le plus grand encouragement à l'activité économique future du monde industrialisé qu'on ait observé depuis trente-cinq ans », a déclaré au New York Times Pierre Rinfret, l'un des analystes les plus écoutés de Wall Street. Le sonnerie des files de chômeurs attendant à la porte de la banque populaire dans le pays le plus riche du monde à la fin des années 70 se transforme comme exorcisé.

Une baisse de 5 dollars par baril de pétrole brut diminue de 1 % le taux d'inflation et augmente de 1 % le taux de croissance des Etats-Unis.

Si le cours du pétrole se maintient autour de 20 dollars, l'indice des prix à la consommation augmentera de 2,3 % et le produit national brut augmentera de 3,7 % au lieu de



2,8 % cette année, d'après Data Resources.

Qu'il soit tombé de 30 % depuis novembre dernier, cela ne représente pas une aubaine.

Après un premier frisson d'inquiétude, les Américains ont repris leurs raisonnements à moyen terme. Qui gagne et qui perd ? Si la baisse se confirme et même continue, mais pas trop vite, il y aura plus de gagnants que de perdants. Dans un système de libre entreprise, c'est l'essentiel. Personne ne s'apitoie sur le sort des grandes compagnies pétrolières. Le ris-

que principal à éviter paraît évidemment une déstabilisation bancaire qui ébranlerait complètement le système financier américain, déjà éprouvé par l'endettement sud-américain, la crise de l'agriculture et des cas de mauvaise gestion de la Bank of America.

Les grandes banques de New-York se gardent bien de rendre publique la proportion de leurs prêts qui sont liés à l'énergie. La Citicorp a même entendu qu'il s'agissait de 3 à 4 % de ses prêts, soit environ 4 milliards de dol-

Les six plus grandes banques, les Bankers Trust, la Chase Manhattan, la Chemical Bank, la Citicorp, la Manufacturers Hanover et la Morgan, ont vu la valeur de leurs titres baisser de plus de 10 % en quelques jours. Les provisions pour pertes, qu'elles avaient déjà fait passer de 1,27 % de leurs prêts à la fin de 1984 à 1,54 % en décembre 1985, vont devoir être encore augmentées.

Les temps sont durs pour les compagnies pétrolières, qui ont été l'un des plus pa-

Texaco a annoncé une augmentation de 11 % de ses bénéfices au trimestre dernier (sans tenir compte de l'indemnité géante de 11 milliards de dollars qu'elle risque de devoir verser à Pennzoil à la suite d'un procès marathon).

Atlantic Richfield a profité des circonstances pour annoncer, le mardi 13 janvier, une nouvelle vente d'une partie de ses actifs et la suppression de deux mille emplois. Elle en avait déjà supprimé dix mille en 1985 (sur trente-neuf mille). Ses bénéfices ont toutefois resté de 142 millions de dollars pour 1985, après paiement d'une amende de 315 millions de dollars à la suite de surfacturations datant de la période remontant à 1978-1981.

Houston

cherche investisseurs

Tout est relatif. S'il est certain que le secteur pétrolier américain, et tout ce qui tourne autour de lui, souffre, ce sont des souffrances qui feraient envie à certaines régions sinistrées de l'Europe en pleine reconversion industrielle.

La Chambre de commerce de Houston prend des leçons de relations publiques auprès de la ville de Pittsburgh pour essayer d'attirer les investisseurs étrangers dans des domaines nouveaux. Un établissement bancaire local, la First City Bancorp of Texas, a provisionné des pertes de plus de 100 millions de dollars sur ses prêts au dernier trimestre.

par Frédéric Filloux

Le monde de l'énergie est en pleine effervescence. Les prix du pétrole ont chuté, ce qui a entraîné une baisse des coûts de production pour de nombreux secteurs industriels. Cependant, les investisseurs restent prudents, attendant de voir si cette baisse est durable. Les entreprises cherchent à optimiser leurs coûts et à améliorer leur productivité. Le secteur de l'énergie reste un enjeu majeur pour l'économie mondiale.

Le monde de l'énergie

Les investisseurs sont attentifs aux nouvelles du secteur énergétique. Les avancées technologiques dans les énergies renouvelables et les améliorations des infrastructures de transport de pétrole sont des facteurs clés de succès. Les entreprises doivent rester compétitives et innovantes pour faire face à la concurrence internationale. Le dialogue entre le gouvernement et le secteur privé est essentiel pour assurer une transition énergétique réussie.

L'OR NOIR DANS LE ROUGE

par Frédéric Filloux

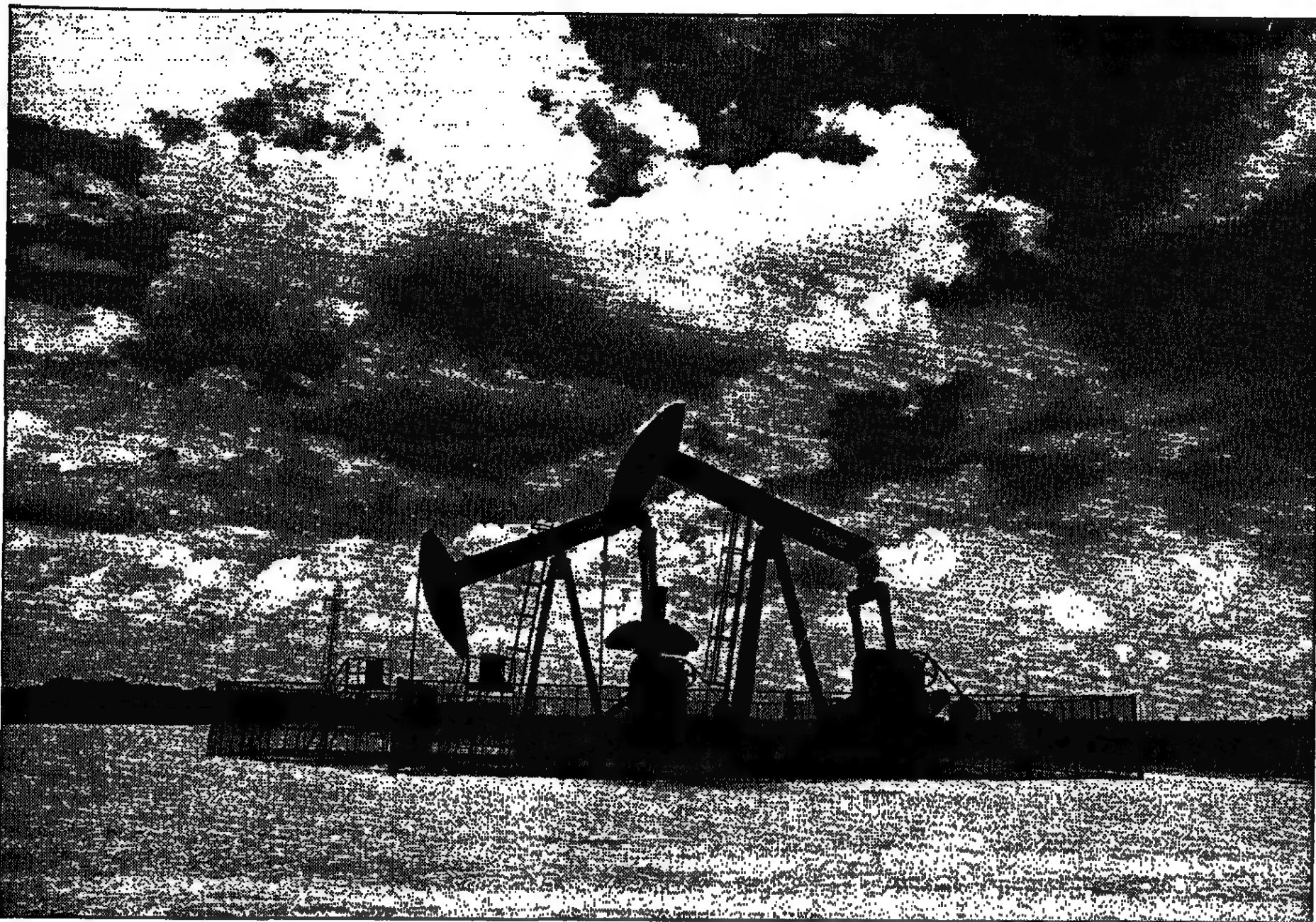
Dans la période qui s'ouvre, estiment les dirigeants de l'AFME, les dispositions auront d'autant plus d'importance que la propension à investir va baisser. La direction de l'Agence entend donc maintenir tous les programmes de recherche, mais aussi les opérations de démonstration qui consistent, après une réalisation expérimentale en vraie grandeur, à aider une entreprise à s'équiper pour démontrer la fiabilité et la rentabilité d'un matériel.

Par-dessus tout, l'AFME préconise la mise en place de systèmes de financement adaptés à la période actuelle : une véritable aide à la décision, afin que chaque entreprise ou collectivité ne recule pas devant le coût d'une augmentation de sa productivité énergétique.

Attention au dérapage psychologique

Sur le plan promotionnel commercial, la campagne 1986 sera axée sur le thème du « répit » de quelques mois ou quelques années, par une période incertaine, il y a encore un an.

Aujourd'hui, l'unique motivation qui pousse un pays à investir dans les économies d'énergie est naturellement les bénéfices qu'il espère afin de rentrer dans ses frais. D'où l'importance de ce que les experts appellent le « temps de retour », qui est la période à l'issue de laquelle les économies réalisées ont permis l'amortissement des sommes investies. A titre indicatif, l'AFME estime que le temps de retour est de deux à quatre ans dans



l'industrie, et de deux à sept ans dans l'habitat : en deçà de ces délais, on considère que les investissements d'énergie sont spontanément rentables.

Or il va de soi que ces temps de retour augmentent d'année en

année, et de deux à sept ans dans l'habitat : en deçà de ces délais, on considère que les investissements d'énergie sont spontanément rentables.

Or il va de soi que ces temps de retour augmentent d'année en

année, et de deux à sept ans dans l'habitat : en deçà de ces délais, on considère que les investissements d'énergie sont spontanément rentables.

Or il va de soi que ces temps de retour augmentent d'année en

année, et de deux à sept ans dans l'habitat : en deçà de ces délais, on considère que les investissements d'énergie sont spontanément rentables.

Or il va de soi que ces temps de retour augmentent d'année en

année, et de deux à sept ans dans l'habitat : en deçà de ces délais, on considère que les investissements d'énergie sont spontanément rentables.

Or il va de soi que ces temps de retour augmentent d'année en

année, et de deux à sept ans dans l'habitat : en deçà de ces délais, on considère que les investissements d'énergie sont spontanément rentables.

par Jacqueline Grapin

Mais voici la ville, éprouvée non seulement par la crise du pétrole, mais aussi par celle de l'agriculture, tout entière tendue vers la haute technologie et la recherche médicale. Une ville à l'impressionnant centre médical de Houston et la description de ses moyens de financement conduisent à se demander si, tout compte fait, la crise du pétrole qui oblige les pétroliers à se reconvertir dans d'autres activités n'est pas une bénédiction.

Le salut hors de l'OPEP

De nombreuses activités d'exploration et de forage sont suspendues. Nombre d'entre elles, acquises à la limite de la viabilité économique, alors que le cours du brut était supérieur à 20 dollars le baril. On perçoit de puits en moins aux Etats-Unis par rapport à l'an dernier et 25 % de ce qui se faisait en 1981.

Les journaux recensent ces jours-ci les difficultés des entreprises de forage, comme Global Marine Inc., des sociétés qui leur sont liées.

Une partie des acquis de la « crise du pétrole » sont irréversibles : les investissements effectués dans l'isolation des bâtiments, la recherche de plus économiques, etc. La limite de vitesse imposée à 15 miles à l'heure pour des raisons de sécurité bénéficie maintenant du soutien de l'opinion

publique, sensible désormais aux raisons de sécurité.

L'augmentation de la production pétrolière en dehors des pays de l'OPEP est un acquis : moins de la moitié des importations américaines de pétrole viennent dorénavant de pays membres de l'OPEP. Et les Etats-Unis ont réussi à faire baisser leurs importations de 20 % à 15 % de leurs besoins en énergie.

De l'avis des experts, les prix du pétrole resteront élevés à la fin du siècle. Mais, en attendant, on s'organise pour une nouvelle phase de développement des réserves nationales. Ainsi s'opère un retour à l'ancienne stratégie : acheter bon marché le pétrole étranger pour préserver les réserves nationales.

Les Etats-Unis sont le premier importateur de pétrole du monde, tandis que l'Union soviétique en est le premier producteur. Ce n'est pas sans un certain plaisir que les Américains s'approprient à bénéficier d'une baisse dont ils pensent qu'elle aggravera inévitablement les difficultés économiques de l'URSS.

La foule, la baisse des cours du pétrole pourrait, en affaiblissant les Etats arabes, assouplir les tensions avec Israël et faciliter une tentative de règlement de la paix au Proche-Orient. Quoi qu'il en soit, les opérateurs financiers ne sont pas du genre à se laisser aller à de telles spéculations. Car, dès qu'il y a du mouvement, ils touchent des commissions. De ce point de vue, il semble que l'année 1986 ne laissera pas à désirer.

QUINZE ANS DE SUPER A LA POMPE

Prix de l'essence comparé à d'autres biens et services

(en francs constants)

Prix en francs 1980	Un express au comptoir	Un kilo de rumsteck	Une consultation de généraliste (valeur de la lettre-clé C)	Un ticket de métro	Un litre de supercarburant	Par des impôts et taxes	Part du brut + raffinage + distribution
Décembre 1970	1,78	56,36	42,08	1,73	2,90	72,8 %	27,2 %
Décembre 1973	1,73	59,26	44,18	1,81	2,71	66,8 %	33,2 %
Décembre 1975	1,54	56,67	47,62	1,43	2,97	55,1 %	44,9 %
Décembre 1978	1,69	56,32	45,95	1,51	3,24	68 %	32 %
Décembre 1981	1,73	51,77	46,06	1,68	3,44	53,6 %	46,4 %
Décembre 1983	1,78	52,70	45,55	1,68	3,41	53,8 %	46,2 %
Décembre 1985	1,83	48,86	47,08	1,66	3,45	65,6 %	34,4 %

Les prix indiqués dans ce tableau sont des moyennes enregistrées en région parisienne et exprimées en francs 1980. On constate ainsi que le prix du litre de super a augmenté, en francs constants, de 25 % environ de 1970 à 1985, tandis que ceux du rumsteck et du ticket de métro baissent. La part des impôts et taxes sur les produits pétroliers a varié, le gouvernement modulant ainsi les conséquences pour les particuliers de la hausse des cours du brut.

investissements en faveur des économies d'énergie pour se cantonner à une recherche que l'on souhaiterait la moins onéreuse possible.

Argument utilisé dans l'absolu, aucune incitation de quelque ordre que ce soit n'est nécessaire : les investissements visant à économiser de l'énergie s'effectuent spontanément, si leur intérêt est évident ; au contraire, quand les entreprises ou les particuliers refusent les investissements, c'est parce qu'ils ne sont pas justifiés, et donc il n'est pas nécessaire de les financer.

Au ministère de l'Industrie, on considère qu'il s'agit là d'un discours libéral, et plus mauvais sens du terme.

A l'opposé de cette thèse, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui se définit comme « l'interface entre les laboratoires de recherche fondamentale et l'industrie », met en avant l'intérêt bien compris du pays et des usagers, et la nécessité de poursuivre les efforts entrepris pour maîtriser et économiser les hydrocarbures et l'électricité.

Regardons autour de nous explique M. Roland Mure la variations de leurs coûts d'approvisionnement. Américains et Japonais poursuivent sans faiblesse leur programme. Or, l'année dernière, la France était en tête du point de vue de la productivité énergétique, il est donc indispensable de conserver notre avance.

Cette politique n'est pas incompatible avec le soutien massif des investissements dans un secteur où les retombées seront de plus en plus vives que la conjoncture paraît favorable.

Texas a annoncé une réduction de 44 % de son production au trimestre dernier, passant de 11 milliards de barils à 6,6 milliards de barils, ce qui représente un risque de développement à Pennzoil à la suite d'un procès marathon.

Atlantic Richfield, l'un des principaux producteurs de pétrole, a annoncé, le mardi 23 janvier, une nouvelle vente d'une partie de ses actifs et la suppression de deux mille emplois. Elle avait déjà supprimé dix mille emplois en 1985 (par transferts). Ses bénéfices sont tombés de 142 millions de dollars pour 1985, après paiement d'une amende de 30 millions de dollars à la suite de violations constatées en 1978-1981.

Houston cherche investisseurs

Tout est relatif. Si on se cantonne à la seule recherche pétrolière, on voit que les souffrances qui frappent certaines régions de l'Europe en pleine reconversion industrielle.

La Chambre de commerce de Houston prend des mesures de relations publiques avec la ville de Pittsburgh pour attirer les investisseurs étrangers dans son secteur nouveau. Un état des lieux est en cours. La ville de Houston est l'une des plus riches du monde, avec des revenus de 10 milliards de dollars par an.

L'OR NOIR DANS LE ROUGE

KOWEIT, 16 OCTOBRE 1973...

par Pierre Péan

Le coup de force des émirats, à la fin de 1973, a durablement ébranlé les économies occidentales. La guerre du pétrole est une vraie guerre, avec ses personnages-clés — Yamani, Piercy, Nixon, Kadhafi, — ses dates-charnières et ses coups de théâtre. Dernière bataille : janvier 1985, le choc en retour, « la baisse ».

OFFICIELLEMENT, la crise du pétrole a commencé dans l'après-midi du 16 octobre 1973, dans la Golden Room de l'hôtel Sheraton à Koweït. Les ministres des pays producteurs du golfe Persique, Cheikh Yamani en tête, ont décidé que les prix des hydrocarbures ne seraient plus négociés avec les « majors » mais fixés par eux seuls. Et pour inaugurer leur nouvelle puissance, ils augmentent la fiscalité de 70 %.

Le lendemain, le directeur des carburants, M. Michel Vaillant, annonce à la télévision française l'augmentation de l'essence de 6 centimes et une hausse du fuel de 40 %. En France comme ailleurs dans le monde, on n'est pas prêt d'oublier le Koweït et les émirats. D'autant que cette même télévision annonce, le 17 octobre, que les ministres arabes viennent de décider — toujours à Koweït, toujours à l'hôtel Sheraton — d'utiliser le pétrole comme arme dans la guerre du Kippour, qui est commencée depuis onze jours.

Ils décident de diminuer le débit de leurs robinets de pétrole pour obliger les pays assaillis du breuvage noir du monde à faire pression — sur les Etats-Unis — sur Israël. L'Etat hébreu devant non seulement se retirer d'Egypte, mais aussi appliquer la résolution 242 prise par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 23 novembre 1967, qui exige le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés pendant la guerre de six jours.

Pour commencer, les ministres arabes réduisent leur production de 5 %. Chaque mois, celle-ci sera diminuée du même pourcentage « jusqu'à ce que les forces de l'Etat hébreu de tous les territoires occupés en juin 1967 et la récupération par le peuple palestinien de ses droits légitimes ».

L'opinion publique a peur. Journaux et télévisions ne vont dès lors plus cesser de faire leur « une » sur les empêchements de l'Arabie en rond qui roulent en Cadillac, s'habillent de tuniques blanches, aiment leur désert et lisent le Coran. Yamani devient le symbole médiatique de la guerre du pétrole menée par quelques pays contre l'Occident. Avec son physique d'acteur, ses yeux noirs qui tour à tour charment ou prennent la dureté de ceux du faucon, il est la coqueluche de la presse. Ce fils de juge coranique, diplômé d'une université américaine, relègue aux rôles de « seconds », grâce à une très grande présence, tous ceux qui, en réalité, jouaient un rôle au moins important que le sien : les « majors » et le gouvernement américain.

La crise pétrolière a en effet commencé bien avant les réunions de Koweït, avec l'essoufflement de la production américaine à la fin des années 60 et l'aggravation de sa dépendance énergétique. Car si les Etats-Unis sont encore l'époque le premier producteur mondial, ils en sont aussi le plus

gros consommateur. Et leur appétit prévisible est tel que les conséquences économiques et stratégiques semblent apocalyptiques au président Nixon, qui va définir une nouvelle politique énergétique visant à retrouver le terme l'indépendance des pays.

Le chantage de Kadhafi

Washington cherchera à retourner à son profit les demandes des pays producteurs de l'OPEP, d'augmenter les prix de l'or noir et d'en prendre le contrôle. Des prix plus élevés feraient certes monter les revenus des pays pétroliers, mais ils permettraient — en même temps — une réduction de l'exploration aux Etats-Unis et dans les zones hors OPEP. Rappelons que les prix n'avaient pratiquement pas bougé depuis la fin de la dernière guerre ! En fait, les producteurs pétroliers — ceux de l'OPEP comme les Etats-Unis — avaient le même intérêt à les faire s'élever.

Depuis 1970, les signes d'impétuosité des uns et des autres pour changer les règles du jeu pétrolier n'avaient pas manqué. Le 21 janvier 1970, quatre mois après son coup d'Etat contre le vieux roi Idriss, le colonel Kadhafi convoque les représentants des vingt compagnies qui exploitent le pétrole libyen. Il leur demande de réévaluer le prix du pétrole à un livre à un chantage à peine déguisé : « Puisse la Libye à venir cinq mille ans sans pétrole, elle pourrait encore s'en passer ».

Les pétroliers croient à un coup de bluff. Le bouillant colonel n'est pas encore très connu. Pourtant, il imposera quelques mois plus tard une réduction de la production à l'Occident, qui acceptera peu après l'augmentation des prix.

Marriage catholique

Dans la même année 1970, l'Algérie lutte contre le gouvernement français et ses deux « outils », ELF et Total. Le 20 juillet, la fiscalité pétrolière est augmentée unilatéralement. A partir de 1971, les « majors » américaines, appuyées par leur gouvernement, commencent des négociations avec l'OPEP. Rapidement, un axe Washington-Riyad est créé. Il a pour objectif de « manager » les changements voulus par les Etats-Unis.

A Washington de calmer les pays alliés-consommateurs : le Riyad de maintenir le couvercle sur la marmite de l'OPEP. Deux hommes vont tout particulièrement symboliser ce dialogue extraordinaire entre le royaume wahabite, qui a le Coran pour Constitution, et la démocratie américaine : Yamani et George Piercy, d'Exxon, la première et la plus puissante compagnie du monde.

Après quelques hésitations, les Etats-Unis s'engagent à fonder dans une idée chère au Saoudien : la participation des pays producteurs au capital des sociétés pétro-

lières, filiales des « majors », opérant dans lesdits pays.

Cheikh Yamani parle de « mariage catholique » pour évoquer le caractère indissoluble du lien que l'Arabie veut créer par le pétrole avec les Etats-Unis. Une éventualité qui, à l'automne 1972, après un accord avec Yamani et Piercy à New-York, amène un commentaire amer d'ELFERAP : « Ce mariage entre le plus grand consommateur et le plus grand producteur d'énergie du monde, la capitulation par les Etats-Unis, dans une période où la rareté du pétrole à leur marché, la plus grosse part des réserves disponibles, le renforcement de leur effort d'approvisionnement par des capitaux américains investis sur leur sol : il y aurait là apparemment pour les deux partenaires une affaire, la plus grande affaire d'affaires peut-être de l'histoire. Ceux qui y croient ont un spectateur ne peuvent qu'être inquiets. Ils n'ignorent pas qu'ils en feraient leur affaire... »

A la fin de 1972, les « majors » des Etats-Unis ont bien tenté la brèche ouverte par les pays progressistes, Libye, Algérie et Irak, dans le front du pétrole. Les riverains du golfe Persique n'envisagent pas d'utiliser le pétrole comme arme politique. Un communiqué du cabinet royal d'Arabie saoudite déclare : « L'Arabie saoudite éprouve une responsabilité morale vis-à-vis des Etats qui son pétrole en dépendent. Cette responsabilité amène l'Arabie saoudite à œuvrer pour le maintien de l'écoulement continu de son pétrole aux consommateurs en toutes circonstances et quelles que soient les conditions... »

Les tensions sont fortes qui se font sur le marché et les pressions de Kadhafi, mais aussi de l'Irakien Saddam Hussein, vont toutefois accélérer le processus qui doit conduire par

des négociations à une augmentation mesurée et ordonnée des prix du pétrole. Le spectre de la pénurie agite les pays occidentaux et tout particulièrement les Etats-Unis. Il faut dire que les « majors » ne font rien pour la chasser. Au contraire...

Et bientôt Yamani, qui représente le premier producteur de l'OPEP et le quart des réserves mondiales, ne maîtrise plus les surenchères de ses collègues de l'Organisation. Piercy et Yamani, chacun étant entouré de ses collègues, se retrouvent face à face à partir du 11 octobre 1973. Rien ne va plus, car l'OPEP demande une augmentation immédiate des prix de 66 %. Piercy et Benard, de la Shell, n'ont pas les pouvoirs pour négocier, et devant l'énormité des conséquences, demandent un délai de deux semaines, le temps d'obtenir l'aval des gouvernements des pays consommateurs.

Surenchère de l'Irak

Dans un message envoyé au London Policy Group, l'état-major de la compagnie pétrolière, Piercy et Benard racontent leur nuit nocturne — de minuit à 2 heures du matin — avec Yamani dans la chambre de l'intercontinental de Vienne, dans la nuit du 11 au 12 octobre 1973.

Voici un extrait de ce document : « Après une pause assez importante, Yamani dit qu'il devait aller immédiatement à Riyad. Il consulta alors les autres d'avions. Il indiqua qu'il ferait part à l'OPEP de notre requête, bien qu'il ne lui donne pas 50 % de chance d'être acceptée. Plus tard, il dit qu'il était sûr que l'OPEP accepterait une semaine, mais deux semaines, c'était autre chose. Quand il essaya d'obtenir un compromis à 10 jours, cela devint impossible parce que la fête à Koweït com-

mençait environ deux jours plus tard. Le délai s'élargit donc à deux semaines de cette façon. »

« Dans la matinée, Yamani tente de trouver la compromission avec les « majors » et passe un coup de téléphone à son collègue. En fait, c'est la rupture. Yamani n'a pas pu obtenir un accord au cours de deux semaines de ses collègues de l'OPEP. Il lui pour finir : « Nous sommes notre décision à quelques jours à la radio. »

Les compagnies attendent trois jours pour prendre position sur les propositions de l'OPEP. Leurs représentants — dont Piercy et Benard — se réunissent au Britannic House (siège de la BP) le 13 octobre. A la fin de la réunion, Piercy envoie un télégramme à Yamani : c'est « non ». Le lendemain, la radio annonce effectivement la prise dans la Golden Room de l'hôtel Sheraton à Koweït que nous avons évoquée plus haut.

Les décisions prises à Koweït vont tendre encore davantage le marché à l'approche de l'hiver. Des cargaisons de brut du Nigeria sont évaluées à 24 dollars le baril alors que le prix officiel tourne autour de 5 dollars. A la veille de Noël, le shah d'Irak ravit la compagnie Yamani en imposant brutalement une hausse plus forte que celle souhaitée par le Saoudien. Par le jeu de plusieurs facteurs — et notamment l'augmentation de la participation des Etats de l'OPEP dans l'exploitation de leur pétrole — le prix du baril d'environ 10 dollars au début de janvier 1974. Soit approximativement un quadruplement en un trimestre !

Jusqu'en 1981, Yamani ne va pas cesser de calmer le jeu pétrolier, car il sait que si les prix augmentent trop, l'OPEP va tuer la poule aux œufs d'or. L'Arabie inonde le marché en produisant chaque année quelque 100 millions de barils de brut. Mais elle n'arrive pas à imposer ses prix.

Deux événements vont créer artificiellement un nouveau choc

pétrolier : la chute du shah en juillet 1980 et le conflit entre l'Iran et l'Irak deux mois plus tard. Les différentes qualités de brut se vendront en 1980 et 1981 entre 32 et 40 dollars le baril.

Mais ces prix élevés cachent de plus en plus difficilement le retournement du marché et la perte d'influence de l'OPEP. Les Etats membres produisaient 27,3 millions de barils en 1975, ils n'en extraient plus que 17,7 millions en 1984.

La hausse brutale des prix et les politiques énergétiques des pays industrialisés ont finalement produit leurs effets : l'Occident — et notamment les Etats-Unis — de moins en moins dépendant de l'OPEP. Le pari de Nixon est gagné. Une fois de plus, Yamani essaie de freiner l'inéluctable en réduisant considérablement, à partir de 1981, la production saoudienne. Ces sacrifices n'enrayent pas la chute des prix. Les pays producteurs non membres de l'OPEP, essentiellement la Grande-Bretagne et le Mexique, pompent au maximum de leurs possibilités et augmentent leurs parts de marché.

Les politiques de l'OPEP tirent à hue et à dia et sont continuellement au bord de la rupture dès 1984, car ils ne sont plus en mesure de réguler le marché pétrolier. La « dame de fer » — la comme ailleurs — prône les vertus du marché libéral et refuse l'intervention à la table de production de l'Organisation. Yamani décide finalement de faire un bras de fer avec elle. Il fait remonter la production de 2 millions de barils par jour pendant l'été 1985 à 10 millions à la fin de l'année.

L'Arabie, à ce jeu diabolique, peut tenir longtemps. Plus longtemps que l'Angleterre. Les prix sont tombés à 17 dollars le baril. Deux fois moins qu'au début des années 80. En attendant l'issue du combat sauvage, les automobilistes de tous les pays sourient.

* Maître de conférences associé à l'université Paris-III.



Alger, 4 mars 1975 : pour la première fois depuis sa création, l'OPEP a réuni les chefs d'Etat membres de l'organisation sous la présidence de M. Boumedienne.

ROSA

NOUVELLE

ROSA

par Pierre Péan

par Jean-Louis Terrade

« **I**L ont encore barbouillé ma vitrine », a braillé Tonton.

Nous sommes sortis sur le trottoir. La bruine couvrait la chaussée d'une fine pellicule brillante sur laquelle se reflétait la lueur orangée des réverbères. Au-dessus des monts de Blond, une traînée gris clair ourlait la masse sombre des nuages : le jour n'allait pas tarder à se lever. Un dimanche : j'aurais bien dormi plus longtemps.

« Bien sûr, tu n'as encore rien entendu », a continué à gueuler Tonton, en venant se planter devant moi. « On pourrait foutre le feu au magasin, tu n'entendrais rien ».

Ma chambre était l'unique pièce de la maison à donner sur la rue. Au-dessus du balcon, il y avait le vaste garage où, autrefois, j'élevais mes souris, mes chenilles. Tonton l'avait aménagé, l'année précédente, pour ouvrir sa quincaillerie.

« Ça doit s'entendre quand on flanque des coups de badigeon sur une vitrine... »

« Laisse-le tranquille », a dit doucement Yvonne, tu vois bien qu'il est complètement endormi. »

Et d'un ton plus ferme : « Écoute, Marcel, tu ne vas pas nous convoquer sur le trottoir, au petit jour, chaque fois que des imbéciles auront mis du badigeon sur ta vitrine. »

« C'est mon magasin qui vous fait vivre », a encore crié Tonton.

Il a enfoncé son bêtet brun sur ses oreilles et a commencé à lessiver la vitrine de la quincaillerie à grands coups d'éponge rageurs.

Rosa nous attendait dans la cuisine, occupée à disposer sur la table cirée les bols du petit déjeuner. Du chocolat chaud fumait dans une casserole.

« Alors qu'est-ce qu'ils avaient tartouillé, cette nuit, a demandé ma cousine, en souriant. »

« Toujours la même chose : « Le père Roumihac est un pingre », ai-je dit en l'embrassant dans le cou. »

Sur le revers molletonné de sa robe de chambre flottait une odeur réconfortante de verveine.

« Tu te lèves déjà ? s'est étonnée Yvonne. »

« Maman, je te l'ai expliqué hier soir, mais tu ne m'écoutes jamais, nous avons une compétition de natation à la piscine de Limoges. »

« Vous partez comment ? En autocar ? »

« Non, ce sont des profs du lycée qui nous emmènent. »

« Tu ne vas pas partir avec ce Cordel qui te court après. »

Rosa a reposé son bol sur la table avec une brusquerie légèrement théâtrale. Un filet de chocolat a coulé sur les parois du bol puis s'est épanché sur la table cirée, recouvrant partiellement les miettes de pain qui saillaient par endroits. J'avais terriblement envie de poser mon doigt dans la flaque et d'agrandir ses contours en délayant les miettes dans le liquide brun clair, tiède, sournoisement visqueux qui étoilait la nappe comme une blessure un peu obscène.

Yvonne s'est levée pour prendre une éponge.

« Écoute », a dit Rosa, en étendant la main comme pour arrêter le mouvement de sa mère, « je ne suis plus une petite fille : c'est ma dernière année au lycée, ma dernière année avec vous, alors, s'il te plaît, ne me la gâche pas... »

« Mais ce Cordel, c'est Cordel, s'est écrié Yvonne, c'est indécent qu'un professeur, un homme de trente ans, court après les jeunes filles ? »

Rosa s'est bouché les oreilles et, d'un air excédé, s'est dirigée vers sa chambre. Yvonne l'a suivie. Je suis resté seul à table.

J'ai fermé les yeux : la moustache ridicule de Cordelette, son monocle prétentieux, ses nœuds papillons roublards, sont immé-

diatement venus, comme les signes distinctifs d'un personnage de bande dessinée, prendre place dans leur cadre. Sous mes doigts, roulée en boule dans la poche de mon pyjama, la dernière lettre de Cordel subtilisée à Rosa. Un ton vaguement sucré, imbuvable comme ce chocolat refroidi, là, sur la table.

Nous avons déjeuné tous les trois. Yvonne avait préparé un lapin à la sauce moutarde. Tonton buvait son vin à petites gorgées. Tous les dimanches, une bonne bouteille de bordeaux ; son mot d'ordre dominical : surtout ne pas se laisser abattre !

Je regardais sa large serviette maculée de jaune et de rouge et ses poignets de chemise criblés de minuscules chiures de peinture blanche. Il a levé son verre à la hauteur de ses yeux.

« Savez-vous ce que Beaudonnet m'a appris : il a vu la bande de Mario trainer dans le quartier, tard, hier soir... »

« Mario, le jeune maçon portugais, a demandé Yvonne... »

« Oui », a repris Tonton, son père a été licencié en même temps que moi des tanneries. Mais, à lui, les banques n'ont pas voulu prêter d'argent pour monter une affaire... Il est venu me trouver, voilà quelques semaines, en pensant que je l'embaucherais pour mon service après-vente... »

« Tu as refusé », l'a interrompu Yvonne, alors il s'est peut-être mis dans la tête de se venger. »

Tonton a hoché la tête ; une moue sceptique a gonflé sa lèvre supérieure. « Ce n'est pas totalement impossible, mais... »

Il m'a regardé, l'œil brillant soudain :

« Tu rencontres bien Mario, chez le corbeau... »

NOUS nous retrouvions, en effet, deux soirs par semaine, chez l'abbé Bourgne. On répétait les Nègres à la salle paroissiale. La première était prévue à Noël, devant les vieux de l'hôpital. « Ça nous occupait », comme disait Yvonne. Ça occupait aussi l'abbé qui, depuis son rapatriement sanitaire d'Afrique, s'ennuyait ferme dans notre petite ville.

« Alors, le Mario, tu ne pourrais pas le sonder, a poursuivi Tonton, ferais-tu être braqué contre moi : faire, par exemple, comme si je te menais la vie dure, toi le pauvre orphelin battu, humilié, exploité par son oncle... »

« Marcel, arrête, je t'en prie, a protesté Yvonne, tu ne vas pas continuer à embêter ce gosse — puis, plus bas, — ce n'est tout de même pas de sa faute si ses parents sont morts. »

« Mais on ne sait jamais ce qu'il pense », a dit Tonton en fronçant les sourcils. J'ai des embêtements, moi : c'est notre gagne-pain, ce magasin... Et, lui, il paraît s'en foutre complètement. »

Il a reculé sa chaise, a jeté sa serviette sur la table et, en évitant de me regarder, est allé se planter devant la fenêtre. En bas, dans la rue, on entendait les chiens de Beaudonnet aboyer ; leur patron devait rentrer de la chasse.

Le soir, j'ai demandé à l'abbé Bourgne si, dans le cas où l'évêché le réexpédiait en Afrique, il ne pourrait pas me prendre à son service. Avec ma santé solide, je pourrais être quelque chose comme son nègre.

Quelques jours plus tard, je rangeais des pitons dans un tiroir quand Lecoq, le fleuriste, est entré. Une immense gerbe de roses rouges gonflait son jabot.

« Qu'est-ce que c'est que ce machin ? a demandé Tonton ; tu prends ma quincaillerie pour un monument aux morts... »

« C'est pour votre fille Rosa, a expliqué Lecoq, elle a dix-neuf ans, aujourd'hui... Tenez, il y a un billet pour elle... »

Lecoq m'a tendu une enveloppe blanche sur laquelle deux mots

étaient écrits à l'encre violette : « Pour Rosa ».

« On te doit combien ? a demandé machinalement Tonton en marchant vers la caisse. »

« Tout est payé, a assuré Lecoq ; n'oubliez pas de couper de temps en temps la tige des roses, si vous voulez qu'elles tiennent. »

Il parlait lentement, en détaillant les mots, à la manière sournoise mais prudente d'un explorateur face aux représentants d'une tribu d'indigènes.

À la fin du déjeuner, Rosa a soufflé d'un coup ses dix-neuf bougies. Yvonne l'a serrée dans ses bras, et Tonton a levé sa coupe

brusque que j'ai cru un instant qu'elle voulait annuler ce cadeau, ne l'ouvrant sauvagement, presque vulgairement, que pour mieux en souligner la vacuité détestable.

Les mains d'Yvonne étaient crispées sur le dossier de la chaise.

« Qui est-ce ? »

J'ai sorti de la poche de ma blouse grise la petite enveloppe blanche. Rosa me l'a arrachée des mains, l'a ouverte fébrilement, se détournant vers la fenêtre pour lire le carton où courait l'écriture violette.

Sur le gâteau délaissé, la cire des bougies, échappant aux

Yvonne en levant les yeux au ciel. À cette heure, toute la ville doit le savoir.

« Savoir quoi ? » a demandé calmement Rosa.

Elle a pris un vase sur le buffet et a commencé à y disposer les roses, laissant de côté les brins crispés d'asperagus.

« Tu ne vas quand même pas mettre ces roses infâmes sous notre nez, dans le salon. »

Rosa a fusillé sa mère du regard. « Qu'est-ce que vous pouvez être mesquins ; Cordel a bien raison de le dire : vous êtes des pingres ! »

« Quoi ? a crié Tonton, en paraissant brusquement se réveil-

« Alors tu préfères que je fiche mon poing sur la gueule de ton Crével ! »

Son visage était rudement congestionné. Il soufflait comme un bœuf, sa cravate coincée sous une de ses bretelles.

« Marcel, tu vas avoir une attaque... Qui tiendra le magasin ? »

Brusquement Rosa a éclaté en sanglots. Avec une fébrilité de naufragé, elle a arraché la gerbe de roses du vase, s'est précipitée vers la porte en serrant les fleurs contre son visage.

Les brins d'asperagus étaient éparpillés sur le gâteau qui, surnageant sur la table dévastée comme un carré de jardin, ressemblait à une grosse épave efflorescente.

Le soir, Rosa n'est pas allée à la surprise-partie où elle était invitée. Cordel est venu la chercher, sans oser sonner. Il est resté plus d'une heure à l'attendre dans sa voiture en stationnement devant le magasin. Je le surveillais depuis la fenêtre de ma chambre. Parfois, lorsqu'il allumait une cigarette, je devinais la brosse piteuse de sa moustache dans la lueur hâtive de l'allumette.

Yvonne et Tonton se sont couchés de bonne heure. Yvonne a posé un baiser mouillé sur mon front :

« Tu pourrais peut-être aller dire bonne nuit à ta cousine... Essayez au moins tous les deux de vous raccommoier... »

Mais Rosa avait fermé depuis longtemps, au pauvre vermillon que j'étais, la porte de sa chambre.

APRÈS le départ de Cordel, je suis descendu dans la rue. Comme tous les soirs, Tonton avait sorti la grande poubelle en toile émaillée bleue qu'il tenait de son père. On se passait les poubelles de père en fils dans la famille.

J'ai ôté le couvercle : elles étaient là, les roses, abîmées dans l'écume des épluchures et la vague cendrée des papiers gras. Les tiges n'étaient pas brisées : elles gisaient, intactes, leur bouquet habilement éployé. On aurait dit une mise en scène. J'ai allumé ma lampe de poche : elles se sont mises à flotter dans le cercle tremblant de lumière, de manière aussi artificielle que, dans ma tête, l'image du cœur chaviré de Rosa.

Vers minuit, l'abbé Bourgne m'a trouvé assis devant le magasin de Tonton.

« Qu'est-ce que tu fais là mon petit Jean, avec ce pot de peinture, dans cette humidité, ce froid ? »

J'ai dit que je venais de finir de peindre des réclames sur la vitre du magasin. Demain c'était le premier anniversaire de l'ouverture : Tonton voulait annoncer des promotions.

La poubelle était restée ouverte : j'ai lancé le pot de peinture à l'intérieur en imaginant l'éclaboussure blanche sur le rouge glacé des roses.

L'abbé a hoché la tête puis, s'approchant en titubant légèrement, il a glissé dans ma main un objet oblong et froid.

« Tiens, tu peux jeter cela aussi, tant que tu y es. Bon anniversaire ! »

J'ai cru sentir la crosse d'un revolver, et instinctivement mes doigts se sont rétractés comme s'ils venaient de toucher la peau d'un serpent.

L'objet est tombé, heurtant durement les parois de la poubelle.

L'abbé s'était évanoui dans l'ombre.

Mais non, ce n'était pas un revolver !

Dans le cercle lumineux de ma lampe braquée sur la poubelle, parmi les roses que le blanc laiteux de la peinture paraissait brusquement avoir décomposées, surnageait le goulot doré d'une flasque de cognac vide.



de champagne si haut que son coude a heurté le lustre aux bimbeloter roses dont la coupe dessinait un cercle de lumière presque chaleureuse sur la nappe blanche. Rosa a renversé le visage en arrière, et son rire a jailli de manière si violente que sa mère l'a reprise dans ses bras :

« Rosa, ma petite Rosa, calme-toi — et à mon adresse, — vite, vite, les cadeaux. »

J'avais rêvé de lui offrir un bos en duvet rose pour ceindre son cou, ou mieux, ses reins, mais il aurait fallu que nous fussions tous les deux seuls, étendus nus sur une peau de jaguar devant l'immense cheminée en cinémascope des palais vénitiens.

Une brassée de cadeaux. Rosa passait sa langue sur ses lèvres en tirant le bout doré des ficelles. Tonton a réglé son Instamatic.

« Attendez, ai-je crié, il y a encore un cadeau qui est resté dans le magasin. »

Je suis remonté avec la gerbe de roses rouges que j'ai tendue à Rosa.

Elle a fendu l'emballage de papier cellophane avec un geste si

menues bobèches roses et blanches, avait coulé. Traces légèrement baveuses et brillantes qui, sur la croûte brune du gâteau, évoquaient le passage d'une limace.

« Qui est-ce ? a insisté Yvonne. »

« C'est Cordel, ai-je fait tranquillement, j'ai reconnu son écriture sur l'enveloppe. »

« Ah ! Tu connais l'écriture de Cordel », a dit Rosa en me regardant bizarrement.

Elle tenait la gerbe de roses serrée contre sa poitrine. Dix-neuf fléchettes rouges criblant le cœur ardent de ma cousine.

« Quelle indécence, a murmuré Yvonne d'une voix scandalisée, abîmer une belle fête de famille... Aujourd'hui on confie nos enfants à des gens qui ne respectent rien... »

« Je t'en prie, maman... »

Tonton s'est mis à ricaner :

« Dire que j'ai failli donner la pièce à Lecoq, ça l'aurait doublement fait marrer ! »

« Parce que c'est Lecoq qui est venu apporter la gerbe, a gémi

ler, ton rigolo nous traite de pingres ! Pingres », c'est bien ce qu'il a dit ?

« Ce n'est peut-être pas le terme exact qu'il a employé », a balbutié Rosa, en devinant le cheminement soudain d'une terrible petite idée dans le cerveau de son père.

Je fixais en face de moi sur la banale tapisserie frangipane du mur une longue et fine éraflure d'où suintait le plâtre. Une balafre dérisoire qui ne sautait pas, de prime abord, aux yeux, mais qui, une fois remarquée, imposait l'idée douloureuse qu'il ne serait pas facile de la masquer. À cause probablement de cette écume de plâtre d'un blanc sale tirant sur le jaune, insidieuse comme un filet de pus entre les lèvres d'une blessure mal close.

« Je m'en vais aller dire un mot au proviseur du lycée, a menacé Tonton, en avançant son gros visage écarlate au-dessus du gâteau d'anniversaire. »

« Tu n'oseras pas, a soutenu crânement Rosa ; tu sais bien que tu ne possèdes aucune preuve.



M. Boudouin

plutôt la chute du shah en juillet 1979 et le conflit entre l'Iran et l'Irak deux mois plus tard. Les différentes qualités de pétrole vendront en 1980 et 1981 entre 12 et 40 dollars le baril.

Mais ces prix élevés ont entraîné en plus difficilement le retour au marché et la perte d'influence de l'OPEP. Les États membres produisant 27,3 millions de tonnes en 1979, ils n'en extraient plus que 17,7 millions en 1984.

La hausse brutale des prix et les politiques énergétiques des pays industrialisés ont finalement produit leurs effets : l'Occident — et notamment les États-Unis — est de moins en moins dépendant de l'OPEP. Le pari de Nixon est gagné. Une fois de plus, l'Arabie essaie de freiner l'influence en réduisant considérablement la production de 1981, la production saoudienne. Ces sacrifices n'ont entraîné pas la chute des prix. Les pays producteurs non membres de l'OPEP, essentiellement la Grande-Bretagne et le Mexique, pompent au maximum de leurs possibilités et augmentent leurs parts de marché.

Les pays de l'OPEP ont à leur tour et à la fois et sont annuellement au bord de la rupture des 1984, car ils ne sont plus en mesure de réguler le marché pétrolier. La « dame de fer » — la cousine aînée — prône les vertus du marché libéral et refuse de s'associer à la table des producteurs de l'Organisation. L'Arabie décide finalement de faire un bras de fer avec elle. Il faut remonter la production de 2 millions de barils par jour pendant l'été 1985 à 10 millions à la fin de l'année.

L'Arabie, à ce jeu diplomatique, peut tenir longtemps. Plus longtemps que l'Angleterre. Les prix sont tombés à 17 dollars le baril. Deux fois moins qu'en début des années 80. En attendant l'issue de ce combat sauvage, les automobilistes de tous les pays soupireront.

« Maître de conférences à l'université Paris-III »

RENCONTRE

UN PHILOSOPHE DÉCHIRE LE RIDEAU ROUGE

par Olivier Schmitt

Comment le plus jeune agrégé de philosophie français, André Engel, s'est-il converti à la mise en scène ? Par hasard, un peu, et par passion, une passion qui se nourrit de la rencontre et de l'amitié, surtout.

ANDRÉ ENGEL, homme jeune d'aujourd'hui quarante ans, a croisé le chemin, dans les années troubles de l'après-68, de Jean-Pierre Vincent et Gérard Desarthe, devenus depuis le metteur en scène et le comédien que l'on sait. Il quitte alors l'enseignement pour les planches. Avec succès.

Il n'est pas un de ses spectacles qui n'ait été remarqué. Sa personnalité, son originalité, outre une redoutable capacité à lire des textes difficiles et à les rendre accessibles, tiennent pour beaucoup dans sa volonté de sortir du théâtre à l'italienne pour trouver refuge dans des endroits surprenants et pourtant jamais saugrenus. Ainsi, l'an passé, son *Misanthrope* donné à Bobigny, dans la salle de la Maison de la culture transformée en bar et manège.

Il vient d'achever avec Claude Lelouch le tournage de *Vingt ans déjà* (surintitré *Un homme et une femme*) et prépare son prochain spectacle, coproduit par le Festival d'Avignon et la Maison de la culture du Havre, adapté de la *Venise sauvée* de Hugo von Hofmannsthal.

« Vous avez donné vos spectacles les plus récents dans des endroits plutôt curieux : *Dell'Inferno* dans une usine désaffectée ; *Lulu* au Bataclan, jadis célèbre café-concert ; *Le Misanthrope* dans une salle transformée en bar. Êtes-vous fâché avec l'espace théâtral classique ?

« Certainement. Le théâtre à l'italienne est un bâtiment, un lieu que l'on aménage de telle façon qu'il y a toujours d'un côté ceux qui écoutent, regardent, et, de l'autre, ceux qui jouent. La convention veut qu'il y ait abolition du quatrième mur, mais ce mur existe pourtant. La salle à l'italienne est donc l'histoire d'une séparation, la séparation des acteurs et des spectateurs. La présence des uns est complètement niée pendant le déroulement de l'histoire des autres.

« La salle à l'italienne est faite pour brimer le corps du spectateur : il est coincé dans un fauteuil, immobilisé dans le noir, silencieux, attentif ou somnolent. Bref, il n'existe plus à partir du moment où le rideau se lève. Que l'on soit adepte de la catharsis ou de la distanciation, d'Aristote ou de Brecht, de toute façon le spectateur n'existe que par procuration, à travers les déboires des autres.

« Accepter la convention théâtrale, c'est accepter tout cela. On peut la refuser. Avec Nicky Rieti pour les décors, Bernard Faurat pour Dominique Müller pour la dramaturgie, nous avons cherché des endroits qui permettaient de ne pas recomposer cette relation-là. Je reproche à certains professionnels de sortir du théâtre sans savoir pourquoi et de reproduire ailleurs un rapport frontal où perdure la séparation.

« Ce qui m'a intéressé et amusé, c'est d'essayer de construire des spectacles où le public n'était pas acteur mais devenait le sujet d'une métaphore. Prenons trois exemples : *Kafka* et *Week-end à Yatick*, donnés à Strasbourg, et *Dell'Inferno* à Paris. Dans *Kafka*, le public devenait client d'un hôtel ; dans *Week-*

teur intelligent qui me laissait faire, je l'aurais probablement monté dans un théâtre à l'italienne. Mais j'ai eu raison de monter une pièce comme je l'ai montée dans la salle de Bobigny transformée en bar, nîe par les chevaux, le sol, le rapport de la scène et de l'espace imparti au public. J'ai eu raison car c'est mon univers, la façon dont je lis Molière.

« Accepteriez-vous tout de même de revenir à la convention ?

exigences hantées par le cinéma sur le terrain du théâtre. Cela m'a permis de m'amuser, de prendre du plaisir et de le faire souvent partager.

« Cela fait pourtant quinze ans que je le fais, et je commence un peu à m'épuiser. Qu'il soit temps pour moi d'aller voir dans le cinéma-cinéma si je n'ai pas des choses à y faire, sûrement. Mais je ne regrette rien et n'ai pas le sentiment de m'être trompé de métier. Le plaisir est venu au contraire de rêves de durées,

« Il y a un certain nombre de choses que l'on ne peut pas faire au théâtre et que l'on a pourtant envie de voir. Certains lieux, certaines durées, et ce qui est la clé de voûte du cinéma, ce que le théâtre n'offre jamais : le gros plan.

« Nous avons commencé de mettre en parallèle les points communs et les différences de la pièce et du film. Puisque nous ne voulions pas faire du théâtre filmé, le découpage, le rythme, les lieux et le texte seront différents. Quelques

mille choses, notamment ce qu'est un cadrage, un objectif, un mouvement...

« J'en retiens aussi une terrible envie de ne pas quitter cette ambiance-là. Or il se trouve que j'ai de plus en plus de difficultés à savoir quel spectacle je monterai. Je viens de passer cinq mois de cauchemar avant de savoir que j'allais monter *Venise sauvée*, cinq mois à ne pas dormir, à chercher, à lire le répertoire et à ne pas choisir.

« Très franchement, le fait de faire l'acteur au cinéma m'a reposé d'une façon extraordinaire. Cela ne veut pas dire que le métier de comédien n'est pas angoissant, fatigant. Mais les douleurs ne sont pas ressenties de la même façon.

« Votre rencontre avec Claude Lelouch paraissait assez improbable. Elle a pourtant eu lieu. Comment Claude Lelouch, sentimental, peu ami des mots, et André Engel, intellectuel, réputé difficile, ont-ils pu s'entendre ?

« Lelouch et moi avons au moins un point commun très fort : nous sommes sentimentaux tous les deux. La façon de l'exprimer n'est pas la même et, si je fais un jour du cinéma, les films que je ferais ne ressembleront probablement pas aux films de Claude Lelouch. Mais ce que je mets en avant dans mon travail, c'est l'aspect sensible des choses, c'est l'émotion. Lui aussi.

« J'ai rencontré Lelouch, où s'est vu, on s'est plu. Si cela suit, tant mieux. On a pris des risques, mais on s'est très bien entendu. A aucun moment je n'ai été gêné de jouer un metteur en scène tel que Claude Lelouch voulait le voir parce que je ne l'ai pas trouvé si éloigné au fond du metteur en scène que je suis.

« Que pensez-vous du « système » Lelouch ?

« Je sais que j'ai été à l'aise dans mon travail avec lui et que je ne dois pas pour autant penser que je suis devenu comédien de cinéma. Sa méthode consiste précisément à mettre à l'aise des gens dont ce n'est pas forcément le métier.

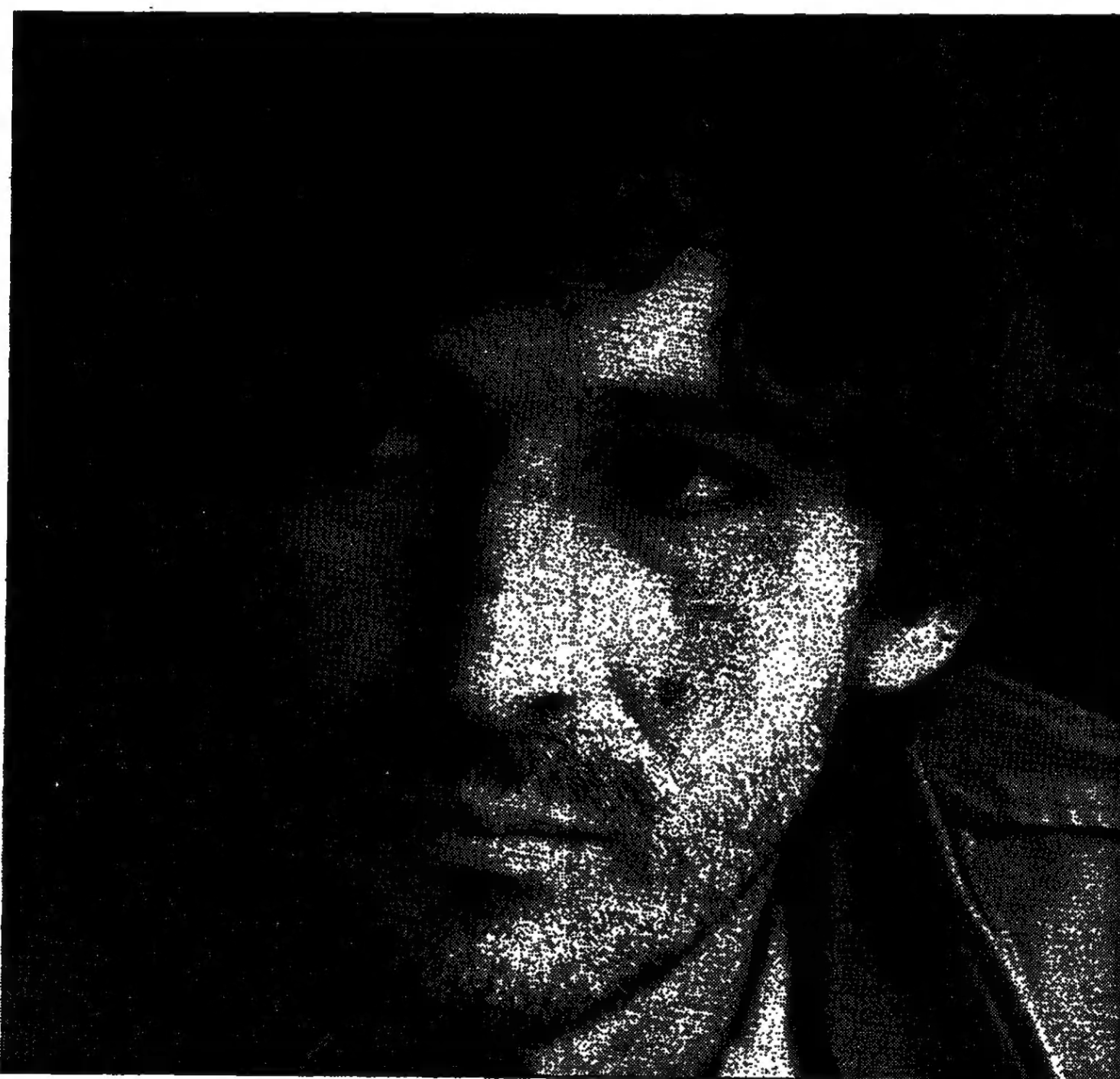
« C'est quelqu'un qui parle peu, qui ne donne à lire aucune ligne du scénario, qui vous débarrasse complètement du souci de mémorisation du texte puisqu'on ne connaît pas son dialogue avant de tourner. C'est quelqu'un qui cherche la spontanéité, la vérité. Par moments, on a la possibilité de modifier son texte, par moments pas. Il a des exigences à lui, qu'il n'explique pas, et c'est très bien comme cela.

« Il y a des acteurs qui auraient horreur de ça. Personnellement, je trouve ça formidable. On est libre, on n'arrête pas de rêver sur le film puisqu'on ne le connaît pas, de rêver sur son personnage puisqu'on n'en sait que très peu de choses.

« Est-ce que quelque chose de lui vous touche assez profondément pour que vous vouliez vous en servir dans votre propre travail ?

« Il fait tout pour aller chercher la vie et non la reproduction de la vie dans un métier où la valeur suprême est le mensonge. Ce qui me touche, c'est tout ce qu'il essaie de mettre en œuvre pour faire surgir ce qu'il appelle « le plan » du film et qui n'est jamais autre chose qu'un regard vrai, une hésitation vraie, un lapsus vrai, une chute ou un sanglot vrai.

« Je cherche cela aussi au théâtre, lieu de l'impossibilité de créer des effets réels. Cette recherche est paradoxale, c'est de la folie dans ses termes mêmes, mais cette tension est l'intérêt de mon travail. Chez Lelouch, c'est la même chose. J'aime cet acharnement.



end à Yatick, il était touriste ; dans *Dell'Inferno*, c'était un voyageur contraint, prisonnier d'un parcours allégorique, initiatique.

« Sa présence, sa masse, le fait que les spectateurs fussent ensemble dans certains spectacles, ou bien isolés, complètement atomisés dans d'autres, cela devenait presque le sujet du spectacle.

« Est-ce un parti pris, un postulat de votre travail ? Ou bien les textes eux-mêmes, votre lecture de ces textes, vous ont-ils entraîné hors du théâtre classique ?

« La première fois que je suis réellement sorti du théâtre, c'était pour monter *Baal*, de Brecht, que j'avais lu comme un voyage. Pas un voyage autour de ma chambre, mais un vrai voyage. J'avais besoin d'espace, un espace que je qualifierais de « cinématographique ».

« Ce n'est en aucune façon un parti pris. Rien ne me ferait renoncer à un texte si j'étais intimement persuadé que j'ai quelque chose à dire sur ce texte. Rien : j'accepterais même de revenir à toutes les conventions.

« Cela a failli arriver pour *Misanthrope*. C'était la première fois que j'aborda une classique, un classique français, en vers. Si je n'avais pas trouvé un produc-

« Je n'en sais rien. Il y en a une que je n'accepte pas, que je ne tolère pas, qui m'est insupportable : les coulisses. Je n'ai jamais monté un spectacle où il y ait des coulisses. Il faut que l'on puisse croire, quand les acteurs disparaissent, qu'ils sont ailleurs mais dans l'univers de la pièce, et non dans la coulisse pour ou la coulisse jardin.

« Dans une salle à l'italienne, la convention veut que, lorsque la porte a été fermée - ce qui fait d'ailleurs toujours trembloter le châssis de bois du décor - cela ne gêne personne puisque c'est « du théâtre ». Je trouve cela insupportable. Je préfère que les acteurs arrivent de nulle part, et dans ce cas je note tout de brouillard, plutôt que de laisser comprendre que, deux secondes avant, le comédien était en train de se concentrer dans les coulisses.

« Votre solution est donc la création d'espaces que vous qualifiez de « cinématographiques ». Ne craignez-vous pas que l'on vous reproche - certains l'ont déjà fait - de vous être trompé de métier et de n'avoir pas choisi d'embrasser la réalisation de films ?

« Je ne me suis pas trompé de métier durant ces quinze années de théâtre. Ce qui m'a permis d'être un metteur en scène ayant son originalité, c'est d'avoir eu des

espaces de cinéma qui, appliqués au théâtre et malgré les contraintes, devenaient très jubilatoires.

« On dit de mon travail qu'il recourt à une « scénographie cinématographique ». C'est faux. La durée et l'espace que je cherche à trouver au théâtre sont ceux du réel, ceux de l'histoire tout court et pas de l'histoire de l'art. Au théâtre, j'essaie de mettre en scène des effets de réel et pas des images. Comme le cinéma, est beaucoup plus près du réel que le théâtre, on dit que mon travail est plus proche du cinéma. Non, il est plus proche de la réalité.

« Votre prochain spectacle, adapté de *Venise sauvée* de Hugo von Hofmannsthal, sera créé lors du prochain Festival d'Avignon et devrait être l'occasion de la réalisation d'un film avec l'aide de Raoul Ruiz. Est-ce pour vous le moyen de comparer théâtre et cinéma ?

« Si tout va bien, ce spectacle fera effectivement l'objet d'un film. Raoul Ruiz, cinéaste hanté par le théâtre, et moi, metteur en scène hanté par le cinéma, nous nous retrouvons depuis plus de huit ans pour élaborer des projets. Il fera en sorte que j'arrive à faire un film à partir du spectacle et surtout à éviter le piège de la retransmission théâtrale.

chose demeurera : les acteurs auront fréquenté leurs personnages pendant trois mois. Ils pourront donc aller chercher avec l'aide de la caméra des nuances qu'ils se seront peut-être interdites sur la scène ou devant les spectateurs.

« Vous venez d'achever le tournage du prochain film de Claude Lelouch, *Vingt ans déjà*. Vous avez fait là vos débuts de comédien et aussi, curieusement, de cinéaste, puisque vous interprétez le rôle d'un metteur en scène à sa caméra. Quels enseignements retirez-vous de cette expérience ?

« Travailler avec Lelouch et l'ensemble de son équipe - je citerai Ariette Gordon, responsable du casting, qui m'a permis de le rencontrer et qui interprète elle-même le rôle de mon assistante - a été une joie de tous les instants.

« Deux de mes souhaits les plus chers ont été réalisés en une expérience unique et formidable. J'ai été comédien et j'ai pu approcher une caméra, j'ai vu ce qu'étaient une Louma, un steadycam, une grue, une équipe. J'ai compris l'exigence d'une harmonie dans cette équipe. Mon personnage m'a permis de mettre les pieds là où aucun acteur ne se serait permis de les mettre : derrière la caméra. C'était mon rôle, et j'ai appris

Continuité
Costa-Rica

Le Costa Rica est un pays d'Amérique centrale, bordé par le Panama au nord, le Nicaragua au nord-ouest, l'Océan Pacifique à l'ouest et le Golfe du Honduras au sud-est. Sa capitale est San José. Le pays est connu pour ses paysages variés, allant des montagnes aux plages de sable blanc. L'économie est principalement basée sur l'agriculture, notamment le café et le bananier.

Le Costa Rica est un pays démocratique et stable, connu pour sa politique de non-alignement. Le pays a une population d'environ 4 millions d'habitants. La langue officielle est l'espagnol. Le pays est membre de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation des États américains (OEA).

Le Costa Rica est un pays touristique très populaire, attirant des millions de visiteurs chaque année. Les sites touristiques les plus connus sont les parcs nationaux, notamment le parc national de la réserve de biosphère de la Montagne de la Neige, et les plages de sable blanc. Le pays est également connu pour son patrimoine culturel et ses traditions.

Le Costa Rica est un pays riche en biodiversité, avec une grande variété d'espèces animales et végétales. Le pays est considéré comme l'un des pays les plus riches en biodiversité au monde. La conservation de l'environnement est une priorité pour le gouvernement.

Le Costa Rica est un pays qui a connu une grande transformation sociale et économique au cours des dernières décennies. Le pays a réussi à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie de sa population. Le pays est également connu pour sa politique de non-alignement et sa participation à l'Organisation des États américains (OEA).

Le Costa Rica est un pays qui a une grande importance stratégique pour l'Amérique centrale. Le pays est situé à la croisée des chemins entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Le pays est également connu pour sa politique de non-alignement et sa participation à l'Organisation des États américains (OEA).